Le Monde

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE – N° 15595 – 7 F | VENDREDI 17 MARS 1995 | FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

■ Situation explosive en Turquie

La tension monte en Turquie, où des émeutes ont provoqué, à Istanbul, la mort de quinze personnes, selon les autorités. Dénonçant la brutalité de la police, la communauté des alévis, musulmans d'origine chiite très attachés à la laïcité, affirme que vingt-six personnes sont mortes. p. 3 et 16

■ Les ventes d'armes mises en cause en Belgique

Les enquêtes continuent, en Belgique, sur des commissions occultes versées lors de contrats de fournitures militaires. Mis en cause pour un pot-de-vin de 10 millions de francs, Dassault-Electronique dément. p. 2

■ Simone Veil contre les promesses « non chiffrées »

Le ministre des affaires sociales nous déclare que M. Balladur est *« trop honnête pour faire croire à des solutions-miracles »*. p. 9



■ Marianne Faithfull en diva des nuits intérieures

La chanteuse, qui partagea longtemps le destin des Rolling Stones, signe un nouvel album, différent et superbe, où s'affirme sa filiation avec une Europe de cabaret. p. 26

■ Carburants : la victoire des grandes surfaces

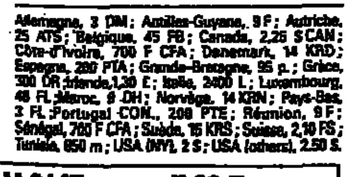
Dix ans après la libération des prix des carburants en février 1985, le nombre de stations-service de propriétaires indépendants a diminué de 60 % alors que la part de la grande distribution a doublé. p. 17

■ Football : le Paris-SG face au Milan AC

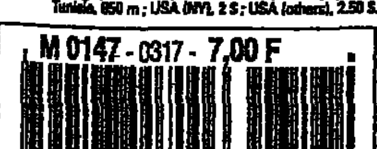
Les Parisiens, qui ont éliminé, mercredi 15 mars, le FC Barcelone (2-1) rencontreront le Milan AC en demi-finale de la Ligue des champions. p. 23

■ Les éditoriaux du « Monde »

La Turquie secouée ; L'Europe de M. Chirac. p. 16



Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 700 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 200 PTA ; Grande-Bretagne, 95 p. ; Grèce, 300 DR ; Irlande, 1,30 £ ; Italie, 2400 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 8 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 200 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 700 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 850 m ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.



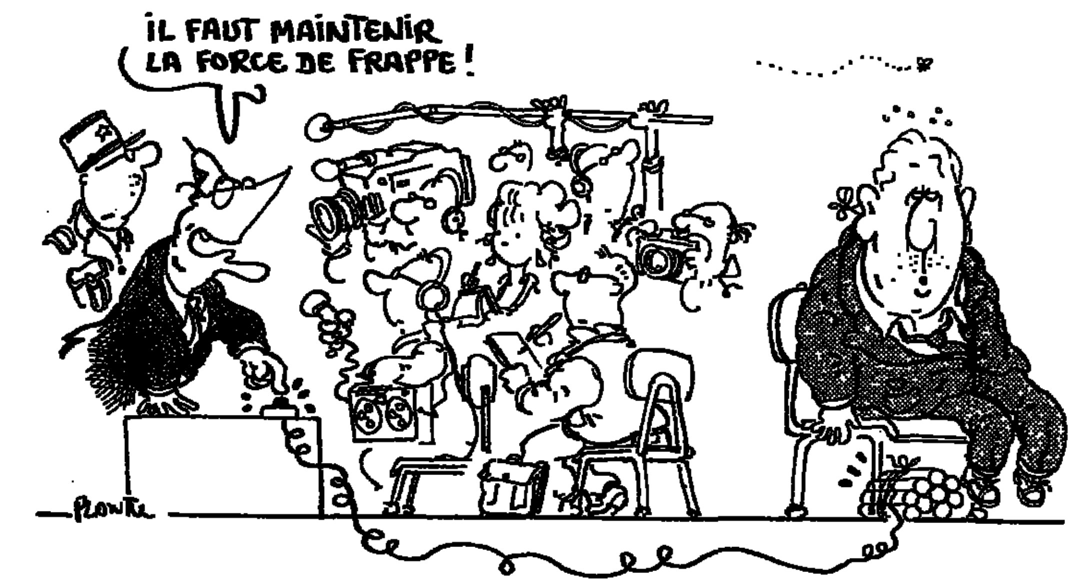
M. Chirac veut renforcer l'Union européenne et conforter l'entente franco-allemande

Le maire de Paris confirme l'objectif de la monnaie unique

PARTICULIÈREMENT attendu sur le terrain européen, Jacques Chirac a présenté, jeudi 16 mars, un programme de politique étrangère marqué par un engagement sans ambiguïté dans la construction et le renforcement de l'Union. Jugeant fondamentale l'entente avec l'Allemagne, le maire de Paris a adressé à Bonn un signe clair en indiquant que le passage à la monnaie unique – dont il ne fixe pas la date – impose *« impérativement »* à la France d'*« accomplir les efforts nécessaires »*.

M. Chirac, dont nous publions par ailleurs un portrait en campagne *(lire page 14)*, prévoit que la reprise des essais nucléaires sera nécessaire *« rapidement »* si l'avis des *« nombreux experts »* qui en jugent ainsi est confirmé.

Lire pages 8 et 16



La diplomatie américaine chahutée par l'informatique

WASHINGTON
de notre correspondant

Sur les autoroutes de l'information, certains vont plus vite que d'autres. Alors que le Pentagone s'est doté d'un réseau informatique ultra-sophistiqué, Intelink, qui rassemble la moisson récoltée par quelque trente-cinq agences de renseignement et une batterie de satellites espions, le département d'Etat en est encore à l'âge de pierre en matière de courrier électronique.

Internet a fécondé Intelink, ce club restreint d'environ 3 000 utilisateurs triés sur le volet, membres des principaux centres de pouvoir des Etats-Unis. C'est d'ailleurs une sorte de retour aux sources, puisque Internet est, à l'origine, le fruit d'une expérience du Pentagone. Avec Intelink, la guerre électronique a fait un bond dans le futur : désormais, la transmission d'archives et de photos, l'interception des conversations téléphoniques, la possibilité pour un agent de la CIA d'avoir accès, où qu'il soit, aux informations « classifiées » de la « Compagnie », toutes ces opérations peuvent s'effectuer en quelques secondes. Intelink n'échappe cependant pas aux risques inhérents à Internet, où pirates de l'informatique et autres pilleurs de banques de données écument le réseau. La CIA assure qu'Intelink est invulnérable, tout en reconnaissant que des indélicats ont déjà tenté d'entrer par effraction dans le système. Reste le problème de la dissémination d'informations ultrasecrètes, désormais à la disposition d'un grand nombre d'« abonnés » peut-être imprudents, voire d'agents doubles.

Mais certains, bien qu'autorisés à « faire leur marché » sur Intelink, sont bien en peine d'y parvenir. A en croire la presse américaine, le département d'Etat connaît un véritable chaos informatique, son réseau d'ordinateurs antédiluviens étant devenu contre-productif. Lorsque le trafic est dense, un message met parfois trois heures pour parvenir à son destinataire. Pas question pour la plupart des diplomates américains de « naviguer » sur Internet ou Intelink. Remplacés en fonction des besoins et des pannes, les ordinateurs des différents services du *State* sont souvent incompatibles entre eux, à plus forte raison lorsqu'il s'agit de dialoguer avec d'autres agences fédérales ou avec les ambassades des Etats-Unis à travers le monde.

Les anecdotes foisonnent illustrant telle ou telle décision ou annonce officielle qui a dû être retardée par suite d'une défaillance des ordinateurs. Le secrétaire d'Etat, Warren Christopher, a demandé au Congrès 35 millions de dollars par an pendant cinq ans pour financer une indispensable modernisation. En attendant, rapporte le *New York Times*, lassés d'attendre un courrier électronique défaillant et redoutant l'absence de confidentialité de la télécopie, les diplomates arpentent les couloirs du Conseil national de sécurité pour transmettre leurs messages confidentiels. Comme s'ils étaient en panne sur les autoroutes de l'information...

Laurent Zecchini

Chantage patronal de droit divin

« ALORS QUE je suis mis en examen par un homme seul pour des faits – une escroquerie – sur lesquels je n'ai jamais été interrogé, c'est une situation qui n'est pas comprise à l'étranger. Ni le fait qu'on veuille m'obliger à démissionner », s'est défendu Pierre Suard, invité de France 2 mercredi 15 mars. Le PDG d'Alcatel Alsthom a farouchement répété qu'il n'entendait pas démissionner de ses fonctions, ainsi que l'avait déjà affirmé, quelques jours plus tôt, François de Laage de Meux, directeur général du groupe, qui assure l'intérim.

Pourtant, et n'en déplaise à M. Suard, l'étranger réagit peu à ses démêlés avec la justice. Les observateurs anglo-saxons, de Wall Street à la City, avec leur culture différente de la finance et des affaires, s'étonnent plutôt qu'un capitaine d'industrie puisse se maintenir à son poste dans une situation déstabilisante pour l'entreprise et préjudiciable à la sauvegarde des intérêts de ses actionnaires. La sanction est d'ailleurs tombée, illustrant bien l'aversion des porteurs d'actions face à toute forme d'incertitude : de 130 milliards de francs, la capitalisation boursière du groupe s'est réduite à 60 milliards.

Sans préjuger de l'issue de ce que le président d'Alcatel Alsthom qualifie d'*« aventure judiciaire »*, sa mise à l'écart des affaires par décision de justice aurait été moins traumatisante s'il avait décidé, de lui-même, de se placer « en réserve » de la direction de l'entreprise au début de l'instruction, le temps que son dossier soit éclairci, plutôt que de se retrouver dans la même situation par une contraignante mise sous contrôle judiciaire. Sauf à contester aux juges le droit de procéder à des investigations et à douter de leur professionnalisme, en les suspectant de ne se fonder que sur des *« fantasmes purs »*, un patron ne saurait ignorer la règle selon laquelle le juridique « tient l'économique en l'état ». En d'autres termes, le juridique prime sur l'économique, et aucun dirigeant ne saurait s'y soustraire, même si d'aucuns estiment que les juges ne sont pas, par formation, toujours suffisamment avertis des procédures utilisées dans le monde des affaires. De plus, il en va également de l'intérêt des actionnaires que la justice puisse être saisie, ne serait-ce que pour clarifier la situation.

L'attitude de M. Suard illustre un des traits de l'exercice du pouvoir au sein des entreprises françaises, souvent qualifié de droit divin. A l'étranger, précisément, on s'étonne qu'une structure de commandement à présidence et conseil d'administration soit souvent préférée à une autre formule, un conseil de surveillance et un directoire, dans laquelle la direction est plus collégiale et où l'obligation de rendre des comptes est mieux affirmée. Le management d'Alcatel Alsthom est organisé selon la première structure. Les observateurs étrangers s'étonnent aussi que les assemblées générales ne soient souvent que des chambres d'enregistrement où les petits actionnaires n'ont pas voix au chapitre.

Gilles Bridier

Lire la suite page 16
et nos informations page 18

Un financement occulte du RPR est évoqué dans l'affaire Maillard et Duclos

L'AFFAIRE Maillard et Duclos, du nom d'une entreprise de BTP de la région Rhône-Alpes, filiale de la Lyonnaise des eaux-Dumez, va-t-elle déboucher sur un véritable scandale mettant en cause le PDG du groupe, Jérôme Monod ? Le juge d'instruction de Bourg-en-Bresse (Ain), Philippe Assonion, chargé de l'enquête sur les conditions de la déconfiture de cette société, devait confronter, jeudi 16 mars, son ancien patron, Robert Bourachot, aux deux plus hauts dirigeants de la Lyonnaise, MM. Monod et de Panafieu.

Mis en examen à la fin de l'année 1993 et incarcéré durant cinq mois et demi, M. Bourachot n'a jamais cessé d'invoquer la responsabilité de ses anciens supérieurs dans la mise en place de ce que les enquêteurs, dans un rapport remis au juge le 9 février, appellent un *« processus très élaboré de financement occulte »*. La piste d'une commission de 1,8 million de francs versée en 1991 sur un compte suisse, puis transférée vers une énigmatique fondation au Liechtenstein, pourrait conduire à la découverte d'une caisse noire au profit du RPR.

Lire page 11

Le sage renoncement de Brice Lalonde



BRICE LALONDE

BON GRÉ mal gré, Brice Lalonde a dû passer le témoin. Après avoir pris ses marques dans la précampagne présidentielle, le *« premier écologiste de France »* a renoncé à s'engager plus avant, en annonçant, mercredi 15 mars, que *« trois candidats se réclamant de l'écologie assassineraient l'écologie »*. A dire vrai, cette décision, sage, était attendue. A quarante-neuf ans, l'ancien ministre de l'environnement ne considère plus l'élection présidentielle comme un passage obligé. En 1992, il avait fait élire sur son seul nom une centaine de conseillers régionaux, qu'il n'a pas su fidéliser.

Aujourd'hui, avec ses derniers amis, le président de Génération Ecologie espère encore contribuer à l'émergence d'une *« génération nouvelle de réformateurs, libérés des vieux clivages politiques »*, autour de quelques idées fortes : l'Europe, le partage du travail, le développement soutenable. M. Lalonde reste un agitateur. Il revient à ses concurrents, Antoine Waechter et Dominique Voynet, de garder la jeune maison de l'écologie politique française. Le premier le fait en campant sur une ligne de stricte autonomie. La seconde, comme en témoigne sa plate-forme présidentielle, s'échappe du champ clos de l'environnement pour s'engager dans le camp de la transformation sociale.

Lire page 32

POTS-DE-VIN Les enquêtes continuent en Belgique sur des commissions illicites qui auraient été versées à l'occasion de contrats de fournitures militaires, notamment à l'armée de l'air. ● DASSAULT ÉLECTRONIQUE, firme française d'armement, accusée d'avoir payé un pot-de-vin de 10 millions de francs français pour le contrat « Carapace » d'équipement des avions F-16 en moyens de guerre électronique (*Le Monde* daté du 16 mars) a rejeté, mercredi 15 mars « des accusations sans fondement ». A la Bourse de Paris, l'action Dassault Electronique a reculé de 5,5 %. ● *CODE DES IMPÔTS. En fait, le code* des impôts belge prévoit l'usage de commissions pour obtenir certains marchés ; l'Etat prélève un pourcentage sur ces commissions. En France, *les « frais commerciaux extérieurs »* sont courants : ils ont représenté en 1994 10 milliards de francs.

L'armée belge impute aux politiques la responsabilité des « affaires »

Le scandale Agusta continue de provoquer des ravages dans les milieux de la défense en Belgique. Willy Claes, secrétaire général de l'OTAN, est mis en cause par plusieurs partis d'opposition

BRUXELLES
de notre correspondant

La chambre des mises en accusation de Liège devait se prononcer jeudi 16 mars sur le maintien en détention de Johan Delanghe, ancien chef de cabinet de Willy Claes. Il s'agit d'un suspect arrêté le 28 février dans le cadre de l'affaire Agusta et des autres enquêtes sur les commissions illicites éventuellement versées pour l'obtention de divers contrats militaires, notamment pour la modernisation des F 16 et des Mirage de la force aérienne belge après 1989. Cet arrêt est important pour la firme Dassault dans la mesure où elle demeure soupçonnée de collusion avec M. Delanghe en dépit du démenti qu'elle a publié mercredi 15 mars.

ENVOI DE FONDS SUSPECT

Selon les avocats d'un autre accusé – Etienne Mangé, ancien trésorier du Parti socialiste flamand (SP), arrêté le 17 février –, en effet, la firme française serait à l'origine d'un envoi de fonds suspect d'un montant de 10 millions de francs français au profit du SP ou de certains de ses membres (*Le Monde* du 16 mars). Une commission rogatoire est partie à Luxembourg au début de la semaine pour essayer de déterminer d'où venait exactement cet argent et qui en a profité entre 1989 et 1993, grâce à de complexes opérations croisées avec la Suisse. Mis en cause par M. Mangé et par un autre comparse, Luc Wallyn, ancien secrétaire du SP, lui-aussi arrêté, M. Delanghe nie tout, et ses avocats présentent son incarcération comme un moyen de pression inadmissible.

La décision attendue jeudi paraissait également importante pour Willy Claes, secrétaire général de l'OTAN, qui était ministre de l'économie en 1988, à la signature du contrat Agusta. M. Claes est mis en cause par plusieurs partis d'opposition. Ancien sénateur libéral, le général Robert Close écrivait lundi dans *La Libre Belgique* : « *Connaissant la véritable symbiose qui existe entre un ministre et son chef de cabinet, à qui fera-t-on croire que ce dernier s'arroge brusquement le privilège de mener la barque ministérielle en pleine indépendance ?* » C'est là un échantillon, parmi d'autres, des propos des militaires après le suicide du général Lefebvre (*Le Monde* du 10 mars). L'enterrement de l'ancien chef de l'armée de l'air, soupçonné d'avoir été un agent trop entreprenant de l'industrie française, a eu lieu mardi en présence de nombreux officiers belges et étrangers, mais en l'absence remarquée des homme politiques, à l'exception de Paul Vanden Boyenants, ancien ministre de la défense.

COMMUNIQUÉ VENGEUR

Auparavant, le Syndicat national des militaires belges (on peut être syndiqué dans l'armée belge) avait publié un communiqué vengeur : « *Ce ne sont pas les militaires de haut niveau, qui ont joué le rôle principal dans les scandales d'achats successifs, qui ont reçu les millions de pots-de-vin pour boucher les trous de leurs propres organisations ou se sont enrichis personnellement* [...]. *Il est prouvé* de facto *que les jeux de mélanges d'intérêts et d'influences personnelles se passaient principalement et avant tout dans les milieux politiques.* »

Mercredi, on a appris qu'un comptable du SP venait d'avouer aux enquêteurs que la comptabilité des associations gravitant autour du SP était truquée en 1988 et en 1989. Pour prouver qu'une partie des pots-de-vin encaissés avait profité à ces associations, la justice avait fait procéder à des perquisitions au siège bruxellois du SP. Visiblement embarrassé, Louis Tobbak, ancien ministre de l'intérieur et actuel président du SP, en est réduit à dire que la bonne foi des dirigeants socialistes a été « *abusée* » par des gens sans scrupules.

En Belgique, l'usage de commissions sur les marchés d'armement est reconnu, comme en France (*voir ci-dessous*) : le code belge des impôts prévoit le recours aux pots-de-vin pour arracher des marchés : « *Dans le cas où l'octroi de commissions secrètes par les entreprises est reconnu de pratique courante, le ministère des finances peut, à la demande du contribuable, autoriser que soient considérées comme frais professionnels les sommes ainsi allouées.* » Mais l'Etat belge perçoit un pourcentage forfaitaire sur cet argent de la corruption. C'est pourquoi, explique un fiscaliste au quotidien bruxellois *La Lanterne*, « *les commissions illicites sont généralement payées par des filiales étrangères établies dans des pays plus compréhensifs.* » Dans l'affaire Agusta, et aussi dans ce que la presse belge appelle « *l'affaire Dassault* », il semble que les enquêteurs s'intéressent justement à des versements opérés par filiales interposées.

Jean de la Guérivière

Comptabilité truquée

A la fin des années 80, la comptabilité du Parti socialiste flamand aurait été truquée, selon le témoignage d'un comptable rapporté par la radio belge francophone RTBF, qui s'appuie sur des sources judiciaires. Ce comptable, Guido Triest, était placé sous les ordres d'Etienne Mangé, aujourd'hui principal accusé de l'« affaire Agusta », lorsque celui-ci était trésorier du Parti socialiste flamand (SP), en 1988 et 1989. Il aurait expliqué aux enquêteurs que la comptabilité du SP à l'époque était truquée pour dissimuler à la fois l'encaissement d'importantes sommes et le versement de subventions élevées à des organisations amies du parti. L'argent aurait été prélevé sur les 51 millions de francs belges (environ 10 millions de francs français) de commissions versées par la firme italienne Agusta au SP, lors d'une vente de quarante-six hélicoptères à l'armée belge, pour un montant de 46 millions de dollars (équivalent aujourd'hui de 230 millions de francs français). *(AFP).*

Les commissions sur les ventes françaises à l'étranger ont atteint 10 milliards de francs en 1994

LE DIAGNOSTIC est posé par un ancien directeur général des services spéciaux français : « *90 % de la population mondiale vit sous des régimes politiques dont les dirigeants s'enrichissent au pouvoir.* » Et l'un des hommes chargés, auprès du ministre de la défense, de pratiquer les deux cent trente-deux interceptions téléphoniques autorisées simultanément en permanence explique que « *90 % des écoutes téléphoniques de la DGSE en France se rapportent au trafic d'armes* ».

Le scandale qui vient d'éclater en Belgique, à propos de commissions versées en échange de l'achat d'hélicoptères italiens en novembre 1988, illustre ces propos au lieu de les contredire. Car plus un régime se croit assuré de sa stabilité et plus les risques de corruption y sont élevés. Plus grand aussi est le nombre des décideurs à compromettre.

DÉGOÛT

Le secteur de l'armement n'est pas le seul ni le plus important à être accusé de prévarications envers des hommes politiques, des industriels ou des chefs militaires. Celui de l'équipement, des travaux publics et du génie civil l'est tout autant. Mais, en matière d'armement, la fin de la guerre froide est passée par là.

A l'exception de certaines « affaires » des années 70 et 80, comme celles qui gangrenèrent les Pays-Bas et le Japon à l'occasion de ce qu'on a appelé le scandale Lockheed, la plupart des grandes transactions se sont abritées – du moins en Europe – derrière les « *exigences* » de la souveraineté nationale et de l'intérêt collectif et le respect de « *leurs engagements sécuritaires* » par des gouvernements dont on discutait peu la bonne foi. Aujourd'hui, le mur de Berlin s'est écroulé, le système géopolitique mondial est bouleversé, les garde-fous de la guerre froide sont tombés. Si bien que les réseaux de la corruption, qui continuent de fonctionner à plein régime dans des structures nationales aussi bien que multinationales, sont moins préservés et moins assurés de l'impunité.

La lutte contre l'argent sale ou l'argent sauvage est devenue la priorité affichée. Les enquêtes remontent dans le temps, à l'époque des bonnes « affaires » conclues en toute quiétude pendant la guerre froide, comme elles visent les transactions nouvelles, celles qu'il faut justifier à [illegible] nations avides de toucher les « dividendes de la paix ».

En France, la majorité des pots-de-vin à l'exportation, dans le secteur de l'armement, sont identifiés. C'est dire qu'ils sont enregistrés, quasiment supervisés et tolérés par un ministère de la défense en charge, avec d'autres administrations publiques, de donner son feu vert dès le stade de la prospection d'un client étranger. A plus forte raison quand il s'agit de signer avec lui le contrat définitif en bonne et due forme. Il a existé, il y a quelques années à peine, des ministres français de la défense qui ont avoué – après coup – leur dégoût d'avoir été au courant de telles pratiques au sein même de leurs propres services.

Au travers des procédés en usage à la Coface (Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur), qui couvre les risques politiques et commerciaux encourus par les exportateurs et qui garantit des prêts bonifiés, ou dans les offices spécialisés de commercialisation, desquels l'Etat a préféré se retirer pour les laisser aux mains des industriels et qui sont autant d'écrans comptables en matière de ventes d'armes, il existe ce qu'on nomme pudiquement les « *frais commerciaux extérieurs* », les FCE. Autrement dit, les commissions versées à l'occasion d'un contrat à l'exportation.

DES PRATIQUES LICITES

A défaut d'être totalement légaux, ces FCE sont courants, connus des autorités et donc licites. Ils peuvent atteindre, avec l'approbation de l'Etat, jusqu'à 15 % du montant global d'un contrat. En 1994, si l'on en croit des analyses avancées par la direction du renseignement à la DGSE, le commerce extérieur de la France a engendré 10 milliards de francs de « *commissions plus ou moins occultes* ». Les Etats industrialisés, auxquels s'adressent les principaux groupes français de l'armement, sont aussi ceux chez qui la corruption fait florès.

Contrairement à une idée répandue, « *on paye cher là où le pouvoir est le plus durablement installé* », assure un expert du renseignement. En clair, dans les Etats forts ou dans les pays démocratiques. Cela pour toute une série de raisons dont la plus déterminante est qu'un pouvoir dont l'existence n'est pas immédiatement contestée est aussi celui qui doit « arroser » un plus grand nombre de centres de décision. Des centres ayant chacun une parcelle d'influence, où les discussions sont longues et ardues avant de se conclure.

A l'appui de son argumentation, notre interlocuteur cite *a contrario* le cas de ce chef d'Etat africain, menacé par l'instabilité de son régime, qui a préféré recevoir 10 millions de francs de commissions pour un contrat conclu en six mois plutôt qu'un pot-de-vin plus important – de l'ordre de 80 millions de francs – sur une transaction qui aurait nécessité deux années.

MODUS VIVENDI

Une fois inscrits dans la police propre au contrat, les FCE, qui se font au cas par cas et qui sont authentifiés en France par une instance interministérielle, profitent à tous les intermédiaires, comme à tous les passeurs d'ordres. Chez le client comme chez le vendeur. Le client fait généralement l'avance à la commande, à partir des fonds publics dégagés pour financer le contrat. Il en récupère une partie, la plus importante dit-on, à des fins privées. Le reste est cédé au vendeur. Tous les canaux sont possibles, à commencer par le transit, somme toute classique, des paradis fiscaux, d'où le vendeur fera ensuite évaporer sa part de commission pour « remercier » qui de droit en France.

Pour le vendeur, l'essentiel est de savoir dénicher, chez son client, la filière par laquelle ce *modus vivendi* sera le mieux respecté.

CAUCHEMAR

Un tel circuit se complique encore, depuis quelques années, du fait que les clientèles à l'exportation, avant de signer, réclament des compensations au profit de leurs économies nationales. Cette pratique est devenue fréquente dans les pays les plus industrialisés, pour maintenir un maximum d'emplois locaux, et dans les pays en voie de développement, pour accéder à des technologies modernes censées créer des richesses.

Pour emporter le marché, l'Etat vendeur, ou son industriel, promet d'acheter des biens ou des services produits par l'Etat client, au minimum à hauteur du montant total du contrat. Parfois, il s'agit, pour l'acquéreur, d'obtenir des précompensations, à savoir un engagement ferme du vendeur d'assister l'industrie locale même s'il ne doit y avoir aucun contrat définitif.

La France a dû se prêter au jeu, qui, sous prétexte d'encourager la coopération internationale, rappelle le troc. Avec la Grèce, notre pays a dû, par exemple, se lancer, pour placer ses Mirage et ses patrouilleurs, dans le négoce de denrées agricoles (du raisin de Corinthe) ou dans l'organisation de séjours touristiques. Dans le Golfe, les échanges se sont faits contre du pétrole ou des métaux précieux. Avec la Finlande, ce fut encore la vente de missiles moyennant des outillages de papeterie.

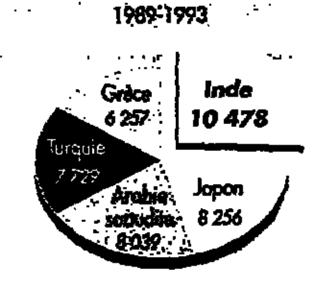
Le « scandale » des hélicoptères italiens en Belgique a été l'occasion de mettre à nu l'existence de tels montages et leurs faiblesses sur le plan politique. Le contrat conclu par le gouvernement belge avec Agusta – au détriment de l'hélicoptère français Ecureuil, qui avait les faveurs des états-majors – a mis en évidence la complexité d'une opération qui devait aboutir à satisfaire la cause à la fois des Flamands, des Wallons et de la région de Bruxelles. Ce qui contraint le vendeur à intéresser des communautés préoccupées de n'être point défavorisées les unes par rapport aux autres en dépit de leur inégalité de développement. « *Les sociétés*, reconnaît – peut-être par dépit – un industriel français qui est absent de Belgique depuis la vente des hélicoptères italiens, *s'engagent dans des opérations hasardeuses et coûteuses* », qui leur font se livrer, en bout de course, à « *des compromissions qui tournent au cauchemar* ».

Jacques Isnard

Les cinq premiers pays clients d'armement dans le monde

en millions de dollars
(exprimé en valeur 1990)

1989-1993



Source : Institut suédois de la paix (SIPRI).

Durant cette période, le marché mondial a totalisé 136,6 milliards de dollars.

Des maîtres-espions promis à un bel avenir

L'idée de regrouper l'appareil d'Etat du renseignement extérieur gagne du terrain

LES « PATRONS » des services de renseignement des grandes nations occidentales sont peut-être appelés à un grand avenir politique. Ils l'ont déjà été dans l'ex-URSS, comme en a témoigné l'ascension de Iouri Andropov, passé du KGB au Kremlin. A l'Ouest, la question mérite d'être posée, même si George Bush, qui dirigea la CIA en 1976-1977, avait pu accéder par la suite à la Maison Blanche.

On a trop peu remarqué ce qu'a de particulier le choix de Bill Clinton en faveur de John Deutch pour diriger la CIA. Si le Congrès donne son aval, le nouveau responsable de l'agence aura rang de membre du cabinet à Washington. Ce qui lui conférera une position influente dans les instances gouvernementales, position que ses prédécesseurs n'avaient pas, sauf William Casey quand Ronald Reagan était président des Etats-Unis. Il s'agirait bien d'une nouvelle étape dans la progression des responsabilités attribuées au « patron » de la CIA, à un moment où le travail de l'agence américaine est pourtant ouvertement critiqué.

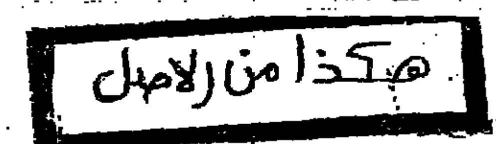
En clair, John Deutch aura son mot à dire dans la conception de la politique extérieure américaine, et pas seulement en livrant des renseignements au Conseil national de sécurité. Comme le rappelait récemment le *Washington Post*, William Casey avait profité de sa position pour monter un « *coup foireux* » que M. Reagan avait ensuite couvert : des livraisons d'armes à l'opposition, au Nicaragua, financées de façon occulte sur des transactions clandestines avec l'Iran. A ce jour, le « patron » de la CIA assure aussi la coordination du renseignement stratégique extérieur. C'est dire qu'il contrôle, depuis son bureau de Langley, les activités et, surtout, le budget, d'une trentaine de milliards de dollars par an, couvrant les dépenses d'une douzaine d'organismes civils et militaires chargés du renseignement.

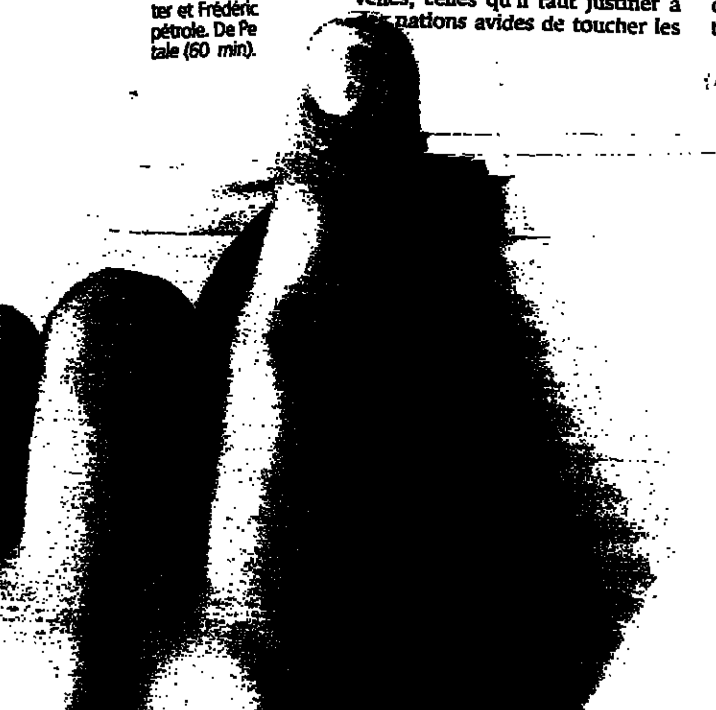
VERS UN CONSEIL DE SÉCURITÉ

M. Deutch, qui, comme secrétaire adjoint à la défense, était jusqu'à présent le responsable numéro un des problèmes d'acquisition, de coopération et d'exportation en matière d'armement au point de s'être souvent heurté à ses homologues européens, régentera aussi les activités de la communauté américaine du renseignement et interviendra dans l'élaboration de la politique étrangère menée par M. Clinton.

Une telle ascension ne manquera pas d'inspirer les partisans d'une réorganisation de la collectivité du renseignement extérieur en France, des partisans qui se manifestent de plus en plus souvent à visage découvert. Si l'on exclut du champ de cette réflexion les organismes contribuant au renseignement intérieur, comme la direction de la surveillance du territoire (DST) ou les renseignements généraux (nouvelle formule), nombreux sont ceux qui suggèrent actuellement un regroupement de l'appareil d'Etat en matière de renseignement extérieur, qu'il soit militaire ou civil. Cela, sur le modèle de ce qui se pratique déjà en Allemagne, où le BND a été renforcé. On travaille sur cette idée au ministère de la défense, qui est l'administration de tutelle. *Dans un livre à paraître prochainement sous le titre Au cœur du secret*, Claude Silberzahn, l'ancien responsable de la DGSE, y fait une brève allusion, prônant la coordination des services spéciaux par un haut responsable relevant du premier ministre. On n'en est pas encore à imaginer une solution à l'américaine, telle celle qui propulse John Deutch au rang des décideurs du cabinet présidentiel. Mais on s'achemine vers la création d'un conseil de sécurité et de politique extérieure, qui concentrerait le renseignement et serait bien autre chose qu'un secrétariat général de la défense nationale (SGDN) au petit pied...

J. I.





La tension monte à Istanbul où des émeutes ont provoqué la mort d'au moins quinze personnes

La brutalité de la répression contribue à créer une situation explosive

Les émeutes qui ont agité Istanbul depuis l'attentat de dimanche 12 mars contre la communauté alévie et la violente répression des forces de l'ordre ont provoqué la mort de quinze personnes, selon les autorités. La communauté des alévis, musulmans d'origine chiite très attachés à la laïcité, affirme que vingt-six personnes sont mortes. Les manifestants accusent la police d'avoir contribué à l'escalade en tirant directement sur la foule.

ISTANBUL
de notre correspondante

Une lente procession a accompagné, mercredi 15 mars, les corps de plusieurs victimes des émeutes ramenées pour être ensevelies dans le quartier de Gazi, à Istanbul. Dans la rue, les taches de sang sur le pavé témoignent encore de la violence des affrontements qui ont dévasté ce quartier et bouleversé la Turquie. Grâce à un accord conclu entre l'armée et les représentants des manifestants, les funérailles se sont déroulées dans une atmosphère tendue, mais sans incident, malgré la présence d'une foule importante.

Au même moment, sur la rive asiatique d'Istanbul, quatre manifestants trouvaient la mort au cours d'une nouvelle explosion de violence dans le quartier populaire d'Umraniye, où quelque mille cinq cents personnes s'étaient rassemblées pour protester contre les méthodes utilisées par la police.



La majorité des Turcs, choqués et perplexes devant les scènes de violence qu'ils suivent sur leur petit écran, ne comprennent pas comment la situation a pu si rapidement dégénérer au moment où leur pays semblait enfin avoir fait un pas en avant avec la signature de l'accord d'union douanière avec l'Europe. Déclenchées, à l'origine, par une fusillade dirigée contre des établissements fréquentés par des alévis, les émeutes ont pris de l'ampleur pour devenir l'expression du mécontentement général de la population. La situation économique, le conflit kurde et l'attitude répressive des autorités sont autant de facteurs qui contribuent à créer une situation explosive. Les images de policiers, armés de bâtons, brutalisant les manifestants n'ont fait que confirmer le manque de confiance du public à l'égard des forces de l'ordre.

A Ankara, le gouvernement, très critiqué pour son intervention tardive, multiplie les réunions d'urgence et cherche des coupables, sans pouvoir dissimuler son impuissance. De nombreuses voix, dont celles de Cem Boyner, le dirigeant du Mouvement de la nouvelle démocratie (YDH), se sont élevées pour demander la démission du ministre de l'intérieur Nahit Mentese, qui a démenti que la police ait ouvert le feu, malgré un bilan qui, selon les sources, se situe entre quinze et trente morts.

De tous bords émanent des appels au calme. Lundi, les trois grands quotidiens nationaux, *Hürriyet*, *Sabah* et *Milliyet*, ont paru, dans un rare moment d'unité, avec un titre et un commentaire communs à la une : « *Nous ne tomberons pas dans ce piège odieux.* »

Le premier ministre Tansu Ciller, qui, parallèlement aux événements sanglants qui bouleversent son pays, poursuit ses travaux en vue de la formation d'une nouvelle coalition avec Hikmet Cetin, le dirigeant du Parti républicain du peuple (CHP), a demandé l'appui de la population : « *Nous traversons des temps difficiles. C'était le but de ces actions. Nous ne devons pas riposter.* » Mme Ciller, qui attribue les émeutes à « *une provocation à multiples facettes lancée par des cercles étrangers* » – l'explication traditionnelle du gouvernement lorsqu'il n'a pas de meilleure excuse à fournir –, a affirmé que « *l'État n'a, à aucun moment, perdu le contrôle* » et qu'il « *est plus déterminé, et plus courageux que jamais* ».

Nicole Pope

Washington presse les pays d'Europe centrale de régler leurs différends

Bill Clinton a écrit aux principaux dirigeants

WASHINGTON
de notre correspondante

Soucieux de voir les pays d'Europe centrale régler leurs différends avant l'élargissement de l'OTAN, les Etats-Unis manifestent un plus grand activisme dans la région. Le président Clinton a écrit, le 8 mars dernier, aux premiers ministres hongrois et slovaque, Gyula Horn et Vladimir Meciar, et au président roumain, Ion Iliescu, pour les presser de résoudre leurs conflits bilatéraux, essentiellement centrés sur le sort de la minorité hongroise en Slovaquie et en Roumanie, ont indiqué au Monde des sources est-européennes à Washington.

Pour Washington, la perspective de la tenue à Paris, les 20 et 21 mars, de la Conférence sur la stabilité en Europe, une initiative française précisément destinée à résoudre ce type de différends, fournit une excellente occasion de donner un coup de pouce supplémentaire : ces pays s'efforcent de signer des traités bilatéraux de bon voisinage avant la date-butoir du 21 mars.

L'INTÉGRATION À L'OTAN

Si ces traités pouvaient être signés à Paris la semaine prochaine, cela aplanirait évidemment certaines difficultés sur la voie de l'intégration de plusieurs pays d'Europe centrale à l'OTAN, un processus qui doit commencer à faire l'objet de discussions concrètes dès cette année. L'administration Clinton le fait savoir depuis deux mois : ne pourront adhérer à l'OTAN que les pays en paix les uns avec les autres. « *La Hongrie et la Slovaquie ne pourront pas entrer dans l'OTAN si leur différend n'est pas résolu* », a répété, jeudi 9 mars au Congrès, Richard Holbrooke, secrétaire d'Etat adjoint chargé des affaires européennes, devant la commission des relations internationales de la Chambre des représentants. M. Holbrooke, qui s'est rendu récemment à Budapest, Bratislava et Bucarest, a relevé qu'on y rappelait souvent que Grèce et Turquie étaient devenues membres de l'OTAN malgré leurs multiples conflits. « *A cela*, a-t-il poursuivi, *nous répondons que c'était la guerre froide. Aujourd'hui, c'est différent.* »

« *Ce que voudraient les Américains, c'est un accord qui changerait l'atmosphère* », souligne un diplomate est-européen. Mais, à moins d'une semaine de la date fatidique, les négociations se poursuivent laborieusement entre Budapest et Bratislava, et les Hongrois laissent entendre que, si les deux pays ne parvenaient pas à conclure le traité dans les délais prévus, cela ne signifierait pas qu'ils ont échoué : les discussions pourraient se poursuivre au-delà du 21 mars. « *Mieux vaut un traité tardif qu'un mauvais traité* », juge-t-on de source hongroise à Washington.

La lettre de Bill Clinton à Vladimir Meciar ne se contente pas de prodiguer au premier ministre slovaque des encouragements sur le traité avec la Hongrie : elle s'accompagne d'un rappel de la nécessité de poursuivre les réformes économiques et politiques. L'image de M. Meciar, accusé de dérive autoritaire, est sérieusement ternie à Washington, et le *New York Times* s'est ému, dans un éditorial, du rappel à Bratislava du correspondant de la radio slovaque, Peter Susko, pour avoir émis une critique du pouvoir.

Sylvie Kauffmann

L'Allemagne n'interdit plus les expulsions de réfugiés kurdes vers la Turquie

BONN
de notre correspondant

Les droits de l'homme sont-ils respectés par la Turquie ? A l'heure où le gouvernement d'Ankara frappe aux portes de l'Europe, la question se pose de manière répétée. Et particulièrement en Allemagne, où tout ce qui concerne la Turquie trouve un écho immédiat. Depuis dix mois, les demandeurs d'asile kurdes dont le statut de réfugié n'avait pas été reconnu par les autorités allemandes ne pouvaient pas être expulsés vers la Turquie. Cette disposition, qui concerne plus de dix mille personnes, avait été prise en raison des risques de persécution encourus par les Kurdes à leur retour en Turquie.

Depuis le 16 mars, tout a changé. Estimant que les garanties de respect des droits de l'homme données par le gouvernement d'Ankara sont suffisantes, le ministre de l'intérieur du gouvernement fédéral, Manfred Kanther, vient de lever le gel des expulsions. Un accord entre Bonn et Ankara prévoit un certain nombre de mesures afin d'assurer un traitement humain aux réfugiés kurdes à leur retour (non application de la peine de mort, absence de torture, possibilité de contrôle par un médecin...). Mais la majorité des Länder, gouvernés par l'opposition sociale-démocrate, continueront de garantir l'accueil à tous les réfugiés kurdes : un nouveau conflit juridique se prépare entre les autorités fédérales et régionales.

DISPARITIONS

Une audition publique d'experts a été organisée mercredi 15 mars au Bundestag, à Bonn. Les députés ont tenté de se faire une idée précise de la situation des droits de l'homme en Turquie. On s'est penché sur l'activité des tribunaux de sécurité d'Etat créés en 1982, mais aussi sur le comportement de la police, en particulier dans les territoires de l'est du pays soumis à l'état d'urgence. Un ancien ministre de la justice d'Ankara a indiqué que son pays respectait les critères prévus par la convention européenne des droits de l'homme. Mais l'ensemble des organisations non gouvernementales présentes lors de cette audition ont souligné que, même si officiellement la peine de mort n'est plus appliquée en Turquie depuis 1984, la réalité des faits était très différente.

Amnesty international a indiqué que vingt-neuf personnes emprisonnées étaient mortes des suites de tortures en 1994 et relevé cinquante cas de disparition au cours de la même année, concernant aussi bien des particuliers, des politiciens locaux, des journalistes... Toujours selon Amnesty, quatre cents meurtres politiques impliquant des membres de la Sécurité d'Etat auraient été commis en 1994.

La torture est non seulement pratiquée dans les régions à forte présence kurde, mais également dans l'ensemble du pays. Amnesty international relève avec inquiétude le nombre croissant de poursuites judiciaires dont font l'objet, en Turquie, les membres d'organisations de défense des droits de l'homme. « L'utilisation du mot « Kurdistan » suffit pour être poursuivi par les tribunaux », selon Heidi Wedel, de la section allemande d'Amnesty international.

Lucas Delattre

Le Canada autorise le départ du chalutier espagnol qu'il retenait

LE CHALUTIER espagnol *Estai*, arraisonné jeudi 9 mars par les autorités canadiennes dans les eaux internationales, a été autorisé à partir après le versement d'une caution de 500 000 dollars canadiens (environ 1,7 million de francs). Plusieurs bateaux de pêche espagnols, qui s'étaient à nouveau rendus mardi et mercredi sur les grands bancs de Terre-Neuve, ont aussi quitté la zone contestée. La libération du chalutier galicien apaise donc le différend entre l'Union européenne et le Canada, et laisse entrevoir une solution au conflit sur la pêche au turbot qui est à l'origine de l'incident.

A Madrid, le gouvernement estime que cette « *décision peut contribuer à créer un climat favorable pour la solution des problèmes posés par l'arraisonnement illégal* ». L'autorisation donnée par le Canada au navire espagnol représente « *une première victoire* » de l'Union européenne, a pour sa part indiqué le commissaire à la pêche, Emma Bonino. Le commissaire avait rappelé mercredi que toute négociation formelle avec les autorités canadiennes sur la pêche au turbot dans les eaux des grands bancs de Terre-Neuve ne pouvait reprendre qu'après le départ du bateau retenu par la justice canadienne.

Une nouvelle réunion de l'Opano (l'Organisation des pêches dans l'Atlantique nord) est prévue du 22 au 24 mars à Bruxelles. Elle devrait définir une répartition différente des quotas de capture de turbot dans la zone. L'accord intervenu au mois de janvier prévoyait de réserver à la flotte canadienne 60 % du total des 27 000 tonnes de turbot autorisées à la pêche, contre seulement 3 400 tonnes aux pêcheurs communautaires. Le Canada, qui reprochait aussi à l'*Estai* d'avoir pêché des turbots trop jeunes avec des filets illégaux, s'est déclaré prêt à reprendre les négociations sur ce dossier avec les Européens. « *Nous voulons avoir des règles plus strictes avec, notamment, un mécanisme qui permette de surveiller, de saisir et d'inspecter* » les chalutiers, a indiqué le ministre des affaires étrangères André Quellet. – *(AFP, Reuter.)*

Les eurodéputés refusent de voter le programme de la Commission

Ils ont préféré « constater des lacunes » et dresser une liste de revendications

STRASBOURG
(Union européenne)
de notre correspondant

Appelé, mercredi 15 mars, à se prononcer sur le programme 1995 de la nouvelle Commission de Bruxelles, le Parlement européen a contourné l'obstacle. Après un mois de réflexion – le président de l'exécutif communautaire avait présenté son projet à la mi-février – les eurodéputés ont refusé de sanctionner ce programme par un vote. Ils ont préféré « constater des lacunes » et fixer leurs propres priorités. Par 374 voix contre 48 et 26 abstentions, ils ont adopté un texte comportant une liste de revendications, forte de plus de cinquante points.

L'hémicycle de Strasbourg, qui avait déjà provoqué un éclat il y a quinze jours en rejetant un projet de convention sur les biotechnologies, s'est cette fois dérobé devant sa mission première, émettre un vote politique sur l'action à venir du collège bruxellois, pour préférer la fuite en avant. Son document, qui va dans tous les sens, n'a aucune chance d'être pris au sérieux.

LA MANIE DU CONSENSUS

Le président de la Commission, Jacques Santer, a traité l'affaire avec beaucoup de philosophie en se limitant à rappeler que la Commission avait reçu l'investiture en janvier dernier sur le mot d'ordre : « *Faire moins, mais faire mieux.* » Aujourd'hui, il lui est demandé de s'occuper de tout en moins de dix mois. Devant tant d'incohérence, M. Santer a préféré ne pas s'indigner, sauf lorsque Jimmy Goldsmith, élu sur la liste de Philippe de Villiers, a qualifié son équipe d'« *aréopage de technocrates apatrides* ».

Le résultat de cette malheureuse opération est que la Commission ne sait pas si elle va travailler avec l'appui ou non de l'Assemblée des Quinze. Il s'explique, certes, par sa détestable propension à avoir constamment Bruxelles à sa main, comme si on était toujours au temps où l'exécutif communautaire était simplement nommé par les gouvernements membres sans que les eurodéputés ne puissent piper mot. Mais il s'explique surtout par cette manie du consensus des eurodéputés qui, pour ne pas s'affronter dans le but de ne pas faire apparaître leurs divergences au grand jour – la défense de la maison contre l'extérieur oblige –, concoctent des textes qui puissent satisfaire tout le monde ou presque.

La résolution adoptée mercredi a fait l'objet d'un compromis qui a obtenu l'agrément de toutes les formations, à l'exception des communistes et des villiéristes. Autrement dit, les démocrates-chrétiens et les conservateurs britanniques ont voté de la même manière que les socialistes et les Verts, tant sur la cohésion sociale que sur la protection de l'environnement ou les droits de l'homme. Alors que le Parlement réclame, depuis des lustres, plus de transparence et de lisibilité dans la construction européenne, il est le premier à brouiller les cartes en se dispensant d'appliquer les règles démocratiques élémentaires.

Marcel Scotto

La restructuration de l'économie égyptienne prend du retard

Le FMI estime que Le Caire doit dévaluer la livre

LE CAIRE
de notre correspondant

L'Egypte a réussi, mieux que prévu, à réaliser une profonde réforme financière : flottement de la livre, réduction du déficit budgétaire, baisse de l'inflation. Ces progrès lui ont permis d'effacer 30 % de sa dette extérieure. Depuis trois ans, le pays emprunte très peu à l'étranger.

Le Caire paie même le blé *cash* ou à trois ans alors qu'à la veille de la guerre du Golfe, le pays ne trouvait pas de créanciers pour financer cette denrée nécessaire au maintien de la paix sociale. Une paix qui, avec la nécessité de contrer le danger extrémiste musulman, est l'argument fort du gouvernement pour justifier la lenteur des autres réformes.

L'Egypte semble s'être essoufflée dans son effort et le programme de restructuration économique convenu avec le FMI a accumulé d'importants retards. Situation qui ne pourrait durer plus d'un ou deux ans comme le montrent certains emballements de l'économie. L'inflation, en glissement annuel, a monté de 6,5 % en juin 1994 à 12 % en décembre.

La querelle avec le FMI au sujet de la dévaluation de la livre égyptienne – le dollar vaut 3,4 livres égyptiennes, soit 0,1 livre de plus qu'il y a trois ans – a créé un climat d'incertitude. Le Fonds estime en effet que l'Egypte doit rapidement dévaluer sa monnaie. La baisse du tourisme a entraîné une nette réduction des investissements. La banque centrale est intervenue à plusieurs reprises, au cours des derniers mois, pour empêcher la livre de baisser en mettant sur le marché 10 à 20 millions de dollars à chaque fois. Des interventions facilitées par le montant de ses réserves : 18 milliards de dollars, soit près de 93 milliards de francs.

Contrairement au Mexique, l'Egypte est en l'un des très rares pays en développement dont les exportations aient diminué en 1994, tombant de près de 2 milliards de dollars (pétrole exclu) en 1992-1993 à 1,6 milliard en 1993-1994. En fait, l'Egypte est revenue au point où elle se trouvait il y a dix ans, à cause du taux de change de la livre et de la disparition de l'Union soviétique, qui était un de ses plus gros clients (hors pétrole).

Un autre élément de fragilité est la faiblesse de la croissance : 3,6 %, selon les chiffres officiels, jugés très optimistes par les experts économiques indépendants. Ces derniers estiment que la croissance en volume n'a pas dépassé les 2 % en 1994, soit un taux inférieur à celui de l'augmentation de la population (2,3 %). Les revenus du pétrole ont diminué, passant de 1,5 milliard de dollars à 1,3 milliard en 1993-1994. Si les volumes exportés n'ont pas changé, les prix ont continué à diminuer sur le marché international.

Une autre pomme de discorde entre le FMI et le gouvernement est l'important retard enregistré dans la réalisation du programme de privatisations. Seules vingt-deux entreprises, vendues 400 millions de dollars, ont été pleinement privatisées. En revanche, aucune des trois cent quatorze autres sociétés et des dix-sept holdings du secteur public n'est passée sous le contrôle du privé. Le gouvernement s'est contenté de vendre 10 % à 15 % des actifs de certaines compagnies. Opération qualifiée par les experts occidentaux de « *cosmétique* ».

Le secteur public a de plus en plus l'allure d'un dinosaure incapable de subvenir à ses besoins : des retards dans le versement des salaires ou des baisse de primes ont provoqué plusieurs grèves et manifestations. De son côté, l'Etat, soumis aux restrictions budgétaires, ne peut plus créer beaucoup d'emplois, les salaires des fonctionnaires absorbant déjà le quart du budget en 1993-1994.

Seul, en définitive, le secteur privé, qui représente un peu plus de 60 % du PIB, peut créer – grâce à son dynamisme et à sa compétitivité – les emplois nécessaires au « *maintien de la paix sociale* ». Le gouvernement le reconnaît. Mais cela ne l'incite pas, pour autant, à accélérer les cessions d'entreprises publiques qui devraient donner au secteur privé un nouvel essor et lui permettre de créer, chaque année, la majeure partie des 450 000 emplois nécessaires pour résorber progressivement un chômage compris entre 10 % et 18 % de la population active.

Alexandre Buccianti

L'islam est devenu un considérable enjeu de pouvoir en Indonésie

Les 165 millions de croyants du plus grand pays musulman sont cajolés par le régime

L'inamovible président indonésien Suharto cherche à contrôler le « renouveau islamique » qui se fait jour un peu partout dans le pays. Le chef de l'Etat, qui, au retour du sommet social de Copenhague, vient de se rendre à Sarajevo, entend compenser le déclin du soutien que lui apportaient depuis toujours les forces armées.

DJAKARTA
de notre envoyé spécial

« *L'islam est fondé sur des principes démocratiques. Or, en Indonésie, le gouvernement n'agit pas selon ces principes. Ce n'est pas un régime ouvert. Le poids des militaires dans les affaires est considérable. Quiconque est en désaccord est suspecté de miner l'autorité. Or les gens doivent savoir qu'il y a différentes formes d'organisation sociale. J'informe donc les Indonésiens qu'il y a d'autres choix possibles que les nôtres.* »

Ce quinquagénaire rondouillard qui dit candidement ce que presque personne n'ose formuler de peur d'encourir les foudres du régime de M. Suharto, c'est Abdurrachman Wahid. Ce petit homme quasi aveugle, au contact simple, est le chef de la plus nombreuse congrégation musulmane de la planète : le Nahdlatul Ulama (NU), ou Renouveau des oulémas (docteurs de la loi), qui compte 30 millions d'adhérents, soit près d'un Indonésien sur six.

Les prises de position de M. Wahid ont donc un grand poids dans une Indonésie qui est le plus grand pays musulman du monde, avec ses 165 millions de croyants – soit 86 % de la population –, même si seule la croyance en un dieu y est imposée par l'idéologie officielle, le Pancasila, (« Cinq principes »), et si cinq religions y sont reconnues à égalité : outre l'islam, le protestantisme (6 %), le catholicisme (3 %), l'hindouïsme (2 %) et le bouddhisme (1 %). Fidèle à sa tactique d'intervention dans les organisations non gouvernementales, le régime de M. Suharto a voulu museler M. Wahid : fin 1994, il a tenté d'empêcher sa réélection à la tête de la NU, qu'il dirige depuis 1981. Pour ce faire, a été vainement suscitée contre lui la candidature d'un homme d'affaires, Abu Hasan, « *venu de je ne sais trop où, et qui*, explique-t-il, *a dépensé 2 millions de dollars pour sa campagne* ».

Les ennuis de M. Wahid ont commencé en 1991, après qu'il eut refusé d'adhérer à une association des intellectuels musulmans, l'ICMI, qui venait d'être créée avec la bénédiction de M. Suharto et sous la présidence de son protégé, le ministre de la recherche, M. Habibie. Le motif de ce regain d'intérêt du chef de l'Etat pour les choses de l'islam qu'a confirmé un spectaculaire pèlerinage à La Mecque en 1991, était à chercher, selon maints observateurs, dans la nécessité de compenser le déclin du soutien des forces armées, préoccupées de ne pas pouvoir aisément gérer la succession, au cas où le président entendrait demeurer aux affaires. Officiellement, M. Wahid a justifié son refus d'adhésion à l'ICMI par sa conviction, à la vérité assez récente, qu'une instance religieuse ne doit pas faire de politique. Il est aussi plausible qu'il ait vu dans l'ICMI une inacceptable volonté hégémonique.

Quoi qu'il en soit, peu après la naissance de l'ICMI, M. Wahid fondait, avec 45 personnalités, un Forum pour la démocratie, dont l'inspiration ne pouvait qu'être détestable pour le régime. Surviennent les élections législatives de 1992 (si contrôlée soit-elle, une telle consultation quinquennale laisse quand même s'exprimer, trois semaines durant, des aspirations démocratiques différentes de celles du parti officiel Golkar). M. Wahid réussit mal alors à cacher une inclination vers le PDI, ce Parti de la démocratie, créé par le pouvoir en 1973, entre autres pour éloigner le soupçon de totalitarisme. Le chef du NU ne cache pas, aujourd'hui, sa « *proche relation* » avec Megawati Soekarnoputri, nouvelle présidente de cette formation, qui n'est rien de moins que la fille de l'ex-président Soekarno, écarté des affaires, en 1966, par le général Suharto.

Le « renouveau islamique » est évident, un peu partout en Indonésie. Le port du *jilbab* (voile) se répand chez les femmes et les jeunes filles. Les constructions de mosquées s'accélèrent (il y en a pourtant 100 000), et les haut-parleurs des minarets se font bruyants. Le ramadan est suivi avec une ardeur croissante d'année en année. Dans les administrations, il faut attendre la fin de la prière pour rencontrer un interlocuteur. Et les pèlerinages à La Mecque se multiplient. Ce phénomène touche de façon plus ostensible les villes que les campagnes, et les classes moyennes que populaires.

La mosaïque indonésienne

MALAISIE, Singapour, KALIMANTAN (Bornéo), SULAWESI, SUMATRA, Djakarta, JAVA, TIMOR, IRIAN JAYA, INDONÉSIE, Océan Pacifique, Océan Indien, AUSTRALIE, 500 km

Chef de l'Etat	Général Suharto depuis mars 1968
	République
Capitale	Djakarta
Superficie	1 913 000 km²
Population	198,1 millions
Espérance de vie	62,7 ans
Taux d'analphabétisme	15,6 %
Croissance annuelle du PIB	6,6 %
PIB/habitant	719 dollars
Dette extérieure	95 milliards de dollars
Taux d'inflation	9,5 %
Commerce extérieur en % du PIB	23,7 %
Monnaie	roupie (100 roupies = 0,25 FF au 31/1/95)

PIB en milliards de dollars

1970	1980	1990
9,4	69,56	139,9

Source : L'Etat du monde (La Découverte)

> « Bien loin des clichés, les artisans du renouveau islamique indonésien sont diplômés des meilleures universités américaines ou sortis d'excellents établissements européens »

NUANCES

Quoi qu'il en soit, dans le contexte de dépolitisation organisée par « l'Ordre nouveau » – le régime de M. Suharto, issu des événements sanglants de 1965-66 –, l'islam est la seule force qui ait su se poser, sans même avoir à s'opposer, face à un régime tendu vers le développement à étapes forcées et d'inspiration spontanément laïque. Il est certes bien des nuances dans la religion dominante du pays. M. Wahid est représentatif, malgré les apparences, d'un « *traditionalisme* » qui a su faire place en son sein à l'animisme et aux anciennes coutumes javanaises, et qui reste fidèle à une lecture du Coran éloignée du « *scripturalisme de certains prétendus modernistes* », selon le mot du chef du NU.

Les « *modernistes* » ainsi fustigés sont d'abord, pour M. Wahid, ces intellectuels que l'on retrouve aujourd'hui à l'ICMI. Mais le vocable recouvre aussi ces « *dévots* » (« *santri* ») qui ont de longue date ouvert leurs écoles religieuses aux savoirs contemporains – sciences exactes ou sociales. « *Bien loin des clichés, les artisans du renouveau islamique indonésien sont diplômés des meilleures universités américaines ou sortis d'excellents établissements européens* », note Marcel Bonneff, grand spécialiste de l'Indonésie.

Le régime de M. Suharto n'a pas tenté de s'opposer à cette évolution. Il l'a au contraire accompagnée, inondant de crédits les établissements religieux qui se lançaient dans une modernisation de leur cursus. Depuis les années 80, un pas a même été franchi pour encourager officiellement la propagation de la foi. Les forces armées, elles, y sont en apparence moins favorables, ne serait-ce que parce qu'elles veulent demeurer un lieu de brassage, avec une forte incidence dans leurs rangs de la composante chrétienne, et aussi parce que, dès qu'on quitte Java pour des îles situées plus à l'est, l'islam tend à devenir minoritaire.

Aussi la nomination, en février, à la tête de la puissante armée de terre du général Hartono – tenu pour un « *bon musulman* » à l'ICMI – a-t-elle retenti comme un coup de gong dans les milieux non islamiques : le haut commandement n'est-il pas tout entier, désormais, aux mains d'officiers aux impeccables lettres de créance dans la religion majoritaire ?

J.-P. C.

« Une réponse aux défis de la modernisation »

Le « renouveau islamique » ne saurait être pris pour un signe d'intégrisme. Il est en réalité un mouvement qui pousse, depuis un quart de siècle, les milieux les plus évolués – étudiants mais aussi membres de professions libérales, journalistes, universitaires et même hommes d'affaires – à rechercher, dans un approfondissement de la foi, « *une réponse aux défis de la modernisation* », comme le dit Marcel Bonneff, chercheur français, l'un des meilleurs connaisseurs du pays. Chacun s'efforce d'abord, explique-t-il en substance, de trouver dans un approfondissement du Coran une réponse à la brutalité des changements induits par l'urbanisation et les nouveaux modes de production. Il s'agit encore de chercher des preuves que l'islam n'est pas hostile au progrès, et, mieux encore, qu'il peut en être, avec moins de scories qu'en Occident, un vecteur efficace.

Abdurrachman Wahid, président du Nahdlatul Ulama

« Pour l'essentiel, toutes les religions se valent »

Petit-fils du fondateur, en 1926, du Nahdlatul Ulama (NU), fils de celui qui fut le premier ministre des affaires religieuses de l'Indonésie d'après l'indépendance, Abdurrachman Wahid est ouléma (docteur de la loi) un peu par grâce généalogique. Il ne tient en rien le discours que l'on attendrait aujourd'hui en Occident d'un chef musulman. Il prend sans crainte le risque d'irriter par certaines déclarations jusqu'à ses fidèles. Dans l'ensemble, ses disciples, fût-ce en maugréant, le suivent. « *Pour l'essentiel, nous dit-il ainsi d'emblée, toutes les religions se valent : elles ont été conçues par Dieu afin que des hommes d'origine, de culture et de trajectoire différentes puissent l'adorer également, et promouvoir le règne de la morale, de l'amour et de la solidarité.* »

« L'Etat islamique vous paraît-il un mode d'organisation politique obligatoire ?

– Non. Tant que des musulmans ne sont pas gravement empêchés de mettre en pratique le mode de vie correspondant à leurs principes religieux, rien ne saurait les pousser à vouloir un Etat islamique.

– Les musulmans ont un soupçon global envers juifs et chrétiens...

– Mahomet a pu, historiquement, avoir des différends avec des gens de ces deux religions. Mais il a passé l'essentiel de sa vie en leur compagnie. L'islam ne saurait donc avoir de suspicion essentielle contre eux.

– Croyez-vous à la fondamentale égalité des deux sexes ?

– Bien sûr ! La femme est l'égale de l'homme, puisque tous deux sont créatures de Dieu. Quant à la polygamie, que l'on trouve certes instituée dans le Coran, son fondement, qui est historique, doit être réinterprété dans les conditions modernes. Or celles-ci imposent, à terme, que la question soit revue aussi à la lueur du sentiment de la femme, qui est toujours très hostile à cette pratique. Il est une autre question qui tourmente l'islam : est-il acceptable qu'un musulman épouse une non-musulmane et vice versa ? Eh ! bien, *ma réponse est* : oui.

– Que penser de la « fatwa » lancée contre l'écrivain Salman Rushdie ?

– En lançant son arrêt de mort contre Rushdie, Khomeiny a ordonné un meurtre. Ce n'est absolument pas acceptable. Ceci ne m'empêche ni de détester les *Versets sataniques*, après deux relectures, ni d'admirer l'obstination et le courage dont a fait preuve l'imam en vue de libérer son peuple de l'oppression féodale du chah. »

Propos recueillis par Jean-Pierre Clerc

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Arrêt du 4.5.94, CA de ROUEN
JULOT D, 94 bis r. F.Menestrier-NANTES et GRANDCAMP J, 21, Sq. J.Lucat - TRAPPES, coupables de fraude fiscale, ont été condamnés à 1 an de prison avec sursis.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS
CONDAMNATION PENALE POUR FRAUDE FISCALE

Par jugement (contradictoire) rendu le 3 octobre 1994 la 11ème Chambre du Tribunal Correctionnel de PARIS a condamné pour fraude fiscale omission d'écriture dans un livre comptable *à la peine de un an d'emprisonnement avec sursis et à une amende de 50 000frs*

M. FRIEDE William né le 22 août 1949 à Vincennes (94), Avocat, demeurant 7 place de Verdun ENGHIEN 95880

Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans *"LE JOURNAL OFFICIEL de la République Française"* et dans *"LE MONDE"* et *"LE FIGARO"*

Pour extrait conforme délivré par le Greffier soussigné à Monsieur le Procureur de la République, sur sa réquisition. N'y ayant appel.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS
CONDAMNATION PENALE POUR FRAUDE FISCALE

Par jugement (contradictoire) rendu le 3 octobre 1994 la 11ème Chambre du Tribunal Correctionnel de PARIS a condamné pour fraude fiscale omission de passation d'écritures *à la peine de 8 mois d'emprisonnement avec sursis et une amende de 20 000frs*

M. MANIER Jean Jacques (dit MANIER Yannick), né le 17 décembre 1947 à ISSY LES MOULINEAUX (92), Artiste Peintre, demeurant 5 rue Robert Estienne 75008 PARIS

Le Tribunal a en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans *"LE JOURNAL OFFICIEL" de la République Française"* et dans *"LE MONDE"* et *"LE FIGARO"*

Pour extrait conforme délivré par le Greffier soussigné à Monsieur le Procureur de la République, sur sa réquisition. N'y ayant appel.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS
CONDAMNATION PENALE

Par jugement (contradictoire) rendu le 11 octobre 1994 la 11ème Chambre du Tribunal Correctionnel de PARIS a condamné pour fraude fiscale omission d'écriture dans livre comptable. *à la peine d'un an d'emprisonnement avec sursis simple et une amende de 50.000 F.*

M. CHASTAGNOL Marc, né le 18 août 1946 à Ussel (19), Directeur commercial, demeurant 29 rue Descombes 75017 PARIS

Le Tribunal a en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans *"LE JOURNAL OFFICIEL"* et dans *"LE MONDE"* et *"LE FIGARO"*

Pour extrait conforme délivré par le Greffier soussigné à Monsieur le Procureur de la République, sur sa réquisition. N'y ayant appel.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS
CONDAMNATION PENALE POUR FRAUDE FISCALE

Par *jugement (contradictoire)* rendu le 7 octobre 1994 la 11ème *Chambre du Tribunal Correctionnel* de PARIS a condamné pour fraude fiscale omission de passation d'écriture comptable *à la peine de 2 ans d'emprisonnement avec sursis mise à l'épreuve pendant 3 ans dans les conditions prévues par l'article 132-45 al.1.2. et 5 du C.P*

M. LANDAU Thierry, né le 28 novembre 1951 à Neuilly sur Seine (92), salarié, demeurant 75 rue de l'Assomption 75016 PARIS-

Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans *"LE JOURNAL OFFICIEL de la République Française"* et dans *"LE MONDE"* et *"LES ECHOS"*

Pour extrait conforme délivré par le Greffier soussigné à Monsieur le Procureur de la République, sur sa réquisition. N'y ayant appel.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS
CONDAMNATION PENALE POUR FRAUDE FISCALE

Par jugement (contradictoire) rendu le 6 octobre 1994 la 11ème Chambre du Tribunal Correctionnel de PARIS a condamné pour fraude fiscale omission de passation d'écritures dans un livre comptable à *la peine d'un an d'emprisonnement avec sursis simple*

M. BERTRAND Philippe, né le 8 décembre 1961 à PARIS 9°, gérant de société, demeurant 9 square Moncey PARIS 9°

Le Tribunal a en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans *"LE JOURNAL OFFICIEL de la République Française"* et dans *"LE MONDE"* et *"LES ECHOS"*

Pour extrait conforme délivré par le Greffier soussigné à Monsieur le Procureur de la République, sur sa réquisition. N'y ayant appel.

Le gouvernement cubain multiplie les initiatives pour attirer les capitaux étrangers

La France n'est que le cinquième investisseur dans l'île

Le président cubain Fidel Castro devait clore, jeudi 16 mars, un séjour de cinq jours en France, par une visite touristico-gastronomique en Bourgogne, chez l'homme d'affaires français Gérard Bourgouin. La Havane espère que les investissements étrangers pourront contribuer à relancer une économie en pleine déroute. Mercredi, M. Castro a accepté qu'une mission enquête sur le sort des prisonniers politiques dans son pays.

LA HAVANE
de notre envoyé spécial

Michel Villand est content. A la veille de son retour à Paris début mars, à l'issue d'une semaine d'âpres discussions menées avec les autorités de La Havane, il a *« arraché »* une lettre d'intention, qui lui permettra d'ouvrir bientôt une usine de panification, viennoiserie et pâtisserie dans la capitale cubaine. Cet accord de principe signé entre sa société marseillaise, Cofeco international, et Cubanacan, l'un des principaux holdings d'Etat cubains (et dont le chiffre d'affaires avoisine le milliard de dollars), repose sur la création d'une société mixte. Un mode d'association à 50/50 avec le capital étranger pratiqué depuis longtemps dans les pays dits en phase de transition économique et auquel Fidel Castro s'est résigné, en dépit des *« dangers »* qu'il implique pour *« l'esprit de la Révolution »*.

Au regard des flux de capitaux étrangers qui se dirigent vers les pays en décollage économique, l'investissement en question apparaît microscopique : 700 000 dollars. *« Nous fournissons le capital, le matériel et le savoir-faire. Pour une petite entreprise comme la nôtre, c'est beaucoup d'argent »*, souligne Jean-Marc Faure, son associé, qui, quelque temps auparavant, s'est lancé dans l'importation de palmiers en provenance de la province cubaine de Pinar del Rio. Sans espérer retrouver à l'identique *« les quarante-neuf boulangeries qui existaient avant la Révolution et qui permettaient de serpenter dans les rues en suivant l'odeur du bon pain »*, d'après les souvenirs de M. Villand, les habitants de La Havane pourront au moins recevoir, pour le prix exorbitant actuel (un peu plus d'1 dollar le pain de 400 grammes), un produit de bien meilleure qualité que celui qui leur est vendu dans la *tienda* locale.

« L'ouverture économique cubaine éveille l'intérêt des investisseurs étrangers », titre *Opciones*, l'hebdomadaire économique de La Havane, en dressant la liste des délégations étrangères – européennes surtout – qui se sont succédé dans l'île au cours des derniers mois. Une trentaine d'hommes d'affaires du CNPF, sous la conduite de Jean-Pierre Desgeorges, vice-président du patronat français, a effectué fin février une seconde visite en un an dans la *« perle des Caraïbes »*.

PÂLE FIGURE FRANÇAISE

Cinquième investisseur étranger à Cuba, la France fait encore pâle figure derrière l'Espagne (qui, via le groupe Melia, a la haute main sur les sites touristiques de Varadero et La Havane), le Canada (très présent dans les installations minières, notamment le nickel dont Cuba est le 6e producteur mondial), le Mexique (bien ancré dans l'agro-alimentaire et les services) et la Grande-Bretagne (qui avance des pions un peu partout).

Sur un total de 1,5 milliard de dollars d'investissements étrangers en 1994 – montant encore modeste pour un mouvement qui n'a véritablement pris son essor que l'année précédente –, Paris n'a placé pour l'instant que quelques dizaines de millions de dollars en investissements directs. Son commerce est à peine plus conséquent. En termes d'échanges, le volume d'affaires entre Paris et La Havane a représenté 978 millions de francs en 1994 (contre un peu plus de 700 millions en 1992), composé de 243 millions d'importations et de 735 millions de francs d'exportations.

Quelques projets importants ont été menés à terme. Alcatel, en concurrence avec la firme mexicaine Domos, a équipé La Havane en réseau téléphonique numérisé et Alsthom a bâti une centrale thermique de 330 MW à Matanzas. Si Total s'est retiré de la prospection pétrolière en décembre, Speichim a installé six usines de production de levure et Creusot-Loire une unité de production de pâte à papier. Et Sucres et Denrées, qui commercialise le tiers du sucre cubain, a créé une raffinerie de sucre blanc. Pour le reste, ce sont surtout des accords de commercialisation, comme ceux de Peugeot et de Pernod-Ricard, chargé de distribuer le rhum Havana.

« L'idée de créer des sociétés mixtes remonte à un décret de 1982. A l'époque, Gorbatchev n'était pas encore là », aime à rappeler Fidel Castro, oubliant d'indiquer que ces structures n'ont véritablement été lancées que dix ans plus tard. Officiellement, il en existe à ce jour près de 180, associées, sensiblement à égalité, avec des firmes européennes ou d'Amérique, exception faite, naturellement, des Etats-Unis en raison de l'embargo.

Encore que... *« Plus de 50 entreprises américaines ont été reçues ici et nous avons signé des lettres d'intention avec 30 d'entre elles, qui prendront effet dès la levée de l'embargo »*, affirme Ernesto Melendez Bachs, le ministre des investissements étrangers et de la coopération économique. Et la venue à La Havane, fin février, de Lee Iacocca, l'ancien patron de Chrysler, considéré comme l'un des principaux porte-drapeau du *business* américain, n'est pas passée totalement inaperçue. Les Britanniques se sont empressés de signer avec les autorités cubaines une convention bilatérale sur les investissements étrangers. Dans l'équipe de Carlos Lage, le « M. Réformes » de Fidel Castro, on s'active au dépoussiérage d'un décret-loi du 15 février 1982 pour en faire un véritable instrument juridique susceptible d'accélérer l'apport de capital extérieur.

M. Lage l'a dit et redit : tous les secteurs sont ouverts à l'investissement étranger, pour peu que cela ne mette pas en cause l'indépendance du pays. Dans un premier temps, les autorités cubaines avaient indiqué que des sociétés mixtes pourraient fort bien être détenues majoritairement par des firmes étrangères. A l'occasion de sa visite à Paris, le Lider maximo a surenchéri : *« Elles pourront détenir 100 % du capital. »* Pour quiconque accepte *« d'oublier »* l'absence totale d'ouverture politique et la question des droits de l'homme, l'ouverture économique ne semble plus connaître de limites. Ainsi, après l'entreprise, c'est le sol cubain qui pourrait appartenir au capital venu d'ailleurs !

Impensable il y a quelques mois, un projet immobilier en cours de réalisation met en émoi le monde des affaires. Fin janvier, l'Institut national du logement a annoncé la construction d'une première tranche de résidences de luxe dans le quartier de Miramar (le « petit Passy » de La Havane) avec pour objectif final d'offrir à la vente, via la société étatique Cubana Immobiliara SA, 300 résidences destinées de préférence à des acheteurs étrangers. Depuis, tous les investisseurs s'activent. Y compris ceux de Miami qui piaffent d'impatience à l'idée que l'affaire pourrait leur échapper. Pour cause d'embargo, celui-là même que Jesse Helms veut renforcer.

Serge Marti

Les « quadras » de Carlos Lage : des « socialistes » très pragmatiques

LA HAVANE
de notre envoyé spécial

« Nous n'avons pas fait la démonstration que nous sommes de bons gestionnaires. » La tâche de Carlos Lage Davila et de son équipe de *« réformistes »* est justement de faire mentir ce *mea culpa* de Fidel Castro devant le patronat français à l'occasion de sa visite en France (*Le Monde* du 16 mars). A partir du moment où il a siégé au conseil des ministres, en 1990, avec le titre de vice-président du Conseil d'Etat, ce pédiatre de formation, âgé de quarante-trois ans, s'est employé à réunir patiemment autour de lui une équipe de « quadras » à son image. Elle s'efforce de débarrasser l'héritage castriste de toutes les scories qui l'empêchent d'assurer le développement du pays et son ouverture sur le monde extérieur.

En privé, Carlos Lage en convient bien volontiers : *« Dans la forme, rien n'a changé. Nous restons attachés au socialisme. Sur le fond, tout est possible... »* Le même pragmatisme anime Osvaldo Martinez Martinez, le nouveau ministre de l'économie et de la planification, et José Luis Rodriguez Garcia, autre économiste à avoir hérité d'un important portefeuille, celui des finances et des prix.

Nelson Torres Perez, chargé de l'industrie sucrière, un secteur « explosif » à Cuba, est aussi un fidèle de Carlos Lage. De même qu'Alfredo Jordan Morales, ministre de l'agriculture, Marcos Portal Leon, son collègue pour les industries de base (chargé du pétrole, autre secteur vital pour l'économie cubaine) ou encore Jesus Perez Othon, le ministre des industries légères (sur lequel compte beaucoup le gouvernement pour recaser les dizaines de milliers de fonctionnaires qui devront trouver un autre emploi). Le dernier en date de ces ministres-techniciens à avoir été nommé est Francisco Soberon Valdes, le gouverneur de la Banque nationale de Cuba, qui a pris ses fonctions en février. Il assurait auparavant la responsabilité de la société Acemex, une importante entreprise cubaine de commerce maritime. Cinq présidents de la banque centrale l'ont précédé à ce poste, en l'espace de trente-six ans de *« révolution »*, et le deuxième d'entre eux n'était autre que... Che Guevara.

S. M.

Un petit gage de Fidel Castro sur les droits de l'homme

MI-OFFICIELLE, mi-privée, la visite si controversée du président cubain à Paris n'aura pas été totalement vaine sur le plan des droits de l'homme. Fidel Castro a annoncé, mercredi 15 mars à Paris, qu'il acceptait l'envoi d'une mission d'enquête sur le sort des prisonniers politiques à Cuba. Cette mission comprendra notamment des représentants d'Amnesty International – cette organisation n'a jamais été autorisée à se rendre dans l'île – et sera conduite par un membre de France-Libertés, a ajouté la présidente de cette association, Mme Danielle Mitterrand. L'épouse du président de la République, dont les prises de positions favorables au régime cubain ont été vivement critiquées, a tenu à préciser qu'elle s'était *« longuement »* entretenue avec M. Castro de la question des droits de l'homme à Cuba.

Dans un premier temps, a précisé le Lider maximo, les associations de défense des droits de l'homme ont été invitées à lui remettre une liste de noms. Amnesty International, selon laquelle entre cinq cents et six cents prisonniers politiques sont incarcérés dans l'île, a fait connaître quarante-trois cas. *« J'ai promis d'examiner ces cas que je ne connais pas, puis ultérieurement de permettre la venue d'une mission dirigée par une personnalité de la fondation* [France-Libertés]», a précisé le leader cubain. Ce dernier s'est contenté de reconnaître que des personnes étaient détenues *« pour des actes contre la révolution et des actes d'espionnage ou de sabotage en faveur des Etats-Unis »*.

Fidel Castro a justifié son refus d'abolir la peine de mort à court terme en invoquant *« les menaces »* qui pèsent sur Cuba, au rang desquelles il situe l'embargo commercial que les Etats-Unis imposent à son pays depuis plus de trente ans.

M.J.

■ **Un ressortissant cubain,** titulaire d'une carte de séjour en France, Leonardo Garcia Monterrey, a été interpellé, lundi 13 mars, aux abords de l'Elysée, où le président Fidel Castro était reçu à déjeuner. Sa sacoche renfermait des œufs, une pierre et des tracts anti-castristes. Il a été relâché.

L'Union européenne est disposée à soutenir davantage le Rwanda et le Burundi

Bruxelles plaide la réconciliation entre Hutus et Tutsis

Emma Bonino, le commissaire européen chargé de l'action humanitaire, a réaffirmé au cours d'une visite sur place la volonté de l'Union européenne (UE) de continuer à aider le Rwanda et le Burundi. Ces deux pays sont en état de guerre civile latente. Au Rwanda, à l'approche de l'anniversaire de l'assassinat du président Habyarimana, qui déclencha le massacre de Tutsis et Hutus modérés, la situation est loin d'être normalisée.

KIGALI
de notre envoyé spécial

Au Rwanda comme au Burundi, la guerre civile latente, fruit de la rivalité persistante entre les Hutus, très majoritaires, et les Tutsis, *menace de se rallumer. Il n'est pas cer*tain que l'existence de gouvernements de coalition, conçus comme un moyen pour s'en prémunir, suffise à l'éviter.

Au Burundi, la crise qui avait éclaté après le meurtre du président Melchior Ndadaye, en octobre 1993, et s'était soldée par plusieurs dizaines de milliers de morts, a pris de nouveau un tour aigu, avec le récent assassinat du ministre hutu de l'énergie et des mines. Les Tutsis, qui contrôlent l'armée, supportent de plus en plus mal de partager le pouvoir.

Au Rwanda, à l'approche du 6 avril, *premier anniversaire* de l'assassinat du président Juvénal Habyarimana, qui déclencha le massacre de plus de cinq cent mille Tutsis et Hutus modérés, la situation est loin d'être normalisée. Depuis la victoire du Front patriotique rwandais (FPR), en juillet, les Tutsis dominent la scène. Les prisons sont pleines de Hutus suspects d'avoir participé aux tueries, tandis que *deux millions de leurs « frères »* qui ont fui en Tanzanie et surtout au Zaïre hésitent à rentrer.

Ces réfugiés sont un dangereux facteur de déstabilisation. Craignant le pire, la communauté internationale prêche la réconciliation. C'était l'objet du séjour sur place du commissaire européen chargé de l'action humanitaire. L'UE, qui accorde déjà une aide substantielle à la région, est prête à faire davantage, a annoncé Mme Bonino.

Au Burundi, le commissaire s'est entretenu avec Antoine Ndumayo, le nouveau premier ministre, imposé par l'opposition tutsie. Celui-ci a dit son intention d'engager une campagne de pacification : *« Les chefs politiques de la mouvance présidentielle et ceux de l'opposition descendront, côte à côte, sur le terrain. »* Les « déplacés » du camp de Ngagara, *dans la banlieue de Bujumbu*ra, sont sceptiques. *« Tant que les assassins resteront impunis, on ne pourra pas vivre normalement au Burundi »*, commente Donatien, un ancien fonctionnaire chassé par des bandes hutues.

« Nous n'avons pas perçu la volonté de prendre les mesures nécessaires pour assurer la stabilité », a admis un des collaborateurs de Mme Bonino. Sceptique sur les intentions de la nouvelle équipe, le commissaire a cependant accepté de jouer le jeu : *« Il faut essayer. Nous pouvons collaborer au processus de pacification, mais nous ne pouvons pas dépenser l'argent du contribuable européen sans que rien ne se passe sur le plan politique. »*

LA PEUR DES RÉFUGIÉS

Au Rwanda, le commissaire n'a rencontré que des ministres hutus, Paul Kagame, vice-président et ministre de la défense, et Jacques Bihozagara, ministre chargé de la réhabilitation et de la réinstallation des réfugiés, n'ayant pas jugé bon de la recevoir. Autour de Goma, au Zaïre, dans les camps où vivent encore 720 000 personnes, les réfugiés ont peur. Les dirigeants de l'ancien régime et leurs miliciens font la loi. Le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR), qui, avec l'appui financier de l'UE et d'organisations non gouvernementales (ONG), gère les camps, s'efforce de lutter contre cet arbitraire.

Mais l'action des extrémistes hutus ne se limite pas à des campagnes d'intimidation. Bénéficiant de la complicité des autorités zaïroises, les miliciens font des intrusions au Rwanda. *« Ces attaques ont pour objet de déstabiliser la région et de décourager les réfugiés »*, raconte le major indien Gopi Menon, membre de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar).

Le régime en place à Kigali a sa part de responsabilité. Soucieux de châtier les auteurs du génocide, il refuse l'idée d'une amnistie, suggérée, au moins pour *les exécutants* les plus modestes, par Mme Bonino. Celle-ci a regretté les récentes vagues d'arrestations, qui ne peuvent être suivies de procès, faute de magistrats. Le gouvernement rwandais ne peut donc garantir la sécurité aux réfugiés, ni les assurer qu'ils retrouveront leurs biens.

En dépit des efforts du HCR, le flux de rapatriés s'est sensiblement ralenti. *« Pourtant, beaucoup n'ont aucune raison majeure d'hésiter à rentrer »*, estime Jean-Michel Goudstikker, numéro deux du HCR dans la zone. Situation d'autant plus préoccupante que les donateurs réduisent leurs contributions. *« Nous ne fournissons aux réfugiés que la moitié de ce qu'ils devraient recevoir. Nous allons devoir revoir notre présence dans la région »*, avertit Pierre Saillez, le patron régional du Programme alimentaire mondial (PAM).

Mme Bonino s'emploiera à faire en sorte que l'UE comble les défaillances. Elle a annoncé un effort supplémentaire pour accélérer la mise en place de l'appareil judiciaire grâce à l'envoi de juges. Mais, a-t-elle averti, *« l'Union et ses États membres, qui ont fourni à la région la moitié des 2 milliards de dollars de l'aide internationale depuis octobre 1993, ne pourront continuer éternellement, si rien ne bouge. La seule solution est la réconciliation ; elle implique une volonté politique »*.

Pour l'heure, ce discours, ni les Tutsis rwandais, principales victimes du génocide de 1994, ni les réfugiés, tenants du « pouvoir hutu », qui continuent à rêver de reconquête, et encore moins sans doute les différentes factions burundaises, ne sont prêts à l'entendre.

Philippe Lemaître

Milices à l'entraînement

La télévision britannique a diffusé, mercredi 15 mars, des images d'hommes en armes s'entraînant au Zaïre, sur les rives de la rivière Rusizi, qui borde le Burundi et le Rwanda, près du camp de réfugiés de Kamanyola où vivent environ 27 000 personnes. Selon la BBC, ces images sont la *« première preuve »* que les camps de réfugiés du Zaïre sont utilisés par les milices hutues pour préparer des opérations de *guérilla contre les deux pays voisins, ce que les autorités zaïroises ont* toujours démenti.

En septembre 1994, sous la pression de Kinshasa, les organisations humanitaires ont évacué des milliers de réfugiés de Bukavu, à la frontière du Zaïre et du Rwanda. Des camions les ont transportés dans des camps et, pour des raisons peu claires à l'époque, nombre des passagers étaient des jeunes gens, ce qui, selon la BBC, faisait partie d'un plan de l'ex-armée *rwandaise et de ses alliés au Zaïre pour créer* une base destinée à plusieurs milliers de miliciens hutus. – *(AFP.)*

L'opposition sénégalaise entre au gouvernement

LE PRÉSIDENT ABDOU DIOUF a procédé, mercredi 15 mars, au remaniement ministériel attendu depuis plusieurs semaines, qui marque le retour au gouvernement du Parti démocratique sénégalais (PDS), le principal parti d'opposition, dirigé par Me Abdoulaye Wade. Ce « réaménagement » se traduit aussi par le limogeage du ministre de l'intérieur, Djibo Ka, membre du gouvernement sans interruption depuis 1978.

Le premier ministre, Habib Thiam, qui a été reconduit dans ses fonctions pour la deuxième fois consécutive, dirige une équipe de 26 ministres et 7 ministres délégués au lieu de 24 et 5 dans le précédent cabinet formé en juin 1993.

Le départ de M. Djibo Ka semble lié à la conduite des enquêtes policières qui avaient abouti, en 1993 et 1994, à l'inculpation de Me Wade.

En mai 1993, le numéro un du PDS avait été arrêté juste après le meurtre du vice-président du Conseil constitutionnel, Me Babacar Seye. Il avait été aussi arrêté au lendemain des émeutes du 16 février 1994. M. Wade, qui a passé six mois en prison au lendemain des émeutes de Dakar, a bénéficié d'un non-lieu dans les deux affaires dont les commanditaires n'ont jamais été retrouvés.

M. Djibo Ka, âgé de quarante-sept ans, est l'un des principaux dirigeants du Parti socialiste, au pouvoir depuis l'indépendance, auquel il a adhéré en 1969. Deux ans plus tard, il devient responsable des étudiants socialistes, première étape d'une carrière qui l'a vu rapidement accéder aux plus hautes fonctions : directeur de cabinet de l'ancien président Senghor à vingt-neuf ans, puis ministre de l'information, du plan et de la coopération, de l'éducation nationale, des affaires étrangères et, en juin 1993, de l'intérieur. De tous les dirigeants du PS, il est le seul à ne pas avoir été reconduit, contrairement à Moustapha Niasse, Robert Sagna et Ousmane Tanor Dieng.

Le PDS est représenté dans le nouveau gouvernement par Me Wade (ministre d'Etat sans portefeuille), Ousmane Ngom (santé et action sociale), Idrissa Seck (commerce, artisanat et industrialisation), Massokhna Kane (intégration économique africaine) et Aminata Tall (enseignement technique et formation professionnelle). Me Wade avait déjà été ministre d'Etat sans portefeuille d'avril 1991 à août 1992, avant de démissionner pour être candidat, sans succès, pour la troisième fois, à l'élection présidentielle de février 1993. – *(AFP.)*

La France augmente son aide à la reconstruction du Cambodge

« UN SUCCÈS » : telle est l'appréciation formulée, mercredi 15 mars, lors d'une conférence de presse réunie, à Paris, par Hakuo Yanagisawa, secrétaire d'Etat japonais aux affaires étrangères, à l'issue de la 3e conférence sur la reconstruction du Cambodge, qu'il présidait. Or les chiffres peinent à lui donner raison : au terme de deux jours de travaux auxquels participaient quelque vingt-cinq pays donateurs et une vingtaine d'organisations internationales, l'enveloppe des aides attribuées au royaume khmer pour 1995 était de 474 millions de dollars, selon une source digne de foi, au lieu de 773 en 1994 et à peu près autant en 1993, soit une diminution de 40 %.

Une totale confusion sur les chiffres régnait au ministère français des finances. Aucun montant n'a été officiellement annoncé. Le ministre cambodgien de l'économie, Keat Chhon, a laissé entendre que son pays avait reçu des assurances à hauteur de 1,35 milliard de dollars pour 1995 et 1996. En réalité, certains pays, comme les Etats-Unis, n'ont pas voulu annoncer leur contribution pendant la conférence. La France, en tant qu'hôte de la conférence et vieille amie du Cambodge, a « forcé la note » : elle augmenté son aide de près de 10 %, soit 250 millions de francs de plus qu'en 1994. Paris, deuxième donateur, après le Japon et avant les Etats-Unis, a reçu une « compensation » symbolique : Phnom-Penh s'est engagé, a indiqué Edmond Alphandéry, à indemniser *« rapidement »*, pour un montant de 40 millions de francs, la confiscation de biens français, en 1975, par les Khmers rouges.

Keat Chhon a, en outre, souligné que la France est *« en bonne position »* pour les futurs appels d'offre publics. Cette précision répondait à de discrets regrets formulés par des officiels français auprès des autorités de Phnom-Penh, selon lesquels les firmes de l'Hexagone ne percevaient pas toujours les *« retours »* attendus d'une disponibilité publique avérée.

CONTRATS DOUTEUX

Cette moindre générosité des donateurs est sans doute pour partie une marque d'humeur, en réponse à certains comportements de Phnom-Penh. Ainsi a été invoqué le moindre respect des droits de l'homme, dénoncé par un rapport d'Amnesty International publié à l'occasion de la conférence, et symbolisé par le harcèlement de journaux et de journalistes dont deux ont été assassinés, sans que les coupables eurent été retrouvés.

Ont aussi été montrés du doigt la corruption de personnalités officielles, les retards à porter remède à la gabegie administrative, en particulier le paiement de fonctionnaires en surnombre, la signature de *« contrats douteux »*, parfois avec des opérateurs économiques ambigus, notamment en matière d'exploitation des bois tropicaux, pouvant conduire à une déforestation accélérée. Nombre de ces critiques ont été formulées par l'ex-ministre des finances Sam Rainsy, qui avait été écarté du gouvernement, en 1994.

Le Cambodge a-t-il été rappelé à l'ordre ? *« On ne pose pas de conditions à un gouvernement souverain »*, s'est défendu Keat Chhon. *« Ils ont été un peu malmenés »*, confie pourtant un diplomate. L'Australie, fidèle à elle-même, a été la plus rude dans ses observations : un de ses ressortissants comptait parmi les trois Occidentaux pris en otage par des Khmers rouges, l'an dernier, sans que les autorités aient pu empêcher leur assassinat. *« Paris ne s'est pas fait en un jour, il ne faut donc pas demander l'impossible à une démocratie vieille de deux ans à peine »*, a plaidé, de manière plus convaincante, Keat Chhon.

Une autre raison a joué dans la diminution de l'enveloppe pour 1995 : le ministre cambodgien a reconnu que, pendant les trois premières années d'aide, son pays n'a réussi à utiliser que 78 % du montant total de 1,8 milliard de dollars. Conscients de ces *« difficultés d'absorption »*, certains ont sans doute jugé bon de réajuster le montant de leur participation.

Malgré tout, nul n'a remis en cause le principe d'une assistance très importante à un pays qui a connu, un quart de siècle durant, une terrible guerre civile et étrangère. *« Tous les participants ont bien conscience des efforts qui restent à faire*, a noté un diplomate français. *On peut les résumer en disant qu'il faut améliorer la transparence publique, en particulier mettre vite en place des législations en vue de créer un vrai Etat de droit. C'est difficile, on va donc bien sûr continuer à les aider. »*

J.-P. C.

Salman Rushdie dénonce le « terrorisme d'Etat » de l'Iran

SALMAN RUSHDIE a dénoncé, mercredi 15 mars, à Londres, devant les parlementaires du Conseil de l'Europe, le *« terrorisme d'Etat »* de l'Iran, *« un Etat qui essaie de tuer un citoyen britannique »*. L'écrivain, qui a été condamné à mort par une *fatwa* du clergé chiite iranien, s'en est pris aux gouvernements occidentaux qui se refusent à faire pression sur l'Iran, un *« Etat affaibli »*. *« Si nous accordons autant de valeur aux droits de l'homme que nous le prétendons, nous devrions œuvrer pour amener l'Iran vers une attitude plus civilisée »*. Et pourtant, *« le monde déplore bruyamment* [la situation dans ce pays] *mais les affaires continuent comme d'habitude »*.

Salman Rushdie a spécifiquement critiqué le gouvernement britannique, et en particulier la droite conservatrice, qui préférerait qu'il *« la ferme »*. Selon lui, Londres *« ne paraît avoir aucun plan »* pour obtenir la levée de la *fatwa*, comptant surtout sur un changement de régime à Téhéran. *« Une partie du monde politique a tendance à voir dans cette affaire non pas une question de droits de l'homme, mais l'histoire de quelqu'un qui s'est mis dans un mauvais pas et qui a dû demander l'aide de l'Etat pour s'en sortir »*. – *(Corresp.)*

EUROPE

■ **ITALIE : le président du Conseil italien, Lamberto Dini, a posé**, mercredi 15 mars, la question de confiance à la Chambre des députés sur le collectif budgétaire, dont l'adoption est attendue avec anxiété par les milieux économiques et financiers. Si le gouvernement est battu sur le vote de confiance, qui devait intervenir dans l'après-midi de jeudi, il démissionnera, a indiqué le ministre des finances, Augusto Fantozzi. – *(AFP.)*

■ **GRÈCE : le mouvement d'extrême gauche du « 17 novembre »** est soupçonné par la police d'être l'auteur du tir de deux grenades antichar, mercredi 15 mars, contre la station de télévision Mega, la principale chaîne privée grecque, dont une partie du capital est détenu par l'armateur Vardys Vardynoyannis, qui avait déjà été la cible d'un attentat manqué par le passé. – *(Reuter, AFP.)*

■ **AZERBAÏDJAN : des affrontements entre l'armée et la police** ont fait deux morts à Bakou, mercredi 15 mars. L'armée a encerclé, mardi soir, l'état-major des unités d'élite de la police (OPON) dissoutes récemment par le pouvoir. – (AFP.)

AMÉRIQUES

■ **ARGENTINE : le fils du président Carlos Menem s'est tué,** mercredi 15 mars, dans un accident d'hélicoptère, au nord de Buenos-Aires. Agé de 26 ans, Carlos Facundo Menem avait été nommé, en décembre, conseiller *ad honorem* de la présidence. Amateur de courses automobiles comme son père, Carlos Menem junior pilotait l'hélicoptère qui s'est écrasé contre des câbles de haute tension. Dans l'accident, le pilote automobile argentin Silvio Oltra est également décédé. – *(Corresp.)*

AFRIQUE

■ **ALGÉRIE : l'Armée islamique du salut (AIS) aurait pris la di**rection de l'ex-Front islamique du salut (FIS), en nommant, à la tête de ce dernier, un *« émir national intérimaire »*, Madani Merzak. Cette décision, qui revient à remplacer les chefs *« politiques »* du mouvement, actuellement en prison, par des chefs de maquis, a été annoncée dans un communiqué, attribué à l'AIS et cité, mercredi 15 mars, par le quotidien arabe *el Hayat*. – *(AFP.)*

■ **BURUNDI : *le corps du colonel Lucien Sakubu*,** l'ancien maire de Bujumbura, enlevé lundi 13 mars (*Le Monde* du 16 mars), a été retrouvé, mercredi, crucifié et éviscéré, a annoncé la police. Le colonel Sakubu, issu de la minorité tutsie, avait été maire de la capitale sous le président Jean-Baptiste Bagaza, renversé en 1987. D'autre part, les obsèques d'Ernest Kabushemeye, ministre de l'énergie et des mines, assassiné samedi (*Le Monde* du 14 mars) dans le centre de Bujumbura, devaient avoir lieu vendredi. M. Kabushemeye était hutu et président d'un parti de la majorité présidentielle. – *(AFP.)*

■ **CENTRAFRIQUE : l'ancien président David Dacko a été évacué**, mercredi 15 mars, dans un état grave pour être hospitalisé au Val de Grâce à Paris. Il est asthmatique et cardiaque. Il y a quinze jours, le président Ange Patassé avait refusé son hospitalisation à l'étranger, pretextant des *« raisons de sécurité »*. – *(Reuter.)*

■ **NIGER : au moins dix-huit personnes ont été tuées samedi** 11 mars lors d'affrontements entre des villageois et un nouveau mouvement rebelle dans le sud-est du pays, a annoncé, mercredi, la radio nationale. Le ministre de l'intérieur avait révélé en octobre 1994 l'existence d'une rébellion séparatiste touboue et kanurie dans l'extrême est du Niger. Le pays est également confronté à une rébellion touarègue dans le Nord. – *(Reuter.)*

PROCHE-ORIENT

■ **IRAK : le ministre des transports et des communications,** Ahmed Mourtada Ahmed, a achevé, jeudi 16 mars, une visite à Paris. Arrivé en France dimanche 12 mars, le ministre, à la tête d'une délégation de fonctionnaires, a eu des entretiens avec des responsables du groupe Alcatel Alsthom qui négocie avec Bagdad d'importants contrats dans le domaine du téléphone, de l'énergie et des transports.

■ **AFGHANISTAN : les combats faisaient rage**, mercredi 15 mars, à une vingtaine de kilomètres de Kaboul, d'où les talibans (« étudiants en religion ») ont été repoussés par les forces du président Rabbani. Partis de Maisan Shar, capitale de la province du Wardak, au sud-ouest de Kaboul, les « étudiants-soldats » visent à conquérir Paghman, fief du Ittehad, mouvement pro-saoudien dirigé par le leader intégriste Rasul Sayyaf, allié du camp présidentiel. – *(AFP.)*

ECONOMIE

■ **Commerce international : *un accord a commencé à se dessi*ner** à l'Organisation mondiale du commerce, pour porter à sa tête le candidat de l'Union européenne, Renato Ruggiero, a déclaré en substance, mercredi 15 mars, M. K. Kesavapany (Singapour), président du conseil de l'OMC, ajoutant qu'il faudrait encore du temps pour parvenir à la décision finale. M. Kesavapany, qui avait convoqué une réunion des chefs de délégations, a demandé que le processus de sélection soit prolongé de dix jours. En attendant un accord, les délégations ont prié l'actuel directeur général, M. Peter Sutherland, de rester à son poste jusqu'au 30 avril prochain pour faciliter la transition avec son successeur. M. Sutherland, a indiqué qu'il acceptait cette *« extension finale »* de son mandat.- *(AFP.)*

■ **ETATS-UNIS : la production industrielle a augmenté de 0,5 %** en février par rapport à janvier et de 6,1 % en un an (février 1995 comparé à février 1994). Le taux d'utilisation des capacités a atteint 85,7 %, soit le niveau le plus élevé depuis octobre 1979. *« Le rythme de l'expansion économique s'est modéré au cours des deux derniers mois »*, estime la Fed dans son Livre beige. D'autre part, l'indice des prix à la production a augmenté de 0,3 % en février après une hausse égale en janvier. Sur un an, la hausse est de 1,7 %. – *(AFP.)*

■ **GRANDE-BRETAGNE : le nombre des chômeurs a baissé de** 27 400 en février, revenant à la fin du mois dernier à 2,365 millions de demandeurs d'emplois. La baisse de février est la treizième consécutive. Elle ramène le taux de chômage à 8,4 % de la population active. Depuis décembre 1992, le nombre des demandeurs d'emploi a baissé de plus de 600 000. – *(AFP.)*

هكذا من الأصل

Robert Laffont Fixot Seghers

ROBERT LAFFONT

Romans français



Michel Jeury
L'ANNÉE DU CERTIF

368 pages, 129 F

Dans la France des années trente, c'est la grande époque du certificat. Dans les Cévennes, instituteurs et villages s'affrontent par élèves interposés pour le prix cantonal. Mais les espoirs et les désespoirs des maîtres viennent fausser la règle du jeu : entre adultes et enfants, se noue le drame... Un roman vivant et chaleureux, au cœur même de notre mémoire collective.

Parution le 20 mars 1995



Colette Laussac
LE DERNIER BÛCHER

252 pages, 109 F

En 1320, presque un siècle après la chute de Montségur, partout, dans le pays alentour, la foi cathare demeure, malgré l'Inquisition. Guillaume, jeune berger de Montaillou, la partage et suit les «parfaits» à travers la montagne. Dénoncé, il est condamné au bûcher... Au cours de sa dernière nuit, il revoit sa vie – une vie lumineuse, humaine, émouvante. Comme l'écriture même de Colette Laussac.

Paru le 6 mars 1995

Romans étrangers



Mark Childress
LA TÊTE DANS LE CARTON À CHAPEAUX
Collection «Best-Sellers»
Traduit de l'américain par Yolande du Luart

448 pages, 149 F

Été 1965, en Alabama. Depuis l'adolescence, Lucy rêve de faire carrière à Hollywood. Malheureusement, son mari, Tom, l'en a toujours empêchée. Lorsqu'un producteur lui propose enfin un rôle, elle tue son mari, le décapite, dissimule sa tête dans un carton à chapeaux, et part enfin avec pour la capitale du cinéma... Verve et drôlerie, par l'un des auteurs américains les plus prometteurs.

Paru le 6 mars 1995



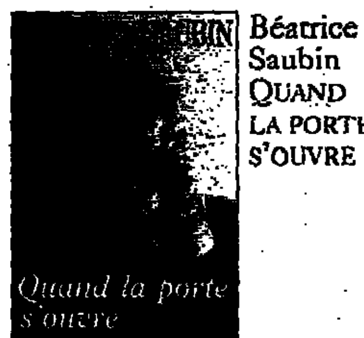
Carol O'Connell
MEURTRES À GRAMERCY PARK
Collection «Best-Sellers»
Traduit de l'américain par Yolande du Luart

320 pages, 129 F

L'une après l'autre, les vieilles dames qui habitent le très élégant Gramercy Park, à New York, sont assassinées. Après le meurtre du chef de la brigade criminelle, sa fille adoptive, le sergent Karby Mallory, un génie de l'informatique, reprend l'affaire en main... À mi-chemin entre suspense à l'anglaise et thriller new-yorkais, la découverte d'un ton original qui a déjà envoûté l'Amérique.

Parution le 20 mars 1995

Témoignages

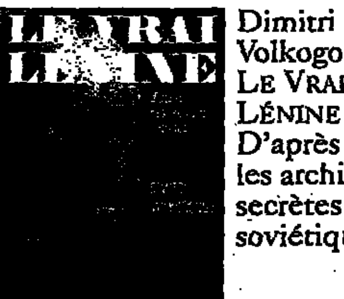


Béatrice Saubin
QUAND LA PORTE S'OUVRE

270 pages, 119 F

L'Épreuve, récit de son incarcération en Malaisie, avait bouleversé des millions de lecteurs dans le monde. Aujourd'hui, Béatrice Saubin raconte son combat pour renaître à l'espoir. Brutalement, à son retour en France, elle se retrouve dans un monde devenu incompréhensible. Tout lui est étranger : les lieux, les autres, son propre visage. Mais son ardent désir de vivre va lui permettre de réapprendre à faire confiance, à recevoir, à aimer. À découvrir le vrai sens de la liberté.

Paru le 13 mars 1995

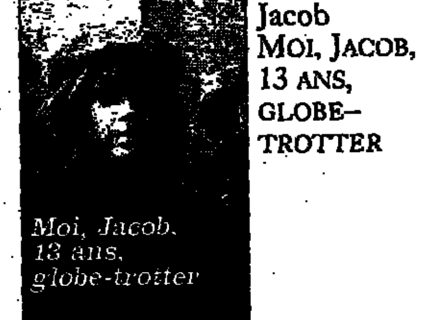


Dimitri Volkogonov
LE VRAI LÉNINE
D'après les archives secrètes soviétiques

466 pages, 179 F

Contrairement à une légende bien enracinée, c'est Lénine, et non Staline, qui est le vrai père du Goulag. C'est ce que démontre le général Dimitri Volkogonov, le seul à avoir pu consulter les 3 724 notes et lettres écrites de la main de Lénine, et quelque 3 000 autres pièces portant sa signature. Un livre choc, une contribution exceptionnelle à l'Histoire contemporaine. Nombreuses illustrations, en partie inédites.

Parution le 20 mars 1995



Jacob
MOI, JACOB, 13 ANS, GLOBE-TROTTER

240 pages, 119 F

La vie de Jacob ne ressemble guère à celle de ses camarades : depuis l'âge de un an il accompagne ses parents dans tous leurs voyages. Un trimestre à l'école, le reste de l'année à la découverte du vaste monde, voilà sans conteste une éducation originale ! Un témoignage, passionnant et souvent émouvant qui fera rêver plus d'un enfant et réfléchir les parents.

Parution le 20 mars 1995

Beaux-livres



Claude Lelouch
LES MISÉRABLES
librement adapté de Victor Hugo

96 pages tout en couleurs,
169 F

Pour la première fois Claude Lelouch a accepté que deux observateurs privilégiés, un photographe et un journaliste, nous racontent son dernier tournage, la mise en œuvre de cette fabuleuse fresque qui prend sa source dans Hugo et se termine à la moitié de notre siècle. Cet album largement illustré est le complément indispensable d'un film exceptionnel.

Paru le 13 mars 1995

Essais



Claude Imbert
Jacques Julliard
LA DROITE ET LA GAUCHE
Robert Laffont / Grasset

288 pages, 119 F

Après l'effondrement du communisme, c'est désormais à l'intérieur de la démocratie libérale que s'affrontent les partis. Mais alors, aujourd'hui, quel clivage entre la droite et la gauche ? Qu'est-ce qui leur est commun, qu'est-ce qui les sépare ? Quels sont les nouveaux enjeux ? Par deux éditorialistes réputés, l'un au *Point*, l'autre au *Nouvel Observateur*, tous deux chroniqueurs à Europe 1, un débat essentiel d'une rare qualité.

Parution le 20 mars 1995

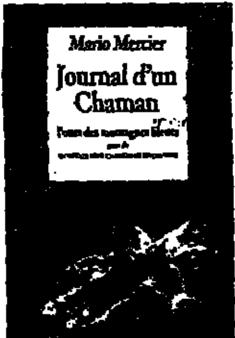


Elizabeth Marshall Thomas
LA VIE SECRÈTE DES CHIENS
Une anthropologue en pays canin
Traduit de l'américain par Jean Colonna

198 pages, 109 F

Pendant près de trente ans, l'auteur a observé, avec l'attention et la discrétion d'un anthropologue, une meute de chiens. Et elle a découvert que ces animaux — que l'on croyait familiers — obéissent, entre eux, à des lois très complexes ; qu'ils sont capables aussi d'émotions, d'imagination, voire de spiritualité. Un ouvrage à la Konrad Lorenz qui se lit comme un passionnant roman d'aventures.

Paru le 6 mars 1995

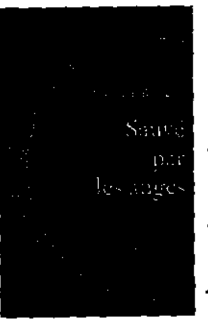


Mario Mercier
JOURNAL D'UN CHAMAN
L'ours des montagnes bleues
Suivi de
Manifeste pour un nouveau chamanisme

288 pages, 149 F

Le chaman est un médium entre ciel et terre, un voyant qui, dans la transe et dans l'extase, communique avec l'âme du monde et des êtres. Mario Mercier a vécu ce contact avec les réalités invisibles qui nous entourent : instants de jubilation et d'inspiration poétique – mais aussi une philosophie de vie qui nous est proposée comme alternative à notre monde « civilisé ».

Paru le 6 mars 1995



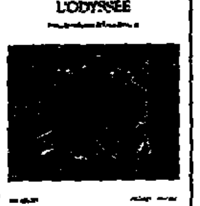
Dannion Brinkley
SAUVÉ PAR LES ANGES
Avant-propos de François Brune
Collection «La Vie et au-delà»
Traduit de l'américain par Michel Klepper

208 pages, 129 F

Best-seller aux États-Unis, ce récit d'un voyage dans l'au-delà– accompli à deux reprises, puisque Dannion Brinkley est «mort» deux fois – nous transmet un témoignage stupéfiant sur les mystères de l'après-vie. Il nous incite à chercher en nous l'harmonie spirituelle.

Paru le 13 mars 1995

BOUQUINS

Homère
L'ILIADE ET L'ODYSSÉE
Nouvelle traduction de Louis Bardollet

800 pages, 149F

Modèles inépuisables, inlassablement traduits, adaptés, commentés, *L'Iliade* et *L'Odyssée* expliquent le monde et aident à vivre... Chaque génération a inventé sa version. Il nous fallait la nôtre, dans la langue de notre temps, vivante, jeune et capable de nous restituer la fraîcheur et l'humour de cette poésie.

Paru le 6 mars 1995



Jean Tulard, Alfred Fierro, André Palluel-Guillard
HISTOIRE ET DICTIONNAIRE DE L'EMPIRE

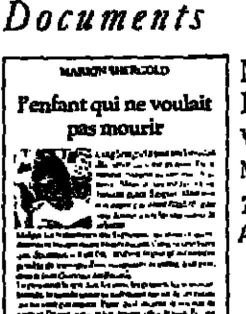
1376 pages, 179F

Il existe plus de livres sur Napoléon qu'il ne s'est écoulé de jours depuis sa mort... Impossible de tous les posséder. Cet ouvrage nous en dispense en nous offrant : un récit allant de 1799 à 1815, un tableau du monde à la même époque, une chronologie détaillée, un dictionnaire des personnages, des institutions, des batailles, une vaste bibliographie, une filmographie et un index.

Paru le 6 mars 1995

FIXOT

Documents

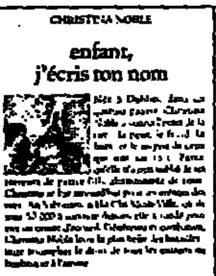


Marion Shergold
L'ENFANT QUI NE VOULAIT PAS MOURIR
Traduit de l'anglais par Bella Arman

272 pages, 119 F

Craig a neuf ans lorsqu'on découvre qu'il est atteint d'une tumeur maligne au cerveau. Les médecins ne laissent guère d'espoir à ses parents. Mais Marion, sa mère, refuse cette fatalité. Elle veut donner à son fils une raison de se battre : Craig doit «tenir» pour recevoir le plus grand nombre possible de messages d'encouragement et entrer au *Livre Guinness des Records*. Avec 100 millions de cartes postales, le petit garçon réalise son rêve et triomphe de la maladie. Un miracle, accompli par l'amour d'une mère, la volonté de vivre d'un enfant et la solidarité générale.

Parution le 20 mars 1995



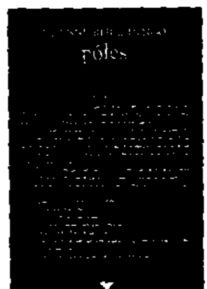
Christina Noble
ENFANT, J'ÉCRIS TON NOM

320 pages, 129 F

Née à Dublin, dans un quartier catholique ravagé par l'alcool et la misère, Christina est, très jeune, victime de mauvais traitements et de sévices sexuels. Lorsqu'elle s'enfuit, à douze ans, elle connaît la solitude, la faim, le froid, la peur. Parce qu'elle n'a rien oublié, Christina Noble se bat pour que soient reconnus les droits des enfants des rues. À Hô Chi Minh-Ville, au Viêt-nam, elle a fondé un centre d'accueil pour ces enfants. Un bouleversant appel à la vie et à l'amour.

Paru le 6 mars 1995

Théâtre



Étienne Rebaudengo
PÔLES

216 pages, 119 F

L'apport d'Étienne Rebaudengo est unique, en exigence et en originalité, dans le paysage du théâtre actuel. Avec *Pôles*, il signe le troisième volet de la trilogie mollyenne (*Les Oriflammes*, *Molly*, *Pôles*, publiés aux éditions Fixot, collection Rideau rouge). Plus que jamais, il s'y affirme l'auteur d'un ensemble dramatique alliant l'élan poétique du classicisme à un tragique étonnamment contemporain.

Paru le 13 mars 1995

Mars 1995

PRÉSIDENTIELLE Les orientations de politique internationale, que Jacques Chirac a présentées, jeudi 16 mars, complètent son *programme présidentiel*, exposé le 17 février. Le candidat du RPR a défini ses positions sur l'Europe, la défense et les relations Nord-Sud. ● ACQUIS à l'objectif du passage à *la monnaie unique, bien qu'il n'en* précise pas la date, M. Chirac estime que le couple franco-allemand doit rester au centre du « dispositif » européen. Il préconise des réformes visant, *selon lui, à améliorer* le fonctionnement de l'Union. ● SANS PRENDRE position clairement pour la fin du moratoire sur les expérimentations nucléaires, M. Chirac laisse entendre que de nouveaux essais seront nécessaires au maintien de la capacité de dissuasion française. *Il propose*, aussi, *de réformer* le service national.

M. Chirac propose une politique étrangère à forte tonalité européenne

Le débat sur le traité de Maastricht étant, à ses yeux, dépassé, le candidat du RPR soutient l'objectif de la monnaie unique et trace plusieurs pistes de réforme destinées à améliorer le fonctionnement de l'Union sur la base d'un accord franco-allemand

IL N'A PAS BÂCLÉ son programme de politique étrangère. Jacques Chirac a consacré à l'international un très long discours, prononcé, jeudi 16 mars, devant un parterre choisi, réuni dans un grand hôtel parisien. Si cette *forme un peu solennelle* lui épargnait les questions des journalistes, le discours était fort, par sa densité, mais, surtout, par la tonalité résolument dynamique adoptée sur le terrain où l'on guettait le plus le candidat : celui de l'Europe.

Chacun garde à l'esprit, en effet, l'idée lancée par M. Chirac, en novembre, de soumettre à référendum le passage à la monnaie unique européenne, idée qui était apparue comme une remise en question du traité de Maastricht et sur laquelle le maire de Paris avait fait très vite, d'ailleurs, marche arrière. Le traité, dit-il aujourd'hui, *« a été ratifié par le peuple français et il n'est donc nullement question de le mettre en cause »*.

Chacun garde à l'esprit, aussi, les *divergences qui* avaient opposé, au moment du débat sur le traité de Maastricht, en 1992, ceux qui sont devenus ses trois principaux lieutenants dans cette campagne électorale : Philippe Séguin, dont l'éloquence avait porté les *anti-maastrichtiens du RPR* ; *Alain* Juppé, qui avait appelé le parti, au contraire, à approuver le traité ; Alain Madelin, qui, tout en se ralliant au « oui » de l'UDF, n'en critiquait pas moins la marche de l'Union vers la monnaie unique.

L'IMPÉRATIF FRANCO-ALLEMAND

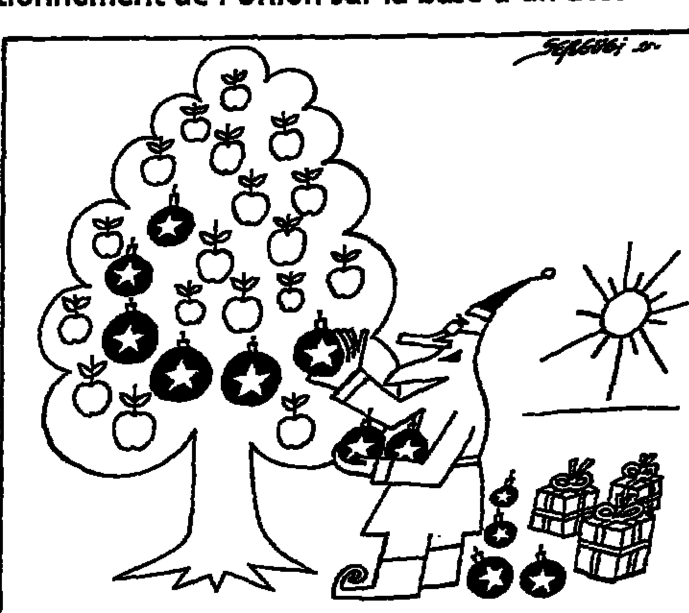
De ces déchirements passés, M. Chirac semble, à ce stade au moins, faire table rase : l'Europe irrigue l'ensemble de son discours sur la politique extérieure de la France. Le candidat Chirac ne répond certes pas à toutes les questions *qui se posent* à l'Europe. Il n'indique, par exemple, ni la date à laquelle il souhaite que l'Union soit dotée d'une monnaie unique ni les moyens qu'il imagine pour résoudre les contradictions entre l'élargissement de l'Union et la préservation des politiques communes. Néanmoins, le caractère « impératif » qu'il reconnaît à la monnaie unique devrait rassurer les dirigeants allemands.

C'est avec les Allemands, aussi, que M. Chirac veut aborder le grand rendez-vous de 1996 sur la réforme du fonctionnement des *institutions* européennes. Plutôt que de se démarquer des propositions *faites à l'automne dernier* par le parti du chancelier, il promet à Bonn de rechercher une approche commune. Il n'est plus question ne mener des combats d'arrière-garde ni de faire la fine bouche : l'élargissement aux pays *de l'Europe de l'Est est un « impératif »*, et il faut donc préparer l'Union européenne en lui donnant les moyens de son fonctionnement.

Cette nouvelle Europe, dit M. Chirac, doit encore *« être imaginée »*. Il évacue l'idée du « noyau dur », avancée par la CDU allemande, en estimant que *« les Etats qui souhaitent aller plus vite et plus loin ensemble doivent pouvoir le faire »*, mais sans que cela suppose *« pour y parvenir, de créer des institutions nouvelles »*. *« Souplesse »* et *« pragmatisme »* sont demandés. Les actions communes renforcées menées par les volontaires restent ouvertes à tous. Seul *« point clair »* : *« Le couple franco-allemand demeurera au cœur du dispositif. »*

« UN VISAGE ET UNE VOIX »

M. Chirac insiste sur la nécessité de conserver un *« rôle central »* au Conseil européen et au conseil des ministres, en lui en donnant des moyens, mais aussi *« un visage et une voix »*. Il préconise d'instituer un *« président du Conseil Européen »* qui serait désigné *« pour trois ans »* par ses pairs. A ses côtés, la conduite du travail du Conseil serait assurée, comme aujourd'hui, par le pays qui détient la présidence, mais cette présidence devrait voir la durée du mandat allongé. M. Chirac va dans le sens souhaité par M. Séguin lorsqu'il préconise le renforcement du contrôle des Parlements nationaux sur la législation européenne.



L'autre domaine dans lequel Jacques Chirac formule des propositions nouvelles est celui de la défense, *qu'il aborde également* dans une optique européenne. La dissuasion reste certes la particularité de la France à laquelle il n'entend évidemment pas renoncer, mais il est prêt à ouvrir un *dialogue* avec les grands partenaires européens sur la définition des *« intérêts vitaux »*. L'influence de M. Juppé apparaît clairement quand M. Chirac, plutôt que de camper sur un gaullisme dogmatique, envisage une redéfinition des rapports de la France avec l'OTAN et l'élaboration d'une nouvelle charte atlantique.

Henri de Bresson et Claire Tréan

Vers une reprise des essais nucléaires

« LA PREMIÈRE TÂCHE sera de mener à bien la modernisation de nos forces nucléaires stratégiques, a expliqué M. Chirac, jeudi 16 mars, dans l'exposé de sa politique internationale. *Le maintien de notre concept de dissuasion – qui exclut, je le souligne, toute idée de bataille nucléaire – demeure une nécessité* [...], *mais cela n'empêchera pas la France de participer activement à une politique de lutte contre la prolifération* [...]. *C'est pour cette raison que la reconduction indéfinie et inconditionnelle du traité de non-prolifération constitue un enjeu de première importance pour la stabilité mondiale et notre sécurité. »*

« La France a-t-elle besoin, a-t-il ajouté, *de réaliser encore quelques essais si elle veut s'en passer ensuite, sans dommage pour la fiabilité et la crédibilité de ses armes ? De nombreux experts le pensent. Si tel est le cas, il faudra prendre une décision rapidement, en annonçant, le cas échéant, clairement la date à laquelle la France mettra un terme complet et définitif à ses expérimentations. »*

● **Forces classiques.** M. Chirac estime nécessaire *« d'améliorer nos capacités de projection, maritime et, surtout, aérienne, et de bâtir, dans un cadre européen, un système complet d'observation spatiale »*. *« Tout cela suppose d'aller plus loin sur la voie de la professionnalisation de nos forces, dont on voit, à terme, qu'elle est inéluctable. Entre-temps, il faudra que notre service national évolue. »* S'il est élu, M. Chirac demandera au gouvernement de lui faire des propositions sur la durée du service militaire. *« Peut-on la ramener à six mois ? »*, s'est-il interrogé, en envisageant un service civil d'une durée supérieure : *« Je pense à une nouvelle forme de service humanitaire à l'étranger* [...]. *Je pense, aussi, à une augmentation des effectifs de nos appelés dans la police, la sécurité civile, les sapeurs-pompiers. Je pense, enfin, à leur participation aux actions sociales de lutte contre l'exclusion et pour l'insertion, ainsi qu'aux missions de défense de l'environnement. »*

● **« Dimension européenne ».** Evoquant la *« dimension européenne »* de la défense, M. Chirac voudrait *« accélérer la mise en place d'une agence européenne de l'armement »*, dès lors que *« l'Eurocorps doit devenir la vitrine de cette indispensable politique d'harmonisation européenne »*. *« Comment pouvons-nous imaginer*, a-t-il conclu sur le chapitre de la défense, *que la poursuite de la construction européenne pourra se faire sans que la France reconnaisse que ses propres intérêts vitaux et ceux de ses plus proches partenaires sont de moins en moins dissociables ? »*

J. I.

Des expérimentations suspendues depuis 1992

● **Moratoire.** Le 8 avril 1992, François Mitterrand a fait annoncer par Pierre Bérégovoy, premier ministre, la décision de la France de suspendre unilatéralement ses essais nucléaires. Cette initiative a été suivie par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne (qui pratique ses expériences au Nevada) et la Russie. Seule la Chine a continué ses expérimentations.

● **Différend.** En février 1994, M. Chirac a critiqué M. Balladur pour avoir entériné la décision de M. Mitterrand, au risque de retarder la modernisation de l'armement nucléaire. Créé sur l'initiative de M. Balladur, un groupe d'experts a estimé que la France avait besoin d'une dizaine d'essais supplémentaires en vraie grandeur avant de passer aux simulations en laboratoires.

● **Non-prolifération.** Une série de négociations internationales (à New York et à Genève) sont prévues en 1995 pour élaborer un nouveau traité d'interdiction des essais nucléaires et pour renouveler le traité de non-prolifération *nucléaire (TNP), qui date de* vingt-cinq ans.

Une Union respectant « la souveraineté des Etats »

« L'EUROPE est aujourd'hui une ambition nécessaire », affirme d'emblée Jacques Chirac dans son discours du 16 mars. Il explique ainsi que *« nous avons besoin de l'Europe dans les domaines où les politiques nationales méritent d'être complétées, harmonisées, voire unifiées »*. Il ajoute que *« la construction européenne, cantonnée à l'Ouest du continent par la guerre froide, doit impérativement et très rapidement s'étendre à l'Est* [...]. *C'est une condition essentielle de la paix sur notre continent. La grande Europe n'est plus un rêve. »*

● **Le traité de Maastricht.** M. Chirac rappelle qu'il en avait soutenu la ratification – le qualifiant, à l'époque de *« petit pas dans la bonne direction »* – et assure qu'il n'est *« nullement question de la remettre en cause »*. Mais il ajoute : *« Force est de reconnaître qu'il a, pour une large part, manqué le grand rendez-vous de l'histoire auquel l'Europe était conviée. »*

● **L'architecture de l'Europe de demain.** *« Au sein de la famille des nations européennes »*, M. Chirac distingue plusieurs ensembles. D'abord *« l'Union européenne demain élargie à vingt ou trente »*, qui doit *« demeurer le socle de l'édifice européen »*. Celle-ci *« doit comporter une union douanière et des politiques communes, dans le domaine commercial et dans les domaines d'intérêt commun. Elle doit disposer d'une véritable politique étrangère et de sécurité commune, avec pour corollaire un contrôle étroit de ses frontières extérieures. »* Mais au sein de cette première famille, *« doivent pouvoir s'instaurer, entre les Etats qui le souhaitent, des liens privilégiés, des solidarités renforcées »*. Il insiste aussi sur *« le couple franco-allemand »*, qui doit *« demeurer au cœur du dispositif. »*

Ensuite, *« au-delà du périmètre de l'Union »*, le maire de Paris explique qu'un *« ensemble plus vaste s'étendra aux nations qui, depuis des siècles, appartiennent à la grande famille européenne et aspirent à des rapports plus étroits avec le reste de l'Europe. »* *« Au premier chef »*, il place parmi celles-ci la Russie et *« les autres pays de la Communauté des Etats indépendants. »*

● **Les institutions de l'Union.** M. Chirac demande que le conseil des ministres voie son *« rôle renforcé »*, car il est la *« seule instance qui tire sa légitimité de la souveraineté des Etats »*. Dans sa *« conception »*, cette institution et le Conseil européen (réunion des chefs d'Etat et de gouvernement) *« doivent jouer un rôle central, tant dans le fonctionnement interne de l'Union que dans ses relations extérieures »*. Il préconise l'institution *« d'un président du Conseil européen qui serait désigné par celui-ci pour trois ans »*. Sa tâche *« principale serait de représenter l'Union à l'extérieur et d'assurer aussi la défense de ses intérêts et la promotion de son identité »*. Les pouvoirs de la Commission doivent donc être *« recentrés »* ; elle doit *« être responsable »* devant le conseil des ministres. M. Chirac veut aussi *« associer plus étroitement »* les Parlements nationaux *« à l'œuvre communautaire »*. En France même, il souhaite *« aller plus loin »* que ce qu'a permis la dernière révision constitutionnelle en matière de contrôle des projets d'actes communautaires par le Parlement.

● **Les préoccupations des citoyens.** M. Chirac demande que l'Europe *« se mobilise en faveur de la croissance et de l'emploi »*. Il ajoute qu'il est *« personnellement engagé en faveur de la pleine réalisation de l'Union économique et monétaire, lorsque les conditions prévues par le traité* [de Maastricht] *seront réunies. J'ai conscience que cela ne sera pas facile, compte tenu du niveau du déficit public que nous avons atteint »*. Pour former avec l'Allemagne *« l'ossature »* de cette union monétaire, M. Chirac prévient que la France *« doit impérativement accomplir les efforts nécessaires »*.

Th. B.

« Consolider l'amitié franco-américaine »

DANS SON SECOND DISCOURS « fondateur » du 16 mars, consacré aux affaires extérieurs, Jacques Chirac propose d'établir *« un nouveau mode de relations entre la France et l'OTAN »*. Il précise que, *« sans revenir dans la structure intégrée, notre pays doit participer à toutes les instances de l'Alliance* [atlantique] *fondées sur le respect de la souveraineté des Etats »*. *« Je proposerai*, dit-il, *que le conseil atlantique, instance suprême de l'Alliance, puisse réunir conjointement les ministres des affaires étrangères et de la défense, comme c'est déjà le cas à l'UEO. »*

Si M. Chirac met l'accent sur *« l'engagement résolu de la France en faveur de l'émergence d'une Europe de la défense »*, il n'en souligne pas moins que celui-ci *« n'enlève rien à la solidité de nos alliances transatlantiques »*. Au passage, il fait une allusion – pour la minimiser – à l'affaire des espions de la CIA, priés récemment de quitter le territoire français : *« Il est, en effet, dans l'intérêt de la France de consolider l'amitié franco-américaine, malgré les frictions périodiques et, en général, superficielles, que nous connaissons dans nos relations avec notre plus ancien allié. »* Il explique que les Etats-Unis *« ont besoin d'une Europe forte et stable, partageant les mêmes valeurs, pour assurer au monde de demain plus d'ordre et de justice »* et se déclare *« favorable à l'idée d'une charte transatlantique »*.

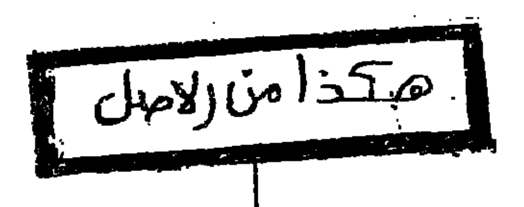
● **La place de la Russie.** Parallèlement, M. Chirac suggère que l'Union européenne développe *« une relation de partenariat avec la Russie »* pour éviter d'isoler ce pays auquel, cependant, *« nous sommes en droit de rappeler que l'appartenance à la famille européenne l'oblige à respecter nos règles communes »*. *« Il est urgent*, affirme-t-il, *qu'en Tchétchénie, la Russie mette en place le dialogue politique, qui, seul, permettra de trouver une issue durable à la crise. »* Répondant positivement à l'aspiration russe de construction d'un *« édifice paneuropéen »*, M. Chirac précise que cet élargissement pourrait constituer *« le second pilier d'une architecture du continent »*, dans le but de donner vie à une *« Organisation de la grande Europe »*.

● **ONU.** En préambule du chapitre consacré aux Nations unies, M. Chirac affirme : *« La France doit* [y] *renforcer son action. »* *« Cinquante ans après sa création*, dit-il, *l'ONU est à l'heure des remises en question. Son efficacité et son impuissance sont souvent fustigées, au fil des crises qu'elle paraît incapable de résoudre. »* M. Chirac observe, toutefois, que les valeurs incarnées par l'organisation internationale sont *« très souvent »* celles de la République, notamment la *« protection des droits de l'homme »* et le *« devoir d'assistance humanitaire sans exclusive »*.

En outre, il estime que *« sur les grands problèmes de société, l'ONU constitue un forum irremplaçable »*. Considérant, néanmoins, que la France se doit *« de prendre une part plus active au renouveau de l'ONU et d'y assumer davantage de responsabilités »*, le maire de Paris évoque, en premier lieu, *« la réforme du Conseil de sécurité »*. *« La nécessité d'un élargissement est clair »*, affirme-t-il : *« Il faut évidemment soutenir l'entrée de l'Allemagne et du Japon comme membres permanents de plein exercice. Il faut aussi assurer une meilleur représentation des pays du Sud. »*

En second lieu, il souligne, s'agissant du débat sur l'économie et le développement, que l'ONU, *« seule, peut prendre l'initiative de réunir au plus haut niveau les responsables politiques du Nord comme du Sud, en particulier sur la question encore sans réponse du poids de la dette multilatérale qui accable les pays les plus pauvres »*.

O. B.



هكذا من الاصل

Simone Veil, ministre des affaires sociales et de la santé

« La rigueur et l'honnêteté sont moins séduisantes que les promesses vagues et non chiffrées »

Simone Veil, l'un des principaux soutiens d'Edouard Balladur au sein du gouvernement, estime que *« rien ne permet de dire que la situation ne s'inversera pas de nouveau »* en faveur du premier ministre-candidat. Le ministre des affaires sociales estime que M. Balladur est *« trop honnête pour faire croire à des solutions-miracles »*. Sur la Sécurité sociale, Mme Veil se félicite que les dépenses évoluent désormais comme les recettes.

« Comment expliquer le retournement de tendance dont pâtit M. Balladur ?

– Rien ne permet de dire que la situation ne s'inversera pas de nouveau. Ce qui caractérise cette campagne, c'est la proportion élevée d'indécis et la volatilité de l'électorat. Même ceux qui déclarent une préférence pour l'un ou l'autre des candidats ne sont pas toujours certains de leur vote. C'est la première élection présidentielle depuis la chute du mur de Berlin et l'effacement des idéologies : le communisme et le néo-libéralisme ne font plus recette. Ensuite, l'Europe a réduit les marges de manœuvre des gouvernements, sauf à s'isoler et se radicaliser, comme le pouvoir socialiste avait failli le faire, en 1983, en envisageant de quitter le Système monétaire européen. Enfin, les deux principaux candidats appartiennent à la même formation : les électeurs sont donc plus sensibles aux styles qu'aux programmes, dont ils ne perçoivent pas pleinement les différences.

» Edouard Balladur ne veut pas faire de promesses inconsidérées. C'est une question de rigueur et d'honnêteté, même si c'est moins séduisant qu'un discours multipliant les promesses vagues et non chiffrées. S'est ajoutée à cela ce qu'on appelle l'affaire Schuller. Enfin, il est vrai que, par tradition, je dirai même culturellement, l'électorat UDF, moins discipliné, n'a pas le même militantisme que l'électorat classique du RPR.

– M. Balladur aurait-il dû mener une cohabitation plus conflictuelle pour ne pas être assimilé à la fin du septennat de François Mitterrand ?

– Il n'y a pas eu de conflit, du moins ouvert. C'était l'intérêt du pays. Le contexte ne se prêtait pas à une cohabitation conflictuelle, mais ce fut une cohabitation sans complaisance, qui n'a pas empêché le premier ministre de gouverner. Deux ans, c'est court. Un énorme travail a été accompli dans tous les domaines, notamment pour ce qui concerne mon ministère : retraite, famille, bioéthique, protection sociale, contrats de ville, transfusion sanguine, etc.

– Qu'est-ce qui manque, aujourd'hui, au premier ministre-candidat ?

– Peut-être d'être un peu démagogue. Trop honnête pour faire croire à des solutions-miracles, Edouard Balladur ne veut pas faire des promesses qu'il sait illusoires. Il fait appel au courage et à la solidarité des Français. Sa conception de la place et du rôle de la France dans le monde est également réaliste et, à terme, plus constructive. A une France repliée sur ses certitudes, il préfère une attitude plus ouverte économiquement et culturellement, prenant davantage en compte les réalités du monde actuel.

– Cette campagne vous paraît-elle plus « dégueulasse » que les précédentes, pour reprendre le qualificatif de Charles Pasqua ?

– Celle dont a été victime Jacques Chaban-Delmas, en 1974, méritait ce qualificatif. En 1981, bien des attaques personnelles contre Valéry Giscard d'Estaing étaient injustes. C'est la loi du genre. Une campagne présidentielle est toujours dure et se prête aux coups bas.



SIMONE VEIL

– La polémique sur les liens de M. Balladur avec GSI relève-elle des « basses œuvres » ou de la transparence ?

– On doit, bien entendu, être transparent quand on prétend au suffrage universel. Edouard Balladur a eu raison de rendre public son patrimoine. Je sais qu'on lui reproche d'avoir trop attendu. Mais les autres ? Jacques Chirac et Le Pen l'ont fait après lui, que je sache ! Ce qui est un coup bas, c'est de laisser entendre que ce patrimoine a été acquis de façon contestable, pour laisser des traces même après qu'il a été démontré que c'est inexact.

– Dans un tout autre domaine, la situation des comptes sociaux reste très dégradée. Y a-t-il, sur ce point, transparence ?

– Aucun gouvernement n'a davantage fait progresser la transparence : nous avons donné une assise législative à la commission des comptes de la Sécurité sociale ;

> « Une campagne présidentielle est toujours dure et se prête aux coups bas »

nous l'avons réunie aux dates prévues, ce qu'avait refusé de faire le gouvernement socialiste en raison de la proximité des élections ; nous avons clarifié les relations financières entre l'Etat et la Sécurité sociale et entre les branches du régime général ; nous avons, pour la première fois, remis un rapport sur ses comptes au Parlement.

– La Sécurité sociale aura pourtant un déficit cumulé de 110 milliards de francs fin 1995 ? Comment solder le passif ?

– Sans les mesures prises et compte tenu de la tendance de croissance des dépenses constatées en avril 1993, ce déficit aurait été au moins trois fois supérieur. En 1994, les dépenses ont évolué au même rythme que les recettes, et le déficit a été, à peu de chose près, stabilisé, mais la progression des recettes a été particulièrement faible en raison de la situation économique et du poids des exonérations de charges sociales décidées par les gouvernements précédents, sans compensation de la part du budget de l'Etat.

» Au total, en un an, la croissance des dépenses d'assurance-maladie a été divisée par deux. Au départ, personne n'y croyait. Si nous arrivons à stabiliser l'évolution des dépenses de santé et si les recettes progressent à nouveau grâce à la croissance, l'Etat peut continuer à faire l'avance de trésorerie, la Sécurité sociale remboursant progressivement les arrérages, comme elle le fait aujourd'hui pour le déficit trouvé en 1993.

– Jacques Chirac estime, précisément, que les dépenses de santé ne peuvent qu'augmenter. Que lui répondez-vous ?

– Je réponds qu'accepter durablement une croissance des dépenses qui entraîne, chaque année, une augmentation des cotisations, c'est mettre en péril l'avenir de la Sécurité sociale. La maîtrise des dépenses est indispensable ; elle est possible. Les autres pays y sont parvenus. Les assurés sociaux en ont bien conscience. Ils tiennent au système actuel et savent que, pour le sauvegarder et éviter un régime à deux vitesses, avec des assurances privées, il faut lutter contre les dépenses inutiles et les gaspillages.

– M. Jospin est le seul à proposer un élargissement de l'assiette de la CSG aux revenus du capital...

– Comme Nicolas Sarkozy, j'ai préconisé, à plusieurs reprises, un élargissement de l'assiette de la contribution sociale généralisée.

– Quelles différences avez-vous avec M. Chirac sur la politique familiale ?

– Si je comprends bien, il propose de supprimer des prestations réservées aux familles à revenus peu élevés pour les remplacer par une allocation dont bénéficieraient toutes les mères de famille. Tout cela est très vague et, sans doute, très coûteux. Je suis favorable, pour ma part, au maintien des priorités sociales dans la politique familiale.

– La majorité pourra-t-elle se ressouder si M. Balladur ne figure pas au second tour ?

– Oui. Je suis tout à fait convaincue qu'elle se ressoudera si l'un de ses candidats est éliminé, et cela quel que soit celui des deux qui figurera au second tour. »

Propos recueillis par Jean-Michel Bezat et Gilles Paris

Le gouvernement établit des scénarios de redressement des comptes publics

Les critères de Maastricht ne pourront pas être respectés en 1996

LA FRANCE sera-t-elle en mesure de participer à la création de la monnaie unique européenne dès 1997 ? A cette question, qui alimente d'innombrables controverses depuis le début de la campagne présidentielle, la direction de la prévision du ministère de l'économie a essayé d'apporter une réponse chiffrée. Afin de nourrir la réflexion de la commission des comptes de la nation, qui devait se réunir jeudi 16 mars, elle a réalisé de nombreuses simulations pour mesurer à quelles conditions la France pourrait satisfaire aux critères de convergence du traité de Maastricht. Sa conclusion ne réjouira guère les « européens » les plus convaincus, car les déficits publics hexagonaux passeront peut-être sous la barre des 3 % du produit intérieur brut – exigence de l'Union économique et monétaire – d'ici à la fin de 1997, mais il y a très peu de chances pour que ce soit le cas.

Habituellement, la commission des comptes de la nation se borne chaque année à débattre des prévisions officielles. Pour 1995, l'exercice est respecté. Le gouvernement vient de réviser sa prévision de croissance. Il table maintenant sur une hausse de 3,3 % du PIB, contre une estimation de 3,1 % avancée à l'automne dernier.

La direction de la prévision a prolongé ses travaux, cette année, en cherchant à comprendre comment pourraient évoluer les déficits publics et la croissance, sous différentes hypothèses d'environnement international et de politique économique intérieure. Dans l'immédiat, la France est en mauvaise posture. Les chiffres du gouvernement confirment ce que *Le Monde* (nos éditions du 28 février) révélait : les déficits publics ont atteint 5,7 % en 1994 (soit une baisse de seulement 0,1 point par rapport à 1993) et pourraient encore avoisiner 4,7 % en 1995.

● **La simulation BB** (*« basse-basse »*). Elle tient compte d'une hypothèse relativement *« basse »* de croissance (+3,2 % en moyenne en 1996 et +3,1 % en 1997 pour les quatorze principaux pays de l'OCDE et +3,3 % au cours de ces deux mêmes années pour les onze principaux pays européens). Elle repose également sur *« une hypothèse basse de rééquilibrage des finances publiques »*. Concrètement, les dépenses budgétaires n'évolueraient pas plus vite que les prix et la hausse des prestations sociales ne dépasseraient pas 3,8 % l'an. Dans ces conditions, la croissance française serait soutenue (+3 % en 1996 et en 1997), mais les déficits publics atteindraient encore 3,75 % en 1996 et 3 % à la fin de 1997.

● **La simulation HB** (*« haute-basse »*). L'hypothèse d'environnement international est plus *« haute »* que la précédente (respectivement +3,6 % les deux années pour l'OCDE et +3,9 % les deux années pour les pays européens) et l'hypothèse de rééquilibrage des finances publics est inchangée. C'est dans ce cas que les prévisions de croissance sont les plus fortes pour la France : +3,5 % en 1996 et +3,3 % en 1997. Mais les déficits publics ne passent toujours pas sous la barre des 3 % à la fin de 1996. Ils atteignent 3,4 % cette année-là et 2,3 % en 1997.

● **La simulation BH** (*« basse-haute »*). Ce scénario prend en compte l'hypothèse basse pour l'environnement international et une hypothèse *« haute »* de rééquilibrage des comptes publics. En clair, le ministère de l'économie a simulé les effets que pourraient avoir un plan de redressement des comptes publics, portant environ sur 45 milliards de francs d'économies supplémentaires en 1996 (reconduit en 1997). Dans ce cas, la croissance française serait évidemment bridée : elle serait de 2,8 % en 1996 et en 1997. De surcroît, la France ne serait toujours pas au rendez-vous de la fin 1996. Cette année-là, les déficits publics atteindraient 3,25 %, pour n'atteindre 2,5 % qu'à la fin de 1997.

● **La simulation HH** (*« haute-haute »*). Elle repose sur l'hypothèse économique *« haute »* et sur la mise en œuvre du plan de redressement des comptes publics. Dans ce cas, la croissance française serait soutenue : +3,3 % en 1996 et 1997. C'est le seul scénario qui envisage une baisse des déficits publics sous la barre des 3 % dès 1996. Ils atteindraient cette année-là 2,9 % et tomberaient à 1,8 % en 1997.

● **Les conclusions de ces simulations.** Il faut les tirer avec prudence. L'étude souligne que le rendez-vous européen n'est pas hors de portée pour la France, sinon pour la fin 1996, du moins d'ici 1999. Elle montre aussi que les effets nécessairement récessifs des critères de convergence du traité de Maastricht seront limités. Cependant, l'exercice de simulation est fragile. Pour les raisons électorales que l'on devine, le ministère de l'économie a tendance à lire l'avenir en rose. Ses prévisions de croissance sont plus optimistes que celles autres grands instituts (*lire ci-contre*).

En outre, l'étude présente une faille. Elle suggère que la France sera prête pour la monnaie unique au plus tard fin 1997, même dans l'hypothèse d'un rééquilibrage lent des finances publiques. Mais que faut-il entendre par « lent » ? L'étude le précise : c'est le simple respect des objectifs de la loi quinquennale sur les finances publiques qui prévoit une stagnation des dépenses budgétaires en volume. Or, pour 1994, le gouvernement n'est pas même parvenu à respecter vette variante *« basse »* : les dépenses du budget ont dérivé de 2,1 %. Malgré la reprise, les déficits publics n'ont quasiment pas diminué. Le ministère de l'économie se montre, décidément, très optimiste...

Laurent Mauduit

L'éventail des prévisions

● **La commission des comptes de la nation** se réunit deux fois par an. Composée d'experts économiques et présidée par le ministre de l'économie, elle permet au gouvernement de présenter ses grandes prévisions.

● **Le consensus.** Les économistes appellent ainsi la moyenne des prévisions de croissance réalisées par les différents instituts. Pour 1995, le « consensus » actuel prévoit une hausse du PIB de 3 %. L'Expansion prévoit 2,5 %, Rexecode 2,8 %, GAMA 2,9 %, l'Afède et la CDC 3 %, le COE 3,2 %, le BIPE et le gouvernement 3,3 %, et l'OFCE 3,5 %. Pour 1996, le consensus est à 2,8 %. L'Expansion prévoit 2 %, GAMA 2,3 %, Rexecode 2,7 %, la CDC 2,8 %, le BIPE 2,9 %, l'OFCE 3 %, l'Afède 3,2 %, le COE 3,4 %, et le gouvernement, une fourchette comprise entre 2,8 % et 3,5 %.

Le PS souhaite une relance de la campagne de M. Jospin

AU TERME du bureau national du PS, mercredi 15 mars, Jean Glavany, secrétaire national à la communication, a estimé que la campagne de Lionel Jospin *« nécessite une relance »*. Une réunion, samedi 18 mars, du conseil national du PS et des secrétaires de section devrait favoriser une plus grande implication du parti qui entend mener *« une campagne autonome »* contre la droite, afin *« de mettre l'accent sur l'engagement social et l'adresse aux salariés »*.

En déplacement, le même jour, sur ses terres de Haute-Garonne, M. Jospin s'est adressé en priorité aux salariés, jugeant que ceux-ci *« peuvent davantage se reconnaître dans une personne qui n'a pas de châteaux, de terres, des portefeuilles d'actions ni d'épouse riche »*. Sur RTL, Pierre Mauroy a décrit le maire de Paris comme *« le plus reaganien des hommes de droite »*.

M. Sarkozy invite les partisans de M. Balladur à se mobiliser

FRANÇOIS BAYROU, François Léotard, Charles Pasqua, André Rossinot et Nicolas Sarkozy se sont retrouvés, mercredi 15 mars, à Périgueux (Dordogne), devant plus de mille personnes, pour défendre la candidature d'Edouard Balladur. *« Aujourd'hui, bien des gens ont retourné leur veste, bien des gens aimeraient se trouver ailleurs et Edouard Balladur a besoin de vous »*, a assuré M. Sarkozy. *« Mobilisez-vous ! Aidez-nous ! Si vous voulez un homme libre, il vous reste cinq semaines pour vous battre à nos côtés »*, a poursuivi le ministre du budget.

M. Pasqua a assuré ensuite que le premier ministre est *« aussi gaulliste »* que M. Chirac et que *« son engagement est aussi ancien »*, alors que M. Léotard avait invité les sympathisants présents à *« convaincre ceux qui doutent »*. Le ministre de la défense et celui du budget ont critiqué la venue à Paris de Fidel Castro, reçu notamment par Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

■ **SONDAGE : une enquête effectuée par la SOFRES auprès de 1 000 personnes, du 11 au 13 mars** et publiée dans *Le Nouvel Observateur* du 16 mars, montre que Jacques Chirac obtient 27 % des intentions de vote au premier tour, contre 20 % pour Edouard Balladur et pour Lionel Jospin. Le maire de Paris l'emporte dans tous les cas au second tour, alors que 40 % des personnes interrogées pensent encore changer d'avis. Pour la première fois dans le baromètre de la SOFRES, M. Chirac est jugé *« plus apte »* que M. Balladur (34 % contre 23 %) à exercer la fonction présidentielle, et 62 % des sondés estiment qu'il ferait un *« bon »* président (contre 53 % à M. Balladur).

■ **HÉRITAGE : Philippe de Villiers** a accusé Jacques Chirac, jeudi 16 mars, sur France 2, de *« brader »* et de *« larguer l'héritage gaulliste »* en matière de politique européenne. Selon M. de Villiers, M. Chirac a fait *« une alliance électorale avec les giscardiens, avec l'UDF, avec Charles Millon »*, qui *« ont obtenu la promesse de détourner le cours du gaullisme »*.

■ **MARTINE AUBRY (PS), porte-parole de Lionel Jospin,** a réclamé, mercredi 15 mars sur France-Info, des débats avec les candidats de droite, en estimant que *« M. Chirac et M. Balladur préfèrent s'opposer à coups de boules puantes et de tête de veau plutôt que de parler du chômage, de l'avenir de la Sécurité sociale, de la sécurité ou de l'avenir des enfants des Français »*.

■ **FEMMES : le Droit humain, fédération maçonnique mixte,** qui revendique 13 250 maçons, vient d'adresser une lettre ouverte aux candidats à l'élection présidentielle, dans laquelle il déplore que les femmes soient *« si peu représentées dans les instances politiques et d'une manière générale dans les lieux de pouvoir »*. Le Droit humain invite les candidats à présenter un *« contrat de société »* pour remédier à ces disparités.

■ **AGRICULTEURS : la FNSEA va rencontrer tous les candidats** à l'élection présidentielle pour *« leur présenter les aspirations des agriculteurs »*, a annoncé Luc Guyau, président de la FNSEA, mercredi 15 mars à Epinal, à l'ouverture du congrès de son organisation.

DÉPÊCHES

■ **MÉDIATEUR : en ouvrant la quatrième rencontre** des médiateurs nationaux européens, mercredi 15 mars, au Sénat, Jacques Pelletier, médiateur de la République, a proposé que les députés européens puissent saisir le médiateur français. Au cours d'un débat improvisé, Pierre Joxe, premier président de la Cour des comptes, a déclaré qu'il avait toujours été *« réservé »* sur le rôle du médiateur, dont il craint qu'il se substitue au parlementaire.

■ **REFONDATEURS : réunis de façon symbolique à Argenteuil (Val-d'Oise),** où l'un des leurs, Robert Montdargent, maire sortant de la ville, est menacé par la section locale du Parti communiste français de ne pas être reconduit comme tête de liste de la gauche aux élections municipales du printemps prochain (*Le Monde* daté 26-27 février), une cinquantaine d'élus communistes refondateurs ont décidé, mercredi 15 mars, de proposer une rencontre aux directions nationales du PCF et du Parti socialiste, pour ouvrir le plus largement possible les listes municipales à des citoyens représentatifs.

■ **MUNICIPALES : Lucien Weygand,** président (PS) du conseil général des Bouches-du-Rhône, se considère comme *« le candidat le plus apte à fédérer la gauche »* pour les élections municipales à Marseille. Dans une interview à *VSD*, M. Weygand se félicite du *« soutien de poids »* de Bernard Tapie et évoque des *« contacts »* avec le PS, le PC, Radical, les écologistes et le Mouvement des citoyens. *« Je veux être,* dit-il, *le candidat qui favorisera le rassemblement de tous ceux qui se reconnaissent dans les valeurs de la gauche »*. Dans le même numéro de *VSD*, M. Tapie se prononce en faveur de M. Weygand, *« quelqu'un de crédible au niveau départemental, qui dispose de la notoriété et des compétences suffisantes »*. – (*Corresp. rég*).

■ **PAUL MALAGUTI, conseiller régional (FN), a été débouté** le 7 mars, par le tribunal de grande instance d'Orléans, de sa demande de dommages et intérêts à un certain nombre d'élus et de personnalités locales, ainsi qu'au quotidien *La République du Centre*. M. Malaguti, dont le passé sous l'Occupation dans la région niçoise avait été révélé (*Le Monde* des 1er et 2 mars 1992), s'était estimé diffamé pendant la campagne des élections régionales en 1992, où il conduisait la liste du Front national. – (*Corresp*).

Les prélèvements obligatoires ont atteint 44,3 % du PIB en 1994

SELON LE BILAN établi par la direction de la prévision du ministère de l'économie pour la Commission des comptes de la nation (*lire ci-contre*), les prélèvements obligatoires ont atteint un niveau record en 1994. Ces prélèvements, qui englobent aussi bien les impôts que les cotisations sociales, se sont élevés à 44,3 % du produit intérieur brut, après 44 % en 1993, 43,6 % en 1992, 44 % en 1991, 43,7 % en 1990. Cette hausse récente est embarrassante pour Edouard Balladur, qui depuis des années, défend une politique de baisse des impôts. Il faut toutefois souligner que les règles de la comptabilité nationale sont telles que cette statistique ne prend pas en compte la baisse des cotisations employeurs au titre des allocations familiales, intervenue depuis 1993. Dans le cas contraire, les prélèvements obligatoires auraient atteint 44,1 % en 1994 et 43,9 % en 1993.

L'affaire Maillard

Le marché immobilier parisien se normalise

Selon les nouveaux chiffres des notaires, les transactions s'animent un peu et les prix se stabilisent

L'IMMOBILIER parisien se normalise, après trois ans de crise : le marché des logements anciens se ranime un peu et les prix se stabilisent, même si l'attentisme, aggravé par les échéances électorales, est encore important, selon les derniers chiffres publiés jeudi 16 mars par les notaires parisiens. En 1994, le nombre d'appartements vendus dans la capitale a augmenté de 13,6 %, dépassant la barre des 30 000 unités sous laquelle il était tombé en 1991. Le montant moyen des ventes a augmenté à 1 028 846 francs (+ 1,17 %), grâce à une petite reprise des transactions sur les grands appartements.

Le mètre carré à Paris termine l'année à 18 211 francs, soit son niveau de la mi-1989. En un an, il a encore baissé mais très légèrement (– 1,3 %). La dégringolade des années précédentes (– 11 % en 1992 et – 6 % en 1993) est donc freinée. Les affaires ont été plus toniques en début d'année et les notaires notent un *« léger mouvement de reprise »* au second semestre.

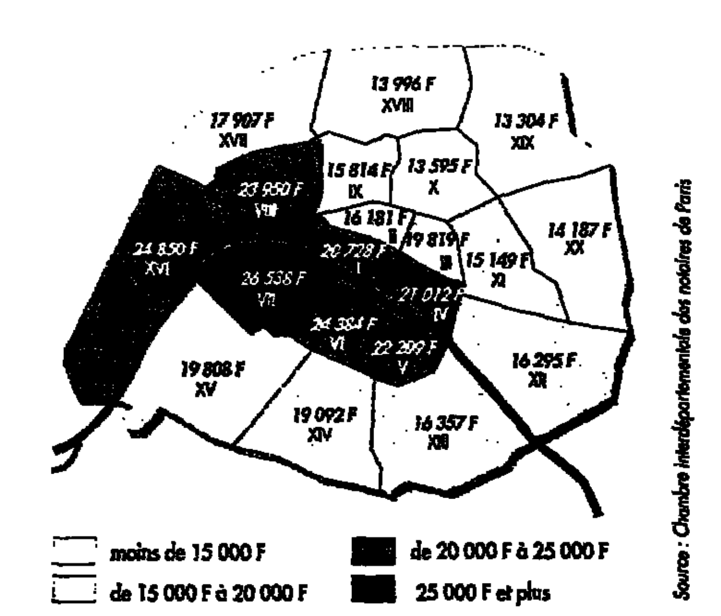
Les arrondissements de l'est et du nord-est de la capitale ainsi que ceux du sud-ouest s'en sortent mieux que le nord et le centre-ouest. Le VIIe, à 26 538 francs le mètre carré, vaut presque le double du XIXe, le moins cher (13 304 francs).

Dans les Hauts-de-Seine, le marché était déjà reparti en 1993, et cette tendance s'est confirmée en 1994 : le nombre d'appartements anciens vendus a augmenté de 8,9 %. Si le prix du mètre carré (14 628 francs au quatrième trimestre) baisse encore par rapport à 1993, on constate qu'il a monté au cours des deux derniers trimestres de 1994. Mais en Seine-Saint-Denis, la reprise du nombre de transactions ne s'est manifestée qu'en 1994, et avec moins de vigueur (+ 5,5 %), pour un prix du mètre carré en baisse (8 486 francs pour les appartements anciens). Dans le Val-de-Marne, le marché retrouve des couleurs avec un accroissement du nombre d'appartements anciens vendus de 14,5 % et un prix du mètre carré en hausse (11 579 francs). Les maisons individuelles se comportent de façon similaire.

Depuis 1987, les notaires saisissent les actes notariés d'Ile-de-France. Ils ont décidé d'aller plus loin et vont ouvrir aux particuliers leur base de données : en composant le 3617 INFONOTAIR (5,48 francs la minute), ceux-ci pourront connaître les cotations, les types de biens vendus, la simulation d'un prêt et le calcul des frais… et bientôt, l'estimation d'un bien particulier avec une fourchette de prix.

F. V.

Léger mieux en 1994 dans l'immobilier parisien



Le traité de concession du Grand Stade donne lieu à d'âpres négociations

Les entreprises tentent de tirer parti de la campagne présidentielle

Le permis de construire du Grand Stade à Saint-Denis, destiné à accueillir la Coupe du monde de football en 1998, ne peut être délivré tant que n'a pas a été signé le traité de concession entre l'Etat et le consortium désigné par le premier ministre pour le construire et l'exploiter. Les dernières négociations s'avèrent délicates.

LES HASARDS du calendrier placent le dossier du Grand Stade au milieu de la campagne présidentielle. La négociation entre les pouvoirs publics et le consortium d'entreprises pressenti pour construire à Saint-Denis le stade de 80 000 places entre dans sa dernière phase. Initialement annoncée pour janvier, la signature du traité de concession entre l'Etat et les entreprises doit intervenir avant les prochaines élections. Dans le cas contraire, la construction du stade prendrait du retard et les responsables de la Coupe du monde estiment que l'épreuve ne pourrait pas être organisée dans les meilleures conditions.

Les enquêtes publiques étant achevées depuis le 8 mars, un accord entre l'Etat et les constructeurs permettrait cependant au préfet de la Seine-Saint-Denis de délivrer immédiatement le permis de construire : les fondations pourraient alors être creusées dès la fin du mois d'avril. Le Grand Stade serait ainsi livré, comme prévu, à la fin de 1997. M. Balladur doit donc éviter que ce dossier sensible ne s'enlise avant l'élection présidentielle. Alors que M. Chirac a été à l'origine de la candidature de la France à l'organisation de la Coupe du monde, c'est l'actuel hôte de Matignon qui a choisi d'implanter le Grand Stade à Saint-Denis, même si la Mairie de Paris a fourni le terrain. M. Balladur a personnellement retenu le projet des quatre architectes Macary-Zublena-Regembal-Costantini, alors que celui de Jean Nouvel avait été placé en tête par le jury du concours.

Dans leur négociation, les trois entreprises du consortium (Bouygues, SGE, Dumez) semblent vouloir exploiter les difficultés du premier ministre dans la campagne présidentielle… Alors que la construction du Grand Stade avait été estimée à 2 milliards de francs par les entreprises, les modifications apportées au projet pour répondre aux souhaits des fédérations sportives et de la municipalité de Saint-Denis ont gonflé l'addition. La subvention publique ne doit pas dépasser 1 milliard de francs, mais le consortium laisse entendre qu'il va demander au gouvernement d'augmenter sa participation.

Ce sont essentiellement les garanties sur l'exploitation future de l'équipement qui sont à l'origine d'un véritable bras de fer entre les constructeurs et les représentants de l'Etat : Jacques Périlliat, président de la Sanem Grand Stade (la société d'économie mixte dont l'Etat détient la majorité), et François Kosciusko-Morizet, délégué interministériel à la Coupe du monde. Les responsables de Bouygues-SGE-Dumez, qui estiment qu'ils ne gagneront pas d'argent sur la construction du stade lui-même, négocient la possibilité d'indemnités en cas de mauvais résultats d'exploitation. L'Etat serait prêt à répondre positivement, à condition d'obtenir une clause de retour à meilleure fortune, c'est-à-dire une part des hypothétiques bénéfices.

Assuré de voir les équipes de France de rugby et de football jouer leurs matches dans le Grand Stade, le futur exploitant privé veut également obtenir l'installation à Saint-Denis d'un club de football *« résident »*. C'est la seule façon d'attirer une trentaine de fois par an, en cas de réussite du club dans une compétition européenne, des spectateurs suffisamment nombreux pour remplir, même en partie, la gigantesque enceinte. Le consortium souhaite un engagement de la Mairie de Paris sur un transfert de l'équipe du Paris-Saint-Germain du Parc des Princes vers le Grand Stade. Mais M. Chirac, qui a toujours dit qu'il ne voulait pas se prononcer avant 1997, n'a aucun intérêt à débloquer un dossier qui ne peut que profiter à M. Balladur.

Canal Plus, actuellement consultant du consortium pour les problèmes d'exploitation en raison de son expérience au Parc des Princes, a toujours été présenté comme l'opérateur idéal pour la gestion du Grand Stade. Mais la chaîne cryptée ne manifeste décidément pas beaucoup d'enthousiasme à l'idée d'installer le PSG à Saint-Denis. Dans *l'Equipe* du 8 mars, Michel Denisot, président-délégué du club parisien, affirme que *« le PSG doit rester au Parc et le Red Star* [l'autre équipe parisienne] *doit jouer à Saint-Denis, s'il monte en D1 »*. En maintenant ce choix, Canal Plus laisserait planer le risque d'un déficit d'exploitation chronique du Grand Stade au-delà de la Coupe du monde. Ce qui explique la réaction très vive de Jacques Périlliat : *« Michel Denisot enlève de la crédibilité à la candidature de Canal Plus pour la gestion du Grand Stade. »*

> Si M. Chirac a été à l'origine de la candidature de la France à l'organisation de la Coupe du monde, le premier ministre a choisi l'implantation à Saint-Denis

Et le président de la Sanem menace, en rappelant que l'accord qui lie le PSG à Canal Plus arrive à terme en 1997 : *« Bouygues, Générale des eaux et Lyonnaise des eaux, les sociétés mères du consortium, ont une expérience des services et une dimension technique et financière telles qu'elles sont tout à fait capables de faire au moins aussi bien que Canal Plus »*, nous a-t-il déclaré. Autrement dit, le consortium dispose d'une solution de rechange pour l'exploitation du Grand Stade, probablement par l'intermédiaire de l'américain SMG, spécialiste de ces problèmes, pourtant actuellement associé à Canal Plus…

Alors que la mise au point d'un tel traité de concession, unique en son genre en France, s'avère délicate, des difficultés techniques viennent d'apparaître sur le chantier où doit être construit le stade. Au cours de forages réalisés par Gaz de France pour vérifier l'efficacité de la dépollution entreprise en 1994, des traces d'hydrocarbures ont été découvertes dans le sous-sol. Elles semblent provenir d'une ancienne fabrique de solvants située à proximité. Un rapport de l'Institut français du pétrole devrait préciser leur origine dans quelques jours.

Christophe de Chenay

Le comité des régions d'Europe a reçu la visite de M. Balladur

TOUT SIGNE de légitimité étant bon à prendre, le président du conseil régional de Languedoc-Roussillon, Jacques Blanc (UDF-PR), ne pouvait que se féliciter de la visite du premier ministre, mardi 14 mars, à Montpellier. *« C'est le plus beau cadeau d'anniversaire que l'on pouvait me faire »*, dit celui qui préside le comité des régions de l'Union européenne depuis un an. *« Le chef du gouvernement a été superbe, d'une honnêteté totale et plein de considération pour les membres du comité. Et je ne le dis pas parce que je suis un balladurien de plus en plus convaincu »*… A ce niveau d'enthousiasme, la précision valait d'être donnée.

En retour, le premier ministre n'a pas fait preuve d'un engouement aussi manifeste à l'égard de l'organe consultatif basé à Bruxelles et composé de bon nombre de poids lourds politiques : dirigeants de puissantes régions espagnoles, allemandes, belges et maires de grandes villes européennes. A propos du principe de subsidiarité qui leur est si cher, M. Balladur a enregistré que *« le comité des régions s'est déclaré prêt à assumer la tâche »* de le faire progresser. Mais il ne prend cette candidature que comme une *« solution complémentaire »*, car sa *« préférence personnelle »* penche en faveur des Parlements nationaux. Il leur conférerait plus volontiers la mission de contribuer à rendre les décisions institutionnelles plus proches des citoyens européens.

« PRIME À LA PROXIMITÉ »

D'ailleurs, le simple mot de subsidiarité lui inspire quelque méfiance, selon M. Blanc lui-même. M. Balladur lui préfère l'expression de *« prime à la proximité »*. Et, puisque devant cet auditoire particulier, les propos du candidat à la présidence de la République se devaient d'être européens, ce dernier en a profité pour exposer ses priorités durant la présidence française à la tête de l'Union. Or l'évolution de l'autonomie politique locale n'en fait pas partie.

Qu'importe, décidément heureux de nature, Jacques Blanc égrène les raisons de saluer la *« consécration »* du comité qu'il préside. Il s'enorgueillit d'abord d'avoir su montrer l'existence des régions françaises à ses homologues étrangers qui apparemment en doutaient. Ensuite, le Catalan espagnol Jordi Pujol a fait preuve à Montpellier d'une réserve remarquable en acceptant de ne pas exhiber les traditionnelles contradictions internes au comité. Présenter un front uni n'est probablement pas une condition suffisante, mais elle est de toute façon nécessaire pour obtenir le *« statut d'institution »* que les membres du comité réclament avec insistance.

Martine Valo

Le bâtiment ne profite pas de la reprise en Ile-de-France

JEAN-CLAUDE BOUCHERAT, délégué général de la fédération parisienne du bâtiment (FPB), est amer : *« Le bâtiment est un oublié de la reprise en Ile-de-France. »* Après l'embellie du printemps et de l'été 1994, qui avait vu la mise en chantier sur Paris, les Hauts-de-Seine, le Val-de-Marne et la Seine-Saint-Denis de 21 400 logements neufs, soit une hausse de 27,2 % par rapport à la même période de 1993, l'année a démarré d'une façon jugée catastrophique par les représentants de l'industrie régionale du bâtiment, même si les périodes électorales sont traditionnellement propices aux lamentations…

Avec 2,1 mois de travail sur leurs carnets de commandes, au lieu de 2,5 mois enregistrés aux pires moment, d'une année 1993 déjà très mauvaise, la FPB s'inquiète. *« Tout le monde attend le résultat des élections*, explique M. Boucherat. *Les mesures d'aide à la construction de logements neufs ne produisent plus d'effets. Les entreprises ne construisent ni locaux ni bureaux. Les collectivités locales, qui avaient diminué leurs investissements en 1994, ont tout suspendu dans l'attente des prochaines échéances électorales. »*

Alors que la direction régionale de l'Insee vient de confirmer la progression de la production industrielle en Ile-de-France, le marasme dans l'immobilier menace un secteur dont le chiffre d'affaires a été de 117 milliards de francs en 1994 et qui a perdu 30 000 emplois sur 250 000 et une entreprise sur dix depuis 1991. La FPB, qui se félicite des aides à la construction inscrites au budget du conseil régional, voudrait que soit mise en place une *« politique francilienne du logement »* avec l'aide des villes, des départements et de la région. Alors que le nouveau schéma directeur régional a fixé un objectif de 53 000 nouveaux logements par an, les industriels du bâtiment rapellent que seulement 40 000 à 45 000 ont été construits chaque année depuis dix ans.

C. de C.

FINANCEMENT OCCULTE

Le juge d'instruction de Bourg-en-Bresse, Philippe Assonion, chargé de l'enquête sur les malversations commises au sein de Maillard et Duclos, devait confronter, jeudi 16 mars, l'ancien PDG de cette entreprise de BTP, Robert Bourachot, mis en examen pour « abus de biens sociaux et faux en écritures », et les deux plus hauts dirigeants du groupe Lyonnaise des Eaux-Dumez, Jérôme Monod et Guy de Panafieu ● DANS UN RAPPORT de synthèse, la brigade financière de Lyon évoque *« la mise à jour d'un processus très élaboré de financement occulte »* ● LE NOM D'ALAIN JUPPÉ, cité par M. Bourachot en 1993, apparaît à propos d'une commission versée en Suisse lors du renouvellement d'une convention d'Etat avec la Compagnie fermière de Vichy. Son entourage dément toute implication dans cette affaire.

L'affaire Maillard et Duclos menace la Lyonnaise des Eaux-Dumez

Alors que l'enquête sur les malversations de cette filiale du groupe de Jérôme Monod approche de son terme, la piste d'un financement occulte du RPR s'arrête à mi-chemin

J'AI UNE ENTREPRISE DE BTP PROCHE DE LA SUISSE ET DU RPR.
ET ALORS?

LE JUGE D'INSTRUCTION Philippe Assonion, chargé de l'enquête sur les malversations découvertes au sein de la société de bâtiment et de travaux publics Maillard et Duclos, devait présider, jeudi 16 mars, dans son bureau du tribunal de Bourg-en-Bresse (Ain), une sorte de réunion au sommet. Le magistrat a en effet convoqué, outre Robert Bourachot, l'ancien PDG de Maillard et Duclos – mis en examen le 18 novembre 1993 pour *« abus de biens sociaux et faux en écritures de commerce »* et placé en détention durant cinq mois et demi –, les deux plus hauts responsables de la « maison-mère » de cette société, le groupe Lyonnaise des Eaux-Dumez, Jérôme Monod et Guy de Panafieu.

Décidé, après quatorze mois d'instruction, à confronter les déclarations de M. Bourachot et de ses anciens supérieurs, le juge Assonion leur avait en fait adressé une première et discrète convocation, pour la date du 3 mars. Mais, à en croire diverses sources proches de l'enquête, la perspective de cet affrontement a provoqué un tel émoi dans les milieux judiciaires que la confrontation avait été décommandée, la veille en fin d'après-midi, pour être reportée.

Sollicitée par *Le Monde*, la chancellerie a formellement nié, mercredi 15 mars, être intervenue sur le cours de ce dossier, ni avoir eu connaissance de la moindre intervention sur son calendrier. La direction du groupe Lyonnaise des eaux a, pour sa part, refusé de confirmer jusqu'à l'existence d'une telle confrontation. Au demeurant, le groupe présidé par M. Monod se retranche avec constance derrière le *« secret de l'instruction »* pour refuser de donner la moindre précision sur le degré d'implication de ses dirigeants dans la gestion contestée de sa filiale bressanne.

UNE RENCONTRE EXPLOSIVE

Ayant constaté l'ampleur du passif (plus de 200 millions de francs) de l'entreprise, qui fut pourtant leader dans le secteur du BTP en Rhône-Alpes, le groupe Lyonnaise-Dumez avait jugé bon, à l'automne 1993, d'alerter la justice sur les agissements imputés à M. Bourachot, mais il ne s'est jamais constitué partie civile par la suite auprès du juge Assonion, en dépit des découvertes des enquêteurs, ce qui révèle au moins l'embarras causé par ce dossier.

Ordonnant le redressement judiciaire de Maillard et Duclos, en septembre 1993, le tribunal de commerce de Lyon avait en tout cas estimé avec prudence qu'*« une réalité économique ne peut être masquée sous le couvert du principe de l'autonomie juridique des personnes morales »* (*Le Monde* du 9 mars 1994), plaçant le groupe de M. Monod face à ses responsabilités vis-à-vis de l'une de ses filiales.

Les coups de gueule de Robert Bourachot ont fait le reste. Recruté en 1988 pour remettre à flots l'entreprise, après sa reprise par Dumez, l'homme avait la réputation d'un patron de choc, aux manières rugueuses et au langage fleuri. Ses démêlés actuels avec la justice n'ont pas entamé son tempérament : *« Je tiens à ce que vous notiez que je vais me farcir les fumiers qui m'ont fait mettre en examen »*, lançait-il ainsi au juge, le 8 février, en préambule de sa dernière audition.

Au cours de tous ses précédents interrogatoires, l'ex-PDG n'avait pas eu de mots assez durs pour associer la hiérarchie de son groupe à ses discutables méthodes, appuyé en cela par le directeur financier de Maillard et Duclos, Gérard Tamet. Également mis en examen, ce dernier a, depuis, été écarté par la « maison-mère », dans des conditions qu'il conteste devant le conseil des prud'hommes.

Surfacturations, fausses facturations, sorties d'argent en espèces, virements sur des comptes *offshore* : si l'enquête a établi que ces pratiques avaient cours au sein de Maillard et Duclos, elle n'a jusqu'ici abouti à la mise en examen d'aucun membre de la hiérarchie de Dumez-Lyonnaise des eaux, malgré quelques confrontations houleuses avec Robert Bourachot. *« Le métier du bâtiment est un métier pourri*, indiquait en tout cas celui-ci aux policiers, durant sa garde à vue. *Il est nécessaire de faire des petits cadeaux à ceux qui peuvent faire aboutir un chantier. Le groupe Dumez nous demandait toujours plus de résultats et du chiffre d'affaires. J'ai donc été amené à remettre moi-même diverses sommes d'argent en espèces... »*

Plus tard, il devait ajouter : *« A partir de 1992, nous avons financé la caisse noire sur les deniers de Maillard et Duclos. Avant cette date, c'était le groupe Dumez qui se chargeait de ces financements. »* Avec cette précision édifiante : *« Auparavant, le besoin de fonds occultes était beaucoup moins important car la clientèle de Maillard et Duclos était essentiellement privée... »*

Furieux de voir l'instruction s'enliser sur les chantiers du Rhône, Robert Bourachot laissa encore éclater sa colère au cours d'un reportage diffusé sur France 2, le 15 décembre 1994, par le magazine « Envoyé spécial » : il y accusait nommément Jérôme Monod d'avoir couvert les pratiques illicites constatées chez Maillard et Duclos. Le président de la Lyonnaise des eaux l'a, depuis, assigné en diffamation.

Tout à sa rancune, M. Bourachot a néanmoins persisté devant le juge : *« Jérôme Monod essaie de faire croire qu'il n'était au courant de rien, mais c'est faux car il était au courant de tout et notamment par l'intermédiaire de son directeur de cabinet, M. P., avec lequel il m'était arrivé de faire le tour des décideurs, entretiens au cours desquels il était évoqué, entre autres, le versement de commissions occultes. Ce décideur nous demandait un pourcentage sur les travaux, soit de les verser à tel ou tel parti politique. »*

Evoquant un entretien avec M. Monod lui-même, en 1991, dans un restaurant lyonnais, M. Bourachot a même expliqué qu'il avait dû, ce jour-là, *« faire le point sur ce qu'on donnait ». « L'habitude*, avait-il ajouté, *était de payer après avoir obtenu le chantier car on n'avait pas une confiance absolue dans les partis politiques. »*

« CAISSE NOIRE »

Il est plus que vraisemblable que le juge Assonion souhaite questionner Jérôme Monod au sujet de cette rencontre. La mise en présence des deux hommes dans son cabinet, qui s'annonce explosive, pourrait permettre à son enquête de faire quelque progrès. Dans un rapport de synthèse daté du 9 février, la brigade financière du SRPJ de Lyon notait en tout cas que *« les représentants de Dumez »* – dont certains ont déjà été confrontés à M. Bourachot – *« n'étaient pas informés des manipulations d'espèces et réfutent totalement le fait que Dumez aurait pu financer cette caisse noire avant 1992 »*.

S'agissant de l'alimentation de cette *« caisse noire »*, les policiers évoquent, dans le même rapport, *« la mise à jour d'un processus très élaboré de financement occulte permettant de se procurer des fonds en espèces par le biais de sociétés dites « taxis » »*, dont les organisateurs ont tous été mis en examen. De fausses conventions d'assistances commerciales permettaient à des sociétés parisiennes et luxembourgeoise de facturer à Maillard et Duclos des prestations fictives. L'argent était versé sur les comptes luxembourgeois de sociétés-écrans britanniques, puis converti en espèces et reversé tantôt à Robert Bourachot, tantôt directement aux destinataires de ses *« petits cadeaux »*. L'ex-PDG ayant toujours refusé, durant l'instruction, de citer des noms, le rapport de la brigade financière, pourtant long de trente-trois pages, évite avec pudeur d'envisager clairement une piste politique, alors même que M. Bourachot a parlé à plusieurs reprises de faveurs consenties à des *« décideurs »*.

Il est vrai qu'à cette discrétion policière répond un mutisme judiciaire persistant : l'enquête ayant vite montré que les mêmes officines de fausses factures avaient « travaillé » pour plusieurs autres grandes entreprises de la région Rhône-Alpes, le juge Assonion avait sollicité, dès le début de l'année 1994, autant de réquisitoires supplétifs.

Etaient notamment visées la SAUR, filiale de distribution d'eau du groupe Bouygues, Jean Lefèbvre, une autre filiale de la Lyonnaise des eaux, Technibat, Robotec, SAEW, Getebat, Mazzotti, toutes sociétés présentes en force sur les chantiers régionaux. Mais le juge n'a jamais reçu la permission d'enquêter sur aucune d'entre elles. Seule une extension des recherches sur les liens d'affaires entre Maillard et Duclos et la Compagnie fermière de Vichy, maître d'œuvre de la rénovation des thermes de cette ville, a été consentie par le parquet de Bourg-en-Bresse. Et encore cette piste-là n'est-elle pas allée davantage à son terme, loin s'en faut.

Hervé Gattegno

La piste de l'argent suisse

INTERROGÉ à plusieurs reprises au sujet du versement d'une commission de 1,8 million de francs, en octobre 1991 sur un compte suisse, Antoine de Galembert, qui présidait la Fermière de Vichy, filiale du groupe Perrier, a tenu plusieurs versions successives des mêmes faits, à l'évidence contradictoires. Ainsi, après avoir estimé que cette somme était destinée aux *« bonnes œuvres »* de l'entreprise après le renouvellement de la concession d'Etat, M. de Galembert a fini par affirmer au juge, après maintes fluctuations, qu'il l'avait *« conservée pour* [lui] ». L'argent avait en fait été versé sur le compte numéroté, à la Privat Bank de Zurich, de l'homme d'affaires Peter Bunger, ami d'enfance d'Antoine de Galembert. Interrogé à la fin de l'année 1993 dans le cadre d'une commission rogatoire internationale, le financier suisse a reconnu avoir prêté son compte à son ami afin d'accueillir le virement, mais pour indiquer aussitôt que l'argent avait ensuite été reversé sur un compte ouvert dans une banque des Bahamas au nom d'une fondation du Liechtenstein, la Seamarag. Interrogé par *Le Monde*, le président de cette *« fondation spécialisée dans les placements »*, ainsi que la désignent les policiers, l'avocat zurichois Mark Bruppacher, s'est refusé à attester jusqu'à l'existence de la Seamarag...

La piste de l'argent suisse de Maillard et Duclos, qui pouvait selon certains enquêteurs présenter quelques similitudes – au moins dans la forme – avec celle remontée par le conseiller Van Ruymbeke jusqu'aux comptes luxembourgeois d'Alain Cellier, le banquier proche de Gérard Longuet, s'arrête donc là pour l'instant. A un détail près : empêtré dans ses contradictions, Antoine de Galembert avait assuré au juge Assonion que les *« bonnes œuvres »*, auxquelles la somme de 1,8 million était au départ destinée, ne l'avaient jamais réclamée et que, dès lors, l'argent était toujours à la disposition de la Fermière de Vichy. C'est pourtant bien lui, qui ne dirige plus cette société, qui a fait revenir en France la somme équivalente, le 11 mai 1994, en provenance de chez le même Mark Bruppacher, afin de payer la caution exigée par le juge...

Notoirement proche du RPR, M. de Galembert donne ainsi le sentiment d'avoir voulu protéger le ou les destinataires véritables de cette commission. *« Je pense que par ce virement en Suisse, nous avons permis à la Compagnie fermière de Vichy de remplir les obligations qu'elle avait contractées lors du renouvellement de la concession* [des thermes de Vichy, NDLR] », déclarait l'ancien PDG de Maillard et Duclos, Robert Bourachot, au cours de l'instruction, sans consentir à fournir plus de précisions.

Dans un document rédigé de sa main quelques jours avant son incarcération, en 1993, il écrivait néanmoins que le virement de Zurich était destiné à *« rémunérer le RPR »*...

H. G.

« La pompe à finances du RPR »

« POUR LE COMPTE de la Compagnie fermière de Vichy (M. de Galembert), nous avons fait faire par l'intermédiaire d'une société dénommée Mythra un virement sur un compte suisse à Zurich : une commission destinée à rémunérer le RPR suite à la nouvelle convention signée entre l'Etat et la Compagnie fermière... » Ces mots, Robert Bourachot les a écrits de sa main, sur une feuille de papier quadrillé, quelques jours avant son arrestation, au mois de novembre 1993. Voulait-il se protéger ? Voulait-il faire passer des messages en haut lieu ? Ces écrits ayant été confiés à un fonctionnaire des renseignements généraux, l'affaire Maillard et Duclos est aussitôt devenue une affaire *« signalée »*. D'autant que sur une autre des pages écrites par M. Bourachot figurait le nom d'Alain Juppé.

En sa qualité de ministre délégué au budget, Alain Juppé avait bien signé la convention passée le 29 septembre 1987 avec la Compagnie fermière pour la rénovation des thermes de Vichy, mais son cabinet dément avec force que l'actuel ministre des affaires étrangères ait pu *« jouer un rôle quelconque dans une opération de financement occulte »*. Maillard et Duclos ayant effectué l'essentiel des travaux, l'enquête du juge Assonion a établi que, sur ordre de M. Bourachot, un virement de 1,8 million de francs avait été effectué sur le compte zurichois d'un proche d'Antoine de Galembert, alors PDG de la Compagnie fermière *(lire ci-dessus)*. Mais ce dernier s'interpose aujourd'hui entre la justice et les véritables bénéficiaires de l'argent, en affirmant avoir conservé la somme à son profit.

En Suisse, les policiers ont découvert que la commission avait atterri sur le compte de la Seamarag, énigmatique *« fondation »* dont le siège est à Vaduz (Liechtenstein), et dont certaines sources proches de l'enquête affirment qu'elle a joué un rôle dans le financement de plusieurs campagnes du RPR.

« LIVRAISONS ORGANISÉES »

Sur le plan strictement judiciaire, les recherches se sont néanmoins arrêtées là. Dénonçant les *« campagnes de rumeurs qui surgissent en pleine campagne électorale »* et les *« livraisons organisées »* de documents à la presse, l'entourage d'Alain Juppé n'est pas loin d'apercevoir, derrière ce dossier, la main d'un ennemi de l'intérieur.

Interrogé une nouvelle fois par le juge de Bourg-en-Bresse, le 1er février, Antoine de Galembert a donné sa *« parole »* qu'il n'y a pas eu *« un sou dans ce 1,8 million pour le RPR »* et a qualifié M. Juppé d'homme *« extrêmement honnête, droit, percutant »*. L'ancien dirigeant de la Compagnie fermière réagissait en fait aux déclarations d'un inspecteur des services fiscaux de l'Ardèche, qui avait relaté devant le juge Assonion, le 17 mars 1994, un entretien qu'il avait eu avec Robert Bourachot en septembre 1993, au cours duquel le nom du ministre avait été prononcé une première fois... Le fonctionnaire du fisc racontait qu'ayant sorti des documents de sa sacoche l'ex-PDG de Maillard et Duclos en avait lu le contenu en *« disant qu'il avait versé 1,8 million à Juppé sur un compte dans une banque suisse »* et, plus loin, que *« la Lyonnaise, c'est la pompe à finances du RPR »*.

Aucune de ces assertions n'a pu être confirmée par les enquêteurs, qui n'en mentionnent pas même l'existence dans leur rapport de synthèse, remis au juge Assonion le 9 février.

Un an plus tôt, face au juge, Robert Bourachot avait très indirectement mis en cause M. Juppé : *« Je maintiens que je n'ai jamais cité (...)le nom de M. Juppé. Par contre, c'est un fait que le signataire de cette convention avec la Compagnie fermière était M. Juppé »*. Et M. Bourachot de lâcher cette phrase : *« Tout le monde sait en France que le système des affaires est géré par le système des pots-de-vin. »*

Est-ce l'effet de la campagne présidentielle ? Un an plus tard, l'ex-PDG s'est fait moins affirmatif. *« Des biftons, j'en ai donné aux politiques, et de tous les côtés,* nous a-t-il indiqué. *Et la plupart du temps en liquide. Allez prouver tout ça ! Si je donne des noms, ça ne m'attirera que des ennuis, alors... »*

H. G.

Un surveillant de prison est mis en examen après la mort d'un détenu

UN SURVEILLANT de la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy (Yvelines), Loïc Louarn, a été mis en examen, mercredi 15 mars, pour *« non-assistance à personne en péril »*, quinze mois après la découverte, dans une cellule, du corps d'un détenu mort de faim. M. Louarn, qui a été suspendu de ses fonctions avec maintien du traitement, a été laissé en liberté sans placement sous contrôle judiciaire.

Le 11 décembre 1993, après sa prise de service, à 13 heures, Loïc Louarn, dont c'était le premier poste, s'était rendu à trois reprises dans la cellule occupée par Ignace Mabassa N'Zen Guet, un Gabonais âgé de trente-sept ans. Le surveillant avait d'abord effectué une ronde de routine, puis conduit le codétenu en promenade et sondé les barreaux de la cellule, sans prêter attention au corps d'Ignace Mabassa N'Zen Guet, qui gisait à même le sol (*Le Monde* du 6 janvier 1994).

« DÉNUTRITION MASSIVE »

M. Louarn avait attendu 16 h 15 pour donner l'alerte. Arrivés sur place, les médecins du SAMU n'avaient pu que constater le décès. Le parquet de Versailles avait ouvert une information judiciaire pour abstention volontaire de porter secours à une personne en péril.

Dans ses premières constatations, le médecin légiste avait conclu à une *« dénutrition massive »*. Entré à la maison d'arrêt en septembre, M. N'Zen Guet, qui pesait alors 53 kilos, n'en pesait plus que 30,6 le jour de son décès. *« L'état actuel des investigations permet de dire que M. N'Zen Guet, qui restituait ses plateaux vides, se nourrissait exclusivement de fruits et de légumes dont il réclamait des suppléments*, notait la chancellerie le 4 janvier. *Il jetait une partie de la nourriture et dissimulait l'autre. »*

Malgré l'extrême maigreur du détenu, personne, dans l'établissement, n'a jugé bon de donner l'alerte. Lors de son audition, le surveillant a expliqué que *« les plateaux repas de Mabassa revenaient vides et même bien nettoyés ». « Comme il semblait manger*, a affirmé M. Louarn, *je n'ai jamais fait attention à sa maigreur excessive. »* Ignace Mabassa N'Zen Guet, qui n'avait reçu aucune visite depuis son incarcération, avait passé avec succès des tests de sélection pour un atelier d'informatique : depuis le 25 octobre, il y descendait deux fois par semaine. Le détenu n'avait pas vu les médecins du service médical depuis la visite qui avait eu lieu juste après son incarcération.

Détenu depuis le 24 septembre, M. N'Zen Guet purgeait une peine d'emprisonnement de quatre mois pour séjour irrégulier sur le territoire national. Il était libérable le 24 janvier 1994.

Jean-Claude Pierrette

L'ancien président de Valenciennes vole au secours de Bernard Tapie dans l'affaire VA-OM

Le témoignage de Michel Coencas devant le tribunal correctionnel n'a guère convaincu

Après trois jours d'audience devant le tribunal correctionnel de Valenciennes, l'affaire VA-OM reste tout aussi confuse. Mercredi 15 mars, Michel Coencas, ancien président du club de Valenciennes, a affirmé que Bernard Tapie ignorait tout de la tentative de corruption de joueurs nordistes. Deux anciens dirigeants de l'OM, Jean-Louis Levreau et Alain Laroche, ont également soutenu que leur ancien président n'y était *« pour rien »*.

VALENCIENNES
de notre envoyé spécial

Après la corruption, la contre-corruption. Souvent évoquée, jamais prouvée, l'hypothèse selon laquelle les dirigeants nordistes auraient eu une attitude équivoque dans l'affaire VA-OM (une tentative d'« arrangement » pour faire match nul) a été longuement débattue, mercredi 15 mars, devant le tribunal correctionnel de Valenciennes. L'ancien président du club, Michel Coencas, a été entendu comme témoin, de même que Paul Benayoun, chargé de mission à la mairie et dirigeant du club au moment des faits. L'un comme l'autre ont dû revenir en détail sur ce jeudi 20 mai 1993. Et ni l'un ni l'autre, soumis au tir croisé des questions, n'a réussi à lever le doute qui plane sur l'attitude du camp valenciennois, le jour du match et par la suite, dans les relations avec M. Tapie.

Le président de l'OM, arrivé comme chaque jour sous les vivats d'une centaine de curieux, occupait toujours le banc de droite, à côté des dessinateurs. Jean-Pierre Bernès, le repenti, gardait sa place dans l'allée centrale. Tous deux, pour des raisons diverses, attendaient avec impatience la déposition de Michel Coencas. Celui-ci se présenta sous escorte policière. Président du groupe Valois, il est écroué à Belfort *(lire ci-dessous)*.

Cette fois, il devait être question de football, uniquement de football, et du 20 mai 1993 : *« Quand je suis arrivé à l'hôtel des joueurs, Boro Primorac m'a dit que Glassmann avait été contacté, de même que Burruchaga et Robert. Glassmann ne voulait pas que l'on dise que cette information venait de lui. Je suis monté voir les deux autres. Ils ont nié. Une fois au stade, la rumeur était déjà là. Je n'y croyais pas. M. Tapie m'a dit que c'était des conneries. J'étais convaincu que rien ne s'était passé. A la mi-temps, notre kiné a dit que Robert avait fait semblant d'être blessé pour sortir du terrain. Cela a mis le feu aux poudres. Une réclamation a été déposée. Par la suite, nous avons mené une enquête interne. Je n'ai vraiment cru à cette affaire que le jour où l'argent a été retrouvé. J'ai l'intime conviction que M. Tapie n'était pas au courant. Je n'ai jamais eu de tractations avec lui pour faire match nul. »*

Un témoin détenu

Président du club de football de Valenciennes au moment de l'affaire VA-OM, Michel Coencas fait partie de ces repreneurs à tout-va des années 80, dont le système a aujourd'hui fini par montrer les limites. A la tête d'un groupe de près de 6 milliards de francs de chiffre d'affaires – le groupe d'équipementerie automobile Valois, constitué d'une soixantaine de sociétés –, ce fils de ferrailleur est écroué à Dijon, en détention provisoire, depuis le 22 février dernier, à la suite d'une mise en examen pour abus de biens sociaux aux dépens de la société Affineries de Picardie (*Le Monde* du 1er mars). Il avait déjà, au mois de janvier dernier, été mis en examen pour le même motif dans le cadre d'une affaire concernant la société Gemmer. De nombreux dossiers, concernant des sociétés du groupe Valois ou son PDG, font par ailleurs l'objet d'enquêtes fiscales.

UN PORTRAIT PEU FLATTEUR

Voilà qui semblait assez clair pour soutirer un soupir satisfait à l'ancien président de l'OM, soulagé d'être mis hors de cause. Mais la déposition de M. Coencas n'était pas terminée. De toutes parts, allaient affluer des questions propres à déstabiliser un témoin de plus en plus fébrile, de moins en moins crédible. Trois fois encore, il s'employa à disculper M. Tapie. Cette obligeance devint si caricaturale que le député des Bouches-du-Rhône lui-même parut gêné. Le zélé Coencas crut alors bon de préciser : *« Je ne suis pas là pour défendre M. Tapie. Il ne m'a pas acheté pour que je le défende. »*

Sceptique devant ces propos riches en contradictions, le procureur regretta que le témoin ait une *« mémoire assez lente et sélective »*. M. de Montgolfier évoqua ainsi une réunion du 17 juin 1993, entre M. Tapie et M. Coencas à Paris. Or M. Coencas n'avait révélé l'existence de cette entrevue au magistrat instructeur que le 29 mars 1994, et fut bien embarrassé, à la barre, pour expliquer ce tardif retour de souvenir. Il fit au moins rire l'assistance sur sa méconnaissance, réelle ou feinte, du milieu du football, en dressant de lui-même un portait peu flatteur – *« Président fantoche »* – sans que l'on sache s'il plaisantait ou pas. Lorsque furent évoquées les *« réserves »* (réclamations) déposées par le club le jour du match, il eut cette sortie malvenue : *« Je ne sais pas ce qu'est une « réserve » en football, je connais juste le mot de réserve de vin, à la cave ! »* Quant à savoir si la partie s'était disputée normalement, il répondit en novice : *« Je n'y connais rien, moi..., j'ai vu les joueurs courir après le ballon ! »*

Concernant l'argent, Michel Coencas confirma qu'il ne savait rien, ou pas grand-chose, avant la découverte de l'enveloppe chez la tante de Christophe Robert, en Dordogne. Problème : son entraîneur (Primorac) aussi bien que les deux joueurs concernés (Burruchaga et Robert) confirmèrent qu'il *« savait »*. Jorge Burruchaga l'accusa même ouvertement de lui avoir téléphoné en Argentine, quelque temps après la partie litigieuse, pour qu'il *« change de version »* et disculpe l'OM. Une accusation réfutée par M. Coencas. Celui-ci était-il donc si naïf qu'il le laissait paraître ? Le rappel de témoignages recueillis lors de l'instruction permit en tous cas de constater qu'une belle pagaille régnait dans les couloirs du stade après le match. En plein accrochage entre M. Tapie et M. Coencas, l'un des deux aurait même lancé à l'autre : *« J'ai été voyou avant toi, je le serai après ! »*

Jean-Pierre Bernès, s'il reconnaît sa démarche sur ordre de M. Tapie, maintient que les dirigeants adverses ont cherché un arrangement. Ce procès permettra-t-il d'en savoir davantage ? La confusion est telle que c'est peu probable. Les témoins passent, les questions restent. Du moins quand elles sont posées. Exemple : au détour du bref témoignage d'un agent de sécurité de l'OM, ce dernier, Jean-François Albertini, a indiqué qu'il était à bord du car de l'équipe, le 19 mai, pour se rendre à l'aéroport de Marignane. Or c'est à ce moment-là, d'après M. Bernès, que le véhicule se serait arrêté dans Marseille afin que le comptable du club lui remette l'enveloppe de 250 000 francs destinée aux Valenciennois. L'agent de sécurité se souvenait-il de cet épisode déterminant ? Personne n'a songé à lui demander.

Philippe Broussard

« Vous ne dites pas grand-chose ! »

Les fidèles ont témoigné. Jean-Louis Levreau, l'ancien journaliste-vice-président, et Alain Laroche, l'ancien directeur financier : deux « ex » de l'OM pour une thèse identique, parfois au mot près. Une thèse qui pourrait se résumer ainsi : *« Bernard Tapie n'y est pour rien. Si Jean-Pierre Bernès est vraiment coupable, il a probablement pris cette initiative tout seul. Dans ce cas l'argent ne proviendrait pas du club, car il n'y avait pas de caisse noire.* M. Laroche ajouta qu'il expliquait le « revirement » de M. Bernès par son état de santé.

Celui-ci a réagi en traitant les deux hommes de *« menteurs »* venus *« à la rescousse »* de M. Tapie. Le tribunal non plus n'a pas paru convaincu par leurs propos. Au cours de la déposition de M. Laroche, le président Langlade a même eu cette phrase définitive : *« Vous êtes très bavard, mais, comme les gens du Midi, vous ne dites pas grand-chose ! »*

L'imbroglio de la réforme de la filière technologique persiste

Une nouvelle circulaire supprime des dispositions contestées mais laisse en suspens plusieurs réorganisations

« LES TEXTES faisant l'objet d'une interprétation erronée seront modifiés. » Au plus fort de la contestation des étudiants d'IUT, François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur, en avait pris l'engagement. Un mois après l'accord intervenu le 14 février avec les organisations d'étudiants et d'enseignants, les textes incriminés sont donc révisés et diffusés, après d'ultimes corrections apportées par le conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER).

Le 1er mars, au *Journal officiel*, était publié l'arrêté modifiant les conditions d'accès aux instituts universitaires professionnalisés (IUP). Dans son édition du jeudi 16 mars, le *Bulletin officiel (BO)* de l'éducation nationale présente la nouvelle *« circulaire Bardet »* sur la réorganisation des filières technologiques de l'enseignement supérieur. La première version, sous la signature du directeur général des enseignements supérieurs, avait été publiée au *BO* du 26 janvier.

Ce nouveau texte ne se contente pas de supprimer les deux dispositions les plus contestées, à savoir le passage des diplômés d'IUT en seconde année d'IUP *« par dérogation et à titre exceptionnel »*. Un certain nombre de paragraphes ont été entièrement réécrits. Ils concernent le rôle des IUT, *« formations courtes à caractère technologique affirmé dont la vocation est de conduire à des débouchés professionnels. Elles incluent une formation générale (...) facilitant la poursuite d'études des étudiants le souhaitant. »*

Pour le recrutement, les bacheliers technologiques devront *« bénéficier d'une attention particulière »* et non plus d'une *« priorité »*. Quant à la reconnaissance du diplôme national de technologie spécialisée, la troisième année d'IUT, qui devrait *« permettre aux étudiants de se présenter à l'entrée dans les instituts universitaires de formation des maîtres »*, son homologation au niveau de la licence ne sera acquise qu'après un bilan de l'expérimentation actuellement en cours dans l'académie de Lyon.

Pour ce qui concerne les IUP, la circulaire reprend le texte de l'arrêté modifié du 1er mars sur les conditions d'entrée, tant en première qu'en seconde année (*Le Monde* des 18 et 22 février). En revanche, le calendrier de mise en œuvre de la réforme des IUP, qui avait été fixé à partir de la rentrée 1995, ne fait plus mention d'une date d'application précise. La circulaire *« d'intentions »* se contente d'indiquer qu'elle devra être adoptée par les universités au fur et à mesure du renouvellement des contrats signés avec l'Etat.

Certains membres du CNESER pointent du doigt les « failles » d'un dispositif en l'état inapplicable

Dans le nouveau dispositif, il manque, en effet, des pièces essentielles. Des arrêtés complémentaires devaient être pris concernant la création d'une commission consultative nationale des formations technologiques, et fixant la liste des titres, diplômes et spécialités des IUP. Les projets de ces deux textes, soumis au CNESER, lundi 13 mars, ont subi un tir de barrage au point que M. Bardet a préféré les retirer de la discussion. A propos de la commission, le différend devrait être rapidement aplani.

En revanche, il n'en est pas de même pour le texte qui complète la nouvelle architecture des formations d'IUP regroupant désormais la plupart des formations technologiques dispensées à l'université : les diplômes d'études universitaires de sciences et techniques (DEUST), les DEUG de technologie industrielle, les licences et maîtrises de technologie, les maîtrises des sciences et techniques (MST) et les maîtrises d'informatique appliquée à la gestion des entreprises (MIAGE). De toute évidence, les conditions d'intégration de ces formations, l'articulation des filières de bac + 1 à bac + 4 ainsi que la répartition des disciplines sont loin d'être résolues.

Au cabinet du ministre, Guillaume Drago, l'inspirateur de la réforme, reconnaît l'existence de *« blocages »*, au point de s'interroger sur la nécessité d'une réglementation supplémentaire alors que, selon lui, les universités devraient disposer d'une large part d'autonomie afin de déterminer le statut et l'organisation des nouveaux IUP. Tel n'est pas l'avis de certains membres du CNESER qui pointent du doigt les *« failles »* d'un dispositif en l'état totalement inapplicable.

De son côté, Jean-Pierre Bardet, ne mésestime pas ces difficultés *« techniques »*, en considérant qu'elles ne sont pas insurmontables. Il admet toutefois qu'il faudra adopter des mesures transitoires entre l'ancienne formule des IUP, désormais caduque, et le nouveau schéma, qui peine à voir le jour. L'affaire des IUT a prouvé que chaque détail peut avoir des conséquences insoupçonnées. Il n'est donc pas étonnant que le ministère fasse preuve actuellement de la plus grande prudence.

Michel Delberghe

Jean Oltra, l'ancien bras droit de Jacques Médecin, est écroué

JEAN OLTRA, ancien bras droit de Jacques Médecin, a été incarcéré à la maison d'arrêt de Luynes (Bouches-du-Rhône), mercredi 15 mars, après s'être constitué prisonnier au palais de justice d'Aix-en-Provence. Son appel d'une condamnation, par défaut, à deux ans de prison, a été jugé irrecevable par la cour d'appel. Jugé en première instance, l'ancien directeur de l'association Nice-Communication, avait été condamné, le 27 décembre 1994, à deux ans de prison, 100 000 francs d'amende et la privation de ses droits civiques pendant cinq ans pour son rôle dans une affaire de fausses factures portant sur près de 20 millions de francs. M. Oltra affirme n'avoir *« retiré aucun bénéfice personnel »* de ses activités au sein des associations para-municipales niçoises qu'il dirigeait. Ne s'étant pas présenté lors de l'énoncé du jugement, la justice avait alors délivré un *mandat d'arrêt* contre l'ancien bras droit de Jacques Médecin.

Quatre jeunes mis en examen pour jets de pierres sur l'autoroute

QUATRE JEUNES, dont un mineur, ont été mis en examen et écroués, mercredi 15 mars, dans le cadre de l'enquête sur les jets de pierres contre des voitures circulant à la fin du mois d'août sur les autoroutes A7 et A9, à hauteur d'Orange (Vaucluse), qui avaient provoqué la mort d'un automobiliste et en avaient défiguré un autre. Au fil des mois, la surveillance, les écoutes, et sans doute une vantardise de l'un d'entre eux, ont permis à la brigade de recherche des autoroutes de procéder à ces arrestations. Les quatre suspects sont tous domiciliés dans la région d'Orange. L'un d'entre eux a été arrêté à Nancy où il effectuait son service militaire. Après quatre heures d'interrogatoire, ils ont été mis en examen par le juge d'instruction Scarzoni, du tribunal de Carpentras, pour *« destruction et dégradation de biens appartenant à autrui, ayant entraîné la mort d'autrui et une mutilation permanente »*. Trois d'entre eux auraient avoué que cette nuit du 27 au 28 août 1994, après avoir bu plus que de raison, ils étaient allés jeter des pierres sur les voitures qui circulaient sur les autoroutes A7 et A9 *(Corresp.)*.

■ IMMIGRATION : un homme affirmant être de nationalité marocaine s'est pendu, dans la nuit du mardi 14 au mercredi 15 mars, à l'aide d'un drap, dans sa cellule du dépôt des étrangers de la préfecture de police de Paris. Connu sous le nom d'Akim Mama, vingt-quatre ans, mais dépourvu de papiers d'identité, il avait été interpellé, le 7 mars, en état d'ébriété. Faisant l'objet d'un arrêté de reconduite à la frontière depuis 1993, il avait été placé en rétention. Le consul du Maroc avait refusé de le reconnaître comme marocain et il devait être présenté, mercredi, au consulat d'Algérie, son défaut de passeport pouvant être interprété par la crainte d'un retour forcé en Algérie.

■ CONDAMNATION : Philippe Roger, un surveillant du centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis (Essonne), a été condamné, mardi 14 mars, par le tribunal correctionnel d'Evry, à une peine de six mois de prison avec sursis assortie d'une interdiction définitive d'exercer sa profession, pour avoir violemment frappé un jeune détenu âgé de seize ans à la suite d'un banal chahut.

■ MISE EN EXAMEN : Jacky Lecourtiller (PS), maire de Plaisir (Yvelines), a été mis en examen mardi 14 mars, pour « ingérence ». On lui reproche les contrats passés entre la ville et la société Plaisir formation, qu'il a créée en 1987. M. Lecourtiller précise que *« la première convention de formation des personnels communaux avec Plaisir formation a été passée en 1987 »*, alors qu'il n'a été élu qu'en mars 1989. En juin 1991, alors qu'il n'était qu'adjoint au maire, chargé des finances, un conseiller municipal de l'opposition avait toutefois mis en doute la légalité des liens entre la ville et l'organisme de formation. *(Corresp.)*

■ GRENOBLE : le juge chargé de l'affaire Névache a rejeté, mercredi 15 mars, la demande de mise en liberté, formulée par les avocats de Claude Moreau, directeur technique de l'hôpital de Grenoble (Isère), soupçonné de corruption. Ce dernier avait été placé sous mandat de dépôt le 24 janvier, pour *« recel d'abus de biens sociaux, corruption passive et participation frauduleuse à une entente anti-concurrentielle »*.

■ FURIANI : une information judiciaire contre X pour *« escroquerie et abus de confiance »* a été ouverte, mercredi 15 mars à Bastia, à propos de la disparition de 1,3 million de francs sur la recette de la rencontre Bastia-OM, le 5 mai 1992, marquée par l'effondrement d'une tribune du stade de Furiani. Le juge Hégron-Reverseau, spécialisé dans les affaires financières, a été chargé d'instruire le dossier. Selon les premiers éléments de l'enquête, le Sporting-Club de Bastia avait, à l'occasion de cette demi-finale de la Coupe de France, mis en place une billetterie parallèle. Grâce à ce procédé, la recette, qui aurait dû être d'environ 1,35 million de francs, se serait élevée à plus de 3,2 millions de francs.

■ POLICE : Emile Perez, secrétaire général du Syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationale (SCHFPN), a déclaré, mardi 14 mars à Paris, en ouverture du vingt-neuvième congrès de ce syndicat, vouloir *« ramener un peu de sérénité »* dans l'équilibre des pouvoirs judiciaire et exécutif. *« Le commissaire est au service de la nation*, a ajouté le secrétaire général, *Pas à celui d'un pouvoir contre un autre. »*

■ MAL-LOGÉS : plus d'une centaine de militants de Droit au logement (DAL) et des familles de mal-logés ont occupé, mercredi 15 mars, un immeuble vide de la rue Monsieur-le-Prince à Paris, dont ils ont réclamé la réquisition. Tandis que des forces de l'ordre empêchaient l'entrée de ce bâtiment, situé en plein cœur du Quartier latin et inoccupé depuis 1989, les mal-logés ont été contraints d'évacuer les lieux en fin d'après-midi.

■ CATASTROPHE : l'instruction relative à la catastrophe du téléphérique de Vaujany (Isère), au cours de laquelle huit techniciens avaient trouvé la mort en janvier 1989, est terminée, indique-t-on, mercredi 15 mars, de source judiciaire. Un nouveau rapport avait conclu en janvier à la responsabilité du constructeur de la benne, la société Pomagalski.

■ ÉCOLOGIE : environ deux cents opposants à la construction de l'autoroute A51, reliant Grenoble à Sisteron, se sont installés, mercredi 15 mars, sur le chantier du premier tronçon, ouvert la veille, afin d'empêcher les travaux, en attendant que le Conseil d'Etat se prononce sur le recours qu'ils ont introduit.

■ UNIVERSITÉ : les étudiants de l'université de Caen, en grève depuis une semaine, ont reconduit mercredi 15 mars leur mouvement à l'occasion d'une assemblée générale réunissant 1 200 personnes. Ils exigent le retrait du rapport Laurent sur l'avenir de l'enseignement supérieur et demandent de nouveaux engagements financiers de l'Etat.

Décès d'une mère de famille à cause de deux compresses oubliées

DOMINIQUE HOUSSIN, une mère de famille de Joué-lès-Tours (Indre-et-Loire), est décédée, vendredi 10 mars, à la clinique du Parc de Chambray-lès-Tours, dix jours après avoir mis au monde son second petit garçon. Opérée par césarienne, la jeune femme, âgée de trente-quatre ans, s'était plainte de douleurs au ventre. Prise de vomissements, elle a été transférée à la clinique des Dames-Blanches de Tours, où l'on découvrit que deux champs opératoires, des carrés de tissu roulés de quarante centimètres sur quarante, comprimaient son intestin depuis huit jours.

Transportée endormie au service de réanimation de l'hôpital Trousseau à Tours, elle décédait le lendemain soir. Visionnées par quatre chirurgiens et trois anesthésistes, les radios abdominales n'avaient pas permis d'établir le diagnostic. Les champs opératoires avaient été considérés comme rendus après l'intervention. Le docteur Christian Jabot, qui a réalisé cette opération, était parti en vacances aussitôt après. Ce praticien, qui a mis au monde dix mille enfants, se demande comment une telle erreur a pu être commise. Le mari de Mme Houssin a porté plainte contre X *(Corresp.)*.

هكذا من الأصل

Le risque de sida s'accroît chez les conscrits outre-mer

La contamination par le VIH, dans les pays d'Afrique notamment demeure préoccupante

LONGTEMPS tenues confidentielles, des données concernant le nombre de personnes infectées par le virus du sida dans les armées françaises ont été récemment rendues publiques par un groupe de médecins militaires. Elles montrent que les conscrits sont, face aux risques de contamination, dans une situation particulière.

La conscription conduit sous les drapeaux, pour une durée de dix mois, les deux tiers des hommes de dix-huit à vingt-deux ans ; d'importants détachements vont outre-mer, en Afrique notamment, où les militaires effectuent parfois des missions prolongées (plus de 45 000 séjours en 1992 et en 1993) ; la marine française est présente en différents points du globe et ses bâtiments font escale dans les ports de tous les continents. Il y a là, en somme, des situations à très haut risque potentiel qu'avec la progression de l'épidémie les services de santé des armées ne pouvaient pas sous-estimer.

Les données épidémiologiques établies par les autorités médicales militaires établissent que, chez les 27 % des sujets exemptés du service national, une proportion *« importante »* concerne des individus *« naturellement exposés »* (toxicomanes, personnes atteintes de maladies sexuellement transmissibles, marginaux, etc.). Pour les engagés (10 000 par an environ) et pour les personnels de carrière, le risque de contamination apparaît avant tout comme de nature sexuelle, étant entendu que *« l'homosexualité et l'homobisexualité ne sont pas des motifs d'élimination pour l'armée française »*. *« De tels risques s'accroissent de manière significative lors de missions outre-mer, celles-ci s'effectuant généralement dans des zones où la prévalence de l'infection est importante chez les prostituées, où elle dépasse parfois 50 % (Antilles, Guyane, Afrique noire, Extrême-Orient) »*, précise-t-on auprès des services de santé des armées françaises.

CONTRÔLE PROVOQUÉ

L'armée suit bien évidemment les dispositions législatives en vigueur. Ainsi le ministère de la défense n'a-t-il pas rendu obligatoire le dépistage de l'infection par les virus du sida lors de l'incorporation au service national, qu'il s'agisse de la conscription ou de l'engagement. Lorsqu'il s'agit d'une affectation outre-mer, le dépistage est obligatoire avant le départ. Au retour, le contrôle est *« provoqué »* par le médecin d'unité, dans le plus strict anonymat, laissant à l'individu le choix de son laboratoire.

Les résultats ? Depuis sept ans, entre 130 000 et 140 000 militaires français (parmi lesquels 50 000 à 58 000 avant leur départ outre-mer) ont bénéficé d'un test de dépistage. Lors des campagnes de don de sang, l'incidence retrouvée est très faible (de 0,05 à 0,17 pour mille). Les cas de sida déclaré oscillent chaque année dans les armées françaises, depuis 1986, entre 13 et 31. En revanche, les médecins militaires expliquent que les séjours outre-mer influencent la répartition des cas de séroconversion et la relative fréquence de la séropositivité observée dans les armées. On note de grandes variations de risques infectieux en fonction du pays et du territoire. C'est, par exemple, le cas à Djibouti, où l'incidence peut atteindre 6 pour mille, voire 20 pour mille dans une unité de 870 légionnaires.

Les médecins militaires français, qui estiment ne pouvoir que grossièrement évaluer l'importance de l'infection par les virus du sida au moment de l'incorporation dès lors que le dépistage n'est pas obligatoire, indiquent pourtant que, pour les troupes séjournant outre-mer (entre 8 % et 9 % de l'effectif total des armées), la fréquence de contamination est de cinq à six fois supérieure au reste des troupes. *« Bien que le risque de contamination soit sexuel, l'échec relatif de la prévention ne peut être complètement expliqué par les pratiques sexuelles, les infections élevées chez les prostituées ou la non-utilisation du préservatif,* expliquent-ils. *La question soulevée est dominée par celle de la rupture des préservatifs. On sait qu'en France cette incidence se produit avec une fréquence de 2 % à 7 % (0,7 % seulement quand il est placé par les prostituées). Pour les troupes stationnant outre-mer, elle est généralement plus élevée, variant de 5,2 % au Tchad et en Centrafrique à 12,8 %, voire à 16 %, au Cambodge et même beaucoup plus à Djibouti. La marque et la qualité même du préservatif sont susceptibles d'expliquer ces constatations. »*

Ces affirmations sont critiquées par plusieurs épidémiologistes. Ils contestent notamment l'importance donnée à *« la rupture de préservatifs »*. Pour ces spécialistes, plutôt que d'invoquer les fragilités structurelles du latex, il vaudrait mieux engager une approche plus constructive intégrant des données psychologiques et comportementales.

Jean-Yves Nau

★ « Rapport sur l'infection à VIH en milieu militaire : épidémiologie, prévention, immunisations et aptitude au service ». Ce document vient d'être présenté devant l'Académie nationale de médecine par les docteurs Charles Laverdant, Dominique Jaubert et Pierre Griffet.

NOMINATIONS

Justice

Le conseil des ministres du mercredi 15 mars a nommé Jean-Marie Darde procureur général de la cour d'appel d'Amiens et Olivier Boutan procureur général de la cour d'appel de Nîmes.

[Né le 10 août 1946 au Pérou, Jean-Marie Darde est titulaire d'une licence en droit et d'un certificat d'études judiciaires. Juge d'instruction à Meaux de 1972 à 1974, puis à Bobigny de 1974 à 1980, il est resté premier juge d'instruction dans ce même tribunal de 1980 à 1985. Vice-président du tribunal de Bobigny de 1985 à 1993, il avait été nommé procureur général de la cour d'appel de Limoges le 12 juillet 1993.]

[Né le 28 décembre 1935 à Castera-Lectourois (Gers), Olivier Boutan est licencié en droit. Ancien capitaine de l'armée de l'air, il a commencé sa carrière de magistrat en 1972, en tant que substitut à Metz. Procureur de la République de Morlaix de 1977 à 1979, procureur à Bergerac de 1979 à 1982, il a été substitut général à Metz de 1982 à 1987. Procureur à Colmar de 1987 à 1989, M. Boutan était avocat général à Agen depuis le 7 décembre 1989.]

Religion

Gordon Hickley a été élu, dimanche 12 mars à Salt Lake City (Utah), pour succéder à Howard Hunter, décédé le 3 mars dernier (*Le Monde* daté 5-6 mars), à la tête de l'Eglise de Jésus-Christ des saints des derniers jours (les mormons), qui compte près de 9 millions de membres dans le monde (dont la moitié aux Etats-Unis et plusieurs milliers en France).

[Né le 23 juin 1910 à Salt Lake City, Gordon Hickley est diplômé de l'université d'Utah. En 1951, il devenait secrétaire exécutif du Comité missionnaire général, dirigeant tout le programme missionnaire de l'Eglise mormone. A ce titre, il a fait de fréquents séjours en France et dans toute l'Europe. En 1961, il est ordonné au Collège des douze apôtres, et en 1981 appelé comme conseiller de la Première Présidence, instance suprême de cette Eglise.]

DISPARITION

■ **PAUL KIPKOECH**, l'athlète kényan champion du monde du 10 000 mètres, à Rome, en 1987, est décédé, mercredi 15 mars, à l'âge de 33 ans, dans sa maison de Kapsabet, au Kenya, à la suite d'une brève maladie. Fils de paysans, Paul Kipkoech était un coureur instinctif, puisque, enfant, c'est à pied qu'il parcourait les vingt kilomètres aller-retour qui séparaient la ferme familiale de l'école. Plus tard, sur les pistes, il ne s'embarrassait pas de tactique, il avait coutume de partir en tête sans se préoccuper de ses adversaires. C'est ainsi qu'il obtint son titre mondial à Rome. La même année, il était devenu vice-champion du monde de cross-country, rééditant la performance qui l'avait fait connaître sur la scène internationale en 1985. L'année précédente, il avait pris la 5e place du 5 000 mètres aux jeux Olympiques de Los Angeles.

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du mercredi 15 mars sont publiés :

● **Pantouflage** : deux décrets concernant la nomination des membres des commissions instituées, au sein de chaque fonction publique (Etat, hospitalière, territoriale), pour examiner les dossiers des fonctionnaires qui souhaitent partir dans le secteur privé (*Le Monde* du 21 février). Le conseiller d'Etat qui préside ces trois commissions est Michel Bernard, ancien président de section. Son suppléant est Christian Vigouroux. Le conseiller-maître à la Cour des comptes commun aux trois commissions est Jacques Giscard d'Estaing, et son suppléant, Antoine Vorms. Les trois personnalités qualifiées membres des commissions sont Guy Delorme, inspecteur général des finances, Raymond Levy, ingénieur général des mines, et Jean Amet, préfet honoraire. André Rossinot, ministre de la fonction publique, devait installer ces commissions jeudi 16 mars.

● **Forêts** : un arrêté définissant les missions de l'inventaire forestier national. L'inventaire forestier national est un instrument d'observation et d'aide à la décision en matière de politique forestière et d'utilisation de l'espace rural.

● **Décentralisation dramatique** : un arrêté fixant le contrat-type de *« décentralisation dramatique »*. Elle s'inscrit dans le projet de démocratisation et de régionalisation de la création théâtrale. Depuis 1972, le contrat de décentralisation dramatique définit les missions des centres dramatiques nationaux.

● **Air Inter** : un arrêté modifiant le système de contrôle général de la société Air Inter. Le directeur général de l'aviation civile et le chef du service des transports aériens sont désignés en qualité de commissaire du gouvernement et de commissaire du gouvernement adjoint auprès de la société Air Inter. Ils siègent avec voix consultative au conseil d'administration de la société.

AU CARNET DU MONDE

Naissances

Laure BENAROYA et Loïc GUÉRIN,
Marie-Elisabeth et Jean,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Alma,

le 11 mars 1995.

37, rue de l'Abbé-Groult,
75015 Paris.

Isabelle GREDT et Larry ROUACH,
ont la grande joie d'annoncer l'arrivée de

Eric-Maurice,

vendredi 10 mars, à Luxembourg.

3, rue Lamartine,
1914 Luxembourg.

Décès

– Mme Pierre Blum,
M. et Mme Roland Blum,
Mlle Odile Blum,
Pierre-Laurent Blum,
Anne-Laure et Stéphane Engelhard,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre BLUM,
commandeur de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
médaille de la Résistance,
président honoraire de la chambre
de commerce et d'industrie de Marseille,
président honoraire
du Port autonome de Marseille,
président d'honneur du Comité national
des conseillers du commerce extérieur,
membre de l'Académie de Marseille,

rappelé à Dieu le 15 mars 1995, à l'âge de soixante-treize ans.

Une messe sera célébrée le vendredi 17 mars 1995, à 9 heures, en la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul (les réformés) à Marseille-1er.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale.

– Les membres du conseil d'administration,
Les membres du secrétariat général,
Et tous les adhérents,
ont le regret d'annoncer le décès de

Alice CHANLON,
présidente du Comité de liaison
des associations socio-éducatives
de contrôle judiciaire.

Ils s'associent au deuil de sa famille et de ses amis.

CLCJ – BP 38
33023 Bordeaux Cedex.

– Catherine et Arnaldo Bertuzzi,
Alexandre et Edouard,
Bernard et Anne Cunéo,
Pierre et Louise,
Philippe Cunéo et Bénédicte de Montéty,
Camille et Antoine,
ont la tristesse de faire part du décès de leur père et grand-père,

Henri CUNÉO,

ingénieur en chef des Ponts et Chaussées,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 14 mars 1995, dans sa quatre-vingt-douzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 17 mars 1995, à 15 heures, en la chapelle de Jésus-Enfant, 29, rue Las Cases, Paris-7e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

27, rue de Constantine,
75007 Paris.

– *Le Seigneur a rappelé à lui*

Francis MOREAU,

le 13 mars 1995, à l'âge de soixante-huit ans.

Un culte d'action de grâces aura lieu le dimanche 19 mars à 10 h 30, en l'église réformée de Nérac (Lot-et-Garonne).

« Nos destinées sont dans Ta main. »
Ps XXXI, 16.

De la part de
Christine et Graham L. Gilbert,
Christophe et Annick Moreau-Paumelle,
Marc et Annick Moreau-Ruffet,
ses enfants,
Matthew, Céline, Alexandre, Marion,
ses petits-enfants,
Sean, son arrière-petit-fils,
Mme Duvillaret,
M. et Mme Henri et Eliane Beck,
Mme Nicole Moreau,
ses tante, sœur, beau-frère, belle-sœur, et leurs enfants,
Serge et Janine Magne,
ses cousins.

Le Petit Prada,
47160 Ambrus.
95, av. Jean-Jaurès,
92140 Clamart.
8 *bis*, av. Anatole-France,
92240 Malakoff.

– Le personnel de la librairie philosophique J. Vrin,
a le regret de faire part du décès de son ancien directeur,

M. Pierre PAULHAC,
officier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre des Arts et Lettres,

survenu le 9 mars 1995, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

6, place de la Sorbonne,
75005 Paris.

– Le doyen Philippe Thibault, les enseignants et les personnels de la faculté de médecine Saint-Antoine ont la tristesse de faire part du décès de

M. Louis ROZENSZTAJN,
professeur des universités,
praticien hospitalier
au service de cardiologie
de l'hôpital Saint-Antoine.

Les obsèques ont eu lieu le 6 mars 1995, au cimetière de Pantin.

27, rue Chaligny,
75012 Paris.

– M. et Mme Georges Wainer,
M. et Mme Michel Wainer,
Le docteur et Mme Raymond Wainer,
M. et Mme Daniel Kijner,
M. et Mme Ralph Hayat,
M. et Mme Claude Ménassé,
Jacques, Sandra, Audrey, Stéphane, Henri, Cécile, Romain, Lisa, Laura, Anne-Sophie, Marc-Henri,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Henri WAINER,
née Fanny Sonbrick,

survenu le 15 mars 1995, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 16 mars, à 11 heures, au cimetière de Bagneux.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

108, avenue Ledru-Rollin,
75011 Paris.

Remerciements

– Très touchés par les nombreux témoignages de sympathie qui leur ont été adressés lors du décès de

Emmanuel ROBLÈS,

Jacqueline et Pavel Macek, Tomas, Marianka, Emanuela, remercient tous ceux, amis connus ou inconnus, qui se sont associés à leur chagrin.

Anniversaires

– Il y a dix ans, mourait dans l'amour des siens notre fils, père, frère et époux,

Denys KRYNEN.

Tous ses amis, ses collègues de la Mission française auprès des Nations unies se joindront à la famille dans le souvenir, ce 21 mars 1995.

– Jean-Michel, son fils,
Jacqueline, son épouse,
Et Esther, sa petite-fille,
rappellent qu'il y a dix-neuf ans,

Joseph ROSENFELD

nous quittait.

A sa mémoire, ils associent les membres de leur famille de Lublin (Pologne) et de Paris, exterminés à Maïdanek et Auschwitz.

– Il y a un an, nous quittait

Hubert SORIN,
1961-1994,
architecte et illustrateur.

Ayons une pensée pour lui.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.*

Communications diverses

– **Institut politique européen de formation des femmes. « Les Enjeux de la bioéthique »**, organisés par Yvette Roudy, samedi 18 mars 1995, de 9 heures à 19 heures, à la Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Renseignements : IPEFF. Tél. : (1) 43-06-08-96.

– Dirigeants d'entreprise : « Réussir sur les marchés publics ». Journée d'info. Paris 30 mars, Instit. Europ. Marchés publics. Tél. : 88-57-27-57, fax : 88-57-27-60.

– **La Journée d'amitié du Mouvement pour les villages d'enfants et de la Fondation Salve** aura lieu le mardi 21 mars 1995, de 10 h 30 à 19 heures. Salons Hoche, 9, avenue Hoche, 75008 Paris. Rencontre, information, vente comptoirs divers, déjeuner, goûter. CCP 17115-61 Y Paris.

Soutenances de thèses

– Alexandre Pied-Kavaeff soutiendra sa thèse de doctorat en musicologie intitulée « Recherches sur la hauteur du son » le mardi 21 mars 1995, à 14 h 30, à l'université Paris-IV-Sorbonne, salle des actes, 54, rue Saint-Jacques, 75005 Paris.

– Rafaël Pividal soutiendra sa thèse de doctorat (sciences humaines) intitulée : « De la logique narrative ou sens et fonction de la fiction », université René-Descartes-Paris-V-Sorbonne, salle Louis-Liard, à la Sorbonne, 17, rue de la Sorbonne, 75006 Paris, le samedi 18 mars à 15 heures.

CARNET DU MONDE

Téléphone	Télécopieur
40-65-29-94	45-66-77-13
40-65-29-96	



HORIZONS

PORTRAIT

Jacques Chirac, heureux sous son pommier

APRÈS soixante-deux ans d'une vie consacrée à l'agitation, Jacques Chirac aurait-il découvert le zen ? A entendre nombre de ses amis, on pourrait presque croire que le hussard d'antan est descendu de cheval pour adopter la position du lotus, troquant, par la même occasion, son dolman contre la robe safran des moines bouddhistes. Le maire de Paris *« a changé, a mûri, est devenu serein »* ; *« son objectif, c'est l'harmonie »*, répète-t-on dans son entourage, parmi les fidèles qui le suivent depuis de longues années, qui l'ont escorté dans ses nombreux combats, dans les victoires et les désastres. *« Serein ? Très certainement »*, a-t-il assuré, le 26 février, à l'émission *L'heure de vérité*.

Des Chirac nouveaux, l'histoire récente de la vie politique française en regorge. Rarement homme politique aura engrangé autant de *« changements »* dans sa carrière. Mais il est un fait que, à la surprise générale, l'*« agité »*, l'ancien *« bulldozer »* de Georges Pompidou, que les huissiers de Matignon avaient surnommé *« Fend la bise »* à l'époque (1962-1967) où il était membre du cabinet du futur président, offre, en cet hiver 1995, une image bien différente des campagnes électorales passées. L'homme pressé paraît aujourd'hui calme, posé. Il vit heureux sous son pommier.

Que lui est-il arrivé ? *« L'expérience change les hommes »*, répond-il, mettant notamment en avant les deux années qu'il vient de consacrer à, en quelque sorte, découvrir les Français, à *« prendre du temps et de la distance »*, à *« rencontrer les gens »*, plutôt qu'à exercer un pouvoir, qui, estime-t-il, dresse une barrière entre le gouvernant et le gouverné ; un pouvoir destructeur de personnalité – *« on n'est plus exactement soi-même »* –, mais qu'il convoite avec une belle constance. Ce qui prouve que la *« sérénité »* n'exclut pas quelques contradictions.

« Il s'est cherché très longtemps ; il s'est enfin trouvé », dit-on autour de lui. *« D'homme politique, il est devenu un homme d'État »*, assure l'écrivain – corrézien, comme Jacques Chirac – Denis Tillinac, l'homme qui a jeté des passerelles en direction des intellectuels déçus de la gauche. Sur le plan politique, par exemple, dit l'un de ses fidèles, *« il est parvenu à faire la synthèse entre le radical-socialisme et le gaullisme, entre l'esprit de tolérance, de progrès et la notion de grandeur de la France, le refus du renoncement »*. Faux, s'exclame l'un de ses anciens collaborateurs, qui a *« quitté la maison de fous »* (l'équipe Chirac) et entend bien ne *« pas y retourner »* : *« Chirac n'a pas réellement changé, car, en fait, il a toujours été un rad-soc par excellence ; il change en fonction de ce qu'on lui dit. Le changement dont on nous parle maintenant est factice. »* Ainsi, poursuit ce transfuge, *« quelqu'un de l'entourage de Chirac l'a persuadé qu'il pourrait récupérer une partie de l'électorat de Delors ; alors, il a enfilé un bleu de travail. L'abbé Pierre n'a pas voulu de lui, alors il a abandonné la croix, mais a gardé le bleu. »*

Un inconditionnel du maire de Paris explique au contraire que *« les deux dernières années ont considérablement changé et forgé son caractère »*. Pas seulement grâce au tour de France du *« grand arpenteur »*, à ses *« rencontres »* avec les Français, mais aussi, et peut-être surtout, à la faveur des *« épreuves »* que le député de la Corrèze a traversées. *« Il en a pris plein la tête »*, explique Denis Tillinac, qui le connaît depuis vingt ans. *« Les trahisons, ça façonne le caractère »*, renchérit un membre éminent de son état-major de campagne. Jacques Chirac *« doublé »* par Edouard Balladur, Nicolas Sarkozy et Charles Pasqua, *« c'est l'histoire de l'arroseur arrosé »*, estime l'un des adversaires du maire de Paris. Il fait allusion à la campagne menée, lors de l'élection présidentielle de 1974, par le ministre de l'intérieur de l'époque, Jacques Chirac, rallié à Valéry Giscard d'Estaing contre le gaulliste Jacques Chaban-Delmas. Un proche de M. Chirac assure que le maire de Bordeaux admet que les deux situations ne sont pas tout à fait comparables. *« En 1974, Chirac ne me devait rien ; en 1995, Balladur doit tout à Chirac »*, lui a-t-il dit.

Mais, justement, ces *« épreuves »*, ces *« trahisons »* n'ont-elles pas, en fin de compte, fait pousser quelques canines de plus à l'éternel « jeune loup » de la politique française ? Jacques Chirac ne met pas tous les traîtres dans le même sac. Ainsi, les ponts n'ont pas été coupés entre le maire de Paris et Charles Pasqua. Les deux hommes dialoguent encore, au téléphone tout au moins. Et Jacques Chirac parle de son ancien mentor – qui le poussait, en 1993, à retourner à Matignon – en des termes mesurés : *« Charles Pasqua estime peut-être simplement qu'Edouard Balladur ferait un meilleur président que moi. Pasqua est un homme de convictions, un homme d'État. »* *« Je n'en dirais pas autant des autres »*, ajoute-t-il immédiatement.

Est-il rancunier ? *« Ce n'est pas dans ma nature. J'essaie de me forcer, mais j'y arrive mal. On ne change pas »*, affirme-t-il, pour tempérer aussitôt sa sérénité : *« mais on évolue ; et, maintenant, je ne sais pas si je pourrais tout pardonner »*... Le député de la Corrèze rapporte volontiers l'un des arguments utilisés par Nicolas Sarkozy quand il recrutait dans les rangs du RPR pour le compte du premier ministre : *« Balladur ne pardonne jamais ; Chirac pardonne toujours »*, façon peu élégante de faire comprendre que l'on ne prend guère de risques à trahir le maire de Paris.

SI, à en croire un proche des deux hommes, les relations entre M. Chirac et M. Pasqua sont *« très compliquées, l'affectif jouant un rôle prépondérant »*, le ministre de l'intérieur ne met pas, lui, de gants pour parler de celui dont il dit qu'il l'a *« fabriqué »* et qu'il affecte de ne pas prendre au sérieux. *« Chirac n'a aucune idée personnelle. Il n'a que les idées qu'on lui souffle, en l'occurrence celles du dernier qui a parlé »*, se plaît-il à dire.

Pour ce qui concerne M. Balladur, on assure dans l'entourage du maire de Paris que le premier ministre ne peut attendre *« aucun pardon »* de son « ami de trente ans ». Au fait, à quand remonte exactement sa trahison ? On ne peut certes pas la dater au carbone 14. Mais certains, dans le camp chiraquien, estiment que le premier ministre a fait mentir le postulat posé par Georges Pompidou, selon lequel *« on pense à l'Elysée dès que l'on pose le pied sur le perron de Matignon »*. M. Balladur visait, dit-on, la présidence avant même de passer la grille du 57 rue de Varenne, oubliant promptement qu'il avait jugé incompatibles la fonction de premier ministre et la candidature à la présidence.

Quoi qu'il en soit, un événement survenu alors que les urnes des législatives étaient à peine rangées est édifiant : dès mai 1993, Edouard Balladur a demandé à Alain Juppé quelle candidature il appuierait pour la présidentielle, ce à quoi Alain Juppé à répondu, selon un proche du ministre des affaires étrangères : *« Je vous serai loyal, à vous et au gouvernement, mais je resterai fidèle à Jacques Chirac. »* Dès lors, indique-t-on de même source, M. Juppé a commencé à être la cible d'une série de *« mesquineries »* de la part de Matignon, qui s'est notamment employé à minimiser le rôle du ministre chiraquien aux yeux de l'opinion publique, dans les négociations sur le GATT ou, plus récemment, lors du détournement de l'Airbus d'Alger.

Quant au ministre du budget et porte-parole du premier ministre-candidat – autre éminent traître –, on se montre nettement moins clair, dans l'entourage du maire de Paris, sur son avenir, au cas où Jacques Chirac serait élu. Et l'on ne sait pas très bien ce qui l'emportera, de la rancœur ou du pragmatisme. Nicolas Sarkozy *« est devenu incontournable »*, se contente-t-on de dire, avant de laisser entendre qu'une éventuelle traversée du désert pourrait ne durer qu'un an, en cas de victoire de M. Chirac.

Si le Chirac 95 diffère des précédents crus, *« c'est qu'il ne veut plus de mentor, plus de gourou, plus de Balladur, plus de Pasqua »*, assure un proche, pour qui le maire de Paris *« s'est libéré tout seul, sans prendre de cours »*, aidé en cela par la dure expérience de *« cette terrible année 1993 »*. Il y a longtemps

La rancune n'est pas dans sa nature : « J'essaie de me forcer, dit le maire de Paris, j'y arrive mal. Mais on évolue, et maintenant je ne sais pas si je pourrais tout pardonner »

que les premiers gourous – *Pierre Juillet et Marie-France Garaud* – qui avaient repéré et façonné le petit Jacques dans les années 60 ont disparu de l'univers chiraquien. Ce qui ne veut pas dire qu'il va son chemin tout seul. Il dispose d'un atout majeur, avec le puissant appareil du RPR dont il s'est assuré et dont on a pu voir qu'il n'était plus la propriété de Charles Pasqua. *« Ça n'a pas grogné chez les militants du RPR, dont la mobilisation en faveur de Jacques Chirac a été exemplaire, même lorsque les sondages étaient au plus bas »*, explique un cadre du parti fondé par M. Chirac en 1976. Il a su en garder la maîtrise, en dépit de quelques tentatives de déstabilisation, comme en janvier 1990, sous l'impulsion de Charles Pasqua et de Philippe Séguin.

Jacques Chirac ne se trouve donc plus, au dire de ses partisans, sous l'influence d'un *« mentor »* ; il s'appuie désormais sur une équipe réduite mais solide : Philippe Séguin, Alain Juppé, Alain Madelin. Pourtant, peu de choses prédisposaient les trois barons à cohabiter aussi étroitement : deux poids lourds du RPR (M. Juppé et M. Séguin) et un gros bras du Parti républicain (M. Madelin) ; deux pro-Maastricht (M. Juppé et M. Madelin) et un anti (M. Séguin) ; un ultra libéral (M. Madelin) et un défenseur de l'Etat nation (M. Séguin) ; un diplomate lettré (M. Juppé) et un dragon (M. Séguin) ; deux candidats potentiels à la succession du futur président de la République. Philippe Séguin et Alain Juppé, ont conclu une sorte de pacte, scellé lors d'un déjeuner au Quai d'Orsay, sur le thème : *« On aura de quoi se battre en 2002* [lors de la prochaine campagne présidentielle] *; pour le moment battons-nous pour un homme* [Jacques Chirac] *; on verra après les élections. »* Pour l'heure, *« les deux hommes ont le même intérêt »*, dit-on dans l'entourage de M. Juppé.

CETTE vision quasi idyllique fait sourire les anti-chiraquiens, pour lesquels, *« un jour ou l'autre, Chirac trouvera sur sa route Séguin, et celui-ci l'éliminera, tout comme il éliminera Juppé, après avoir profité d'une fusée porteuse. »* Reste que les relations de Philippe Séguin avec Jacques Chirac sont *« devenues faciles, ce qui n'a pas toujours été le cas, et se développent entre partenaires, non de féal à suzerain »* ; les deux hommes – *« guindés ni l'un ni l'autre »* – *« se parlent très clairement »*, affirme un collaborateur du président de l'Assemblée. Quant à Alain Juppé, *« Jacques Chirac vient de s'apercevoir que celui avec lequel il entretient des relations quasi filiales a bien grandi »*, juge un proche de M. Juppé. Entre ce dernier et M. Séguin, en revanche, il y a peu de relations directes – des rapports qui restent néanmoins *« courtois »* –, hors de la rituelle réunion hebdomadaire à la permanence électorale de l'avenue d'Iéna, où MM. Chirac, Séguin, Juppé et Madelin se retrouvent tous les mardis matin. *« Ils n'ont rien en commun et sont conscients qu'ils représentent des apports différents »*, dit-on à l'hôtel de Lassay, où l'on est fier d'annoncer qu'*« il n'y a pas eu de difficultés ni d'accrochages* [entre le ministre et le président de l'Assemblée nationale] *depuis Noël »*... Vis-à-vis du ministre des entreprises, la troisième roue du tricycle chiraquien, M. Séguin *« a pu être admiratif pour le courage du premier UDF qui ait soutenu publiquement Chirac »*, au moment où le maire de Paris crevait le plancher de tous les sondages. *« Lorsque Madelin a annoncé son ralliement, la première chose qu'il ait faite a été d'aller voir Séguin. L'entretien de deux heures s'est très bien passé »*, assure-t-on. Alain Madelin balaie d'une formule leurs divergences : *« Séguin, c'est plus d'Etat ; moi c'est moins d'Etat, Chirac a tranché, ce sera mieux d'Etat. Et voilà ! »*

« L'agité » des années 70 a découvert les vertus de l'harmonie. Son état-major de campagne, réduit mais solide, fonctionne bien, malgré les divergences entre Alain Juppé, Philippe Séguin et Alain Madelin



Comment travaillent les trois barons et leur champion ? Telle qu'elle est racontée par l'entourage des quatre hommes, l'histoire du discours *« fondateur »* (selon la terminologie en vigueur au RPR) prononcé par Jacques Chirac à la porte de Versailles, le 17 février, peut en donner un aperçu. Le maire de Paris a écrit la première mouture, qu'il a fait parvenir à MM. Séguin, Juppé et Madelin. Chacun dans son coin, ils ont planché dessus, deux jours durant pour ce qui concerne Philippe Séguin. Tous ont observé *« une certaine retenue »* dans leur contribution, afin *« d'éviter tout affrontement entre eux et avec Chirac »*. De son côté, le maire de Paris avait clairement fait connaître ce qu'il *« était prêt à prendre et ce qu'il ne prendrait pas »*, notamment sur les institutions. Puis, le président de l'Assemblée, les ministres des affaires étrangères et des entreprises ont, toujours séparément, rendu leur copie à Jacques Chirac. Celui-ci a alors concocté *« lui-même »* une deuxième version. Puis il a organisé un va-et-vient entre l'hôtel de ville, d'une part, et l'hôtel de Lassay, le Quai d'Orsay et la rue de Grenelle d'autre part, pour *« des modifications mineures »*, avant la version définitive, terminée – par Jacques Chirac – à deux jours du grand *meeting* de la porte de Versailles. *« Beaucoup de gens disent que c'est le discours de Séguin ; cela fait rire, car c'est bien le discours de Chirac, qui a repris des éléments des trois »*, assure un collaborateur de M. Juppé. Inséparable de la haute silhouette de Jacques Chirac, sa fille Claude joue un rôle central dans la campagne, au risque d'agacer l'état-major. Allergique aux mondanités, Jacques Chirac, qui prend incomparablement plus de plaisir au contact physique avec des militants de base – ne l'a-t-on pas affublé du surnom de *« Serre la louche »* – qu'aux conversations de salons, l'a chargée de ses relations publiques. *« Claude, c'est mon équilibre »*, a-t-il un jour répondu à l'un de ses collaborateurs qui supportait mal l'omniprésence de la jeune femme.

« Le pouvoir ? Ses pompes ne m'intéressent pas », jure celui qui a écrit – dans *La France pour tous* – : *« Le démocrate que j'ai toujours été est peut-être devenu plus républicain. »* Aux yeux de Jacques Chirac, cette *« appartenance au clan des républicains »* devrait l'aider à stopper la *« dérive monarchiste »* qui a marqué, selon lui, l'« après-Pompidou » et qui a fait *« de l'Élysée le centre de toutes les décisions »*. Reste à savoir si cette *« appartenance »* lui permettra réellement – comme il l'affirme aujourd'hui – d'*« atténuer les risques »* d'être lui-même gagné par le souverain isolement qu'il dénonce chez les actuels détenteurs du pouvoir.

Yves Heller

Chirac : de sa nature équine, voire équestre...

هكذا من الامل

L'enjeu des 35 heures

par Alain Lipietz

Le couperet est tombé : le candidat socialiste a renoncé aux « 35 heures ». L'espérance des forces de gauche et des écologistes depuis vingt ans est abandonnée au profit d'un précautionneux *« 37 heures »* financé par *« les gains de productivité à venir »*, c'est-à-dire sans réduire le chômage existant : 5 millions de chômeurs, déclarés ou dépérissant dans les stages-parking ou n'osant même plus s'inscrire au chômage, peuvent désespérer d'un Parti socialiste qui sera passé des 35 heures en 1977 aux 37 heures... en 1997. Aujourd'hui, seule la *« candidate de l'écologie et de la transformation sociale »*, Dominique Voynet, ose porter le flambeau. Et pourtant...

Pourtant, les expertises n'ont pas manqué. Les 37 heures ont été étudiées par l'Insee. Verdict : 680 000 emplois sauvés. L'Observatoire français de conjoncture économique (OFCE) a testé les deux solutions, les 35 heures d'un coup, avec partage des revenus : 2 millions d'emplois supplémentaires.

Pourtant, l'opinion a basculé. Les 35 heures, voire les 32 heures, sont plébiscitées. Solidarité et qualité de la vie s'harmonisent avec le respect de la nature et des droits des générations futures dans un nouvel indice du progrès : la conquête du temps libre. Alors, on s'interroge sur la timidité du programme Jospin.

Lionel Jospin a fait le choix timide des 37 heures pour ne pas toucher au revenu des classes moyennes supérieures

Pourquoi, d'abord, cette différence de résultats ? Comme l'explique l'OFCE, *l'intensification du* travail (la tendance à faire exécuter la même tâche en un moindre temps) se concentre sur la première heure et ne joue plus pour un bond à 35 heures.

Ensuite, la réorganisation du travail, obligatoire à 35 heures (mais qu'il vaut mieux faire d'un seul coup), permet de substantielles économies de capital. Enfin, une forte baisse du chômage, par les économies qu'elle entraîne sur la protection sociale, finance à elle seule un large maintien du niveau de vie.

Bref, la réduction du travail doit être rapide, massive et générale. Elle doit être organisée par une loi-cadre qui fixera la durée légale du travail à 35 heures, et relèvera aussitôt le SMIC horaire pour assurer le maintien du niveau de vie des travailleurs. Une conférence tripartite (style « Grenelle à froid »), puis des négociations de branche et d'entreprise porteront sur les conditions de la réorganisation du travail (les 35 heures en 4 jours ? en un mois de congé ? en années sabbatiques ? ...) et le partage des revenus.

Car c'est bien le hic : une forte réduction de la durée du travail pose la question du partage du revenu national. Toute compensation salariale (toute hausse du salaire horaire) implique un nouveau partage en faveur des salariés. Mais il ne faut pas toucher à la capacité d'investir pour créer ces fameux emplois ! Quant à la question de la compétitivité, nous sommes relativement protégés : l'Allemagne est pratiquement aux 35 heures, les coûts salariaux ouvriers (charges comprises) y sont de 80 % plus élevés qu'en France, et le mark triomphe, car les capitaux fuient les pays menacés d'éclatement social.

Qui peut alors payer ? Ceux qui ont profité des septennats Mitterrand, c'est-à-dire les revenus financiers et les cadres supérieurs. La part des salaires est tombée de 70 % en 1973 à 58 % aujourd'hui. Les 10 % de salariés les moins payés ont progressé de 450 francs depuis 1983, les 10 % les plus payés... sept fois plus.

Faire cotiser les « gagnants » des années 1983-1995 à la solidarité suppose une large fiscalisation des cotisations sociales (après réforme de l'impôt sur le revenu, abolissant les privilèges des revenus financiers) et une dégressivité de la hausse du salaire horaire. Le choix timide de 37 heures s'explique exclusivement par là : ne pas toucher au revenu des classes moyennes supérieures, base sociale où s'est enfermé le PS. La coupure de la société en deux, révélée par Maastricht, l'abandon des exclus et des bas salaires, s'en trouveraient ratifiés.

Les écologistes et les partisans de la transformation sociale font le choix inverse : retisser le tissu social. Cela passe par un nouveau compromis avec les classes moyennes : le choix du temps libéré et de la paix sociale contre une érosion de leur revenu après impôts. A partir de quel niveau cette érosion est-elle acceptée ? *« 12 000 francs nets »*, répond une enquête menée auprès de 7 000 salariés franciliens. *« 10 000 francs »*, répond une autre enquête de *La Tribune*. A l'évidence, il faudra tenir compte des différences concrètes (résidence, charges familiales, etc.). C'est de cela que la conférence tripartite aura à débattre.

A celui, à celle qui gagne 15 000 francs par mois (mais 90 % des femmes gagnent moins de 12 800 francs par mois !), le projet des 35 heures pose la question : dans quelle société voulez-vous vivre ? Combien d'exclus dans votre rue, combien de chômeurs dans votre famille ? Et combien de jours supplémentaires passés avec ceux qui vous sont chers, en échange de combien de centaines de francs ?

Le score de Dominique Voynet et les négociations du second tour peuvent encore laisser une chance à la société française de se réconcilier. Tel est l'enjeu.

***Alain Lipietz** est directeur de recherches au CNRS*

Rendre leur dignité aux régions

par Max Siméoni

L'annonce de ma candidature à la présidence de la République, faite il y a déjà trois mois, est ignorée par tous les médias audiovisuels. Pourquoi violer les règles du débat démocratique à ce point ? Suis-je si dangereux ? Médecin des hôpitaux, trente ans de vie publique, j'ai eu plusieurs mandats du suffrage universel, toujours dans l'opposition : conseiller municipal, membre de l'Assemblée de Corse, député européen.

J'ai la conviction que la démocratie est d'abord le débat d'idées. Si toutes les opinions ne peuvent pas s'exprimer, où est la démocratie ?

Joseph Fitchett, correspondant de l'*International Herald Tribune*, s'est dit frappé par l'influence des médias, c'est-à-dire *« vingt personnes à Paris »*, et étonné de la faiblesse des *« voix venant des régions pour articuler, expliquer et mettre en perspective »*.

Il a raison. Je suis présent dans cette campagne pour dénoncer le centralisme français et proposer une autre vision : la régionalisation dans la solidarité. Constatons la gravité de ce problème : sur 2,2 % du territoire français, l'Ile-de-France concentre 18,8 % de la population, 22,5 % des emplois, 28 % de la richesse, 30,2 % des investissements de l'Etat, 40,5 % des cadres supérieurs, 60 % des crédits du ministère de la culture, 60 % des chercheurs, 75 % des diplômés des 2e et 3e cycles de l'enseignement supérieur. Il n'existe pas de phénomène semblable en Europe. Et cette concentration s'accentue.

L'écart du PIB par habitant de l'Ile-de-France et des autres régions est passé de 65 % en 1982 à 75 % en 1991. La répartition déséquilibrée à l'intérieur de l'Ile-de-France est un autre grave problème. On peut ajouter que les statistiques officielles ignorent le plus souvent les DOM et TOM et leur situation spécifique. MM. Balladur et Giscard d'Estaing se disent partisans d'une nouvelle étape dans la décentralisation.

Je ne peux pas m'en réjouir car il n'est pas prévu de dispositif fiscal national garantissant à chaque collectivité territoriale les moyens de sa mission.

Je propose en préalable trois réformes en profondeur pour la régionalisation :

1) La refonte de la fiscalité locale, pour une plus grande lisibilité et une plus grande justice entre les citoyens et les collectivités.

2) Un fonds de péréquation interrégional global, comme en Allemagne, où chaque région dispose d'un montant global de recettes par habitant dans une fourchette entre 95 % et 105 % de la moyenne nationale.

3) De réels contre-pouvoirs locaux politiques (statut de l'élu de l'opposition), associatifs (droit à l'information) ou juridique (contrôle légal des actes par une instance juridique indépendante).

Ces conditions remplies, la République y gagnera en cohésion, en liberté, en en efficacité.

La région n'est pas une nostalgie ; elle est une réponse au défi de notre temps : il faut concilier liberté individuelle, besoin d'ancrage identitaire, cohésion sociale et mondialisation.

Je ne suis pas de ceux qui nourrissent les peurs. Il est vain de s'opposer à la mondialisation comme il a été vain de combattre la machine à vapeur. La mondialisation rend toujours plus interdépendantes les économies, ce qui entraîne de graves problèmes sociaux et d'environnement. Il est plus constructif d'élaborer des contrepoids à l'échelle humaine. La régionalisation peut et doit devenir un de ces contrepoids.

La région ne saurait être un Etat-nation en miniature mais elle doit être un élément parmi d'autres d'une grande mosaïque qui tient par la cohésion de l'ensemble. Philippe de Villiers déclarait il y a peu : « A *l'étranger, je donnerai toujours raison à mon gouvernement même s'il a tort.* » Je donne raison à celui qui a raison. Le chauvinisme est l'ennemi de la raison et l'Histoire est jonchée des drames qu'il entraîne.

Allons-nous élire le président de la République française ou le maître de cérémonie de la haute bourgeoisie parisienne ?

Les régions ne peuvent pas s'occuper de tout. La régionalisation doit s'accompagner de la construction européenne et d'une régulation mondiale, ne serait-ce que pour ne pas laisser des populations en danger à l'abandon. Quant à l'Etat, tout en acceptant de céder des pouvoirs vers le haut et le bas, il gardera sa fonction majeure : garantir la cohésion sociale et la paix civile.

La régionalisation en relation avec la promotion des identités culturelles dans un sens ouvert et tolérant a des vertus économiques et sociales :

– elle est un vecteur de solidarités concrètes face à l'individualisme et aux égoïsmes locaux et catégoriels,

– elle mobilise et dynamise le corps social face aux effets déstructurants de la mondialisation : volonté collective de travailler au pays, mobilisation du capital de proximité pour la réinsertion dans l'économie régionale. L'économie sociale n'est-elle pas surtout développée dans les régions à forte identité (Alsace, Bretagne, Pays basque) ?

La France n'est pas prête pour le XXIe siècle. Elle est gouvernée par les états-majors parisiens des partis politiques, recrutés dans la technocratie. Ils ont subi plutôt que souhaité le phénomène général de la décentralisation en Europe. Ils représentent une « élite » cooptée qui accapare le pouvoir. Ce phénomène s'est étendu aux nouvelles collectivités territoriales. Les régions en France sont écartelées entre la logique centralisatrice de l'appareil d'Etat et la logique d'émiettement des barons locaux. Elles font pâle figure en comparaison de leurs homologues espagnoles ou allemandes.

Je veux contribuer à changer cet état de fait en plaçant cette question régionale au cœur du débat présidentiel.

J'oubliais un détail. Jacques Chirac est maire de Paris. Il est soutenu par Alain Juppé et Jacques Toubon, anciens députés de Paris. Edouard Balladur est lui-même ancien député de Paris. Il est soutenu par Charles Pasqua, président du conseil général des Hauts-de-Seine, département le plus riche de France, et Nicolas Sarkozy, maire de Neuilly-sur-Seine, commune la plus riche de France.

Allons-nous élire le président de la République française ou le maître de cérémonie de la haute bourgeoisie parisienne ?

***Max Siméoni**, ancien député européen, est candidat à l'élection présidentielle*

Le cœur et la raison pour Arlette Laguiller

par Marc Peschanski

Quelle raison peut donc décider un intellectuel à voter pour Arlette Laguiller ? La première raison est celle du cœur. Elle tient à la personnalité même d'Arlette Laguiller, à sa fidélité à ses idées et à la permanence de son combat contre l'inégalité, l'injustice et l'oppression. Comment un intellectuel, même s'il gagne correctement sa vie, pourrait-il être insensible aux inégalités sociales criantes qui opposent, même dans nos sociétés industrielles, une fraction, minoritaire mais riche, à la majorité qui n'a que son travail pour vivre – quand on lui donne la possibilité de travailler ? Comment un être humain normalement constitué ne serait-il pas révolté par la misère matérielle, culturelle, humaine qui est la loi générale sur la plus grande partie de la planète alors que les moyens scientifiques et techniques pour la surmonter existent ?

Même si je n'ai pas la naïveté de croire qu'un vote, quel qu'il soit, changera la face du monde, j'aurai au moins poussé un cri d'indignation. La fidélité d'Arlette Laguiller à ses convictions me semble la meilleure garantie que mon cri d'indignation ne sera pas dénaturé et utilisé pour alimenter d'obscures combinaisons politiques ou favoriser seulement des carrières ministérielles.

L'autre raison de voter Arlette Laguiller est, justement, la raison. Dans ce débat électoral où les heurts d'ambition et les coups bas soulignent le vide des propos, elle est la seule à défendre des idées cohérentes sur une organisation rationnelle de la société. J'ai toujours été frappé par le caractère profondément irrationnel de l'organisation économique et sociale actuelle. L'humanité est incapable de maîtriser sa propre économie. La propriété privée, les lois du marché, c'est-à-dire la concurrence entre entreprises, la rivalité entre Etats constituent un frein considérable même devant la recherche scientifique, secteur qui se veut pourtant détaché des contingences quotidiennes de la rentabilité.

Malgré les possibilités actuelles de la science et des techniques, malgré les moyens matériels existants, la société est incapable de relever ce défi élémentaire qui est de nourrir tous ses enfants, d'assurer à tous un minimum d'hygiène et de santé ainsi qu'une éducation convenable. Comment alors pourrait-elle faire face aux défis de notre temps ?

Quel est le scientifique honnête qui n'a jamais eu d'inquiétude quant à l'utilisation qui pourrait être faite de sa découverte dans une société où règnent le profit, le chacun pour soi, les égoïsmes privés ou nationaux ? Il n'y a pas que le précédent du nucléaire. Qui peut être assuré que les progrès faits dans la connaissance du cerveau et des mécanismes de la pensée ou dans le domaine des transformations génétiques ne seront pas transformés en calamité pour l'humanité ?

La simple préservation de la nature, c'est-à-dire la vie des générations futures, exige la coopération et non la concurrence, à l'échelle planétaire et non à l'échelle des Etats.

Voilà pourquoi j'appelle de mes vœux une organisation économique où la production, matérielle et scientifique, soit orientée en fonction de l'intérêt collectif et non pas du profit privé ; en fonction des besoins réels et non pas des seuls besoins solvables et où puisse être substitué au jeu actuel de la concurrence un système de planification à l'échelle de la planète.

Cette vision communautaire ou, si l'on veut, communiste, de l'avenir me semble la plus souhaitable sur le plan humain, la plus juste et la plus rationnelle. Arlette Laguiller est la seule à s'en réclamer clairement. En votant pour elle, je sais pour quel avenir je me prononce.

***Marc Peschanski** est directeur de recherches à l'INSERM*

AU COURRIER DU « MONDE »

DOUCE ET GÉNÉREUSE FRANCE

Ce n'est pas facile, à seize ans, de prendre sa plume pour défendre une cause que les hommes politiques n'osent pas aborder.

La petite sœur algérienne de la France, qui se débrouille seule depuis 1962, s'enflamme. On sait déjà que l'on va lire, en ouvrant nos quotidiens, qu'un intellectuel qui voulait vivre, une femme qui voulait seulement être une femme, ou un journaliste qui aimait trop la vérité ont contribué à augmenter le nombre déjà impressionnant d'inconnus poignardés aux coins des rues.

La patrie des droits de l'homme, afin de libérer quelques personnes de ces menaces ensanglantées, accorde des visas. Un, deux ou trois mois, et on les renvoie dans le brasier. Car trop d'immigrés, même provisoires, cela signifie, ô douce et généreuse France, que les partis d'extrême droite, les partis intolérants et racistes, gagneront quelques pourcentages dans les sondages, quelques voix en avril.

Alors, chut ! laissez-les crever.

Mais, Messieurs les candidats, la politique, qu'est-ce que c'est ? Une lutte pour transmettre ses idéaux ou une lutte pour s'approprier le pouvoir ? Vos promesses de paix sont tellement pleines d'espoir, mais vos programmes tellement identiques : des mots et des mensonges. Et plus ils sont gros, plus on les croit.

Mais comment osez-vous fermer les yeux sur l'Algérie, dont vous êtes encore, quelque part, responsables ? Comment osez-vous donner cette dimension honteuse à la politique ? Comment osez-vous, enfin, vous regarder dans un miroir ?

Pauline Winocour,
Les Bréviaires (Yvelines)

LE REFUS NOIR SUR BLANC

Un vote blanc, pour moi en tant que photographe, c'est dire noir sur blanc le refus d'être coincé par des choix imposés. Il est indispensable que l'on mette à la disposition des électeurs des bulletins de votes blancs et essentiel que ces votes soient comptabilisés et non amalgamés aux votes nuls. Sinon, on vous impose le silence. Où en est-on avec la démocratie ? Je souhaite que l'on explique pour quelles raisons l'idée du vote blanc est impraticable.

Henri Cartier-Bresson,
photographe

La grande peur

par Theodore Zeldin

CETTE ÉLECTION présidentielle va-t-elle renforcer le prestige de la France à l'étranger ? Le tout est de savoir si elle met en valeur des solutions aux problèmes qui sont le lot d'autres pays.

Peut-on percevoir des signes qui montrent que la France s'engage dans cette voie ? Le débat électoral commence à dépasser l'idée qu'il s'agit de plates querelles fratricides entre les héritiers de Pompidou, ou d'une lutte des riches contre les pauvres, des classes moyennes contre les classes populaires. Et la France semble échapper à la dichotomie américaine, avec un électorat partagé entre ceux qui admirent les gagnants et ceux qui sympathisent avec les perdants. M. Chirac esquive délibérément ces catégories : chef d'un parti de vainqueurs mais lui-même ancien vaincu, il force l'admiration par son refus d'accepter la défaite.



VU DE LONDRES

La France serait alors divisée, non pas socialement, mais culturellement, entre ceux qui se méfient de l'inconnu et de la nouveauté, et ceux qui manifestent leur ouverture d'esprit ? Si l'on veut dénicher là les germes d'une solution, il convient de reformuler les questions en termes affectifs. La grande peur actuelle a été obscurcie par cette tendance continuelle à résumer les problèmes en pourcentages de chômage et de déficits financiers. La grande peur, c'est celle des changements qui pourraient survenir si les jeunes et les femmes obtenaient un traitement différent.

Derrière l'écran de fumée des statistiques que les candidats se jettent à la figure, ceux-ci représentent les différentes façons de faire face à la peur et à l'incertitude : les dissimuler, nier leur existence, les analyser, se réfugier dans la nostalgie ou fabriquer un bouc émissaire.

Le message silencieux de M. Balladur est : *« Cachons nos peurs sous le tapis, prétendons être calmes et nous le serons vraiment, et évitons de trop parler de nos soucis. »* Son fils a déclaré : *« Nous ne parlons jamais de nous en famille. »* M. Balladur a lui-même admis être timide et a ajouté : *« La timidité explique tout. »* Parmi ceux qui acceptent leur propre timidité, il en est beaucoup à qui cette modestie plaît, mais on craint aussi que de cette attitude ne découlent trop de concessions, par souci d'éviter les affrontements. Une peur que Beaumarchais exprimait dans des termes cruels : *« L'homme qu'on sait timide est dans la dépendance de tous les fripons. »*

Le message de M. Chirac : la peur est une aberration d'une imagination mal avisée. *« L'idée que je pourrais recevoir un mauvais coup ne m'est jamais venue. Dans l'action, j'exclus comme malgré moi l'hypothèse d'une mauvaise rencontre, peut-être parce que je crois qu'on ne s'en préserve pas pour l'avoir imaginée. » « Pour bien comprendre les gens, il faut que je puisse les toucher, au sens propre du terme. »*

M. Chirac ne peut se mouvoir que dans des eaux réchauffées par la chaleur humaine, il ne peut respirer que dans une atmosphère de spontanéité. M. Jospin, à sa façon radicalement différente, ne se montre pas craintif non plus. Il refuse *« l'appréhension du futur »*, juge inévitables, voire désirables les confrontations qui gênent tant M. Balladur. Pour lui, la politique signifie lutter pour ses idées, clarifier ses désaccords avec les autres et se méfier du consensus superficiel, qu'il juge dangereux pour la démocratie. Aucun parti, en fait, n'a d'attitude réellement définie face à la peur.

Quels projets fait la population française en affrontant ses peurs ? Elle obtient un avantage sur les autres nations en ayant déjà surmonté deux obstacles. La mésaventure de M. Balladur cherchant à connaître l'opinion des jeunes a brisé l'illusion qu'on doit en savoir toujours plus avant d'agir. On sait ce que veulent les jeunes, ce à quoi ils rêvent, et où s'arrête leur imagination. Il est aussi désormais clair que les propositions visant à plus de représentation féminine au Parlement, si désirables soient-elles, ne suffisent pas à tout régler. Même si l'actuel Parlement n'était composé que de femmes, celles-ci n'en seraient pas pour autant satisfaites, car, aujourd'hui composé d'hommes, il échoue à satisfaire les hommes eux-mêmes. Cela signifie-t-il que certains Français commencent à élargir leur conception même du politique ? Oui, et cela éveillerait l'intérêt universel.

***Theodore Zeldin** est historien et doyen du Saint Antony's College Oxford.*

Le Monde

La Turquie secouée

L'EUPHORIE aura été de courte durée. Une semaine après la signature de l'accord d'union douanière avec les Quinze, alors même que certains dirigeants du pays, dont le premier ministre Tansu Ciller, laissaient percevoir la possibilité de mener une politique plus sensible au respect des droits de l'homme, la Turquie se trouve soudain plongée dans des conflits graves qui menacent sa stabilité et peuvent remettre, une nouvelle fois, en cause son rapprochement avec l'Europe.

En accusant les *« forces obscures »* d'être à l'origine de cette flambée de violence, le gouvernement n'a pas entièrement tort. Dans un pays toujours déchiré entre l'Orient et l'Occident, ils sont en effet nombreux, et puissants, tous ceux qui visent à faire échouer l'amarrage définitif de la Turquie à l'Europe. Les auteurs de la fusillade du dimanche 12 mars à Istanbul, qui a déclenché quatre jours d'émeutes et de répression, ne seront peut-être jamais identifiés. En s'attaquant aux alévis, communauté islamique modérée, ils ont exploité un terrain propice et déclenché des troubles qui dépassent maintenant les limites de cette communauté.

Certes. Mais la responsabilité des autorités est aussi grande. Sur les vingt à trente morts des émeutes, combien ont été tués par les forces de l'ordre – qui ont tiré à balles réelles sur les manifestants ? Et si, parmi ces derniers, on trouve des militants de la cause kurde, n'est-ce pas, aussi, une conséquence logique de la répression féroce qui s'abat sur les populations du sud-est du pays ? Bref, les « forces obscures » se trouvent aussi à l'intérieur de l'Etat, parmi ceux qui se sont assigné comme priorité l'éradication par la force du problème kurde et voient d'un mauvais œil les Occidentaux leur faire reproche de ces méthodes.

Les émeutes de cette semaine ont aussi mis en exergue le décalage entre la classe politique du pays et une population qui subit de plein fouet les effets d'une grave crise sociale. Ce n'est pas un hasard si les violences ont eu lieu dans les quartiers pauvres des grandes villes, là même où sont concentrés tous les laissés-pour-compte d'une forte croissance.

Ces affrontements ont, enfin, montré à quel points étaient fortes les fractures d'une société – entre Kurdes et Turcs, entre alévis et sunnites, entre laïcs et musulmans – longtemps niées mais qui s'expriment aujourd'hui au grand jour.

Une fois encore, la Turquie est devant un choix crucial. Les anciennes structures, celles d'un Etat tout à la fois paternaliste et violent, ne sont ni acceptables moralement ni aptes à répondre aux défis, économiques notamment, du vingt et unième siècle. Mais la charpente d'une Turquie démocratique semble bien difficile à bâtir. Le soutien de l'Europe est, certes, important pour aider Ankara dans cette phase difficile. Il ne sera jamais suffisant, tant il appartient aux Turcs eux-mêmes d'exorciser leurs vieux démons.

L'Europe de M. Chirac

PARMI tous les « grands candidats » à l'élection présidentielle, Jacques Chirac était celui dont on attendait avec le plus de curiosité les prises de positions relatives à la construction européenne. S'il avait, en septembre 1992, voté en faveur de la ratification du traité de Maastricht, il n'en était pas moins soumis de la part de bon nombre de ses partisans, Philippe Séguin en tête, à de fortes pressions « eurosceptiques ». Son rival Edouard Balladur s'était exprimé de manière très claire sur ce thème en prônant le passage à la monnaie unique dès 1997, et en se prononçant pour des coopérations « à la carte » entre les pays composant l'Union européenne. Lionel Jospin, de son côté, met l'accent sur la dimension sociale de l'UE, sans remettre en cause les choix fondamentaux opérés sous les précédents septennats,

Jacques Chirac n'a pas entendu l'appel des sirènes antimaastrichtiennes, qui voulaient l'entraîner dans la voie d'un repli hexagonal au nom d'une tradition gaulliste singulièrement tronquée. Son européanisme, s'il est moins flamboyant que celui des grands absents de la campagne, Valéry Giscard d'Estaing, Raymond Barre ou Jacques Delors, est fondé sur une vision qui se veut pragmatique de l'avenir du Vieux Continent. Tout en considérant que le traité de Maastricht a *« pour une large part manqué le grand rendez-vous de l'histoire auquel l'Europe était conviée »*, le candidat Chirac n'entend pas bouleverser l'architecture européenne qui s'est dessinée depuis l'écroulement des régimes communistes. Le pilier franco-allemand reste pour lui la pièce maîtresse d'un dispositif visant à réussir à la fois l'élargissement de l'Union et son approfondissement. La conception chiraquienne de la réforme des institutions européennes privilégie le rôle central du conseil des ministres et du Conseil européen, émanations des gouvernements nationaux, plutôt que la mise en place de structures exécutives à coloration fédérale.

Cela ne devrait pas porter de préjudice majeur à la nécessaire reprise du dialogue franco-allemand, qui devra s'engager sitôt installé le nouvel occupant de l'Elysée, quel qu'il soit. Le chancelier Kohl est un « fédéraliste » que l'histoire a ramené vers une vision plus nationale du rôle de l'Allemagne en Europe et dans le monde, et Jacques Chirac, comme ses principaux concurrents, ne peut échapper au constat de l'impossibilité, pour la France seule, de faire prévaloir ses intérêts et ses valeurs.

Il reste que le discours européen de Jacques Chirac s'inscrit plutôt dans le registre de la prudence gestionnaire que dans celui de l'élan rénovateur. Les partisans d'une politique européenne plus volontariste et dynamique, de gauche comme de droite, ne manqueront pas de lui en faire le reproche. Au risque d'avoir à prouver qu'en allant plus vite et plus loin, notamment sur la monnaie unique, on sera mieux à même de résoudre les problèmes quotidiens des Français.

Le Monde est édité par la SA *Le Monde*, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance.
Directoire : Jean-Marie Colombani, président du directoire, directeur de la publication ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur de la rédaction

Eric Pialloux, directeur de la gestion ; Anne Chaussebourg, directeur délégué

Rédacteurs en chef : Thomas Ferenczi, Edwy Plenel, Robert Solé, adjoints au directeur de la rédaction ; Bruno de Camas, Laurent Greilsamer, Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Luc Rosenzweig

Manuel Lucbert, directeur du *Monde des débats* ; Alain Rollat, conseiller de la direction ; Daniel Vernet, directeur des relations internationales ; Alain Fourment, secrétaire général de la rédaction

Médiateur : André Laurens

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffaud, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde. Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 620 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, président du directoire

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
TEL. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MERY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
TEL. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311F

Salman Rushdie

par Topor



Chantage patronal de droit divin

Suite de la première page

Dans le système capitaliste français, qui veut pourtant, selon le souhait même du premier ministre, Edouard Balladur, développer l'actionnariat populaire par le biais des privatisations, les procédures légales d'information n'obligent pas les directions à fournir des données suffisamment transparentes. A commencer par la rémunération individualisée des dirigeants et des administrateurs. Ces révélations sont peut-être symboliques, mais la non-communication de ces salaires (à l'exception de la masse salariale globale des dix plus hauts dirigeants) est l'illustration d'une opacité entretenue. Mis en cause dans maintes affaires et conscients que la suspicion s'installe, les commissaires aux comptes eux-mêmes réfléchissent à de nouvelles dispositions pour que leur légitimité à fournir des garanties aux actionnaires soit rendue plus crédible.

En dix ans, le nombre des énarques a quintuplé à la Générale des eaux et il a quadruplé au Crédit lyonnais, chez Thomson et à l'UAP. Les privatisations n'ont rien changé à la mainmise des grands corps de l'Etat sur les sociétés-phares

Les grands patrons d'aujourd'hui ne peuvent être taxés d'archaïsme par essence. Depuis une trentaine d'années, les anciens maîtres des forges ont été délogés de leurs citadelles par des stratèges et des hommes de mercatique. Mais les qualités qui sont requises aujourd'hui ont évolué. Il y a quelques années encore, on demandait à un patron d'être un gestionnaire rigoureux, capable d'établir des plans à cinq ans. Les entreprises ont maintenant surtout besoin de capitaines d'équipe qui fassent preuve d'intuition, de spontanéité, de capacités à communiquer, avec une dimension internationale, comme s'accordent à le dire les chasseurs de tête. Ceux-ci affirment que leurs recherches leur prennent 40 % de temps en plus qu'il y a dix ans et qu'ils ne parviennent pas à identifier les viviers où se forment les nouveaux patrons. Les filières traditionnelles ne répondent plus aux besoins des entreprises, mais elles continuent de fournir la même aristocratie d'entreprise qu'hier. En dix ans, le nombre des énarques a quintuplé à la Générale des eaux et il a quadruplé au Crédit lyonnais, chez Thomson et à l'UAP, si l'on s'en réfère à l'étude de Michel Bauer et Bénédicte Bertin-Mourot, *L'ENA est-elle une business school ?*, réalisée pour le Boyden Research Center on Leadership.

Les privatisations n'ont rien changé à la mainmise des grands corps de l'Etat (ENA et inspection des finances) sur les sociétés-phares. Au sein des sociétés dénationalisées au cours de la période 1986-1988, non seulement le nombre d'énarques n'a pas baissé à Saint-Gobain et à la Société générale, mais il a progressé chez Alcatel Alsthom, Suez et Paribas. Comme si les grands corps de l'Etat voulaient peser un peu plus sur les groupes français après le désengagement de l'Etat – ou en prévision de celui-ci – pour qu'une certaine culture y perdure. En moins de dix ans, le pourcentage des énarques travaillant en entreprise est passé de 12 à 17 %. Les inspecteurs des finances et autres X-Ponts et X-Mines se laissent aller de plus en plus souvent au pantouflage.

Il existe ainsi des voies royales pour parvenir aux plus hautes sphères d'une entreprise. Ce qui peut conforter dans l'idée que, une fois installés, les hommes en charge des fonctions de direction ont toute la légitimité nécessaire pour les assumer. Détail symbolique qui ne finit pas d'étonner à l'étranger : en France, même passé la quarantaine, un patron se définit d'abord par rapport à ses études, ensuite au regard de son expérience. L'esprit de clan n'est pas loin. Dans un pays où il n'existe pas de grandes entités capitalistes capables de servir d'appui et d'actionnaire de référence à toutes ces privatisées, le législateur a inventé les noyaux durs. En nombre restreint, quelques grands patrons peuvent se coopter mutuellement dans leurs conseils d'administration respectifs. Par exemple, Michel Pébereau, patron de la BNP, est accueilli par six conseils d'administration, dont celui de Saint-Gobain, qui participe lui-aussi à six conseils d'administration... dont celui de la BNP. Difficile, dans ces conditions, de sanctionner l'un des patrons sans sembler mutiler cette aristocratie d'entreprise.

Aussi les conseils d'administration n'apportent-ils pas – ou peu – la contradiction à un PDG, confortant le caractère d'inamovibilité des patrons français. Ce qui n'est pas le cas dans les pays anglo-saxons, où les actionnaires défont les présidents. Et où l'on n'entretient pas, comme en France, l'illusion de successions impossibles. Au point de ne reculer devant aucun chantage. C'est ainsi que M. Suard, qui doit sa réussite et sa carrière à la puissance publique française, n'a pas hésité, dans son intervention sur France 2, à prendre en otage son propre groupe en menaçant d'installer son siège à l'étranger. Une arme ultime qui est à tout le moins choquante quand on se souvient qu'Alcatel Alsthom s'est développé, à l'origine, grâce à l'argent public.

Gilles Bridier

RECTIFICATIF

WILLIAM FOWLER

A la suite d'une erreur de transcription, William Fowler, Prix Nobel de physique 1983, décédé mardi 14 mars, a été qualifié de *« créateur de la physique nucléaire »* dans la notice biographique publiée dans nos éditions du 16 mars. Il fallait lire, bien entendu, *« créateur de l'astrophysique nucléaire »*.

AU FIL DES PAGES/POLITIQUE

La présidence, moderne et archaïque

L'ÉLECTION du président de la République au suffrage universel a trente ans cette année : c'est dire qu'elle a eu le temps d'influencer la vie politique française. Comment, en quoi, jusqu'où ? Il est possible d'ébaucher des réponses à ces questions, à partir des résultats d'une confrontation des modes de désignation des présidents aux Etats-Unis et en France, mise en œuvre par l'Institut d'études françaises de New York University. C'est donc sous cet angle qu'ont été rassemblés, sous la direction de Nicolas Wahl et Jean-Louis Quermonne, les travaux de plusieurs spécialistes et observateurs de la vie politique.

On constate, en premier lieu, avec Guy Carcassonne, combien la primauté de l'élection du président de la République au suffrage universel s'est installée en France, non seulement dans les institutions, mais dans le jeu des partis et des stratégies. Si la cohabitation a éclipsé la primauté du président, elle n'a en rien limité celle de l'élection. On ajoutera, au vu des derniers retournements de l'opinion, qu'elle n'a pas davantage donné toutes garanties au premier ministre qui incarnait l'autre pôle de la dualité de l'exécutif. Cette dualité restant, rappelons-le, l'une des grandes différences avec le modèle américain.

Le président français n'en est pas moins un acteur décisif, comme le montre Jean-Louis Quermonne, même s'il appartient au gouvernement de gouverner. Ce qu'il était convenu d'appeler le domaine réservé (institutions, politique extérieure, défense) du général de Gaulle s'est étendu, suivant ses successeurs, à l'économie, aux grands travaux, à la désignation des membres de l'appareil d'Etat. Georges Pompidou a laissé sa marque dans l'industrialisation du pays, et François Mitterrand a œuvré à la construction européenne. Au gouvernement la charge de la gestion et des réformes, au président l'aptitude à *« faire rêver les Français »*, note Jean-Louis Quermonne, qui ajoute : *« Cette tâche prend sa source dans la tradition monarchique. »*

Le modèle régalien de la présidencede la République a rendu la France monarchique de la base au sommet

De cet ouvrage collectif, on retiendra, actualité oblige, les éléments d'information sur la manière dont se *« fabriquent »* les candidats et le mode de sélection du vainqueur. Pierre Avril relève que si les partis ont perdu l'exclusivité du jeu politique qu'ils avaient dans le régime strictement parlementaire, ils n'en jouent pas moins un rôle de grands électeurs, même lorsqu'ils sont en proie à des divisions internes. D'autres critères interviennent et se conjuguent : la notoriété personnelle du candidat, celle que lui confèrent les sondages, sa capacité à coaliser et le couplage des majorités présidentielle et parlementaire. Le passé récent prouve qu'il n'y a pas d'évidence dominante dans ce jeu complexe : ni la faveur changeante des sondages, ni la caution de la précédente consultation nationale, ni la notoriété personnelle, fût-elle internationale. Les décisions de MM. Delors, Barre et Giscard d'Estaing l'illustrent assez, après les renversements de majorité au cours des deux derniers septennats et les fluctuations de l'actuelle campagne. Alain Cayrol souligne la part prise dans l'affaire par la *« démocratie d'opinion »*, dans laquelle le spectacle et l'excès de communication ont pris le pas sur le débat proprement politique.

La présidentialisation, au sens français, du système a influencé la sélection de l'élite gouvernante, le passage par l'Elysée devenant un tremplin particulièrement efficace à cet égard, et a, selon Eric Dupin, que l'on ne démentira pas, introduit *« un esprit de soumission envers le chef de l'Etat qui souffle très fort dans la classe politique »*. Par mimétisme, elle a aussi conforté la tendance au modèle mayoral (de maire) et au mode de gestion entrepreneuriale des PDG aux divers échelons des exécutifs locaux. Yves Mény en conclut, recoupant ainsi des constats fait par d'autres, que la France est désormais *« monarchique »* de la base au sommet. C'est déjà un paradoxe, note Alain Lancelot, que l'élection présidentielle soit devenue *« à la fois le symbole et l'instrument de la modernisation politique et de l'archaïsme français »*.

C'en est un autre de découvrir que la caution républicaine du système présidentiel américain a servi une dérive monarchique et technocratique !

Le modèle français a réussi, mais en oubliant de satisfaire à la notion anglo-saxonne d'*accountability*, qui désigne la double responsabilité des gouvernements d'avoir à rendre compte au peuple et de tenir compte de lui : s'il y a un anglicisme à franciser, ce sera bien celui-là !

André Laurens

★ *La France présidentielle*, sous la direction de Nicolas Wahl et de Jean-Louis Quermonne. Presses de Sciences-Po, 278 pages, 158 F.

هكذا من الاصل

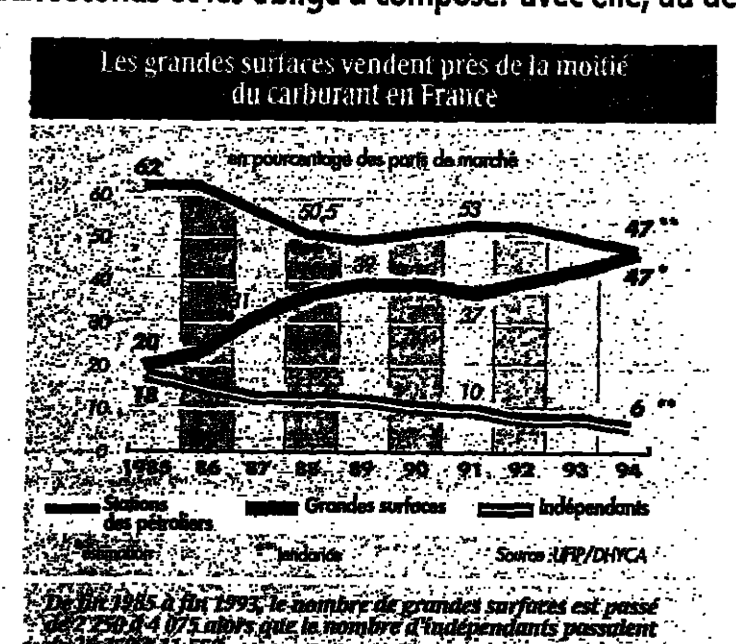
CARBURANTS En dix ans, depuis la libération des prix des carburants en février 1985, le nombre de stations-service de propriétaires indépendants a diminué de 60 % alors que la part de marché de la grande distribution a doublé. Parmi ceux qui subsistent, un mandataire ou gérant salarié sur quatre est en situation de déficit chronique. ● APRÈS SHELL et Agip, Elf envisagerait de se rapprocher de grandes surfaces. A l'instar de Total et des autres concurrents, la compagnie doit également décider de diminuer le nombre de ses points de vente. ● UNE TABLE RONDE doit être organisée en avril avec les pouvoirs publics. Elle se penchera sur des problèmes de fiscalité et d'implantation de grandes surfaces. Mais elle devrait aussi aider à sortir d'une logique qui privilégie les prix bas de carburant dans la distribution.

Les pétroliers privilégient la vente en grandes surfaces

La grande distribution vend autant de carburant en France que les réseaux des pétroliers. En dix ans, elle s'est imposée face aux seconds et les oblige à composer avec elle, au détriment des petites stations-service

DEPUIS UN QUART de siècle, dans l'ensemble des pays européens, le maillage des réseaux de distribution de carburant se relâche. Mais en France, le mouvement de disparition des petites stations-service s'amplifie depuis la libéralisation des prix pétroliers en février 1985. De 45 900 en 1970, le nombre des points de vente est tombé à 34 600 quinze ans plus tard. Aujourd'hui, d'après les estimations, le réseau français ne compterait plus que 18 200 points de vente. Le débit de l'hémorragie est soutenu, s'élevant depuis quelques années à cinq fermetures quotidiennes en moyenne. Il n'est plus rare de trouver fermée une station-service où l'on pensait se ravitailler. La densité des réseaux de distribution n'est-elle pas, pourtant, un volet du service aux automobilistes que tous les réseaux se flattent d'apporter ?

Le paysage s'est profondément transformé en une décennie. La part de marché des grandes surfaces est passée de 20 % à 47 %, alors que celle des distributeurs dépendant des compagnies pétrolières ou des petits indépendants s'est érodée d'autant, tombant de 80 % à 53 %. *« C'est un massacre organisé, plutôt qu'une liberté anarchique. Nous aurions voulu des règles pour ne pas assister à la disparition de stations-service dans les zones rurales ou dans certains quartiers »*, déplore Michel Enoch, président de la commission des propriétaires exploitants de stations-service au CNPA (Conseil national des professions de l'automobile).



De fin 1985 à fin 1993, le nombre de grandes surfaces est passé de 2 250 à 4 075 alors que le nombre d'indépendants passaient de 28 350 à 11 550

Les différents types de stations-service

On distingue trois types de stations-service au sein du réseau français. La première catégorie se situe dans la mouvance des sociétés pétrolières et se subdivise en un réseau officiel, dont les stations appartiennent aux compagnies et sont confiées à des gérants mandataires, un réseau organique, formé des stations sous leurs couleurs qui n'appartiennent pas aux firmes et sont exploitées par des garagistes, et un réseau tiers. Viennent ensuite les sociétés indépendantes appartenant à des exploitants indépendants. Enfin, se développent les stations installées en grandes surfaces, où apparaissent depuis six ans quelques enseignes pétrolières.

LIBERTÉ

La liberté des tarifs a profité pleinement aux grandes surfaces qui se servent de l'essence comme produit d'appel pour leurs clients grâce à une politique de prix bas. Ce phénomène, typiquement français, conjugué à une taxation très forte des produits, lui donne la réputation d'être le *« marché européen le plus mauvais »* pour la distribution via le réseau des pétroliers, en raison de la faiblesse des bénéfices. Les compagnies sont ainsi prises en étau, puisqu'en amont leurs installations de raffinage pâtissent des cours déprimés du pétrole. Or, pour répondre aux nouvelles contraintes de l'environnement et aux nouvelles spécificités de carburants, elles doivent procéder rapidement à d'importants investissements. Certains groupes, comme Elf, vont jusqu'à s'interroger sur leur stratégie en France et la sécurité des approvisionnements ; d'autres, comme Total, jusqu'à envisager de préférer installer leurs capacités de raffinage aux Pays-Bas plutôt qu'au Havre.

Depuis quelques années, les grandes compagnies restructurent leur réseau tout en développant des produits *« débanalisés »* de meilleure qualité qu'ils réservent à leur propre réseau. Elf, avec un léger décalage par rapport à ses concurrents, se penche actuellement sur ses points de vente. Un comité d'entreprise doit se réunir le 17 mars, pour étudier le projet de la compagnie qui prévoit la suppression de 123 stations sur les 840 dont elle possède le site.

Elf s'interroge également sur le devenir de 118 autres points de vente affichant la bannière de la firme mais dont elle n'est pas propriétaire. La moitié d'entre eux, n'étant pas rentables, pourraient à terme disparaître. De source syndicale, ces réductions conduiraient au total à environ 500 pertes d'emplois directs ou indirects. En contrepartie, la direction projette de se développer sur les autoroutes, mais envisagerait aussi, à l'exemple de Shell et d'Agip, de s'implanter dans les grandes surfaces, par où passe désormais près de la moitié du marché.

« La pression de la grande distribution oblige aussi les compagnies pétrolières à contrôler les prix à la pompe dans leurs réseaux et à les imposer aux exploitants, ne leur laissant plus de marge de manœuvre », reconnaît un industriel. En conséquence, *« sur les quelque 4 000 stations-service exploitées par des mandataires et locataires gérants, 10 % gagnent convenablement leur vie, 80 % ont des déficits d'exploitation mais sont soutenues par des aides économiques, les 10 % restants connaissent des déficits structurels importants »*, affirme Gilbert Thibaudot, président de l'ADIM (Association de défense des intérêts des mandataires). Parmi les petites stations, *« celles qui résistent le mieux sont celles qui ont des activités annexes comme la vente de fioul domestique ou la réparation automobile et pour lesquelles la fourniture d'essence vient en supplément »*, confirme Guy Dutreuilh, président de la Fédération française des pétroliers indépendants (FFPI).

TABLE RONDE

Mais cette dégradation de la situation née de la libéralisation des prix a amené pour la première fois depuis dix ans les pouvoirs publics à réagir. A la demande du CNPA, les ministres de l'économie, Edmond Alphandéry, et de l'industrie, José Rossi, ont décidé de convoquer une table ronde en avril réunissant tous les intervenants du secteur, raffineurs, exploitants, négociants indépendants et grandes surfaces. Auparavant, il a été demandé à un ingénieur général des mines, Pierre Boisson, ancien président de l'ERAP, et à un inspecteur général des finances, Jean-Luc Lépine, de dresser un état des lieux pouvant servir de base à la discussion.

Les thèmes vont des problèmes de fiscalité à l'implantation dans les grandes surfaces, en passant par la sécurité des personnels, l'emploi et la formation. Si la préoccupation électorale n'est pas à exclure, le principe d'une telle rencontre révèle tout de même une évolution des mentalités. *« Pendant des années, les pouvoirs publics ont délibérément privilégié les prix bas pratiqués par les grandes surfaces en raison de leur effet positif sur l'indice des prix »*, explique un proche du dossier. *« Ils sont en train de revoir cette option. Le premier ministre a donné le ton en décidant le gel des implantations de grandes surfaces après son arrivée au gouvernement en 1993. »* De tous les participants à la table ronde, les moins enthousiastes seront vraisemblablement les représentants du ministère du budget, harcelés sur le thème du poids écrasant de la fiscalité. Mais si, face à eux, l'unanimité existe pour demander un allégement, les motivations de chacun divergent.

Dominique Gallois

De nombreux litiges

En raison des difficultés financières rencontrées par les gérants de stations, les litiges avec les compagnies pétrolières sont nombreux, et portent souvent sur le niveau élevé de marges prélevées par le fournisseur. D'après Michel Jourdan, avocat spécialisé, on dénombre quatre cents à cinq cents dossiers devant les tribunaux, certains remontant à des conflits datant de 1984. Quelques actions spectaculaires sont parfois déclenchées (occupation de sites, grève de la faim) avant que le gérant ne soit expulsé par le propriétaire, comme ce fut le cas récemment pour la station Fina à Vaux-le-Pénil en Seine-et-Marne. Depuis la fin du mois de janvier, Michel Lavergne, un pompiste installé sur l'autoroute A8, à Mougins, près de Cannes, a descendu la coquille Shell pour l'échanger contre un kangourou. N'étant plus approvisionné par son fournisseur auquel il conteste la marge prélevée, il a choisi d'approvisionner sa station sur le marché libre. La compagnie a entamé une procédure d'expulsion.

Le groupe japonais NEC est le seul candidat officiel à la privatisation de Bull

MERCREDI 15 MARS, à 18 h 00, heure limite fixée par le gouvernement français pour le dépôt des candidatures définitives à la privatisation du groupe informatique Bull, un seul actionnaire potentiel s'était fait publiquement connaître, le groupe japonais d'informatique NEC. Ce qui signifie un échec pour le gouvernement français. NEC n'a même pas confirmé sa montée jusqu'à 17 % environ dans le capital de Bull, évoquée par des proches du dossier. L'hypothèse d'une privatisation à 100 % du groupe public informatique semble définitivement compromise.

La privatisation pourrait alors se faire en deux tours. D'autres actionnaires pourraient être trouvés à la faveur du retour des bénéfices nets annoncé pour le premier semestre par le PDG Jean-Marie Descarpentries. Certains candidats ne seraient pas prêts, en outre, à participer immédiatement à l'augmentation de capital (estimée entre 3 et 4 milliards de francs), nécessaire au développement de Bull. *« La commission de privatisation va être saisie. Elle devra étudier l'ensemble des dossiers et fera ensuite ses propositions au ministre de l'économie, Edmond Alphandéry »*, a indiqué le porte-parole de Bercy.

Jusqu'à présent, quatre groupes étaient cités comme candidats à une participation d'au moins 10 % dans Bull : NEC (déjà actionnaire à 3,74 %), le singapourien IPC et deux Américains, le géant des télécoms Motorola, qui a conclu à l'automne dernier un accord de partenariat industriel avec Bull, et le groupe informatique Sequent. IBM, qui détient déjà 1,76 % du capital, n'a pas fait connaître ses intentions, et France Télécom devrait conserver sa participation aux alentours de 17 %. Les dirigeants du groupe devraient prendre 5 %, et la direction développe un projet d'actionnariat pour les autres salariés. Le gouvernement a jusqu'au 31 décembre prochain pour privatiser le groupe, selon les exigences de la Commission de Bruxelles, qui en fait une condition pour approuver son plan de recapitalisation.

Air France joue son va-tout commercial

AIR FRANCE abat ses cartes. Après avoir travaillé dans le plus grand secret depuis un an, la compagnie présente son nouveau produit moyen-courrier qui entrera en service le 26 mars. L'entreprise était confrontée ces dernières années à une dégradation de son service, en partie responsable de son déficit (2,7 milliards de francs de pertes nettes sur les douze mois de 1994 contre 8,5 milliards en 1993). Il lui fallait reprendre la main et offrir à sa clientèle des prestations plus performantes et attractives. *« Si nous suivons à distance ce que font les autres, la mort est moins brutale mais tout autant assurée »*, soulignait en septembre 1994 Christian Blanc, président de la compagnie. Pour lui, Air France jouait sur cette relance ni plus ni moins que *« sa survie »*.

L'épreuve de vérité va commencer. De l'accueil fait aux nouveaux produits dépendra l'avenir d'Air France sur le réseau moyen-courrier. La compagnie a perdu plus de 2 milliards de francs en 1993 sur ses seules lignes européennes. Elle a pu ramener ses pertes à environ 1 milliard l'an passé mais en faisant du remplissage à vils prix. Les tarifs négociés individuellement se sont multipliés, faisant chuter la recette par siège. Une pente dangereuse que l'amélioration du confort et de la qualité est destinée à enrayer. La consigne est désormais au respect des prix sauf à aller dans le mur.

Plus de confort, de fluidité et d'autonomie ont guidé les choix du petit groupe dirigé par Louis Gentien, issu d'Air Inter. Les hommes d'affaires ont fait l'objet d'une attention particulière. Cette clientèle dite à *« haute contribution »* a commencé à déserter la classe Club pour se reporter vers la classe économique sous l'impulsion des directions générales en quête d'économie. Résultat, Air France finissait par *« surclasser »* les hommes d'affaires et remplissait une partie de sa classe Club au plein tarif économique.

Pour endiguer ce phénomène auquel sont confrontées toutes les compagnies aériennes, Air France a décidé de créer une nouvelle classe, « L'Espace », qui offre un plus à sa clientèle haute contribution. En cela, elle emboîte le pas à British Airways qui a lancé en septembre 1994 une gamme complète de produits pour ses hommes d'affaires. D'autres compagnies européennes comme Alitalia, Swissair ou encore la néerlandaise KLM ont déjà fait des efforts dans le même sens. Et dans le courant de l'année 1995, la compagnie allemande Lufthansa prendra elle aussi un virage dans cette direction.

MICRO-STRESS

La clientèle d'hommes d'affaires est particulièrement sensible aux désagréments du voyage – file d'attente à l'enregistrement, inconfort dans les salles d'embarquement, etc. – et la diminution des *« micro-stress »* a été le maître mot des efforts d'Air France. Au sol, l'enregistrement est facilité. Selon les possibilités, le client peut l'effectuer à distance par fax, téléphone ou Minitel, dans des salons Air France, à un comptoir « Espace » ou encore un comptoir dédié aux passagers sans bagages. L'heure limite d'enregistrement passe de vingt-cinq à vingt minutes.

Mais la pièce maîtresse du dispositif repose sur un aménagement totalement revu de la flotte des 64 avions moyen-courriers (Airbus A 320, A 300, Boeing 737). L'adoption de sièges modulables permet d'adapter l'avion en fonction du nombre de passagers de chaque classe. La classe économique a été rebaptisée « Tempo ». Par un mécanisme simple, l'avion peut changer de configuration entre chaque vol et une rangée de deux fois trois sièges de front se transforme en une rangée de deux fois deux sièges plus confortables. Le siège central devient alors un immense accoudoir. British Airways a adopté pour sa part un principe quelque peu différent avec des *« sièges-accordéons »*.

La compagnie française offre également un produit intermédiaire « Tempo Challenge », destiné aux hommes d'affaires au budget plus serré. Ils voyageront en cabine arrière mais pourront bénéficier du service au sol des clients de « L'Espace » (facilités d'enregistrement, accès aux salons spéciaux...) pour un tarif inférieur de 10 % à 20 %. L'ensemble des passagers devraient bénéficier d'un service amélioré en vol avec, par exemple, la distribution de plats chauds aux passagers de classe économique à partir d'une certaine durée de vol. La compagnie, qui a investi de l'ordre de 150 millions de francs dans son produit moyen-courrier, en attend 200 millions de francs de recettes supplémentaires dès la deuxième année.

A l'automne, l'activité long-courrier fera à son tour l'objet d'une relance commerciale. Dès le 16 mars, Air France en présente le produit-phare avec son nouveau fauteuil transformable en un véritable lit. L'inclinaison de 180 degrés serait une première. Mais dans cette course aux meilleures prestations, Air France s'inspire beaucoup de son concurrent britannique dont la stratégie est axée sur la satisfaction du client, et qui développe à cet effet des stages de motivation et des programmes d'intéressement aux bénéfices de ses salariés. La compagnie française, elle, n'a pas encore réussi à convaincre ses hôtesses et stewards de procéder eux-mêmes à la modification des sièges moyen-courrier entre deux vols. Mais elle aura pourtant besoin de l'adhésion de ses salariés pour réussir sa relance.

Martine Laronche

Incidents en série sur un Airbus A 340

Un Airbus A 340 de la compagnie Virgin Atlantic a subi, le 19 septembre dernier, une série d'incidents d'origine informatique, a annoncé mercredi 15 mars, la section enquête de l'aviation civile britannique. Ces incidents se sont produits à l'approche de l'aéroport de Heathrow, alors que l'avion arrivait de Tokyo. Les défectuosités ont affecté l'écran de visualisation des routes aériennes, qui est tombé en panne, l'indicateur de carburant qui indiquait 2 tonnes de moins de kérosène que ne l'estimait le commandant de bord et l'un des deux pilotes automatiques. Alors que l'équipage a commandé un virage à gauche à l'appareil, l'avion a entrepris de tourner à droite. L'équipage est alors passé en commande manuelle, et l'avion s'est posé sans difficulté. *« Ce sont des incidents opérationnels qui à aucun moment n'ont mis la sécurité de l'appareil en cause »*, estime Airbus Industrie, qui a entrepris d'apporter des modifications de sa flotte de A 340 dans le monde entier à la suite de ces incidents.

Pierre Suard, PDG d'Alcatel-Alsthom, se dit victime d'une erreur judiciaire

Il a menacé de déménager son groupe à l'étranger

Pierre Suard, PDG d'Alcatel-Alsthom, a porté, mercredi 15 mars, le conflit qui l'oppose à la justice devant les caméras de télévision. Empêché d'exercer ses fonctions à la tête du groupe par le contrôle judiciaire que lui a imposé le juge Jean-Marie d'Huy, vendredi 10 mars, le patron du deuxième groupe industriel français était venu se défendre et s'expliquer au journal télévisé de France 2.

LE PDG D'ALCATEL-ALSTHOM était d'abord venu devant les caméras pour se défendre. *« Je suis innocent, le groupe est innocent et nous sommes victimes d'une campagne de déstabilisation »*, a-t-il affirmé. De cette campagne, de ce complot, le PDG d'Alcatel-Alsthom n'a donné ni les motivations, ni les instigateurs. *« Nous sommes partis pour une erreur judiciaire »*, a-t-il proclamé, évoquant tour à tour le cas Villemin, l'affaire Bruay-en-Artois et l'affaire Dreyfus.

Mais il était également là pour s'expliquer. Il a plutôt essayé de convaincre. Peu poussé dans ses retranchements par ses interlocuteurs de France 2, il a fourni un minimum d'explications. Pierre Suard affirme, comme l'avaient souligné précédemment ses avocats, n'avoir jamais été interrogé sur le fond du dossier dans l'affaire des surfacturations à France Télécom. Des surfacturations qu'il *« qualifie »* de *« fantasmes purs »*, tout comme les autres accusations portant sur certaines de ses dépenses personnelles (travaux à ses domiciles de Boulogne et de Neuilly) ou le financement occulte de partis. *« Il n'y a rien de vrai. Après neuf mois d'enquête et un nombre important de perquisitions, rien n'est prouvé aujourd'hui »*, a t-il indiqué.

Ainsi, sur les surfacturations, M. Suard, qui a rendu au passage un hommage appuyé à Pierre Guichet, patron d'Alcatel-Cit mis en examen, a déclaré *« mettre au défi quiconque de dire qu'on n'a pas établi nos factures sur la base du marché et des quantités livrées »*, récusant ainsi une nouvelle fois le terme employé. Mais les interrogations du juge et de l'opérateur France Télécom portent sur des modifications d'éléments de prix de revient qui auraient permis à Alcatel d'obtenir une marge bien supérieure à celle négociée contractuellement avec France Télécom.

Interrogé sur les travaux de sécurité effectués à ses domiciles, M. Suard a rappelé que le gouvernement avait demandé, en 1986, après l'assassinat du PDG de Renault, George Besse, que des mesures de protection spéciales soient prises pour protéger un certain nombre de grands patrons, considérés comme particulièrement exposés. *« Partout dans le monde, les travaux de sécurité sont payés par l'entreprise. »* L'argument est parfaitement recevable pour son précédent domicile à Boulogne, il l'est moins pour les travaux effectués sur son immeuble de Neuilly en 1991. Sur les travaux d'aménagement, et notamment les rabais qu'il aurait obtenus pour la réfection de sa salle de bains, M. Suard a répété qu'un rapport d'expert judiciaire, effectué à sa demande, avait conclu qu'il avait bel et bien payé ses travaux.

Concernant son patrimoine personnel, sur lequel il a été interrogé par le juge lors de sa dernière audition, mardi 14 mars, Pierre Suard, qui a souligné ses origines modestes, a déclaré *« avoir la conscience tranquille »*. Ce patrimoine et son salaire (1 million de francs par mois, hors jetons de présence au conseil d'administration) sont le fruit de *« 35 ans de travail »*. A propos de versements de deux de ses filiales sur des comptes gérés par le banquier Alain Cellier, proche de Gérard Longuet, M. Suard a indiqué qu'après enquête de ses services juridiques, il s'agissait de commissions commerciales pour des marchés à l'exportation. *« Il n'y a rien d'occulte là-dedans »* a t-il affirmé.

Voilà pour le « fond ». Cette intervention télévisée, mise au point par ses avocats, qui prend le pays à témoin, avait pour but de permettre au patron d'Alcatel de reprendre la main. Son groupe tangue. Il l'a reconnu lui-même, *« comprenant les interrogations des cadres, des salariés »*. La formule d'intérim mise au point par le conseil d'administration du groupe n'a convaincu personne. Des voix se font entendre pour réclamer la démission – ou du moins un retrait temporaire – du patron d'Alcatel. Dans un communiqué diffusé mercredi 15 mars, la fédération de la métallurgie de la CFDT demandait à M. Suard de *« tirer les conséquences »* des derniers développements judiciaires. Par ailleurs, le rythme des perquisitions et auditions s'est intensifié. Et, outre Jean-Marie d'Huy, le conseiller van Ruymbecke s'intéresse désormais au groupe au travers de sa filiale GEC-Alsthom, au sujet de commissions versées pour l'obtention du marché nantais des tramways.

Il y a toujours un patron à la tête d'Alcatel-Alsthom, a voulu signifier Pierre Suard, même si il est provisoirement empêché. Sans doute sincèrement blessé, mais également d'une rigidité extrême, M. Suard n'envisage absolument pas de démissionner : plutôt que de changer de patron, Alcatel changera de siège. M. Suard a clairement menacé. *« Le groupe fait 70 % de son chiffre d'affaires à l'étranger. S'il n'est plus possible de se développer en France, nous nous développerons ailleurs »*. Pour reprendre la main, le PDG d'Alcatel a brandi l'arme atomique, la délocalisation du siège, le déménagement. Les salariés, mais aussi les pouvoirs publics, sont désormais coincés entre le PDG et le juge. *Quelles seront leurs réactions ?* Pierre Suard a pris un énorme risque.

C. M

Londres, premier marché de changes, face aux remous monétaires

Le Forex a subi des pertes

LONDRES
correspondance

Les yeux rouges du chef des opérations de change au comptant de Midland Global Market, la plus importante salle d'Europe, font ressortir davantage la pâleur de son visage. Chris a mauvaise mine, mais le professionnel du Forex (Foreign Exchange), premier marché mondial des changes, n'a que ces mots à la bouche : *« Le mark contre le dollar. »* Le Forex, qui opère davantage en dollars que New York, est toujours dans une situation difficile. La meilleure tenue du billet vert et la stabilisation du deutschemark, les deux devises reines à Londres, n'ont guère rassuré les intervenants : *« La chute du dollar a infligé de lourdes pertes aux opérateurs les plus agressifs. Après des années d'expansion tous azimuts, l'atmosphère actuelle est au repli »*, glisse ce spécialiste du marché « spot », surveillant les quelque sept cents employés du « pont » de Midland Global depuis la petite cage vitrée abritant la salle de réunion de l'étage.

La confession s'arrête là. Le gardien du Forex doit rester secret. Les quelque trois cent cinquante banques, britanniques comme étrangères, qui ont des activités sur les changes sont toujours dans leurs petits souliers ! Car l'explosion des transactions sur les devises, dont le volume a triplé entre 1989 et 1992 – selon la dernière enquête de la Banque d'Angleterre –, avait permis au gros établissement de la City de compenser une partie des pertes subies sur l'immobilier et les prêts aux entreprises lors de la récession. Or, aujourd'hui, l'expansion s'est ralentie, le taux de croissance du négoce est faible, à en croire un porte-parole de la Banque d'Angleterre.

La mésaventure de la banque Barings a jeté un froid chez des gens qui manipulent des millions de dollars qui ne leur appartiennent pas et s'efforcent d'obtenir pour leur employeur ou pour leurs clients les meilleurs taux. Les systèmes de contrôle ont été révisés prestement. *« Chez nous, cacher les mauvaises affaires est virtuellement impossible en raison d'innombrables barrières internes. »* Le bureau de Chris est adjacent à celui du grand patron de Midland Global, omniprésent, surveillant constamment les positions accumulées par les uns et les autres. Le profil des professionnels du Forex – entre vingt-huit et trente ans en moyenne, formation universitaire, ouverture d'esprit – n'a rien à voir avec celui d'un golden boy terni comme Nick Leeson, le trader fou de Singapour. Enfin, une muraille invisible sépare le marché « spot », qui regroupe les stars du métier, blotti au cœur de la salle du département des règlements (Back Office), où sont mises au point les affaires conclues par les cambistes, situé dans un coin de cette vaste pièce dont les murs gris sont censés diminuer tension et nervosité !

Autre préoccupation des dealers de la City : la forte volatilité actuelle des marchés, qui encourage les rumeurs les plus folles, surtout à New York. Quand le taux de change du dollar varie considérablement de minute en minute, que vous téléphonez simultanément à plusieurs places financières, suivre sur l'écran Reuter les derniers potins de Wall Street s'apparente ces jours-ci au supplice de Tantale. Par exemple, derrière ces rumeurs dénuées de tout fondement qui ont circulé à Wall Street le 6 mars, faisant état d'une démission prochaine de John Major et qui ont enclenché la crise de la livre, beaucoup sur les rives de la Tamise ont entrevu la main d'acheteurs voulant se procurer la devise britannique au rabais. *« Plus que jamais, la peur motive les marchés. Les cambistes n'osent pas ignorer une simple rumeur, car si les collègues y croient, ils prennent le risque d'être pris à contre-pied et de perdre leur emploi »*, souligne un expert. Le vendredi en fin d'après-midi est, paraît-il, le moment par excellence, si l'on veut ébruiter un incroyable potin, la plupart des analystes capables de démentir de telles informations fantaisistes étant en général déjà partis en week-end.

Avec son colossal chiffre d'affaires quotidien de plus de 300 cents milliards de dollars, soit 27 % du total mondial, le marché des changes de Londres se place loin devant New York (18 % des transactions), Tokyo (12 %), Francfort (5 %) et bien sûr Paris (3,5 %). Près de 3 500 cambistes jouent sur le Forex de 7 heures du matin à 18 h 30, et parfois tard dans la soirée, en cas de turbulences monétaires. La situation de la capitale britannique sur les fuseaux horaires permet à ses salles de change de faire la liaison entre le Japon qui vient de fermer et les Etats-Unis qui ouvrent. La première place financière européenne profite de la forte présence des géants américains, britanniques et suisses, qui dominent un marché ayant la particularité d'être très fluide. Français et Allemands sont devenus des participants importants. Sans sous-estimer les menaces, les hommes du Forex restent pourtant confiants : tour à tour, la Deutsche Bank et la Dresdner Bank viennent de transférer avec armes et bagages le gros de leurs activités de change à Londres.

Marc Roche

Le développement de la Générale occidentale est fragilisé

La mise en cause de Françoise Sampermans pourrait compromettre l'avenir du pôle médias qu'elle préside

LE TREMBLEMENT DE TERRE qui secoue le géant Alcatel touche les confins médiatiques de l'empire : la Générale occidentale (GO), propriétaire notamment de *L'Express*, du *Point* et de *Courrier international*, et que préside Françoise Sampermans, devenue l'une des personnalités-clés de l'affaire. Le pôle médias du groupe est particulièrement exposé : d'abord parce qu'il est l'œuvre de Françoise Sampermans, qui a bénéficié, dans cette entreprise, de la confiance de Pierre Suard, PDG du groupe. Ensuite, parce que, de par sa nature, il est forcément gêné par cette affaire. Christine Ockrent, directrice de la rédaction de *L'Express*, poste auquel Françoise Sampermans l'a personnellement nommée il y a six mois, s'inquiète dans l'éditorial de *L'Express* du 16 au 22 mars intitulé « Juge et partie » : *« On peut craindre qu'incapable d'ajustements pragmatiques, notre système ne passe d'un extrême à l'autre : d'un excès d'impunité à une purge outrancière (...). »*

A priori, la GO n'est pourtant qu'une toute petite « niche » dans la grande maison Alcatel Alsthom. La filiale média représente 4 % du chiffre d'affaires du groupe et semble d'ailleurs le cadet des soucis des « barons » de l'entreprise aujourd'hui en pleine tempête. Pourtant, avec un chiffre d'affaire de 6,3 milliards de francs en 1994, la GO pèse d'un poids non négligeable dans le secteur des médias. Elle est présente dans la presse, l'édition, la radio, le câble et la radiotéléphonie.

La GO doit aussi être, dans l'esprit de Françoise Sampermans, la vitrine du groupe Alcatel. Le PDG de la filiale média cite volontiers en exemple la stratégie du groupe Bouygues, qui a racheté TF 1 après avoir bâti son empire de béton, et qui est passé maître dans l'art du *lobbying* – politique et économique – grâce à sa chaîne.

L'objectif affiché de Françoise Sampermans est de créer un groupe multimédia susceptible de profiter de l'explosion attendue de ce nouveau secteur et de proposer une industrie de contenu aux autoroutes de l'information, qui pourront utiliser les infrastructures Alcatel. Selon elle, il faut constituer *« un groupe qui intègre différents métiers : la fourniture d'équipements, celle des réseaux et celle des programmes »*. *« L'enjeu est simple pour Alcatel Alsthom*, expliquait le PDG de la GO il y a quelques mois. *La concurrence accrue et des taux d'équipement élevés ne lui permettent plus de dégager des marges suffisantes sur la vente de ses équipements de télécommunication. Ses marges sont essentiellement réalisées sur le coût des communications. Le groupe doit impérativement développer un pôle de services qui accompagnent ses premières activités. »* Pour elle, *« l'autonomie et l'expansion du groupe passent par le multimédia. »*

Cette analyse est loin d'être partagée par l'ensemble du groupe. Mais forte de la confiance et de la protection de Pierre Suard, l'ancienne directrice de la communication du groupe a constitué son pôle médias autour de *L'Express*, grâce aux dividendes perçus sur CEP et le Groupe de la Cité. Elle l'a diversifié *« au coup par coup, sans qu'on voie la lisibilité de l'ensemble, en fonction des opportunités »*, lui reprochent ses détracteurs.

Un exemple : pour ouvrir son éventail, la Générale occidentale se lance dans la radio. En décembre 1993, elle offre 405 millions de francs pour la privatisation de RMC et de sa filiale à 51 %, Nostalgie, un réseau musical très rentable. Trois semaines après que l'Etat a renoncé à l'opération, la GO fait son entrée dans le groupe par la petite porte en rachetant les parts des actionnaires minoritaires de Nostalgie (49 %) pour un peu plus de 300 millions de francs, une somme que des groupes radiophoniques concurrents jugent *« excessive »*.

Elle entre à petits pas dans la télévision, en participant à Plaisance TV : *« Il faut être fou pour penser qu'une chaîne de télé-achat ait une chance sur un million de marcher »*, fait remarquer le responsable d'un groupe de communication concurrent, qui avoue ne pas comprendre non plus la logique d'une prise de participation probable dans la chaîne d'information continue Euronews. La Générale occidentale a aussi acheté le groupe suisse Cortaillod, propriétaire d'un réseau câblé helvétique. *« C'est un puzzle qui n'était pas incohérent mais qui demandait du temps pour se constituer »*, analyse un spécialiste des questions de communication.

Françoise Sampermans pourra-t-elle l'achever ? La réponse dépend maintenant de la justice et de Pierre Suard ou de son éventuel successeur. L'état-major réfléchit à des solutions de rechange au cas où la présidente de la GO ne serait plus en mesure d'exercer ses fonctions.

La GO restera-t-elle propriété du groupe ou sera-t-elle revendue par « appartements » – le pôle presse à Havas ou à sa filiale CEP, Radio Nostagie au futur acquéreur de RMC ? La relance de la privatisation de RMC retient toujours l'attention de Françoise Sampermans. Dans cette affaire, elle dispose d'un allié de poids en la personne de Jean-Noël Tassez. Nommé en octobre 1994 à la présidence de la Sofirad par le premier ministre, Edouard Balladur, et avec le soutien de Nicolas Sarkozy, ministre du budget, chargé de la communication, Jean-Noël Tassez est devenu l'un des proches du PDG de la GO. Il devait lancer, à la mi-avril, un audit de la « corbeille RMC », afin d'engager une procédure de privatisation immédiatement après la présidentielle. Mme Sampermans s'intéresse aussi à Sud-Radio, dont la vente pourrait avoir lieu après la présidentielle.

L'éventualité d'un échec d'Edouard Balladur dans la course à la présidentielle et les démêlés judiciaires de Françoise Sampermans pourraient remettre en question ces grands projets. Une nouvelle zone de fragilité apparaît donc dans le paysage médiatique de l'après-mai.

Ariane Chemin et Alain Salles

De la presse écrite à la radio

La Générale occidentale est constituée de six pôles d'activités :

– presse généraliste : 100 % du groupe Express (*L'Express* et *Les Documents de l'Express, Lire*), 100 % de la Sebdo Le Point (*Le Point, Gault et Millau magazine* et ses guides), et 58 % de *Courrier international* ;

– presse professionnelle : 27,4 % de CEP Communication (*L'Usine nouvelle, Maison française, Le Moniteur, L'Expansion, L'Entreprise*, etc.) ;

– édition : 34 % du Groupe de la Cité (Bordas-Larousse, Nathan, Robert Laffont, Plon, Julliard, etc.) ;

– exploitation des réseaux de radiotéléphone : 20 % de la Compagnie française de radiotéléphone (Cofira), actionnaire de la Société française de radiotéléphone (SFR) ;

– radio : 49 % du réseau Nostalgie ;

– télévision câblée : 70 % de Rediffusion, réseau câblé suisse de 600 000 abonnés, et 49 % de la chaîne de télé-achat de Philip Plaisance.

« Aucune preuve », déclare la PDG de « l'Express »

FRANÇOISE SAMPERMANS, PDG de *l'Express* et directrice de la Générale occidentale, la filiale média du groupe Alcatel, a déclaré, mercredi 15 mars dans un communiqué diffusé peu avant la « contre-attaque » de Pierre Suard sur France 2, que *« les deux gardes à vue et les perquisitions dont elle a fait l'objet n'ont permis d'apporter aucune preuve de la réalité des faits qui lui sont reprochés »*. Elle a aussi tenu à *« rappeler aux médias le caractère parfois abusif des termes utilisés à son encontre »*.

Lundi 13 mars, le juge Jean-Marie d'Huy, qui instruit l'affaire des surfacturations présumées d'Alcatel-CIT aux dépens de France Télécom, avait fait perquisitionner dans la résidence secondaire de Mme Sampermans, à Créancey (Côte-d'Or), au moment même où celle-ci, placée en garde à vue dans les locaux de la police judiciaire de Versailles, était entendue au sujet de travaux effectués à ses domiciles. Le magistrat s'interroge sur l'origine des fonds ayant servi à réaliser ces travaux.

La responsable de *l'Express* avait été entendue une première fois, le 1er mars, dans l'affaire de la filature de Denis Gazeau, un ancien cadre du groupe Alcatel licencié en juillet 1994 qui a fait des révélations à la justice (*Le Monde* du 3 mars). L'ancien chef des renseignements généraux, Claude Bardon, a déclaré au juge d'instruction avoir reçu 30 000 francs de Pierre Suard pour faire suivre M. Gazeau.

L'instruction de cette affaire reste suspendue à la décision du procureur d'Evry (Essonne), Laurent Davenas, de délivrer, éventuellement, un réquisitoire supplétif au juge pour violation de la vie privée ou tentative de subornation de témoin.

La baisse des provisions dope les bénéfices de la Société générale

SI LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE n'a pas été épargnée par la faible reprise de l'activité bancaire et la mauvaise tenue des marchés en 1994, elle a tout de même réussi pour la quatrième année consécutive à dégager un résultat nettement supérieur à 3 milliards de francs. Le bénéfice net part du groupe augmente même de 6,6 % de son bénéfice pour atteindre le niveau record pour la banque de 3,847 milliards de francs à la faveur d'un allègement substantiel du risque.

Alors que les activités domestiques ont contribué pour 5 milliards au résultat brut d'exploitation en 1994 contre 5,7 milliards en 1993, Marc Viénot, le président de la Société générale, qui présentait les comptes de sa banque mercredi 15 mars, a souligné que la faiblesse de la demande de prêts des entreprises a entraîné une baisse de l'encours moyen de crédits de 2,8 %, *« pour la première fois depuis la deuxième guerre mondiale »*. Parallèlement, les activités de marché qui avaient permis en 1993 un fort accroissement du produit net bancaire (+10,4 %) de la Société générale, première banque des marchés en France, ont reculé de 44 % en 1994. Leur contribution au résultat brut d'exploitation ne représente plus que 1,1 milliard de francs contre 3,6 milliards en 1993.

Au final, seule une forte chute (– 29,4 %) des provisions (5,09 milliards de francs) a permis à la banque d'afficher une progression de son bénéfice net. Mais dans le même temps, elle a *« significativement renforcé »* sa couverture sur les crédits immobiliers domestiques. Pour l'encours sur les professionnels de l'immobilier (12,5 milliards, dont 6 milliards de « douteux »), le taux de couverture passe de 38,8 % à 50 %. Sur l'encours sur les opérations de promotion de la Société générale (3,2 milliards de francs), 1,8 milliard sont douteux et la couverture passe de 24 % à 32,2 %. Les fonds propres part du groupe ont augmenté de 7 % à 47,4 milliards et le ratio de solvabilité s'établit à 9,34 %, dont 5,53 % pour les fonds propres durs.

هكذا من الأصل

Le dollar repart brutalement à la baisse

Les opérateurs espéraient un geste du conseil de la Bundesbank pour calmer les nouvelles tensions sur la monnaie américaine

Le retour au calme sur les marchés de change, sensible depuis une semaine, a fait long feu. La crainte des investisseurs à l'égard de la devise américaine n'avait pas disparu comme par enchantement. Alimentée par la poursuite de la crise financière mexicaine et par la publication d'indicateurs économiques américains contradictoires (bien qu'ils témoignent d'un haut niveau d'activité), la défiance à l'égard du billet vert a soudainement réapparu mercredi 15 mars. Le dollar est passé sous la barre des 1,39 mark, des 90 yens et des 5 francs. Pour les opérateurs, seul un geste de la Bundesbank qui baisserait, même de façon symbolique, ses taux d'intérêt pourrait ramener à nouveau le calme.

SUR LES MARCHÉS financiers, il ne faut jamais se fier aux apparences. En début de semaine, le calme semblait revenu. Le dollar était remonté, après avoir atteint ses plus bas niveaux historiques quelques jours plus tôt (1,3450 mark ; 88,80 yens), s'échangeant à 1,41 mark et 91 yens. Dopés par l'annonce d'un recul des ventes au détail aux Etats-Unis au mois de février (– 0,5 %), confirmant le scénario d'un atterrissage en douceur de l'économie, les obligations américaines s'étaient littéralement envolées mardi, le taux de rendement de l'emprunt d'Etat à trente ans tombant à 7,37 %, permettant au contrat notionnel du Matif de gagner plus d'un point.

Les marchés boursiers n'étaient pas en reste, la Bourse de Paris progressant mardi de près de 3 % alors que Wall Street s'envolait vers un nouveau sommet historique à 4 048,75 points. La crise monétaire ne semblait déjà plus qu'un lointain et mauvais souvenir.

Mais mercredi en fin d'après-midi, la machine s'est à nouveau subitement grippée. En quelques heures, la monnaie américaine a connu une brutale rechute, tombant à 1,3890 mark, 89,90 yens et 4,95 francs français. Le dollar a très mal réagi à l'annonce d'une hausse de la production industrielle de 0,5 % aux Etats-Unis au mois de février et d'une progression du taux d'utilisation des capacités de production à 85,7 %, son plus haut niveau depuis le mois d'octobre 1979.

En théorie, de telles statistiques auraient dû pourtant favoriser une reprise du dollar car elles militent pour un resserrement de la politique monétaire américaine. *« C'est à n'y rien comprendre. Les mouvements actuels défient toute analyse rationnelle »*, confie le responsable des activités de marchés à Paris d'une banque américaine.

M. TIETMEYER OUVRE LA PORTE

D'autres spécialistes voient cependant dans la nouvelle détérioration de la crise financière mexicaine un début d'explication *« rationnelle »* à la rechute du dollar. Le peso a clôturé mercredi à 6,93 pour 1 dollar (6,65 la veille) après être tombé en séance à 7,33, non loin de son plus bas niveau historique (7,55). Cette glissade de la monnaie mexicaine s'est produite en dépit d'une envolée des taux d'intérêt : lors de l'adjudication des certificats de trésorerie (Cetes), le rendement à 28 jours, s'est établi à 82,38 %, en hausse de 24,39 % par rapport à la semaine précédente.

Face à cette nouvelle rechute du dollar et aux pressions sur les devises européennes qui en ont immédiatement résulté (la lire est tombée mercredi soir à un plus bas niveau historique de 1 220 lires pour 1 mark et le franc s'est replié à 3,56 pour 1 mark), la Bundesbank va-t-elle consentir à faire un geste d'apaisement et à assouplir légèrement sa politique monétaire ?

Dans une interview accordée au quotidien *The Guardian*, son président Hans Tietmeyer a entrouvert la porte, en expliquant que le conseil de la banque centrale allemande, qui se réunissait jeudi 16 mars à Francfort, *« allait étudier si la nouvelle situation – à savoir l'impact des développements sur le marché des changes – donne éventuellement une petite marge pour baisser les taux ou s'il faut maintenir le cap »*.

P.-A. D.

Ingénierie : Technip attend une hausse de 10 % de ses bénéfices

LE PRÉSIDENT du groupe Technip, Pierre Vaillaud, a estimé le mercredi 15 mars que le bénéfice net de son groupe devrait augmenter d'au moins 10 % en 1995, tiré notamment par un retour de l'activité en Europe qui devrait représenter 25 % du chiffre d'affaires contre 18 % en 1994. Signe de cette reprise, le groupe a annoncé la signature d'un contrat avec le groupe néerlandais DSM, pour une usine de polypropylène à Geleen, aux Pays-Bas, près de la frontière belge. L'investissement est estimé à 200 millions de florins (plus de 600 millions de francs). Pour le numéro un français de l'ingénierie, et septième mondial, l'année 1994 a été marquée par une progression de 10,3 % de son bénéfice net consolidé à 371,2 millions de francs. Le chiffre d'affaires consolidé a également augmenté de 13,4 % à 8,86 milliards de francs.

DÉPÊCHES

■ **FINS DE CONFLITS : chez Yoplait, la grève a cessé à l'usine du Mans.** Au bout de six jours de conflit dans cette usine de produits périssables, la direction a accepté d'accorder les 2 % d'augmentations générales que les grévistes réclamaient. A la SNCF, les agents de conduite du dépôt de Tarbes, en grève depuis lundi 13 ont repris le travail après avoir obtenu que quatre agents, sur les sept qu'ils réclamaient, soient ajoutés à l'effectif. A La Poste, les agents du centre de tri de Bar-le-Duc, en grève contre une réorganisation de leur travail qui les oblige à venir travailler un samedi sur deux, ont cessé leur mouvement au bout de 24 heures après avoir eu la promesse de pouvoir rencontrer un responsable national vendredi 17 mars

■ **RENAULT : à la suite de la journée générale d'action** lancée mardi 14 mars par l'intersyndicale, la direction de Renault avait indiqué qu'elle allait *« renouer le dialogue »* avec les syndicats au cours d'une réunion prévue le 21 mars. La direction du groupe a précisé mercredi 15 mars que cette réunion sera l'occasion de poursuivre les discussions salariales. Mercredi 15 mars, 47 % des ouvriers du site de Choisy (suspensions avant), soit 180 personnes, ont bloqué l'usine.

■ **CGEA : la Compagnie générale d'entreprises automobiles) : la filiale de la Générale des eaux** spécialisée dans la propreté et les transports, a vu en 1994 son bénéfice net, part du groupe, progresser de 43,5 %, à 187,4 millions de francs, pour un chiffre d'affaires en hausse de 26,9 % (14 % à périmètre constant), à 10,79 milliards de francs. La CGEA, qui emploie 40 000 personnes, réalise 40 % de son chiffre d'affaires dans les transports et 60 % dans la propreté, où toutes les filiales de ce secteur ont adopté le sigle « Onyx ».

■ **DAIMLER-BENZ ET ABB : le groupe allemand et la société helvético-suédoise ont annoncé le 16 mars** qu'ils allaient regrouper leurs activités ferroviaires dans une société commune détenue à parité (50/50). La nouvelle entité, baptisée ABB Daimler-Benz Transportation, regroupera *« près de 50 sociétés comprises dans la branche transport d'ABB et dans les activités ferroviaires d'AEG, filiale de Daimler Benz »*.

■ **DOCKS DE FRANCE : le groupe de distribution français** (hypermarchés Mammouth, magasins ATAC) a annoncé, mercredi 16 mars, un résultat net, part du groupe, à 509 millions de francs pour 1994 en hausse de 32,3 %. Le chiffre d'affaires (ttc) s'est élevé à 48,5 milliards, en hausse de 14,4 % (+ 13,8 % à 43,6 milliards en hors taxe).

■ **EBF** : L'équipementier automobile EBF a dégagé en 1994 un résultat net de 91,5 millions de francs, contre 51 millions en 1993. Le chiffre d'affaires, de 11,2 milliards de francs, a progressé de 13,6 % et provient pour près de 90 % de l'activité sièges pour automobile.

Le plan de sauvetage du Crédit lyonnais doit être annoncé vendredi 17 mars

LE SECOND PLAN de sauvetage du Crédit lyonnais doit être présenté officiellement vendredi 17 mars, conjointement par le ministre de l'économie, Edmond Alphandéry, et le président de la banque publique, Jean Peyrelevade. *« Un montage très compliqué »*, a prévenu le ministre, qui méritera sans doute une explication de texte minutieuse.

Selon les grandes lignes du schéma étudié par le Trésor et les équipes de la banque, 80 milliards d'actifs sains et douteux devraient être à nouveau sortis du bilan du Crédit lyonnais pour lui permettre, malgré des pertes de l'ordre de 10 milliards de francs, de respecter les marges de solvabilité internationales (ratio Cooke), sans recapitalisation de l'Etat. Au total, si l'on y ajoute les 42 milliards de créances douteuses sur l'immobilier qui ont déjà soulagé la banque en 1993, ce sont les pertes potentielles d'un portefeuille de 125 milliards que l'Etat va s'engager à absorber.

Il est dans ces conditions difficile de suivre le ministre lorsqu'il affirme que ce plan *« ne fait pas appel au contribuable »* alors qu'il chiffre lui-même le *« trou »* à une cinquantaine de milliards, correspondant à la somme *« à provisionner pour couvrir les pertes passées »*.

Le président de la Société générale ne semble pas non plus convaincu. Harcelé de questions sur le sujet lors de la présentation de ses comptes 1994, Marc Viénot, qui, depuis de longs mois, a pris la tête de la fronde des banquiers français contre le soutien au Lyonnais, ne s'est pas privé d'ironiser : *« Le ministre s'est laissé emporter par son élan à vouloir convaincre M. Van Miert* [le commissaire européen à la concurrence]. » *« Il est difficile d'imaginer un Crédit lyonnais flambant neuf et allégé d'un côté et le bois mort à terme à la charge du contribuable de l'autre »*, a fustigé ensuite M. Viénot, pour qui *« il n'aurait pas été idiot de mettre le Crédit lyonnais en vente en l'état, on aurait eu au moins une référence pour comparer le coût de ce plan »*.

La ponction sur le budget de l'Etat va être suffisamment importante pour que les politiques s'emparent de l'affaire. Jeudi 16 mars, le premier ministre, Edouard Balladur, a affirmé qu'il *« n'accepterait pas que l'on maquille ou dissimule les responsabilités d'un tel ou d'un tel »*. Chacun réclame des têtes. Mais lesquelles ? *« Il y a eu des erreurs des gestion »* qui ont *« déjà été sanctionnées »* par des départs de la banque », a rappelé le ministre. Mais il y a eu également *« des malversations qui doivent être poursuivies pénalement »*. La justice est saisie d'une vingtaine de dossiers. Mercredi 15 mars, le certificat d'investissement de la banque publique a chuté de 7,59 %.

Ba. S.

■ **LA BOURSE DE TOKYO a terminé en baisse, jeudi, sur des ventes liées à des opérations d'arbitrage. L'indice Nikkei a perdu 311,15 points, ou 1,87 %, à 16 355,68 points.**

■ **LE MINISTRE JAPONAIS des finances a réitéré, jeudi, ses inquiétudes devant la rapidité de la hausse du yen face au dollar, qui est retombé sous la barre des 90 yens.**

■ **LA LIRE a coté 1 224 lires pour un deutschemark (record à la baisse). Le gouvernement est en grosse difficulté dans le débat parlementaire sur le collectif budgétaire.**

■ **LE SULTANAT D'OMAN et Bahreïn ont signé, mercredi, à Manama un accord, devenant ainsi les premiers pays du Proche-Orient à avoir une Bourse des valeurs commune.**

■ **L'UTILISATION DE CAOUTCHOUC naturel et synthétique dans le monde devrait progresser d'environ 4 % par an, selon le Groupe International d'étude sur le caoutchouc.**

LES PLACES BOURSIÈRES

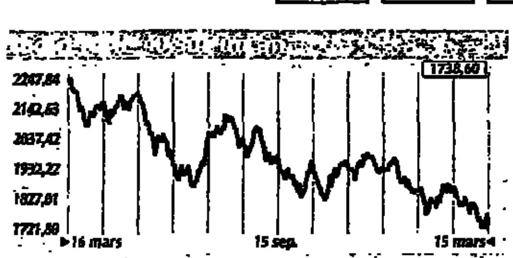
CAC 40	CAC 40	CAC 40	SBF 120	NEW YORK	LONDRES	MILAN	FRANCFORT
↘	↘	↘	↘	↘	↘	↘	↗
Clôture	1 mois	1 an	3 mois	DOW JONES	FT 100	MIB 30	DAX 30

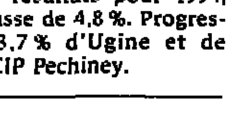
Paris se ressaisit

EN FORTE BAISSE la veille, la Bourse de Paris se reprenait jeudi 16 mars, le dollar s'étant stabilisé après son recul des dernières heures. En hausse de 0,47 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure un quart plus tard un gain de 0,57 %. Aux alentours de 13 heures, les valeurs françaises progressaient en moyenne de 0,9 % à 1 754,19 points. Le montant des échanges s'élevait sur le marché à règlement mensuel à 800 millions de francs.

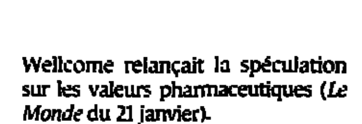
Les marchés des taux attendent un petit geste de la Bundesbank ce jeudi. Le président de la banque centrale allemande, Hans Tietmeyer, a déclaré au quotidien britannique *The Guardian* que l'institut « *vérifiera si la nouvelle donne offre un peu d'espace pour réduire les taux* ». Les milieux financiers s'attendent à une diminution de quelques fractions du taux de prise en pension, qui, depuis des mois, est inchangé à 4,85 %. Un geste des autorités financières allemandes soulagerait quelque peu le dollar, en baisse sensible ces dernières heures.

Saupiquet, qui a annoncé de très bons résultats pour 1994, est en hausse de 4,8 %. Progression de 3,7 % d'Ugine et de 2,6 % du CIP Pechiney.

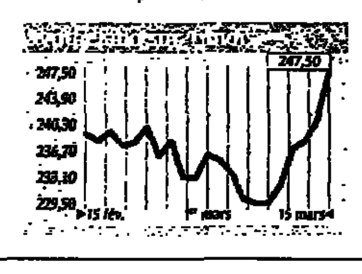


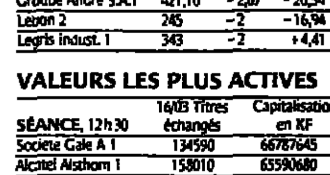


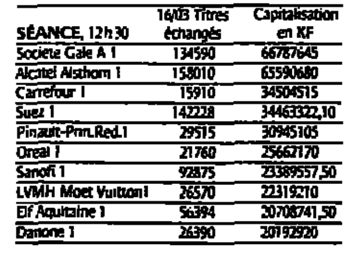
Synthelabo, valeur du jour



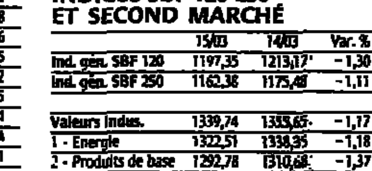
SYNTHELABO a été, mercredi, l'objet de rumeurs sur une éventuelle cession par sa maison mère, L'Oréal, qui souhaiterait se recentrer sur la cosmétique. Le titre a terminé la séance en hausse de 2,74 % à 247,50 francs, son plus haut niveau de l'année. 145 000 titres ont été échangés (contre 10 000 à 40 000 habituellement). Synthelabo avait déjà fait l'objet d'une animation inhabituelle, alors que l'OPA du britannique Glaxo sur son compatriote Wellcome relançait la spéculation sur les valeurs pharmaceutiques (*Le Monde* du 21 janvier).





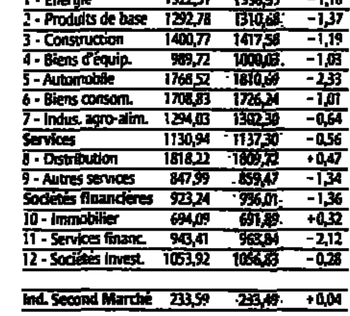


PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL



HAUSSES, 12h30	Cours au 16/03	Var. % 15/03	Var. % 31/12
Saupiquet (Ns) 1	1200	+4,26	-3,61
Ugine S.A 1	320	+3,73	-14,66
Sanofi 1	254,10	+3,71	+3,16
UAP 1	117,10	+3,17	-15,02
Societe Gale A 1	500	+2,63	-10,87
Guilbert 1	428	+2,61	-6,14
Alcatel Alsthom 1	416,60	+2,43	-8,64
B.N.P. 1	221,80	+2,35	-9,65
Publicis 1	378	+2,16	-14,09
Paribas 1	279,20	+2,08	-21,35
BAISSES, 12h30			
Credit Lyonn.CIP 1	263	-6,07	-40,49
Dassault-Aviation1	380	-5	-11,62
Bque Colbert C2#	71,50	-4,60	-33,48
Rochette (La) 1	53,90	-2,88	-5,76
Dassault Electro 1	317	-2,46	-20,35
LD.LA 1	140	-2,37	-10,02
Locindus 1	795	-2,10	-9,05
Groupe Andre S.A.1	421,10	-2,07	-20,54
Lebon 2	245	-2	-16,94
Legris indust. 1	343	-2	+4,41

VALEURS LES PLUS ACTIVES



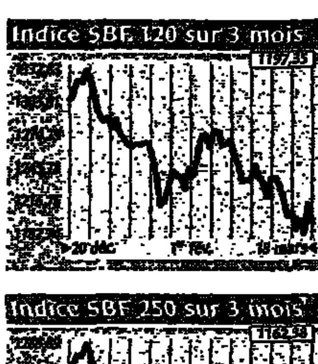
SÉANCE, 12h30	16/03 Titres échangés	Capitalisation en KF
Societe Gale A 1	134590	66787645
Alcatel Alsthom 1	158010	65590680
Carrefour 1	15910	34504515
Suez 1	142228	34463322,10
Pinault-Prin.Red.1	29515	30945105
Oreal 1	21760	25662170
Sanofi 1	92875	23389557,50
LVMH Moet Vuitton1	26570	22319210
Elf Aquitaine 1	56394	20708741,50
Danone 1	26390	20192920

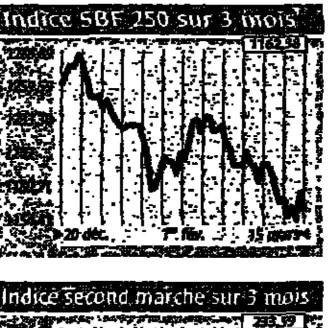
PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

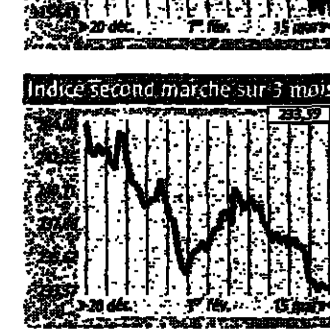
HAUSSES, 12h30	Cours au 16/03	Var. % 15/03	Var. % 31/12
Cardif SA 1	499	+5,05	-29,32
Securidev 2 #	103	+4,99	-12,71
Reydel Indust.Li 2	955	+4,95	+6,34
Radiall 2#	315	+4,30	+10,13
Precia (Ly)	249	+3,58	-10,43
BAISSES, 12h30			
Jeanjean	57,70	-9,84	-22,02
Boiron (Ly) 1 #	430	-4,44	-6,09
Charlatte #	115	-4,09	-18,89
Guerbet 2	325	-3,56	+8,33
Emin-Leydier# (Ly)	590	-3,12	+18

INDICES SBF 120-250 ET SECOND MARCHÉ

	15/03	14/03	Var. %
Ind. gén. SBF 120	1197,35	1213,17	-1,30
Ind. gén. SBF 250	1162,38	1175,48	-1,11
Valeurs Indus.	1339,74	1355,65	-1,17
1 - Energie	1322,51	1338,35	-1,18
2 - Produits de base	1292,78	1310,68	-1,37
3 - Construction	1400,77	1417,58	-1,19
4 - Biens d'équip.	989,72	1000,03	-1,03
5 - Automobile	1768,52	1810,69	-2,33
6 - Biens consom.	1708,83	1726,24	-1,01
7 - Indus. agro-alim.	1294,03	1302,30	-0,64
Services	1130,94	1137,30	-0,56
8 - Distribution	1818,22	1809,72	+0,47
9 - Autres services	847,99	859,47	-1,34
Sociétés financières	923,24	936,01	-1,36
10 - Immobilier	694,09	691,89	+0,32
11 - Services financ.	943,41	963,84	-2,12
12 - Sociétés invest.	1053,92	1056,83	-0,28
Ind. Second Marché	233,59	233,49	+0,04



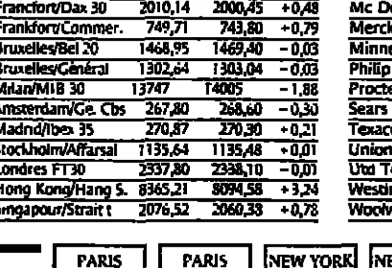




Nouvelle baisse à Tokyo

CHANGEMENT de registre à la Bourse de Tokyo : après le vif rebond de la veille (+ 2,59 %), les valeurs japonaises ont sensiblement rechuté jeudi 16 mars sur des ventes liées à des opérations d'arbitrage. L'indice Nikkei a fini en baisse de 311,15 points, soit 1,87 %, à 16 355,68 points. Mercredi, à Wall Street, la publication de nouvelles statistiques américaines, notamment celle concernant l'indice des prix à la production ainsi que celles concernant la production industrielle et le taux d'utilisation des capacités (au plus haut depuis 1979) a ravivé les craintes de surchauffe de l'économie. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a perdu 10,38 points à 4 038,37 points, soit un repli de 0,26 %. Légère baisse également à Londres, où l'indice Footsie des cent grandes valeurs a terminé la séance en baisse de 3,6 points, soit 0,1 % à 3 047 points, alors qu'il avait gagné jusqu'à 18,4 points dans la matinée. La Bourse de Francfort, faisant toujours cavalier seul, était bien orientée. L'indice DAX a gagné 0,48 % à 2 010,14 points, soutenu par la bonne tenue du marché obligataire allemand.

INDICES MONDIAUX



	Cours au 15/03	Cours au 14/03	Var. en %
Paris CAC 40	1738,60	1768,99	-1,75
New-York/DJ indus.	4037,34	4048,75	-0,28
Tokyo/Nikkei	16666,80	16245,80	+2,53
Londres/FT100	3047	3050,60	-0,12
Francfort/Dax 30	2010,14	2000,45	+0,48
Frankfort/Commer.	749,71	743,80	+0,79
Bruxelles/Bel 20	1468,95	1469,40	-0,03
Bruxelles/Général	1302,64	1303,04	-0,03
Milan/MIB 30	13747	14005	-1,88
Amsterdam/Ge. Cbs	267,80	268,60	-0,30
Madrid/Ibex 35	270,87	270,30	+0,21
Stockholm/Affarsal	1135,64	1135,48	+0,01
Londres FT30	2337,80	2338,10	-0,01
Hong Kong/Hang S.	8365,21	8094,58	+3,24
Singapour/Strait t	2076,52	2060,38	+0,78

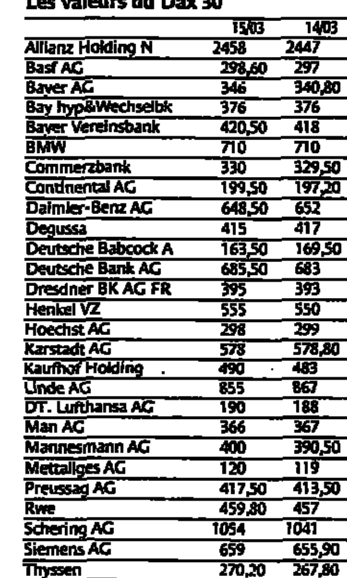
NEW YORK
Les valeurs du Dow-Jones

	15/03	14/03
Alcoa	38,12	37,37
American Express	32,50	33,12
Allied Signal	38	38,62
AT & T	52,12	52,12
Bethlehem	15,62	15,25
Boeing Co	48	48,87
Caterpillar Inc.	49,75	49
Chevron Corp.	47	46,75
Coca-Cola Co	57	56,75
Disney Corp.	54,25	54,87
Du Pont Nemours&Co	56,75	56,37
Eastman Kodak Co	52	52,37
Exxon Corp.	64,50	64,75
Gen. Motors Corp.H	40,37	40,25
Gen. Electric Co	53,62	55
Goodyear T & Rubbe	35	35,87
IBM	81,75	81,62
Intl Paper	72,50	72,50
J.P. Morgan Co	60,25	60,87
Mc Don Dougl	55,25	55,62
Merck & Co.Inc.	42,87	42,50
Minnesota Mng.&Mfg	56,62	57,62
Philip Moris	64,12	63,75
Procter & Gamble C	68,87	68,62
Sears Roebuck & Co	51,12	51,12
Texaco	64,62	65,12
Union Carb.	29,75	28,62
Utd Technol	66,12	66,25
Westingh. Electric	14,37	14,50
Woolworth	16,25	16,37

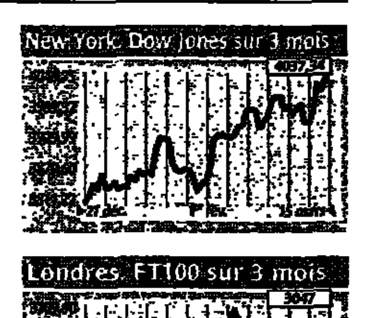
LONDRES
Sélection de valeurs du FT 100

	15/03	14/03
Allied Lyons	5,04	5,03
Barclays Bank	5,93	5,98
B.A.T. industries	4,34	4,37
British Aerospace	4,89	4,88
British Airways	3,86	3,84
British Gas	2,87	2,87
British Petroleum	4,03	4,06
British Telecom	3,67	3,70
B.T.R.	3,29	3,30
Cadbury Schweppes	4,38	4,34
Eurotunnel	2,64	2,68
Glaxo	6,90	6,98
Grand Metropolitan	3,76	3,78
Guinness	4,22	4,21
Hanson Plc	2,34	2,39
Great Ic	5,31	5,30
H.S.B.C.	6,64	6,57
Imperial Chemical	6,75	6,79
Lloyds Bank	5,72	5,69
Marks and Spencer	3,81	3,80
National Westminst	5,03	4,98
Peninsular Orienta	5,68	5,64
Reuters	4,57	4,51
Saatchi and Saatch	0,86	0,88
Shell Transport	7,17	7,23
Smithkline Beecham	5,11	5,16
Tate and Lyle	4,26	4,23
Univeler Ltd	11,89	11,81
Wellcome	10,50	10,51
Zeneca	8,57	8,53

FRANCFORT
Les valeurs du Dax 30



	15/03	14/03
Allianz Holding N	2458	2447
Basf AG	298,60	297
Bayer AG	346	340,80
Bay hyp&Wechselbk	376	376
Bayer Vereinsbank	420,50	418
BMW	710	710
Commerzbank	330	329,50
Continental AG	199,50	197,20
Daimler-Benz AG	648,50	652
Degussa	415	417
Deutsche Babcock A	163,50	169,50
Deutsche Bank AG	685,50	683
Dresdner BK AG FR	395	393
Henkel VZ	555	550
Hoechst AG	298	299
Karstadt AG	578	578,80
Kaufhof Holding	490	483
Linde AG	855	867
DT. Lufthansa AG	190	188
Man AG	366	367
Mannesmann AG	400	390,50
Mettallges AG	120	119
Preussag AG	417,50	413,50
Rwe	459,80	457
Schering AG	1054	1041
Siemens AG	659	655,90
Thyssen	270,20	267,80
Veba AG	516	510
Viag	515,20	510,50
Wellag AG	1040	1040





LES TAUX

PARIS	PARIS	NEW YORK	NEW YORK	FRANCFORT	FRANCFORT
↘	→	→	↘	→	→
Jour le jour	OAT 10 ans	Jour le jour	Bonds 10 ans	Jour le jour	Bunds 10 ans

Le Matif en légère hausse

LE CONTRAT NOTIONNEL DU MATIF a ouvert, jeudi matin 16 mars, en légère hausse, l'échéance juin gagnant 16 centièmes lors des premières transactions, pour s'établir à 111,94. Le taux de rendement de l'OAT à dix ans revenait pour sa part à 8 %.

Cette bonne tenue du marché obligataire français a fait suite à l'amélioration observée sur le marché des emprunts d'Etat allemands. Les opérateurs espéraient un geste de la Bundesbank à l'issue de son conseil bimensuel réuni jeudi à Francfort.

Dans une interview accordée au quotidien britannique *The Guardian*, le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, a laissé entendre que la fermeté actuelle sur le marché des changes pouvait ouvrir une petite marge pour baisser les taux.



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 15/03	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des prix
France	7,80	8,25	8,50	1,60
Allemagne	4,90	7,42	7,78	2,60
Grande-Bretagne	6,85	8,73	8,86	2,60
Italie	7,87	12,5	12,6	3,90
Japon	2,19	4,51	5,75	0,20
Etats-Unis	5,93	7,53	7,68	2,80

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

TAUX DE RENDEMENT	Taux au 15/03	Taux au 14/03	Indice (base 100 fin 94)
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	7,51	7,49	100,90
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	7,74	7,66	101,12
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	7,95	7,93	101,72
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	8,09	8,01	101,70
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	8,35	8,32	102,76
Obligations françaises	8,21	8,17	101,37
Fonds d'Etat à TME	-0,73	-0,78	100,13
Fonds d'Etat à TRE	-0,48	-0,52	99,61
Obligat. franç. à TME	-0,52	-0,49	100,03
Obligat. franç. à TRE	+0,31	+0,10	100,26

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 8,25 %)

	Achat 15/03	Vente 15/03	Achat 14/03	Vente 14/03
Jour le jour	7,93	—	—	—
1 mois	7,75	7,85	5,45	5,37
3 mois	5,62	5,74	5,40	5,32
6 mois	6	6,12	6,06	6,18
1 an	6,52	6,62	6,62	6,74
PIBOR FRANCS				
Pibor Francs 1 mois	8,33	—	—	—
Pibor Francs 3 mois	8,33	—	—	—
Pibor Francs 6 mois	8,22	—	—	—
Pibor Francs 9 mois	7,85	—	—	—
Pibor Francs 12 mois	7,81	—	—	—
PIBOR ECU				
Pibor Ecu 3 mois	6,91	—	—	—
Pibor Ecu 6 mois	6,93	—	—	—
Pibor Ecu 12 mois	7,19	—	—	—

MATIF

Echéances 15/03	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Juin 95	229122	111,74	112,36	111,64	111,78
Sept. 95	951	111,42	111,98	111,42	111,42
Déc. 95	351	111,26	111,64	111,20	111,30
Mars 96	—	—	—	—	—
PIBOR 3 MOIS					
Juin 95	55541	92,36	92,45	92,20	92,22
Sept. 95	13463	93,12	93,17	93,04	93,05
Déc. 95	12266	93,04	93,37	93,04	93,14
Mars 96	3019	93,56	93,71	93,01	93,03
ÉCU LONG TERME					
Juin 95	2932	81,66	82,76	81,48	81,56
Sept. 95	—	—	—	—	—

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Echéances 15/03	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Mars 95	27300	1777	1757	1744	1745
Avril 95	5378	1789	1795	1763,50	1755
Mai 95	—	—	—	—	1751,50
Juin 95	757	1766	1769	1744	1734

LES MONNAIES

US/F	US/DM	US/¥	DM/F	£/F
↘	↘	↘	↘	↘
5,0105	1,5090	97,2500	3,5511	7,9550

Net recul du dollar

LE DOLLAR s'échangeait jeudi matin 16 mars à 1,39 mark, 89,70 yens et 4,95 francs lors des premières transactions entre banques.

La veille en fin d'après-midi, la monnaie américaine avait brutalement rechuté à la suite de la publication d'indicateurs économiques américains contredisant le scénario d'un atterrissage en douceur de l'économie et d'une nouvelle dépréciation de la devise mexicaine, tombée à 7,33 pesos pour 1 dollar. Le plongeon du billet vert a aussitôt provoqué de nouvelles tensions sur le marché des changes européen. Le franc s'inscrivait jeudi matin à 3,56 pour 1 deutschemark tandis que la lire italienne, dans l'attente des résultats du vote sur le collectif budgétaire qui met le gouvernement en péril, tombait à un plus bas niveau historique de 1 228 lires pour un mark.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 15/03	% 14/03	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	355,1100	-0,29	343	367
Ecu	6,5020	-0,18	—	—
Etats-Unis (1 usd)	5,0105	-0,15	4,7500	5,3500
Belgique (100 F)	17,2110	-0,06	16,6000	17,7000
Pays-Bas (100 fl)	316,5000	-0,31	—	—
Italie (1000 lir.)	2,9585	-0,83	2,7700	3,2400
Danemark (100 krd)	88,4300	-0,14	83	93
Irlande (1 iep)	7,9185	-0,14	7,6500	8,4000
Gde-Bretagne (1 L)	7,9550	-0,12	7,6000	8,4500
Grece (100 drach.)	2,1360	-0,25	1,9500	2,4500
Suede (100 krs)	69,0300	-0,39	63	73
Suisse (100 F)	426,9700	-0,15	415	439
Norvège (100 k)	79,6100	-0,14	75	84
Autriche (100 sch)	50,4530	-0,28	49	52
Espagne (100 pes.)	3,8885	+0,04	3,6000	4,2000
Portugal (100 esc.	3,3700	-0,30	2,9500	3,6500
Canada 1 dollar ca	3,5485	+0,24	3,3000	3,9000
Japon (100 yens)	5,5445	+0,68	5,3500	5,7000
Finlande (mark)	114,1600	-0,10	109	120

PARITÉS DU DOLLAR	16/03	15/03	Var. %
FRANCFORT : USD/DM	1,5090	1,6890	-11,93
TOKYO : USD/Yens	97,2500	103,6500	-6,58

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVISES comptant:	demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois
Dollar Etats-Unis	4,8650	4,8670	4,8686	4,8708
Yen (100)	5,3164	5,3214	5,3385	5,3341
Deutschemark	3,5518	3,5588	3,5913	3,5933
Franc Suisse	4,3623	4,3658	4,3600	4,3652
Lire ital. (1000)	2,9429	2,9446	3,3131	3,3154
Livre sterling	7,9713	7,9841	7,9766	7,9738
Peseta (100)	3,9312	3,9363	3,9922	4,0040
Franc Belge	17,135	17,148	17,035	17,145

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
Eurofranc	5,75	6,02	6,25
Eurodollar	5,75	6,05	6,25
Eurolivre	5,25	6,08	6,75
Eurodeutschemark	5,25	5,85	6

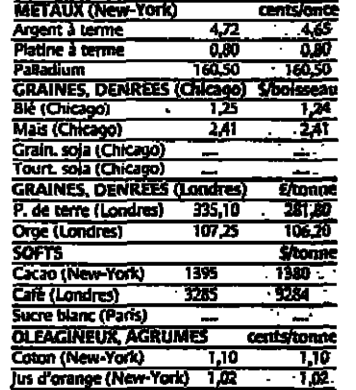
L'OR

	cours 15/03	cours 14/03
Or fin (k. barre)	62100	61800
Or fin (en lingot)	62650	62750
Once d'Or Londres	385,75	386,60
Pièce française(20f)	360	359
Pièce suisse (20f)	365	363
Piece Union lat(20f)	360	360
Pièce 20 dollars us	2420	2405
Pièce 10 dollars us	1235	1250
Pièce 50 pesos mex.	2335	2330

LE PÉTROLE

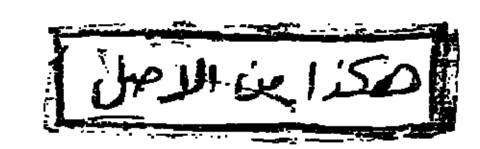
En dollars	cours 15/03	cours 14/03
Brent (Londres)	—	—
WTI (New York)	16,30	16,31
Crude Oil (New York)	—	—

LES MATIÈRES PREMIÈRES



INDICES	15/03	14/03
Dow-Jones comptant	187,45	188,70
Dow-Jones à terme	265,87	266,53
Moody's	—	—
METAUX (Londres)		**dollars/tonne**
Cuivre comptant	2916	2937
Cuivre à 3 mois	2914	2926,50
Aluminium comptant	1794	1827,50
Aluminium à 3 mois	—	—
Plomb comptant	—	—
Plomb à 3 mois	—	—
Etain comptant	5370	5530
Etain à 3 mois	5435	5600
Zinc comptant	1016,50	1026
Zinc à 3 mois	1042	1053
Nickel comptant	7515	7575
Nickel à 3 mois	7515	7575

METAUX (New-York)		cents/once
Argent à terme	4,72	4,65
Platine à terme	0,80	0,80
Palladium	160,50	160,50
GRAINES, DENREES (Chicago)		**$/boisseau**
Blé (Chicago)	1,25	1,24
Maïs (Chicago)	2,41	2,41
Grain. soja (Chicago)	—	—
Tourt. soja (Chicago)	—	—
GRAINES, DENREES (Londres)		**£/tonne**
P. de terre (Londres)	335,10	281,80
Orge (Londres)	107,25	106,20
SOFTS		**$/tonne**
Cacao (New-York)	1395	1380
Café (Londres)	3285	3284
Sucre blanc (Paris)	—	—
OLEAGINEUX, AGRUMES		**cents/tonne**
Coton (New-York)	1,10	1,10
Jus d'orange (New-York)	1,02	1,02



RÈGLEMENT MENSUEL

JEUDI 16 MARS

Liquidation : 24 mars

Taux de report : 5,88

Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 PARIS

+0,83 %

CAC 40 : 1753,01

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Compensation (1)
EDF-GDF 3%	6130	5730	-6,53	6240
B.N.P. (T.P)	1000	954	-4,60	1085
Cr.Lyonnais(T.P.)	870	850	-2,30	895
Renault (T.P.)	1810	1810	—	1865
Rhone Poulenc(T.P)	1950	—	—	1950
Saint Gobain(T.P.)	1147	1150	+0,26	1155
Thomson S.A (T.P)	1085	1070	-1,38	1085
Accor 1	533	534	+0,19	525
Air Liquide 1	739	745	+0,81	730
Alcatel Alsthom 1	406,70	416,80	+2,48	415
Alcatel Cable 1	375,50	371	-1,20	397
Alspi 1	335	334,90	-0,03	335
AGF-Ass.Gen.France	174	171	-1,72	170
Axa 1	232,10	234,60	+1,08	225
Bail Invest. 1	800	813	+1,63	805
Bancaire (Cie) 1	495,50	502	+1,31	480
Bque Colbert C2#	74,95	71,50	-4,60	87
Bazar Hot. Ville 2	530	526	-0,75	535
Berger (M) 2	1346	—	—	1450
BIC 1	705	696	-1,28	700
BIS 1	350	348	-0,57	360
B.N.P. 1	216,70	221,80	+2,35	240
Bollore Techno.1	462	460	-0,43	450
Bongrain 1	2677	2700	+0,86	2750
Bouygues 1	521	522	+0,19	525
Christian Dior 1	410,90	410	-0,22	405
Ciments Fr.Priv.B1	218	218,50	+0,23	215
Clarins 1	391	394,90	+1	390
Club Mediterranee1	403,60	405	+0,35	420
Coflexip	257	257	—	255
Colas 1	784	780	-0,51	810
Comptoir Entrep. 1	219	219	—	219
Comptoir Moder. 1	1410	1412	+0,14	1340
CPR 1	331	331	—	330

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Compensation (1)
Cred.Fon.France 1	555	546	-1,62	680
Credit Local Fce 1	387	390,30	+0,85	410
Credit Lyonn.CIP 1	280	263	-6,07	345
Credit National 1	359	355	-1,11	375
CS(ex.CSEE) 1	315,20	321,40	+1,97	330
Damart 1	4640	4600	-0,86	4740
Danone 1	763	766	+0,39	740
Dassault-Aviation1	400	380	-5	415
Dassault Electro 1	325	317	-2,46	395
De Dietrich 1	2501	2463	-1,52	2850
Degremont 1	338	338	—	370
Dev.R.N-P.Cal.Li 2	72	72	—	78
DMC (Dollfus Mi) 1	257	256,50	-0,19	280
Docks France 1	729	733	+0,55	705
Dynaction 1	111	111	—	115
Eaux (Gie Des) 1	442,80	442,30	-0,11	455
E.B.F 1	908	906	-0,22	970
Ecco 1	596	591	-0,84	600
Eiffage 1	777	782	+0,64	745
Elf Aquitaine 1	366	366,50	+0,14	370
Eridania Beghin 1	732	730	-0,27	755
Essilor Intl 1	750	754	+0,53	725
Essilor Intl ADP 1	545	544	-0,18	520
Esso 1	655	648	-1,07	655
Eurafrance 1	1420	1417	-0,21	1520
Euro Disney 1	12,65	12,60	-0,40	11,50
Euro RSCG W.W 1	450	445	-1,11	485
Europe 1-1	1225	1230	+0,41	1220
Eurotunnel 1	20,85	20,70	-0,72	24
Filipacchi Medias1	666	672	+0,90	800
Finextel 1	84	84,10	+0,12	86
Fives-Lille 1	415	415	—	395
Fromageries Bel 1	4475	4500	+0,56	4590
Galeries Lafayet.1	2081	2082	+0,05	2080
GAN 1	163	161	-1,23	187
Gascogne (B) 1	485,50	476	-1,96	520
Gaz et Eaux 1	1704	1696	-0,47	1780
Geophysique 1	268	272	+1,49	320
G.F.C. 1	341	344	+0,88	370
Groupe Andre S.A.1	430	421,10	-2,07	500
Groupe De La Cite1	745	745	—	760
Lagardere (MMB) 1	[illegible]			
Lapeyre 1	[illegible]			
Lebon 2	[illegible]			
Legrand 1	[illegible]			
Legrand ADP 1	[illegible]			
Legris Indust. 1	[illegible]			
Locindus 1	[illegible]			
LVMH Moet Vuitton1	[illegible]			
Lyonnaise Eaux 1	[illegible]			

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Compensation (1)
Vaal Reefs 1	381,30	374	-1,91	388
Volkswagen A.G 1	1290	1276	-1,09	1390
Volvo (act.B) 1	91,05	89,25	-1,98	101
Western Deep 1	174	172	-1,15	176
Yamanouchi 1	108,10	104,70	-3,15	105
Zambia Copper 1	3,10	3,14	+1,29	3,15

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :

Lundi daté mardi : % variation 31/12

Mardi daté mercredi : montant du coupon

Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon

Jeudi daté vendredi : compensation

Vendredi daté samedi : quotité de négociation

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30

JEUDI 16 MARS

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
BFCE 9% 91-02	104,45	[illegible]
CEPME 8,5% 88-97CA	101,32	[illegible]
CEPME 9% 89-99 CA#	103,75	[illegible]
CEPME 9% 92-06 TSR	—	[illegible]
CFD 9,7% 90-03 CB	108,60	[illegible]
CFD 8,6% 92-05 CB	102	[illegible]
CFF 10% 88-98 CA#	105,99	[illegible]
CFF 9% 88-97 CA#	102,45	[illegible]
CFF 10,25% 90 CB#	110	[illegible]
CLF 8,9% 88 CA#	103,55	[illegible]
CLF 9% 88-93/98 CA#	102,79	[illegible]
Finansder 9% 91 CB#	104	[illegible]
Finansd.8,6% 92 #CB	103	[illegible]
Floral 9,75% 90 CA#	106,30	[illegible]
OAT 8,7% 5/88-95 CA#	100,01	[illegible]
OAT 9,8% 1/96 CA#	101,82	[illegible]
OAT 8,50% 6/97 CA#	101,84	[illegible]
OAT 9,90% 85-97 CA#	105,35	[illegible]
OAT 88-98 TME CA	99,65	[illegible]
OAT 9/1998 TRA	—	[illegible]
OAT 9,50% 88-98 CA#	104,86	[illegible]
OAT TMB 01/99 CA	99,25	[illegible]
OAT 8,125% 99 CA#	101,46	[illegible]
OAT 8,50% 90/00 CA#	103,02	[illegible]
OAT 85/00 TRA CA	—	[illegible]
OAT 10% 5/2000 CA#	108,92	[illegible]
OAT 01 TME CA	98,80	[illegible]
PTT 11,2% 85-95 CB#	102,25	[illegible]
SNCF 8,8% 87-94 CA	102,30	[illegible]

ACTIONS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours
A.E.G. AG	500	500
Bayer.Vereins Bank	1470	1470
Commerzbank AG	1129	1129
Fiat Ord	20	19
Gevaert	242,40	253
Gold Fields South	106,10	106,10
Johannesburg Cons.	128	128
Kubota Corp.	33	33
Montedison act.ep.	4,80	7,282 d
Olympus Optical	46,15	46,15
Ottomane(cie Fin.)	171,10	171,10
Robeco	318	317,50
Rodamco N.V.	144	146
Rolinco	326,90	323,60

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30

JEUDI 16 MARS

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Sylea 2	459	459
Teisseire-France	208,50	205
TF1-1	444	437,50
Thermador Hold(Ly)	430	437
Trouvay Cauvin 2#	163,40	167
Unilog 2	295	296
Union Fin.France 1	481,10	481
Via Credit(Banque) ◆	142,80	142,80
Viel et Cie #	155,10	155,50
Vilmorin et Cie#2	370	368
Virbac	494	505

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SICAV

Une sélection

Cours de clôture le 15 mars

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Valreal	32432,21	32416
Winterthur St-Honoré	237,45	226,68

SYMBOLES

○ cours du jour; ◆ cours précédent.

TOUS LES COURS DE LA BOURSE
3615 code LEMONDE

AUJOURD'HUI

SCIENCES

ATOME *Les plus vieilles centrales nucléaires du parc EDF sont parvenues au bout de leur vie. Le temps est venu de les démanteler afin de récupérer les sites qui les accueillent et qui, demain, devraient être utilisés pour implanter des réacteurs de remplacement.* ● *OPÉRATIONS DÉLICATES en milieu radioactif, ces démantèlements coûtent cher. 300 millions de francs seront nécessaires pour financer les deux premières étapes du démantèlement du réacteur à eau lourde de Brennilis (Finistère), qui sera suivi de celui de la centrale à eau pressurisée de Chooz A.* ● *EDF a donc déjà provisionné 26,5 milliards de francs à cette fin. Ces opérations demanderont, au total, de quarante à cinquante ans. De son côté, le CEA a prévu de dépenser environ 200 millions de francs par an d'ici à l'an 2000 pour assainir ses installations.*

La centrale nucléaire des monts d'Arrée va être démantelée

Trois cents millions de francs de travaux financés par EDF et le Commissariat à l'énergie atomique seront nécessaires pour rendre en partie à la nature le site breton du réacteur à eau lourde de Brennilis

BRENNILIS
de notre envoyé spécial

Seuls, le Roc'h Trevezel, le Menez Mikel, le Tuchenn Gador ou le Roc'h Tredudon, les principaux sommets des monts d'Arrée, dominent cette masse de béton de 56 mètres de haut érigée dans ce lieu où les Celtes situaient, dit-on, les portes de l'enfer. D'enfer, il n'y en a plus depuis que la centrale nucléaire à eau lourde de Brennilis (70 MW), plus connue des techniciens sous le nom d'EL-4, a cessé de « ronfler » le 31 juillet 1985, après un peu plus de dix-huit ans de bons et loyaux services.

Brennilis a fait son temps et doit disparaître pour laisser la nature reprendre ses droits sur ce site industriel situé au cœur... du parc naturel d'Armorique ! Une opération délicate qu' Electricité de France (EDF) et le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), qui géraient en commun la centrale des monts d'Arrée, voudraient d'autant plus exemplaire qu'elle doit s'étaler sur une cinquantaine d'années. Un tel délai peut surprendre, mais il est nécessaire pour que les équipes de décontamination et de démantèlement puissent travailler avec un minimum de risques. Plus on attend, et plus la radioactivité résiduelle des installations *« a eu le temps de refroidir »* du fait de la disparition progressive d'un certain nombre d'éléments radioactifs redoutés comme le cobalt 60 ou l'europium.

Le Commissariat à l'énergie atomique et EDF, qui n'en sont pas à leurs débuts dans ce domaine, connaissent bien ce problème. Le CEA a déjà totalement démantelé six réacteurs et maquettes critiques de faible puissance ainsi que huit installations spécialisées, et rendu à une vie normale les terrains qui les accueillaient. De même, EDF l'a partiellement fait avec les réacteurs de la filière graphite-gaz Chinon A-1 et Chinon A-2.

Il n'empêche, le démantèlement d'une installation nucléaire est avant tout affaire de patience. Dans une première étape, dite de niveau 1, et qui dure en principe de deux à trois ans, on retire les combustibles irradiés qui sont encore présents dans le réacteur lors de son arrêt définitif. C'est ce qui a été fait à Brennilis, dont les matières nucléaires, qui représentent plus de 99 % de la radioactivité du site, ont été retirées et envoyées à Cadarache (Bouches-du-Rhône) pour y être stockées à sec dans l'installation Cascad. Dans le même temps, les parties non nucléaires de la centrale ont été démantelées.

BÉTON CONTAMINÉ

Aujourd'hui, cette phase est achevée. Elle aura duré... dix ans. Ce délai est excusable, car il s'agissait d'une première. Désormais, le CEA et EDF veulent franchir une étape supplémentaire en mettant la centrale au niveau 2 du démantèlement défini par l'Agence internationale de l'énergie nucléaire (AIEA) de Vienne, ce qui doit se traduire par le démantèlement total de deux bâtiments nucléaires : celui qui contenait le combustible irradié évacué vers Cadarache et celui qui servait au traitement des effluents radioactifs produits par la centrale. Coût de cette opération délicate où il faut éviter que les personnels d'intervention ne soient exposés aux rayonnements (des incidents ont déjà eu lieu) : 150 à 200 millions de francs, auxquels s'ajoutent les 90 millions de francs dépensés pour la phase de niveau 1.

Ces travaux, qui s'achèveront en 1998, commenceront dans le courant du second semestre de cette année. Ils donneront lieu à la récupération d'environ 5 000 mètres cubes de béton – contre 130 000 à 160 000 mètres cubes pour un réacteur à eau pressurisée (REP) de 1 300 MW – dont moins de 200 mètres cubes sont susceptibles d'être contaminés, mais aussi à celle de 1 300 tonnes de métal (18 000 tonnes pour un REP) qui seront en partie fondues pour faire des conteneurs de... déchets.

S'ensuivra une longue période de sommeil pour le bâtiment réacteur avant qu'il ne soit détruit (niveau 3) pour rendre, moyennant la dépense de 300 millions de francs supplémentaires, son aspect originel au site des monts d'Arrée. Cette option n'est, en effet, pas envisageable, dans l'état actuel des techniques, avant de nombreuses années en raison du cobalt 60 produit par les réactions nucléaires dans les fers à béton du bâtiment réacteur.

Comme ce radioélément représente 80 % de la radioactivité résiduelle de l'installation et que son activité diminue de moitié tous les cinq ans, il suffit donc d'attendre quarante ans pour intervenir au moindre risque. Ce chiffre n'est pas magique. Mais il demande *« à être optimisé »*, estiment les responsables d'EDF et du CEA. Dans quel sens ? C'est toute la question. Les Britanniques envisagent de laisser leurs centrales nucléaires au niveau 2 pendant un siècle alors que les Japonais préfèrent réduire ce délai à trente ans pour disposer plus vite de l'espace nécessaire à la reconstruction sur le même site d'une nouvelle centrale.

RÉUTILISER LES SITES

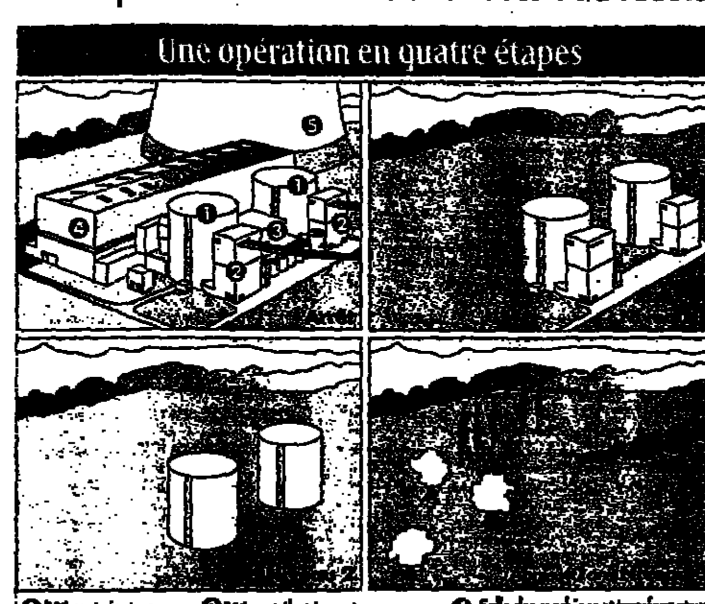
La politique d'EDF, qui s'appuie sur cette période de quarante ans, n'est pas fondamentalement différente de celle des compagnies d'électricité japonaises. Car si, pour l'instant, l'heure est au démantèlement d'installations anciennes issues de filières aujourd'hui abandonnées, comme Chinon, Saint-Laurent et Bugey, viendra bientôt le moment où il faudra le faire pour les plus vieux réacteurs à eau pressurisée français. Fessenheim (900 MW), la plus ancienne centrale de ce type « tourne » depuis 1977 et devrait fonctionner encore vingt ans.

Mais après ? Il faudra démanteler, récupérer le terrain pour implanter un réacteur de remplacement (ce ne sera pas le cas pour Brennilis), dans la mesure où l'opinion publique ne sera pas forcément prête à accepter l'ouverture de nouveaux sites. C'est la raison pour laquelle EDF et le CEA souhaitent faire de cette opération un exemple pour préparer l'avenir et offrir demain leurs compétences à l'étranger.

En attendant, il leur faut démontrer leur savoir-faire pour ces opérations qui coûtent environ 15 % du prix d'un réacteur (1 600 F par kilowatt/heure installé) et pour lesquelles EDF a déjà provisionné 26,5 milliards de francs. Mais il leur faut aussi vite régler avec les pouvoirs publics la mise en place de sites d'entreposage de ces déchets volumineux et très faiblement radioactifs (TFA) que sont, par exemple, les bétons des bâtiments nucléaires et pour lesquels il n'existe toujours pas de législation.

Jean-François Augereau

Une opération en quatre étapes



Après 40 ans de production, la centrale est arrêtée. Au cours des trois ans qui suivent, les parties non nucléaires sont démontées et le combustible enlevé (niveau 1). Quatre ou cinq ans supplémentaires sont nécessaires pour démanteler deux bâtiments nucléaires (niveau 2). Après une mise en sommeil de 40 ans, le réacteur est à son tour rasé (niveau 3)

Trente mille intervenants

La maintenance des 54 tranches du parc nucléaire français réclame chaque année l'intervention de près de 30 000 personnes, dont 20 000 sont extérieures à EDF. Ces travaux, qui nécessitent 14 millions d'heures d'interventions extérieures, sont principalement effectués durant les arrêts annuels des réacteurs pour rechargement par quart de leur combustible radioactif, programmés entre mars et octobre. Cette maintenance représente 10 milliards de francs sur 17 milliards de francs d'exploitation du parc. Elle est sous-traitée à hauteur de 5 milliards de francs, répartis pour moitié entre la grande industrie et les PMI-PME. Demain s'y ajouteront les opérations qu'EDF et le CEA devront mener pour démanteler leurs plus vieilles installations. Certaines sont déjà engagées par EDF, ou sur le point de l'être, sur les centrales de Brennilis (entre 300 et 600 millions de francs), Saint-Laurent et Chooz. D'autres, de grande ampleur, devraient l'être par le CEA pour démanteler, par exemple, l'usine de retraitement de Marcoule dans le Gard. Coût vraisemblable de cette opération : 20 milliards de francs.

La maintenance des réacteurs impose un dosage des interventions

GRAVELINES
de notre envoyé spécial

Quatorze millisieverts. C'est l'équivalent de dose radioactive qu'a reçue Jean-François Delain en quinze ans, depuis qu'il travaille à la centrale de Gravelines (Nord). Soit à peine le tiers de la limite annuelle (50 mSv) fixée pour les travailleurs exposés aux rayonnements ionisants. A quarante-neuf ans, ce professionnel énergique entame donc *« sans état d'âme »* sa dix-septième campagne de maintenance sur la quatrième des six tranches de Gravelines, dont il a la responsabilité. *« Après six mois de préparation minutieuse,* assure-t-il, *tout le monde avait hâte de transformer l'essai. »*

L'opération consiste à profiter des trente-six jours annuels d'arrêt du réacteur pour effectuer la maintenance de la partie strictement nucléaire de cette installation. C'est la seule période où le coeur de la centrale soit accessible à l'homme. Le réacteur, englouti dans une piscine aux reflets bleutés, est momentanément désactivé, séparé du générateur de vapeur qui alimente les turbines électriques. La tranche se transforme alors en une ruche aux proportions monstrueuses, où une armée de travailleurs dûment gantés et casqués, revêtus de combinaisons uniformes, s'activent dans un ordonnancement incompréhensible au profane.

Soudage, inspection des tuyauteries, remplacement des pièces, nettoyage, contrôle d'étanchéité, décontamination... Au total, de 4 000 à 5 000 opérations sont effectuées par 500 à 600 personnes, appartenant à une centaine d'entreprises différentes. La moindre intervention est répertoriée, ce qui doit permettre d'assurer le suivi de chaque pièce, dotée d'un numéro d'identité, tout au long des quarante ans de fonctionnement théorique de la centrale.

Par certains aspects, ces opérations délicates préfigurent certaines de celles qui seront menées pour le démantèlement des centrales. Car cet énorme casse-tête serait, somme toute, classique si une contrainte supplémentaire ne venait tout compliquer. La radioactivité, omniprésente, impose des conditions de travail et une *« culture de sûreté »* particulières. Il y a d'abord ces divers barrages, que seul un badge personnel permet de passer, puis le rituel de l'habillage-déshabillage et l'éventuelle décontamination. Impossible d'oublier que l'on se trouve dans un environnement qui présente des risques.

LIMITER L'INTERVENTION HUMAINE

« Ce n'est d'ailleurs pas souhaitable », note Jean-François Delain. La dosimétrie est en effet l'obsession permanente des responsables de la centrale. Grâce à un dosimètre portable, chacun peut estimer en permanence son niveau d'exposition, et le système informatisé Dosinat, mis en place au niveau national, en 1992, par EDF, permet de connaître quasiment en temps réel la dosimétrie des 53 550 personnes qui travaillent sur le parc nucléaire. Cet outil est précieux pour planifier les interventions et affecter les personnels en fonction de leur niveau de dose cumulée.

Un nouveau fichier, Dosimo, en attente d'une habilitation par la Commission nationale informatique et libertés (CNIL), permettra de connecter les données recueillies dans l'ensemble des installations nucléaires françaises (Cogema, CEA, Défense et, bien sûr, EDF), pour rendre impossible toute superposition des travailleurs et des intervenants extérieurs. Dans les centrales, ces derniers font l'objet d'une visite médicale systématique en début et fin de chantier, assortie d'une mesure de leur éventuelle contamination. Les agents EDF subissent ces contrôles tous les six mois.

Mais la meilleure façon de se protéger reste de limiter l'intervention humaine. C'est pourquoi des robots interviennent de plus en plus dans les zones sensibles. Là où la main humaine est encore irremplaçable, les gestes sont répétés sur des chantiers-écoles, pour réduire le temps d'intervention. Dans cet esprit, le changement d'un des générateurs de vapeur de Gravelines, qui a nécessité la pose de 70 tonnes d'écrans de plomb, a pu être mené à bien avec une baisse de la dosimétrie de 32 % par rapport à une opération similaire effectuée à Dampierre en 1990.

La démarche de sécurité suppose également une importante politique de formation. Depuis 1993, chaque intervenant extérieur doit suivre un stage sur la prévention des risques avant d'être admis dans une centrale. *« Il n'y a pas pour autant de prime au nucléaire »*, insiste Guy Aliamus, dirigeant d'une entreprise de chaudronnerie spécialisée de 75 personnes, qui intervient depuis quatorze ans. *« L'amélioration du salaire,* dit-il, *découle simplement de l'effort de qualification, nécessairement plus élevée, des intervenants du nucléaire. »*

Hervé Morin

Un Américain en orbite chez les Russes

WASHINGTON
de notre correspondant

Depuis le temps que les Américains voient leurs astronautes se livrer à d'élégantes acrobaties dans l'espace, l'« aventure » a été banalisée. Pas complètement pourtant, puisque les chaînes de télévision ont diffusé, mardi 14 mars, des images du départ du vaisseau spatial Soyouz de la base de Baïkonour, au Kazakhstan. La composition de l'équipage du vaisseau spatial russe avait de quoi frapper l'imagination.

Norman Thagart, premier Américain à gagner l'espace à bord d'une fusée russe, est ainsi assuré de passer à la postérité. D'autant qu'il va vivre pendant trois mois dans la station orbitale Mir qu'il devait rejoindre jeudi 16 mars, avec les deux autres passagers du Soyouz, les Russes Vladimir Dejourov et Guennadi Strekalov. C'est donc avec curiosité que les Américains ont regardé s'élancer dans l'espace cette fusée à leurs yeux un peu surannée (les Etats-Unis ont abandonné ce type de lanceur avec Apollo 17, en 1972, au profit du programme des « navettes »). La presse a fourni un luxe de détails concernant les conditions de vie spartiates auxquelles Norman Thagart a été soumis pendant un an à la Cité des étoiles, le centre où sont hébergés les cosmonautes russes.

Pas de machine à laver ou de séchoir dans l'appartement qu'occupait l'Américain, pas de voiture individuelle, et une nourriture ordinaire. Jusqu'au moment où la NASA, compatissante, a été autorisée à fournir des « extras », lesquels constituent finalement un tiers de la nourriture disponible à bord de la station Mir. Mais, au-delà de ces nourritures terrestres, l'aventure spatiale russo-américaine reste exemplaire. Outre que Norman Thagart va battre le record américain de séjour dans l'espace, il inaugure aussi une coopération *a priori* féconde.

La vieille station Mir (elle a 9 ans) accueillera pas moins de sept navettes au cours des prochaines années, et verra se succéder plusieurs dizaines de cosmonautes des deux pays. Les Russes offriront à la fois le gîte et leur expérience de vingt ans de séjours dans l'espace. Les Américains prendront leur part du transport avec leurs navettes qui viendront s'ajouter aux Soyouz russes. La télévision américaine a souligné que, apparemment, le « taxi » est moins onéreux que l'« hôtel » spatial, puisque Washington accepte de verser à Moscou quelque 100 millions de dollars par an jusqu'en 1997...

Les étapes suivantes sont encore incertaines. La NASA a entamé le processus de remplacement des navettes spatiales, en confiant à trois sociétés la mission de mettre au point le futur lanceur X-33, qui sera un véhicule de lancement réutilisable. Il devrait effectuer les liaisons avec la station spatiale internationale Alpha, si Européens, Russes et Américains arrivent à se mettre d'accord sur son financement. Les républicains, qui ont promis aux Américains un mythique « équilibre du budget », n'ont pas l'intention d'exempter la NASA de la cure d'amaigrissement financier qui attend toutes les agences fédérales. Ils estiment que la reconquête électorale passe avant celle de l'espace...

Laurent Zecchini

هكذا من الأصل

Le Paris-SG bouscule Barcelone pour se heurter au Milan AC

Les Parisiens ont éliminé les Catalans au terme d'une partie de très haut niveau

Le Paris-SG s'est qualifié pour les demi-finales de la Ligue des champions en battant le FC Barcelone (2-1), mercredi 15 mars au Parc des Princes. Ils rencontreront le Milan AC, qui a fait match nul (0-0) sur le terrain du Benfica de Lisbonne, après s'être imposé (2-0) à l'aller. L'autre match opposera l'Ajax d'Amsterdam, qui a battu Hadjuk Split (3-0), au Bayern de Munich, qui est allé éliminer l'IFK Göteborg sur son terrain (2-2).

C'EST DANS ces instants de frayeur que se révèlent les grandes équipes. En ce début de deuxième mi-temps, José Maria Bakero vient, d'un coup de tête, de rappeler que les prédateurs continentaux ne se laissent pas chasser facilement de leur milieu naturel des coupes d'Europe. Les joueurs du Barça semblent se souvenir tout à coup qu'ils se placent encore en bout de la chaîne alimentaire du football. L'équipe fourbue du championnat espagnol se remémore le jeu que Johan Cruyff a inscrit dans ses gènes et qui lui a permis de digérer tant d'ambitions adverses.



COUPES D'EUROPE

Face à la passe à dix des Espagnols, les rangs du Paris-SG paraissent se désunir de frousse. Les footballeurs parisiens, selon une tradition hexagonale, pourraient renoncer là et reprendre en chœur les vieux refrains des « tant pis », des « trop tard ». Ils pourraient se contenter de regretter de n'avoir pas mieux profité de leur domination du match aller. Décompter leurs cinq tirs du jour sur les montants de la cage défendue par Carlos Busquets comme autant d'excuses à l'échec final. Expliquer qu'on ne tambourine pas ainsi sur les buts adverses sans y user sa chance.

UNE AUTRE MANIÈRE

Mais, sur le bord du terrain, Luis Fernandez ne l'entend pas ainsi. La peur dope son tempérament de parieur. L'adversité libère son âme d'émule de Johan Cruyff et l'oblige aux audaces d'un jeu offensif dont il n'a pas toujours tenu la promesse. Du geste, il ordonne à Paul Le Guen de quitter le poste de défenseur intérimaire pour rejoindre son milieu du terrain. Il intime à son équipe de courir le risque de prendre le Barça à son propre jeu.

D'un bout à l'autre de la formation parisienne, ce message balaie les hésitations. Bernard Lama efface deux fois, du bout des doigts, les lacunes d'une défense orpheline de son patron, Alain Roche. De l'autre côté du terrain, David Ginola épuise d'un tir sur la barre les dernières ressources de la malchance. La tête de Rai ne touche, elle, que le fond du filet. Dix minutes plus tard, le tir puissant de Vincent Guérin évite soigneusement le poteau et le gardien, pour éliminer le FC Barcelone de la Ligue des champions.

En un quart d'heure, les joueurs parisiens viennent de revivre au ralenti, comme pour mieux décomposer le mouvement, la fin de match qui leur avait permis de battre le Real Madrid (4-1) en 1993. Le retournement de situation ne vaut pas celui de ce match de référence en intensité dramatique. Mais il permet surtout au Paris-SG d'entrevoir ce jeu qui pourrait lui permettre de ne pas se contenter d'une demi-finale de Ligue des champions, après avoir avoir connu consécutivement celles de l'UEFA puis des vainqueurs de coupe.

Car, jusqu'au match de mercredi soir, le Paris-SG de Luis Fernandez semblait se contenter avec succès des recettes de celui d'Artur Jorge. Il construisait ses succès sur une maîtrise du jeu parfois frileuse, qui l'obligeait à miser gros sur la réussite en attaque de George Weah. En se découvrant de force face à Barcelone, les Parisiens ont inventé une autre manière de gagner. Ils se sont prouvé qu'ils peuvent se hausser au niveau technique de Catalans certes en déclin. Dans un match où les ballons perdus étaient aussi rares que les fautes, ils ont montré qu'ils savaient oser un football de qualité qui ne se soucie que de s'approcher du but adverse.

Toute l'équipe, et non plus seulement quelques vedettes, se place aujourd'hui au service de cette volonté offensive. Au Parc des Princes, Luis Fernandez aura en effet validé son système de rotation de son effectif, tant critiqué en championnat. Des seconds rôles, investis d'une nouvelle confiance, ont réussi à hausser leur niveau presque à hauteur de celui des stars consacrées. Le PSG peut aujourd'hui pallier, au prix de quelques grosses frayeurs défensives, l'absence d'Alain Roche et, sans grosses déperditions offensives, un match en demi-teinte de son meneur de jeu Valdo. Un groupe homogène est né de cette égalité des chances offertes à tous. Les embrassades entre l'entraîneur et David Ginola, l'un des meilleurs joueurs sur la pelouse, valaient même comme une absolution des fautes et des malentendus qui se sont accumulés entre les deux hommes depuis que l'attaquant se voyait régulièrement condamné au banc de touche. Comme si les enjeux majeurs d'une soirée de coupe d'Europe finissaient par effacer le quotidien des querelles intestines.

Egaré en championnat, le PSG cherche à légitimer sa volonté d'être regardé comme la meilleure équipe française en passant par l'Europe. Mais il sait que la chance historique d'avoir croisé un Barcelone en crise, après un Real déboussolé, n'y suffira pas. Les ambitions du club ne se contentent plus de demi-finales. Sans déraisonner, il peut envisager, sur sa valeur actuelle, un titre européen. *« La plupart d'entre nous approchent de la trentaine,* dit Antoine Kombouaré, capitaine d'un soir. *Nous venons de passer trois années ensemble et plusieurs d'entre nous partirons l'an prochain. Nous arrivons à maturité, et c'est l'année où jamais pour décrocher une coupe. Après, il sera trop tard pour ce groupe. »*

Comme s'il s'agissait de voir le plus vite possible si le club peut tenir ses promesses, le tableau de la Ligue des champions place le tenant du titre après le dauphin de la compétition sur l'itinéraire du PSG. Face aux Italiens du Milan AC, qui n'offrent aucun des symptômes de la crise qui secoue le Barça, le Paris-SG pourra étalonner sa progression, sans crainte de voir sa performance relativisée par le niveau de l'adversaire. Il saura s'il parvient à briser la fatalité qui veut que le club construise, en mars, des châteaux en Espagne dans les stades prestigieux d'équipes ibériques en déclin, aussitôt détruits par les demi-finales d'avril.

J. F.

Fiche technique

● **PARIS-SG :** deux buts par Rai (73e) et Vincent Guérin (83e). Cartons jaunes à Antoine Kombouaré (46e) et Patrick Colleter (54e).

● **FC BARCELONE :** un but de José Maria Bakero (50e). Remplacements d'Aitor Beguiristain par José Maria Garcia Lafuente (58e) et de George Hagi par Abelardo (72e). Cartons jaunes à Sergi (36e), Nadal (55e) et Eusebio (62e).

Pas de métro pour les spectateurs

A cause des *« exactions imputables à certains supporters »*, le syndicat CGT de la RATP avait déposé un préavis de grève pour mercredi 15 mars à partir de 22 h 30 sur la ligne 9 du métro (Pont de Sèvres-Mairie de Montreuil) qui dessert le Parc des Princes. FO et la CGT avaient fait de même, pour les lignes d'autobus qui passent à proximité du Parc. Vingt véhicules sur vingt-quatre ont circulé dans l'après-midi. Prenant prétexte de cette situation, la direction de la RATP a annoncé qu'elle fermait les stations voisines du Parc des Princes : *« Pour des raisons de sécurité, quand il y a très peu de rames (...) à la fin d'un match de ce type, il est préférable de ne pas les mettre en circulation du tout »*, a indiqué la RATP. Le même jour, le PDG avait présenté son plan d'entreprise intitulé « Avec la RATP, mieux vivre dans la ville ».

Les basketteuses de Bourges gagnent la Coupe Ronchetti

GRÂCE à sa victoire sur Parme, mercredi 15 mars, en finale retour de la Coupe Ronchetti, Bourges s'est offert le premier titre féminin européen de l'histoire du basket français. Après le succès obtenu à l'aller (56-47), les Berruyères ont su habilement laisser passer un premier assaut des Italiennes avant de prendre l'avantage. A la mi-temps, elles possédaient un point d'avance (33-32). En deuxième période, Bourges opposait une solide défense aux nombreuses attaques de Parme, et s'imposait finalement 56 à 53. La dernière finale d'une équipe française remontait à 1977. A Barcelone, le Clermont Université Club avait, alors, perdu sa cinquième finale européenne. Depuis, aucun club n'était parvenu à ce stade de la compétition. – (*AFP.*)

■ **FOOTBALL : à Noisy-le-Sec, un joueur blesse de deux coups de couteau** un coéquipier qui critiquait sa façon de jouer. L'agresseur, qui avait pris la fuite après l'incident, survenu samedi 11 mars après un match d'entraînement s'est constitué prisonnier.

■ **Les trois joueurs de football**, Bruce Grobbelaar, Hans Segers et John Fashanu, qui étaient entendus depuis mardi 14 mars par la police du Hampshire dans le cadre d'une enquête sur des matches truqués (*Le Monde* du 16 mars) ont été libérés sous caution, mercredi 15 mars, en attendant un supplément d'enquête. – (*AFP.*)

■ **ATHLÉTISME : Mexico renonce à organiser les championnats du monde 1997.** Dans une lettre adressée, lundi 13 mars, à Primo Nebiolo, président de la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF), Ernesto Zedillo, président du Mexique, explique que son pays *« a dû faire face à des problèmes sérieux et exceptionnels, particulièrement dans le domaine économique »*. – (*AFP.*)

RÉSULTATS

BASKET-BALL
COUPE RONCHETTI
Finale retour
Parme-Bourges 53-56 (aller : 47-56)

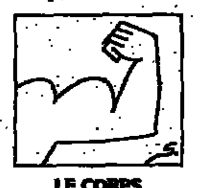
FOOTBALL
LIGUE DES CHAMPIONS
Quarts de finale retour
PSG-FC Barcelone 2-1 (aller : 1-1)
Benfica-Milan AC 0-0 (aller : 0-2)
IFK Göteborg-Bayern Munich 2-2 (aller : 0-0)
Ajax Amsterdam-Hadjuk Split 3-0 (aller : 0-0)
(En gras, les clubs qualifiés)
CHAMPIONNAT D'ANGLETERRE
34e journée
Everton-Manchester City 1-1
Leicester-Leeds 1-3
Manchester United-Tottenham 0-0
QPR-Norwich 2-0
Southampton-West Ham 1-1
Classement : 1. Blackburn, 73 pts ; 2. Manchester United, 70 ; 3. Newcastle, 60 ; 4. Liverpool et Nottingham Forest, 54 ; 6. Leeds, 49 ; 7. Tottenham, 48 ; 8. Sheffield Wednesday et Coventry, 43 ; 10. Wimbledon, 42 ; 11. Queen's Park Rangers, 41 ; 12. Arsenal et Chelsea, 40 ; 14. Aston Villa et Norwich, 39 ; 16. Manchester City, 38 ; 17. Everton, 36 ; 18. Crystal Palace et West Ham, 34 ; 20. Southampton, 33 ; 21. Ipswich, 23 ; 22. Leicester, 21.

SKI ALPIN
FINALE DE LA COUPE DU MONDE
Descente messieurs
1. L. Alphand (Fra.), 1 min 53 s 50 ; 2. A. J. Kitt (EU), 1 min 53 s 79 ; 3. L. Kjus (Nor.) 1 min 53 s 92 ; 4. P. Rzehak (Aut.) 1 min 53 s 96 ; 5. P. Ortlieb (Aut.) 1 min 53 s 97 ; 6. K. Ghedina (Ita.) 1 min 54 s 03.
Classement final de la Coupe du monde de descente
1. L. Alphand, 484 pts ; 2. K. Ghedina, 473 ; 3. P. Ortlieb, 426 ; 4. A. Assinger (Aut.), 419 ; 5. J. Stroebl (Aut.), 307 ; (...) ; 10. J.-L. Crétier (Fra.), 224.
Classement général provisoire
1. A. Tomba (Ita.), 1050 pts ; 2. J. Kosir (Slo.), 700 ; 3. M. Girardelli (Lux.), 670 ; 4. G. Mader (Aut.), 659 ; 5. L. Kjus (Nor.), 629 ; 6. L. Alphand, 609.
Descente dames
1. P. Street (EU), 1 min 38 s 41 ; 2. W. Zelenskaja (Rus.) 1 min 38 s 50 ; 3. B. Merlin (Ita.) 1 min 38 s 71 ; 4. H. Lindh (EU), 1 min 38 s 84 ; 5. K. Seizinger (All.) 1 min 38 s 91 ; 6. M. Gerg-Leitner (All.) 1 min 38 s 94.
Classement final de la Coupe du monde de descente :
1. Picabo Street, 709 pts ; 2. H. Lindh, 493 ; 3. K. Seizinger, 445 ; 4. W. Zelenskaja, 416 ; 5. I. Kostner (Ita.), 310 ; (...) ; 11. F. Masnada (Fra.), 205.
Classement général provisoire de la Coupe du monde :
1. V. Schneider (Sui.), 1119 pts ; 2. K. Seizinger, 1100 ; 3. H. Zeller-Baehler (Sui.) 1012 ; 4. M. Ertl (All.) et P. Street, 905 ; 6. P. Wiberg (Suè.), 712 ; (...) ; 20. F. Masnada, 361.

SKI NORDIQUE
CHAMPIONNATS DU MONDE
Combiné par équipes
1. Japon ; 2. Norvège ; 3. Suisse ; 4. Etats-Unis ; 5. Autriche ; (...) ; 8. France.

Les pubalgies s'attaquent aux rugbymen

AVEC LE MATCH Angleterre-Ecosse, décisif pour la réalisation du grand chelem, samedi 18 mars, le Tournoi des cinq nations s'offre un dernier grand rendez-vous avant que toutes les équipes commencent leur préparation de la Coupe du monde sud-africaine. La création de cette compétition en 1987 a été le signe d'un changement du rythme de vie des rugbymen de haut niveau, soumis à des calendriers de plus en plus chargés. Ils en découvrent peu à peu les inconvénients, notamment avec l'apparition des pubalgies, ces douleurs qui ont longtemps handicapé les footballeurs. Le docteur Marc Bichon, médecin du XV de France, explique les raisons de ces pubalgies et les mesures de prévention qui ont été mises en place pour les combattre.



LE CORPS ET L'EFFORT

● **Symptômes**

« Les pubalgies sont des douleurs localisées autour de la symphyse pubienne, la partie antérieure du pubis, où viennent se fixer les muscles adducteurs des cuisses et la partie basse des abdominaux. Elles naissent de déséquilibres entre ces différents groupes musculaires qui provoquent des tensions anormales, des tiraillements, une usure, voire une rupture des attaches. Ces douleurs persistantes obligent donc les sportifs à interrompre momentanément leurs activités – ils ne peuvent plus courir – et, dans les cas les plus graves, à subir des interventions chirurgicales de même type que celles des hernies. Il est possible de dresser une morphologie-type du sportif qui court des risques de pubalgie : il a de grosses cuisses, de grosses fesses, un bassin en arrière et une ceinture abdominale relâchée.

● **Recrudescence**

» Les pubalgies sont en quelque sorte les maladies de croissance des sports. Leur recrudescence coïncide avec l'intensification des rythmes supportés par les joueurs. Dans les années 80, elles ont frappé les footballeurs de plein fouet : en France, Jean Tigana ou Michel Platini, par exemple. Face à l'ampleur du mal, les fédérations ont mené un gros travail de prévention, qui a conduit à une régression très nette du nombre de cas chez les footballeurs aujourd'hui.

» En rugby, la quantité de joueurs victimes de pubalgies s'est mise à augmenter aux alentours de la première Coupe du monde de 1987. C'était la période du déséquilibre maximal entre l'accumulation des matches, de plus en plus éprouvants, et la préparation physique, qui avait pris beaucoup de retard. Les gros de devant ont d'abord été les plus exposés, à cause d'un déficit musculaire de leurs ceinture abdominale au profit des masses lombaires. Les trois-quarts centre ont aussi été des cibles privilégiées. A la fois joueurs de champ, défenseurs et, souvent, buteurs, ils présentent les morphologies les plus proches des footballeurs. Philippe Sella a ainsi dû interrompre sa carrière pendant une longue période au début des années 90.

● **Prévention**

» Comme en football, la Fédération française de rugby s'est lancée dans une vaste campagne de prévention. De plus en plus d'entraîneurs et de médecins y sont sensibilisés. Car, en dépit des exigences des compétitions, les pubalgies peuvent être évitées grâce à des précautions simples. Il faut d'abord prendre soin de détendre les groupes musculaires sollicités par des étirements fréquents. Avant, ces exercices se pratiquaient peu ou mal. Aujourd'hui, en équipe de France, on y consacre beaucoup de temps. Il faut respecter une bonne hygiène de vie de sportif, être très attentif à tous les déséquilibres musculaires qui peuvent se manifester lors des efforts. Et il faut impérativement muscler sa ceinture abdominale. Les avants rondouillards avaient déjà disparu : aujourd'hui, tous les joueurs doivent avoir les « tablettes de chocolat » pour fixer le bassin.

» En équipe de France, nous surveillons particulièrement les sujets à risque, au nombre de cinq ou six sur un groupe de trente. Si elle sont soignées assez tôt, les pubalgies n'occasionnent que des arrêts assez courts. Le troisième Philippe Benetton, par exemple, souffrait d'un début de pubalgie à la fin de la tournée en Nouvelle-Zélande, début juillet. Il n'a pas joué un match pendant deux mois, et il a pu reprendre la compétition sans difficultés à partir de la fin septembre. Aujourd'hui, on estime le nombre de joueurs atteints à deux ou trois par club de première division. En revanche, ils sont beaucoup plus nombreux dans les formations de niveau inférieur, où les rugbymen ne sont pas encore assez bien préparés. »

Propos recueillis par Jérôme Fenoglio

Descente au paradis pour le skieur Luc Alphand

Le Français est devenu champion du monde de descente, tandis qu'Alberto Tomba est assuré de gagner le trophée toutes disciplines confondues

EN TROIS COURSES, la trajectoire de Luc Alphand sera donc devenue un peu plus fluide, riche de ce que les sportifs appellent leur bonheur, un nom sur des tablettes, un souvenir si cher. En trois victoires, le gaillard jovial de Serre-Chevalier aura peut-être gommé des déconvenues et des peurs... pour quelques centièmes de secondes, parcelle de temps effaçant une somme de jours à travailler et à souffrir. Le 14 janvier, après une longue série de blessures, il fut le premier à enlever deux courses en un seul jour. Par deux fois conquérant de la Streif, à Kitzbühel.

Depuis ce premier triomphe, bissé en Coupe du monde, le skieur français avait dû se contenter de regarder descendre les autres beaucoup plus vite que lui. Relégué au-delà des dixièmes places, il avait gardé son presque éternel sourire. Il n'avait cessé de dire : *« J'ai encore faim ! »* Gagner, encore, après huit ans de diète. Puisque, désormais, tout était possible. Après Kitzbühel, Serre-Chevalier n'avait pas fêté son champion, remettant au printemps les lampions et les bulles. Sans doute ses concitoyens devaient-ils croire, comme lui, à ce globe de cristal. Luc Alphand serait le premier Français à le gagner depuis Jean-Claude Killy, en 1967.

QUELQUE CHOSE POUR MOI

Pour s'imposer cette année dans la discipline des casse-cou, Alphand s'était décidé à se caréner comme les meilleurs. Il était venu, à l'orée de la saison, avec 8 kilos de plus, 88 kilos pour 1,82 mètre. Il savait pourtant que le muscle ne remplacerait jamais la finesse d'une glisse, la stratégie d'une ligne. Il ne roulait pas des épaules. Il disait seulement : *« J'ai souvent repris deux fois du dessert. »* Peut-être l'avait-il décidé. Cette saison serait l'occasion de leur montrer à tous pourquoi il était monté sur des skis. Cela faisait un an et demi qu'il était enfin tranquille, loin des médecins, loin de la douleur. Des huit saisons qu'il avait disputées, 1993-1994 avait été la première qu'il finissait. Celle de 1994 serait donc décisive, elle gommerait les années de guigne, celles des blessures et des appréhensions.

Luc Alphand connaît la fragilité d'une carrière de skieur. Il avoue être tombé dans toutes les descentes du monde, sauf à Val-d'Isère. Il avoue, encore, l'un des plus « flatteurs » palmarès de l'infirmerie du ski international : une fracture du péroné et d'une vertèbre, la rupture d'un ligament à la cheville, un poignet fragile, un pouce tordu ou encore le bassin fracturé en 1992, à la veille des Jeux olympiques d'Albertville.

On le sait talentueux, c'est un chien fou. Redoutable aux descentes d'entraînement, souvent pitoyable en course, si casse-cou, incapable de maîtriser une vitesse et d'épouser une pente sans être rejeté, d'avaler une courbe sans vouloir la dévorer. Loin de s'être assagi, Luc Alphand a mûri, apprivoisant son style gourmand de vent. A la grâce d'une blessure, encore. En 1993, il est victime d'une rupture de ligament antérieur au genou gauche. Il enrage toujours contre cette drôle de guigne qui lui vaut le surnom de « chat noir ». Il vient de terminer quatrième de la descente des championnats du monde de Morioka, jeté à bas du podium pour un minuscule centième.

Cette fois-là, raconte-t-il, tout sourire, il a été envahi par un irrépressible sentiment d'abandon. L'envie soudaine de raccrocher. Et puis non. Il s'est ravisé. Pour rien, pour le plaisir et la gagne, pour ce succès qui apaiserait tous les souvenirs cuisants. Il s'est sans doute rappelé, aussi, cette première belle victoire, en 1983, lorsqu'il devint champion du monde junior. Il avait dix-sept ans. Depuis, l'appréhension ne l'avait que rarement quitté : *« Quand on se blesse,* disait-il, *le plus difficile consiste à se remettre psychologiquement, à accepter le risque. Il est parfois extrêmement dur de repartir en descente quelques jours après. »*

A Val-d'Isère, trois semaines avant Kitzbühel, il s'était fait souffler la première place par un gamin parti avec le dossard 61. Il avait encore souri, beau joueur. Les sportifs pressentent-ils leur heure toute proche ? Après sa double victoire sur la Streif, il fut joyeux dans une surprise d'enfant. A Bormio, il a simplement conclu : *« Je mets mon nom quelque part dans le palmarès français. J'aurai donc quelque chose. Quelque chose pour moi. »*

Bénédicte Mathieu

Picabo Street, l'indocile heureuse

En dix descentes, Picabo Street a signé six victoires pour enlever, facile, sa première Coupe du monde. Vice-championne du monde de combiné, en 1993, à Morioka, vice-championne olympique de descente en 1994, à Lillehammer, cette piquante Américaine, son visage saupoudré de taches de rousseur, n'avait pas remporté d'épreuve de Coupe du monde avant la saison 1994-1995. Picabo – prénom indien signifiant « eaux cristallines », puisé dans la légende d'une tribu de l'Idaho, l'Etat de son enfance – fut une skieuse indocile. Rétive à la discipline de son équipe nationale, elle fut d'abord renvoyée, avant de revenir collectionner des médailles. Indocile elle reste, dans son style batailleur. Cette année, elle avoue tenir sa réussite à quelques kilos de plus. Et à la fin de sa vie de patachon.

VOYAGES

Rochefort en nostalgie d'océan

Une ville se penche sur son passé et le retrouve. Un peu trop pensent certains

ROCHEFORT
de notre envoyé spécial

Rochefort a bien mérité sa décoration. En décembre 1993, la cité de Colbert a reçu le Grand Prix national du patrimoine. Peu de villes en France acceptent de faire un tel retour sur le passé, car il y a des risques à trop vouloir s'attarder sur les rives de la mémoire.

La marine, il est vrai, lui a un peu forcé la main, se repliant à la façon de la mer qui se retire. Lentement, progressivement, au gré des restructurations, des foucades ministérielles. Cette marine avait bâti Rochefort, elle lui avait imposé son ordre. Elle l'abandonnait, en lui laissant son patrimoine, sans trop savoir si cela l'aiderait à recommencer une nouvelle existence, à défaut d'une aventure.

Voici aujourd'hui Rochefort dans les habits remis à neuf des choses océanes. Et son maire, Jean-Louis Frot, artisan de cette métamorphose, peut contempler son « *Versailles de la mer* », la Corderie royale. Colbert avait mis quatre ans pour faire surgir la ville et son arsenal dans une boucle de la Charente. Il en aura fallu dix pour restaurer l'œuvre de l'aîné des Blondel, enfouie sous une nature généreuse, après avoir été incendiée en 1944 par les Allemands. A la suite de la Corderie, partout où la marine avait semé ses constructions, on aura appliqué la consigne : *restaurer afin de réutiliser.*

Autour de la Corderie, le paysagiste Bernard Lassus a fait surgir un arsenal botanique. Au lieu de la soldatesque, ce sont les plantes des « Isles », conquérantes pacifiques, qui débarquent des vaisseaux ancrés dans la Charente, veillées par des botanistes amoureux. Il reste encore à aménager une partie de ce « jardin des retours », où les jardiniers du roi naguère réceptionnaient les belles exilées pour les « *acclimater* » avant qu'elles ne fussent présentées au roi. Mais le projet de Bernard Lassus est jugé trop « *moderniste* » par les responsables locaux de la Société pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France. Une solution devra être trouvée.

A l'entrée de l'Arsenal, qui fut fermé en 1927, les deux formes de radoub, ensevelies dans la boue de la Charente, ont été dégagées. C'est là, dans la plus vaste, que va se concrétiser un solide projet, estimé à 50 millions de francs : la reconstruction de la frégate *l'Hermione* qui, partie de Rochefort en 1780, emmena La Fayette aux Amériques. Equipée pour la navigation, cette version de l'an 2000 du fameux navire restera pourtant sagement à quai, se contentant de manœuvrer ses voiles pour les visiteurs. Cela fera quelques emplois précieux sur le chantier, où viendront se former les jeunes des écoles professionnelles.

Cet art de cultiver une « *nostalgie dynamique* » inquiète néanmoins certains à quelques mois de l'échéance municipale. « *On ne fait pas vivre une ville avec un musée. Rochefort est figée dans son patrimoine. Lorsque le visiteur traverse la place Colbert, il ne se rend pas compte qu'il y a 18 % de chômeurs ici. Le drame de cette ville, c'est que depuis le début de ce siècle elle n'en finit pas de perdre la raison historique de son existence* », explique un responsable. « *Rochefort existe dans une semi-clandestinité par rapport à La Rochelle* », ajoute un autre. L'exemple de Brouage, encerclée par les sables, et disparue de la scène de l'Histoire, fait encore trembler bien des Rochefortais.

La mémoire de Rochefort est inépuisable. On croyait tout savoir sur ces siècles d'aventures, ces folles courses autour du monde. On croyait aussi que Rochefort avait fait un sans-faute dans la restitution du passé. Bien des Rochefortais se rappellent la triste journée du 19 janvier 1989. Ce jour-là, à l'hôtel de ville même, on vendit à la bougie l'ancien hôpital maritime militaire, construit par l'architecte Toufaire au XVIIIe siècle. La municipalité, à son grand regret, ne put suivre les enchères, et un promoteur allemand emporta l'affaire pour 17 millions de francs. Le ministère de la défense, le vendeur, repartit satisfait, les poches pleines. Une belle occasion fut perdue ce jour-là pour Rochefort d'achever sa reconquête. D'autant que les lieux aujourd'hui sont déserts, et que l'on ne connaît toujours pas les intentions du nouveau propriétaire.



HÉLÈNE PERDEREAU

L'école de médecine, abritée depuis le XVIIIe siècle dans un des pavillons, fermée en 1963, avait été heureusement soustraite de la vente aux enchères. On étudia là pendant plus de deux siècles avant de monter sur les bateaux. Et l'on y rassembla tout ce que l'on avait recueilli de cette grande quête de l'Autre au-delà des mers. Au XVIIIe, on se passionna surtout pour la botanique et, sur les navires, les plantes étaient mieux traités que les matelots. Au XIXe, on revint à l'anthropologie. On se mit à classer les races, pour bien prouver que la nôtre l'emportait sur les autres, et que cela nous donnait un droit pour les dominer. On s'égara dans de funestes impasses – on vit après, au XXe, jusqu'où pouvait mener la logique raciale – en collectionnant des crânes (ce fut la phrénologie), et le matériel humain ne manquait pas avec le bagne tout proche.

Depuis le début de ce siècle, la cité des Colbert n'en finit pas de perdre la raison historique de son existence

Que faire aujourd'hui de cet extraordinaire cabinet de curiosités, miraculeusement conservé dans ce pavillon oublié, de ces collections d'anatomie, d'ethnologie et d'histoire naturelle, et des 25 000 volumes de la bibliothèque, patiemment amassés par ces « chirurgiens de la mer » ? Bien évidemment, il convient de ne pas les disperser, de les laisser dans leur cadre, qui n'a pas été touché. Et d'ouvrir plus largement les lieux au public et aux chercheurs. « *La dispersion, la mise en caisse d'un tel ensemble, par ailleurs très convoité, cela signifierait – comme l'expérience l'a souvent montré, à commencer par la fameuse collection des "plans-reliefs" – la destruction, lente, mais inéluctable, de ces fonds* », affirme le médecin général Pierre-Marie Niaussat, curateur des collections.

L'océan poursuit, obsède, Rochefort. Partout il est présent, sans qu'il se montre, ou se fasse entendre. Ce manque décuple le rêve, se transforme en désir puissant. Les Rochefortais s'inventent les périples les plus fous. « *C'est cette obligation d'en passer par l'imaginaire qui fait le charme de Rochefort* », fait remarquer Emmanuel de Fontainieu, directeur du Centre de la mer.

Régis Guyotat

Carnet de route

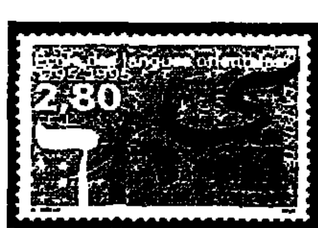
● **Manifestations.** Au Centre international de la mer (tél. : 46-87-01-90, de 9 H à 18 H à l'heure d'hiver, et jusqu'à 19 H à l'heure d'été), installé à la Corderie, plusieurs manifestations sont prévues courant 1995 : du 18 mars au 31 août, une exposition « Plantes sous le vent, Rochefort, arsenal botanique hier et aujourd'hui » ; septembre-novembre, une exposition sur « Joseph Conrad, écrivain, marin, et explorateur des consciences » ; septembre, premier Festival des écrivains atlantiques, « L'embarquement est une source inépuisable d'inspiration », « Existe-t-il un sentiment "atlantique" ? ».

● **Musées.** Le Musée d'art et d'histoire, 63, avenue Charles-de-Gaulle (tél. : 46-99-83-99), de 13 h 30 à 17 h 30, fermé les dimanche, lundi et jours fériés. En été, jusqu'à 19 heures, fermé les jours fériés. Musée de la marine, place de La Galissonnière (tél. : 46-99-86-57). Ecomusée Les Métiers de Mercure, 12, rue Lesson (tél. : 46-83-91-50), de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures, et de 10 heures à 22 heures en été ; fermé le mardi. Reconstitution des métiers de l'époque 1900. Maison de Pierre Loti, 141, rue Pierre-Loti (tél. : 46-99-16-88), fermé dimanche matin, mardi et jours fériés.

PHILATÉLIE

Bicentenaire de l'Ecole des langues orientales

APRÈS POLYTECHNIQUE, le Conservatoire national des arts et métiers et l'Ecole normale supérieure, c'est au tour de l'Ecole des langues orientales, également née sous la Révolution, de fêter son bicentenaire avec un timbre à 2,80 francs en vente dans tous les bureaux de poste, lundi 27 mars.



Le 10 germinal an III (30 mars 1795), la Convention fonde l'Ecole des langues orientales, qui succède à l'Ecole des jeunes de langues, créée par Colbert en 1669. Aujourd'hui, près de quatre-vingts langues orientales y sont enseignées ainsi que l'initiation à l'histoire, la géographie, l'économie des pays concernés. Enfin, Langues O possède une bibliothèque qui rassemble quelque 430 000 volumes, dont de rares manuscrits et incunables.

Le timbre, imprimé en héliogravure en feuilles de cinquante, au format horizontal 36 × 22 mm, est dessiné par Roxane Jubert, qui signe là son premier timbre. Elle est la fille de Jacques Jubert, qui, outre une activité d'illustrateur (presse, édition, publicité), réalise des timbres depuis plus de quinze ans (*Tolstoï*, en 1978). Après avoir enchaîné l'école Estienne puis les arts déco de Paris, Roxane Jubert est entrée à l'Imprimerie nationale comme graphiste. Elle a choisi de représenter sur ce timbre quatre caractères : arabe, chinois, cyrillique et hébreu.

Pierre Jullien

★ Vente anticipée à Paris, les 25 et 26 mars, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), salle 11 du Musée (entrée par la chapelle, 270, rue Saint-Martin, Paris-3e).
★ Souvenir philatélique : les écoles de l'an III éditent un souvenir commun comportant quatre timbres oblitérés de leur cachet « premier jour » (Polytechnique, CNAM, Normale sup, Langues O), 40 francs sur place ou par correspondance (port en sus) à Gramedex, 40, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, 75005 Paris.

EN FILIGRANE

● **« Le Monde des philatélistes ».** La *Marianne* de Gandon fait la couverture du *Monde des philatélistes* de mars. Le dossier consacré à ce timbre à l'esthétique remarquable, créé à la Libération, dont l'usage dura une dizaine d'années, est illustré à l'aide de pièces rarissimes : feuilles non dentelées, épreuves collectives, bloc à l'origine de roulettes, variétés, etc. Egalement au sommaire : les réalisateurs de cinéma ; la bière ; Giono, le Provençal ; cartes postales : les montreurs d'ours... (*Le Monde des philatélistes*, 80 p., 25 F).

● **Cinéma.** Le centenaire du cinéma nous vaut plusieurs émissions exotiques *Star Trek Generations* au Guyana, *La Guerre des étoiles* en République centrafricaine et *L'Etoffe des héros* à Madagascar (distribués par Taillandiers philatélie, Paris, tél. : (1) 47-00-97-71).



VENTES

L'estampe japonaise et ses maîtres

DÉCOUVERTES EN OCCIDENT à la fin du XIXe siècle, les estampes japonaises se développent du XVIIe au XIXe siècle. Imprimées avec des blocs de bois gravé, elles reflètent la société sous tous ses aspects : mythes et légendes, faits historiques, paysages, vie quotidienne, acteurs célèbres dans leurs plus grands rôles, courtisanes. Appelées *ukiyo-e* (littéralement « images d'un monde flottant »), elles se différencient selon les techniques d'inspiration et les formats. Leur valeur varie en fonction de la beauté du trait, du nom de l'artiste et de l'ampleur de sa production, de l'ancienneté et de la qualité du tirage, enfin de l'état de conservation du papier et des couleurs.

Un ensemble d'estampes japonaises sera vendu à Drouot, lundi 23 mars. Les pièces vedettes sont deux portraits d'acteurs par Sharaku (mort en 1820), un maître dont on sait peu de choses, qui fut peut-être acteur et consacra l'essentiel de ses œuvres au théâtre. Ses cent quarante estampes répertoriées, tirées en très petit nombre, et toutes effectuées entre 1790 et 1795, se distinguent par un trait pur et concis, d'un réalisme presque caricatural. Le portrait de l'acteur Arashi Ryôsô, dans le rôle d'un usurier, estimé entre 1 million et 1,2 million de francs, et celui de Nakayama Tomisaburô jouant une femme et estimé à 1 million de francs, proviennent tous les deux d'une grande collection, constituée au XIXe siècle, puis dispersée en 1903.

L'ÉROTISME TRÈS APPRÉCIÉ

Attribué à Moronubu (mort en 1694), un tirage du XVIIe siècle évoque les premières estampes de ce précurseur effectuées en impression monochrome, puis coloriées ensuite à la main. Appartenant à la série du comte d'Oe-Yama, cet exemplaire est annoncé entre 30 000 et 35 000 francs. Suzuki Harunobu (1725-1770), célèbre pour ses représentations de jeunes femmes, invente en 1765 l'estampe polychrome *nishiki-e* (« image brocard »), où plusieurs bois gravés permettent d'obtenir la couleur. On attend 8 000 francs d'une scène érotique (un thème toujours très apprécié) et 4 000 francs d'une représentation du diable jouant d'un instrument de musique.

Du célèbre Hiroshige (1797-1858) considéré comme le plus grand paysagiste du XIXe siècle, on touvera la quinzième des « Cinquante-trois stations du Tôkaido », Kambara vue sous la neige, dont on attend 8 000 francs. Premier recueil d'Hiroshige publié en 1830-1834, ces « Cinquante-trois stations » décrivent la route qui, de Tokyo à Kyoto, reliait la résidence du shogun à celle de l'empereur.

Utamaro (1753-1806) appartient aussi à l'élite des grands maîtres de l'estampe. Son œuvre de plusieurs milliers de pièces se caractérise par un dessin évocateur où l'on admire sa capacité de rendre les contours et les volumes de ses sujets. A 5 000 francs est présenté un enfant jouant avec des chiots sous le regard de sa mère et à 6 000 francs *Oiran se cachant derrière sa manche.*

Catherine Bedel

★ Drouot-Richelieu, jeudi 23 mars. Exposition la veille de 11 à 18 heures. Le matin de la vente de 11 à 12 heures. Etude Chayette-Cheval, 33, rue du Faubourg-Montmartre 75009. Tél. : 47-70-56-26. Expert M. Moreau-Gobard, 5, rue des Saints-Pères 75006. Tél. : 42-60-88-25.

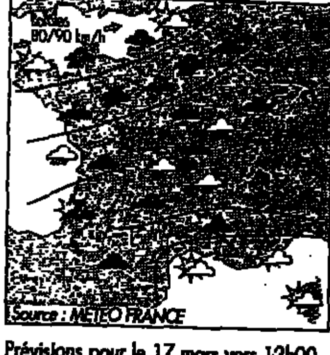
FOIRES ET SALONS

Chatou (16-26 mars), Gex, Saint-Quentin, Charleville-Mézières, Nîmes et Mortemar (17-19 mars), Paris, avenue du Maine (17-26 mars), Concarneau (29), Castelnau-de-Médoc (33), Lécousse (35), Echirolles (38), Saint-Sulpice (41), Saint-Dizier (52), Ambert (63), Fontaine-lès-Luxeuil (70), Bourbon-Lancy (71), Vaudoy-en-Brie (77), Limoges pour le Salon de la bijouterie et de l'orfèvrerie (18-19 mars), Paris, hippodrome d'Auteuil (18-26 mars).

Passage pluvieux

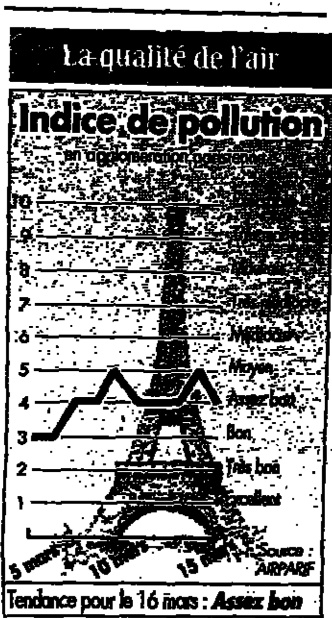
L'ANTICYCLONE DES AÇORES et la dépression assez creuse centrée au nord des îles Britanniques provoqueront un flux d'ouest rapide. Une perturbation traversera le pays vendredi du nord-ouest au sud-ouest. Le front froid associé continuera d'onduler sur une large moitié nord samedi. Vendredi matin, le ciel sera couvert et pluvieux sur la Bretagne, la Normandie, le Pays de la Loire, le Poitou-Charentes, le nord de l'Aquitaine, le Centre, l'Ile-de-France, le Nord-Pas-de-Calais, la Picardie jusqu'à la Champagne-Ardennes et le Nivernais. Le vent de sud-ouest sera soutenu, avec des rafales atteignant jusqu'à 70 km/h dans l'intérieur, 90 km/h près du littoral atlantique. Les pluies continues cesseront en cours de matinée sur les Côtes-d'Armor, le Cotentin, la Haute-Normandie, la Somme et l'Artois. Le ciel se chargera rapidement au lever du jour sur l'Aquitaine, le Limousin, l'Auvergne, la Bourgogne, la Franche-Comté et le Nord-Est. Des nuages et de courtes éclaircies alterneront encore sur les régions Midi-Pyrénées et Rhône-Alpes, mais les embellies seront courtes. Les régions favorisées seront le Languedoc-Roussillon, la Provence-Côte d'Azur et la Corse, malgré l'arrivée progressive des nuages élevés par le nord-ouest. L'après-midi, le corps pluvieux concernera l'Alsace-Lorraine, la Franche-Comté, la Bourgogne, le Limousin, l'Auvergne, le Lyonnais et la Savoie, avec de la neige au-dessus de 1 200 mètres. Le vent de sud-ouest soufflera avec des pointes atteignant 70 km/h. Les nuages l'emporteront largement sur l'Aquitaine, Midi-Pyrénées, le Dauphiné et le Vivarais, mais les précipitations seront faibles. Le vent d'ouest soufflera jusqu'à 70 km/h en rafales près des côtes varoises. A l'arrière de toutes ces régions, c'est-à-dire sur un large quart nord-ouest depuis la Bretagne, la Normandie et le Pays de la Loire jusqu'au Bassin parisien, le Nord-Picardie et la Champagne, les nuages ménageront de courtes éclaircies, encore entrecoupées d'averses. Côté mercure, les températures les plus basses au lever du jour se mesureront en Rhône-Alpes avec de faibles gelées. Les températures minimales seront voisines de 2 degrés sur le Nord-Est, 5 degrés partout ailleurs. L'après-midi, le thermomètre affichera 12 degrés au nord, 14 degrés au sud.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

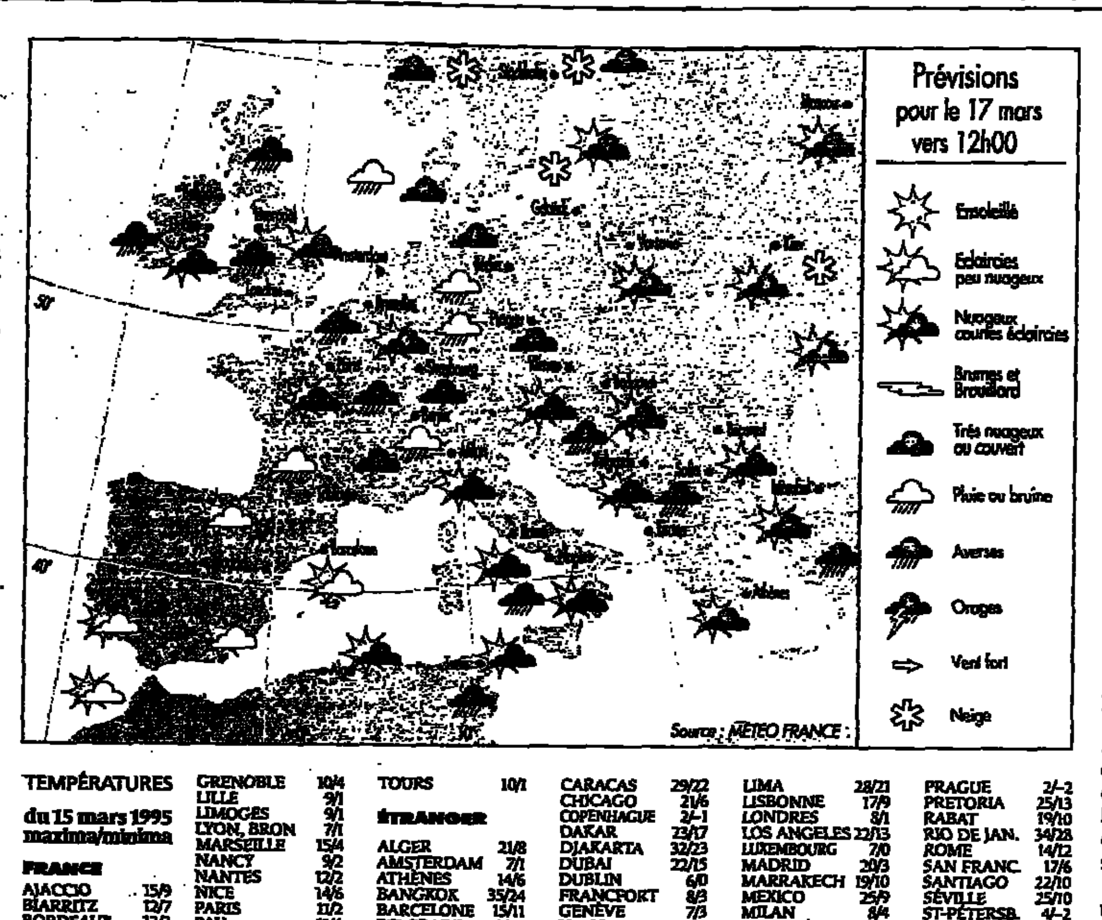


Prévisions pour le 17 mars vers 12h00

La qualité de l'air

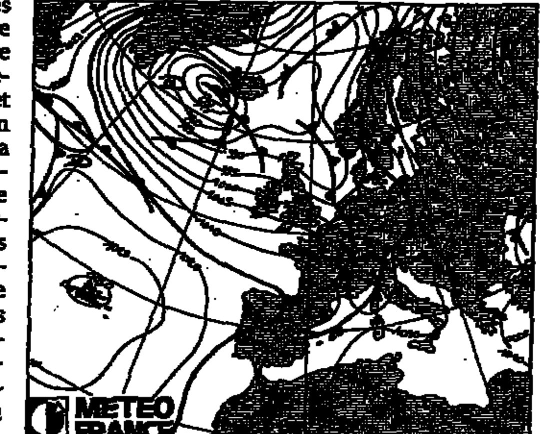


Tendance pour le 16 mars : ***Assez bon***



TEMPÉRATURES du 15 mars 1995 maxima/minima

Ville	maxima/minima
FRANCE	
AJACCIO	15/9
BIARRITZ	12/7
BORDEAUX	12/3
BOURGES	10/0
BREST	9/3
CAEN	9/2
CHERBOURG	8/3
CLERMONT-F.	10/–1
DIJON	7/–1
FORT-DE-FR.	28/21
GRENOBLE	10/4
LILLE	9/1
LIMOGES	9/1
LYON, BRON	7/1
MARSEILLE	15/4
NANCY	9/2
NANTES	12/2
NICE	14/6
PARIS	11/2
PAU	11/6
PERPIGNAN	17/9
POINTE-A-PIT.	27/21
RENNES	11/2
ST-D.-RÉUNION	30/23
ST-ÉTIENNE	9/1
STRASBOURG	9/2
TOULOUSE	11/5
TOURS	10/1
ÉTRANGER	
ALGER	21/8
AMSTERDAM	7/1
ATHÈNES	14/6
BANGKOK	35/24
BARCELONE	15/11
BELGRADE	2/–4
BERLIN	4/0
BOMBAY	34/23
BRASILIA	28/18
BRUXELLES	7/2
BUCAREST	0/–2
BUDAPEST	1/–3
BUENOS AI.	25/18
CARACAS	29/22
CHICAGO	21/6
COPENHAGUE	2/–1
DAKAR	23/17
DJAKARTA	32/23
DUBAI	22/15
DUBLIN	6/0
FRANCFORT	8/3
GENÈVE	7/3
HANOI	20/19
HELSINKI	1/–1
HONGKONG	22/19
ISTANBUL	7/4
JÉRUSALEM	20/9
KIEV	–1/–4
KINSHASA	33/23
LE CAIRE	28/15
LIMA	28/21
LISBONNE	17/9
LONDRES	8/1
LOS ANGELES	22/13
LUXEMBOURG	7/0
MADRID	20/3
MARRAKECH	19/10
MEXICO	25/9
MILAN	8/4
MONTRÉAL	10/2
MOSCOU	1/–8
MUNICH	6/0
NAIROBI	25/15
NEW DELHI	28/14
NEW YORK	16/7
PALMA DE MAJ.	17/5
PÉKIN	9/–2
PRAGUE	2/–2
PRETORIA	25/13
RABAT	19/10
RIO DE JAN.	34/28
ROME	14/12
SAN FRANC.	17/6
SANTIAGO	22/10
SÉVILLE	25/10
ST-PÉTERSB.	4/–2
STOCKHOLM	0/–1
SYDNEY	26/17
TENERIFE	22/18
TOKYO	13/8
TUNIS	17/7
VARSOVIE	2/–2
VENISE	8/4
VIENNE	4/–1



Situation le 16 mars, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 18 mars, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS *Le Monde*

La condamnation d'un amiral

[La Haute Cour de justice a condamné l'amiral Esteva à la détention perpétuelle, à la dégradation militaire, à l'indignité nationale et à la confiscation de ses biens.]

LA HAUTE COUR de justice connaîtra d'aussi grandes et de plus grandes affaires. Elle n'en connaîtra pas de plus émouvante. Les jurés ont prononcé en âme et conscience. La longueur de la délibération a témoigné de leurs scrupules. Un avocat de grande classe a su faire écarter l'accusation essentielle, celle d'avoir livré la Tunisie à l'ennemi, parce que les responsabilités sont ailleurs. Le procureur général, de son côté, a été suivi, qui n'a requis que sur pièces. Rien n'a été retenu des dépositions des témoins. La Haute Cour n'a jugé l'amiral Esteva que sur ses actes publics, non sur son action clandestine.

Seule circonstance atténuante : un acte d'humanité, la libération, avant l'arrivée des Allemands, de prisonniers de Vichy. Le passé d'honneur du marin ne compte plus. Il semble que les plus hautes récompenses ne le chargent que pour alourdir ses responsabilités et empêcher qu'il ne soit traité en comparse.

Certes, les juges n'auront pu rester insensibles aux adjurations de Mᵉ Chresteil, protestant qu'il ne s'agissait pas de condamner Pétain à travers Esteva. Un homme était devant eux, et c'est lui qu'ils ont frappé. La condamnation de l'amiral Esteva n'en est pas moins exemplaire. Elle ne sera sans doute comprise que de ceux qui ont vécu les tortures de la France sous l'Occupation.

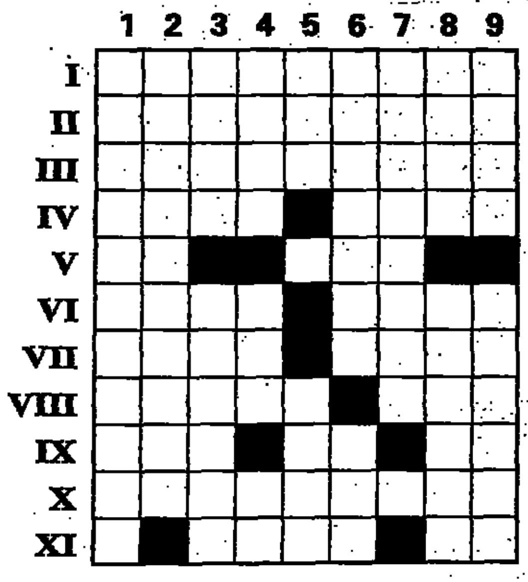
La rigueur du verdict du 15 mars surprendra peut-être les étrangers. Ils connaîtront par elle, s'ils sont clairvoyants, la gravité du drame que traverse la France.

Christian Funck-Brentano

(17 mars 1945.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 6520



HORIZONTALEMENT

I. Rendre plus noir. – II. Enclin à fumer. – III. En Angleterre, il se manifeste par des actes. – IV. Ne vaut rien quand elle est creuse. Vieilles colères. – V. Pronom. Ville du Nigéria. – VI. Le deuxième calife. Une question pour le psychologue. – VII. Capitale étrangère. Pays. – VIII. Quand on y est, on ne sait plus quoi dire. Pour la vouloir, il faut avoir les moyens. – IX. Finissent par faire de grandes rivières. Point de départ. Divinité. – X. Marcher sans rien gagner. – XI. Peut être attrapée en courant. Abréviation.

VERTICALEMENT

1. Des gens prêts à se coucher. – 2. Où il n'y a pas d'originalité. – 3. Honoré à Rome. Apportas une distraction. – 4. Bordure sur l'écu. Trait de lumière. Lettre grecque. – 5. Cerne des « yeux ». Peut s'opposer à la brune. – 6. Territoire de l'Afrique australe. Pas voilée. – 7. Qu'on a déjà entendu. – 8. Coule dans une île. Dressés. – 9. Pièges. Montera à la tête.

SOLUTION DU Nº 6519

HORIZONTALEMENT

I. Dictature. – II. Emasculés. – III. Pilon. Vas. – IV. Et. Ne. Ede. – V. Nangis. Is. – VI. Aquin. – VII. Ire. Usage. – VIII. Lèpre. – IX. Liai. Ebre. – X. Envoûtées. – XI. Sée. Rasée.

VERTICALEMENT

1. Dépenaillés. – 2. Imita. Reine. – 3. Cal. Epave. – 4. Tsonga. Rio. – 5. Acnéique. Ur. – 6. Tu. Sus. Eta. – 7. Ulve. Iambes. – 8. Reading. Rée. – 9. Esses. Emèse.

Guy Brouty

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **FRANCE.** AOM et Air Liberté, qui ont profité de la grève d'Air Inter des 12, 13 et 14 mars pour augmenter leurs capacités vers Nice, Marseille et Toulouse, espèrent que l'afflux de clientèle nouvelle se transformera en clientèle régulière vers ces destinations. – *(AFP.)*

■ **DAMAS.** Le tourisme arabe est en régression. Selon le président de la Fédération arabe des hôteliers et du tourisme, les pays arabes ont attiré, en 1994, 2 % du tourisme mondial, contre 2,4 % les années précédentes. – *(AFP.)*

■ **BRÉSIL.** La Banque nationale de l'Etat de Sao Paulo a l'intention de faire saisir par voie de justice les avions de la compagnie VASP jusqu'à ce qu'elle accepte de renégocier sa dette, qui s'élève à 180 millions de dollars (environ 900 millions de francs). La VASP, qui est, avec Varig et Transbrasil, l'une des principales compagnies aériennes brésiliennes, assure des vols sur l'Amérique latine, les Etats-Unis et l'Europe. – *(AFP.)*

■ **CHINE.** De fortes chutes de neige ont, pendant plusieurs semaines, isolé et privé de nourriture et de chauffage des dizaines de milliers de Tibétains. Ces précipitations, qui ont duré quinze jours, sont les plus importantes enregistrées dans la région autonome du Tibet depuis cinquante ans. – *(AFP.)*

■ **DUBAÏ.** La compagnie aérienne Emirates Airlines a fait l'acquisition lundi 13 mars d'un nouvel Airbus A300-600R, portant ainsi sa flotte à dix-sept appareils. Ce nouvel avion qui est doté d'un téléphone satellitaire, de vidéos individuelles sera prochainement équipé d'un fac-similé. – *(AFP.)*

■ **SÉCURITÉ.** L'organisation de l'aviation civile internationale a indiqué que le nombre de décès consécutifs à des accidents d'avion a légèrement augmenté en 1994, atteignant 941. Il avait été de 934 en 1993. – *(AFP.)*

■ **SICILE.** Un avion de la compagnie italienne Alitalia, qui venait de Milan et avait fait escale à Rome, a perdu une roue lors de son atterrissage à l'aéroport de Palerme, mardi 14 mars. L'incident, qui s'est produit au moment où l'appareil terminait sa manœuvre, n'a fait aucune victime. – *(AFP.)*

PARIS EN VISITE

Samedi 18 mars

■ **L'HÔTEL DE LASSAY,** résidence du président de l'Assemblée nationale (carte d'identité, 55 F), 11 heures, sortie du métro Assemblée-Nationale (Paris et son histoire).

■ **MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée) : les antiquités romaines, 11 h 30 ; la sculpture des pays du Nord, 14 h 30 (Musées nationaux).

■ **MUSÉE D'ORSAY** : visite par artiste, Claude Monet, 12 heures (34 F + prix d'entrée) ; exposition Whistler, 14 h 30 (23 F + prix d'entrée) (Musées nationaux).

■ **MUSÉE GUIMET** : l'administration des collections (34 F + prix d'entrée), 14 heures (Musées nationaux).

■ **MUSÉE DU MOYEN ÂGE** (34 F + prix d'entrée) : les thermes antiques et leurs galeries souterraines, 14 heures ; l'hôtel des abbés de Cluny et les collections médiévales, 14 h 30 (Musées nationaux).

■ **LA CRYPTE ARCHÉOLOGIQUE** sous le parvis de Notre-Dame (40 F), 14 h 30, sur le parvis devant la statue de Charlemagne (Sauvegarde du Paris historique).

■ **FAUBOURG SAINT-ANTOINE** : cités artisanales (45 F), 14 h 30, 1, rue du Faubourg-Saint-Antoine (Paris pittoresque et insolite).

■ **L'INSTITUT DE FRANCE** (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, 23, quai de Conti (Paris livre d'histoire).

■ **LA MAISON DES COMPAGNONS** et l'histoire du compagnonnage (40 F), 14 h 30, 44, rue François-Miron (Sauvegarde du Paris historique).

■ **MONTMARTRE** (50 F), 14 h 30, en haut du funiculaire (Paris autrefois).

■ **MUSÉE D'ART MODERNE** : exposition Derain (25 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

■ **MUSÉE CARNAVALET** (25 F + prix d'entrée) : Paris et les Parisiens à travers les siècles, 14 h 30 ; exposition Paris grand écran, 1895-1945, 15 heures (Musées de la Ville de Paris).

■ **MUSÉE DU PETIT PALAIS** : exposition Carthage (25 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

■ **OPÉRA-GARNIER** (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, en haut des marches extérieures à gauche (Tourisme culturel).

■ **LE VIEUX VILLAGE DE BELLEVILLE** (55 F), 14 h 30, sortie du métro Jourdain (Europ Explo).

■ **LE CIMETIÈRE DES BATIGNOLLES** (60 F), 14 h 45, devant l'entrée côté rue Saint-Just (Vincent de Langlade).

■ **L'HÔTEL POTOCKI,** siège de la chambre de commerce (37 F), 15 heures, 27, avenue de Friedland (Monuments historiques).

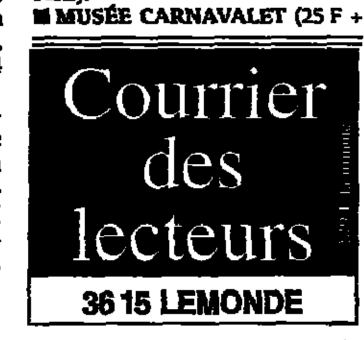
■ **MUSÉE DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE** : histoire de l'hôpital (37 F + prix d'entrée), 15 heures, 47, quai de la Tournelle (Monuments historiques).

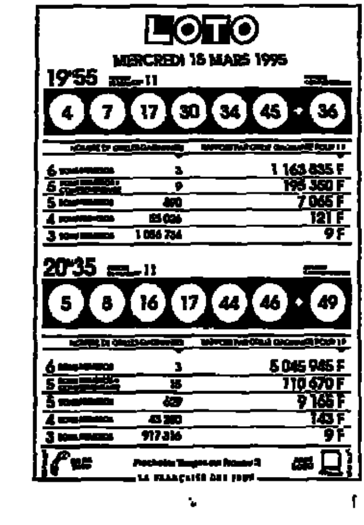
■ **LE QUARTIER SAINT-SULPICE** (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

■ **MUSÉE DU LOUVRE** : les nouvelles salles (50 F + prix d'entrée), 15 h 15, sous la pyramide devant l'accueil des groupes (Connaissance de Paris).

■ **MUSÉE DU PETIT PALAIS** : exposition Carthage (40 F + prix d'entrée), 15 h 15, hall du musée (Approche de l'art).

■ **MUSÉE DU LOUVRE** : la nouvelle aile Richelieu (50 F + prix d'entrée), 15 h 30, sortie du métro Palais-Royal, côté place Colette (Claude Marti).





LES SERVICES DU *Monde*

Le Monde	40-65-25-25
Télématique	3615 code LE MONDE
Documentation	3617 code LMDOC ou 36-29-04-56
CD-ROM :	(1) 43-37-66-11
Index et microfilms :	(1) 40-65-29-33
Abonnements Minitel :	3615 LE MONDE accès ABO
Cours de la Bourse :	3615 LE MONDE
Films à Paris et en province :	(1) 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,19 F/min)

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance.

Commission paritaire des journaux et publications nº 57 437. ISSN : 0395-2037

Imprimerie du *Monde* : 12, rue M. Gunsbourg, 94852 Ivry-cedex. PRINTED IN FRANCE. 1993

Le Monde PUBLICITÉ — Société filiale de la SA Le Monde et de Médias et Régie Europe SA

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Morax
Membres du comité de direction : Dominique Alduy, Gisèle Peyou

133, avenue des Champs-Elysées 75409 Paris Cedex 08
Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

DISQUE Elle fut, dans les années 60, l'égérie des Rolling Stones, la compagne de Mick Jagger. Elle plongea dans la drogue, tout au fond, émergea, rechuta. Depuis quelques années, elle est revenue à elle-même, souriante, la voix grave et profonde ● A DUBLIN, où elle habite, *Marianne Faithfull* chante les mélodies de Kurt Weill. Elle joue aussi Tchekhov et Shakespeare. Elle est toujours chanteuse, mais différente de la rockeuse qu'elle fut, tournée désormais vers l'Europe et ses tourments, où elle trouve les sources de son inspiration ● LA MUSIQUE de son nouvel album, *A Secret Life*, a été composée par Angelo Badalamenti, à qui l'on doit la bande originale du film de David Lynch, *Blue Velvet*, et de sa série télévisée, *Twin Peaks*. Il en émane une atmosphère superbe et étrange qui marque la nouvelle vie de la créatrice, en 1971, de *Sister Morphine*.

Le retour de Marianne Faithfull, diva des nuits intérieures

La chanteuse, qui partagea longtemps le destin des Rolling Stones, signe un nouvel album, différent et superbe, où s'affirme sa filiation avec une Europe de cabaret plus qu'avec le rock, dont elle est un des mythes

« I WOKE TO FIND MYSELF in a dark wood, where the right road was wholly lost and gone »: Marianne Faithfull est d'abord une voix, grave, profonde, cassée et féline, avec laquelle elle explore les profondeurs d'une âme humaine chaotique et solitaire. Quand elle déclame, comme ici, quelques vers de *La Divine Comédie* de Dante, placés en prologue à son nouvel album *A Secret Life* (*« En me réveillant, je me suis retrouvée dans un bois sombre, d'où la vraie route avait disparu à jamais »*), la chanteuse tombe dans un précipice calculé. La descente aux enfers dure neuf titres, neuf vies éphémères et argumentées. L'épilogue, même voix de dramaturge, même profondeur de champ, est confié à William Shakespeare : *« We are such stuff, as dreams are made of, and our little life is rounded, with a sleep »* (*« Nous sommes ce dont les rêves sont faits, et notre petite vie est entourée de sommeil »*, tiré de *La Tempête*). Seize ans après le fabuleux *Broken English*, album de la fissure et de résurrection, Marianne Faithfull, entre-temps retombée dans l'héroïne, puis désintoxiquée, revient à elle-même.

Elle a une frange angélique. Un sourire éclatant. Une minijupe, un collant noir, un noeud dans les cheveux. Une jeune fille, presque, blonde, pimpante, active, mordante. Et cette voix, à déchiffrer sans cesse, au-delà des mots prononcés. *« Je connais la peur, le bonheur, et la douleur*, dit-elle, *et je me suis recréée sans cesse. »* De l'automutilation – la large cicatrice qui barre le bas de son visage, coupure qu'elle s'est infligée au rasoir un jour de « descente » où elle se convainquit que sa beauté était la cause de ses maux –, à l'espérance poignante qui tient le regard.

La beauté, l'enfance. Elle est née en 1946 dans le quartier londonien de Hampstead. Pendant la guerre, sa mère Eva Erisso, baronne autrichienne descendante des Sacher-Masoch, s'était réfugiée à Vienne, après avoir été violée par des soldats russes, raconte Marianne Faithfull dans sa biographie *Faithfull*, écrite avec David Dalton et parue en 1994 aux éditions Penguin. Eva, *« qui aimait le drame avant tout »*, y rencontre Glynn Faithfull, un major anglais attaché à l'Intelligence Service. *« Il ne pensait qu'à bâtir des schémas utopiques pour l'humanité, alors que ma mère aurait voulu qu'il la traite comme une princesse »* (*Vanity Fair*, septembre 1994).



Glynn, le père, devient *« fermier »*. Il s'installe en 1950 dans une communauté agricole de *« recherche d'intégration sociale »*, à Braziers Park, des environs d'Oxford. Deux ans après leur arrivée à la ferme, Eva quitte le domaine des rêves pour tomber dans la réalité d'un quartier ouvrier de Reading, où Marianne apprend les rudiments de la vie de la *working class* et de ses héros. Quand elle est morte, en 1990, Eva, hautaine, fière et belle, habitait un cottage appartenant à Mick Jagger...

SUR LES ROUTES

En 1964, Marianne Faithfull est âgée de dix-huit ans. C'est une fleur sauvage, élégante. Andrew Oldham, le manager des Rolling Stones, la découvre dans une *party* londonienne et lui fait enregistrer un premier 45 tours, *As Tears Go by*, une chanson cosignée par Mick Jagger et Keith Richards, qu'elle interprète d'une voix éthérée. Premier tube. Marianne sort du collège pour se retrouver sur les routes *« dans une tournée pourrie »* avec Freddie and the Dreamers. Marianne Faithfull applique les principes de son temps : sexualité libérée, affronts à la morale courante. Elle parcourt le monde avec son amant en titre, Mick Jagger, et l'autre (Keith Richards ou Brian Jones). Elle aime les spaghettis, Tanger et les îles grecques. Elle porte des habits achetés à King's Road, et trimballe des airs d'aristocrate déchue, tandis que Jagger mène un combat intérieur contre les préjugés de la petite bourgeoisie anglaise, dont il est l'un des purs produits.

Mandrax, haschisch, cocaïne, héroïne, Ginsberg, Boulgakov, Durrell, Dylan, Sartre et Gréco. Avec les Stones, Marianne, l'auteur de *Sister Morphine* qui sera enregistré par le groupe sur le disque *Sticky Fingers* (*« Je gis ici sur mon lit d'hôpital/Dis-moi, sœur Morphine/Quand reviendras-tu par ici ?... »*), plonge dans la drogue. En février 1967, les tabloïds anglais titrent *« Naked Girl at Stones Party »*. La fille nue *« sous un manteau de fourrure »*, c'est elle. *« J'ai hérité*, dira-t-elle ensuite, *de l'étiquette de droguée. »*

En 1969, quelques semaines après la mort par surdose de Brian Jones, Marianne avale cent trente-cinq sachets de barbituriques. Une semaine de coma. Jagger est amoureux, mais rien ne va plus. En 1970, il fait l'amour en direct avec Anita Pallenberg (l'amie de Marianne, la compagne de Keith Richards et de Brian Jones), pour les besoins du film underground *Performance* : c'est trop. On perd la trace de Marianne Faithfull parmi les dealers de Soho.

RENAISSANCE ET ÉPURE

Dix ans ans plus tard, elle renaît avec *Broken English*, visions noires et troublantes, disque mythique du rock'n roll enfin dégagé de lui-même. La voix est devenue rauque, et Faithfull épure le *Working Class Hero* de John Lennon, jusqu'à la douleur. Elle se fait des lignes de coke, se pique à l'héroïne et boit des litres de vodka. Vie de junkie, vie de paumée : quand tout espoir paraît perdu, elle se réfugie chez sa mère avec son fils Nicholas. Elle enregistre aussi : *Dangerous Acquaintances*, en 1981, *A Child's Adventure* en 1983. Le 18 novembre 1985, elle rentre à la Fondation Hazelden de Minneapolis pour y subir six mois d'une violente cure de désintoxication. Diva punk, fragile, femme à la confiance ébranlée, perdue dans une époque qui semblait libératrice mais qui la confina dans un rôle de muse du rock, inspiratrice masochiste et sacrifiée pour le bien de surdoués anthropophages.

Revenue de son impossible exil, Marianne Faithfull livre *Strange Weather*, en 1987, un album résolument européen – par opposition à l'omnipotence anglo-saxonne – un chef-d'oeuvre du chagrin et de la jeunesse perdue. Aujourd'hui, elle a choisi de vivre près de Dublin, séduite par les châteaux bizarroïdes et les aristocrates déjantés qui la cernent. Marginaux intégrés. *« J'ai hésité à m'établir à Paris après la mort de ma mère*, dit-elle. *Mais j'ai choisi l'Irlande à cause de la langue. »* Sa retraite s'appelle Shell Cottage, une demeure du XIX[e] siècle, tapie dans une clairière, et nantie d'un salon dont les murs sont entièrement incrustés de coquillages. *« Je ne suis pas urbaine. J'ai été élevée à la campagne, j'en ai gardé des liens particuliers avec la nature : j'aime les choses simples, l'eau, le feu, la terre, les bois, les arbres, qui génèrent une façon particulière d'être bien droit sur ses jambes, et une intense communication. »* L'Angleterre et ses villes sont laissées loin derrière.

« Bien que je sois né en Allemagne, je ne me considère pas comme un compositeur allemand. Les nazis ne m'ont pas considéré comme tel, c'est clair, et je quittai leur pays en 1933. Je suis citoyen américain ... et au cours de mes douze dernières années, j'ai composé exclusivement pour la scène américaine », écrivait Kurt Weill dans une mise au point expédiée à *Life Magazine* en mars 1947 (cité dans *Kurt Weill, de Berlin à Broadway*, éd. Plume, 334 pages, 165 F). Sur le même ton effronté et poli, Marianne Faithfull affirme : *« Je n'ai jamais été une chanteuse de rock. J'ai été proche des Rolling Stones, j'en suis très heureuse, mais le rock n'est pas ma filiation. »* Elle se reconnaît d'autres origines. A commencer par la Mitteleuropa, en s'arrêtant à Berlin et à Kurt Weill. *« J'adore le cabaret. Pour un musicien, chanter Weill, c'est comme jouer Shakespeare. »*

Plus éclectique qu'il n'y paraît : on l'a vue au théâtre, au côté de Glenda Jackson dans les *Trois Sœurs*, de Tchekhov, ou dans le rôle d'Ophélie dans *Hamlet*, mis en scène par Tony Richardson. Elle vient de donner à l'Académie de musique de Brooklyn, à New York, des récitals consacrés à Kurt Weill. *« Ses compositions sont pleines de joie : c'est comme aller à la montagne, boire à la plus claire des eaux de printemps. »* En 1991, Marianne Faithfull façonnait un nouveau visage à la Jenny la Pirate dans un *Opéra de quat'sous* monté au Gate Theatre de Dublin. Mick Jagger lui envoya des fleurs et un télégramme : *« Break a leg ! »* Faithfull fascine. Dérange. Pour que les mots puissent servir. *« Passé un certain âge, chaque artiste travaille en souffrant »* (*« After a certain age every artist works with injury »*, dans la chanson *Bored by Dream*). Faithfull chante par défi, face aux bourrasques et aux défauts de la deuxième moitié du siècle qui furent ses prisons.

Véronique Mortaigne

Trente ans pour être elle-même

« Mon image publique, dit Marianne Faithfull, *est une image de marché. Quand il le faut, je mets mon costume Marianne Faithfull. Et je m'invite. »* Après trois ans d'une liaison tumultueuse avec les Rolling Stones, l'inspiratrice de *Sympathy for the Devil* (elle lisait *Le Maître et Marguerite* de Boulgakov quand Mick Jagger composa la chanson), l'auteur de *Sister Morphine* a mis trente ans à être elle-même et à le faire admettre. Mais avec encore bien du flou dans la compréhension : *« Je dois définir mon propre lignage, qui n'est pas celui du rock, même si j'en ai vécu les effets. »*

Faithfull, c'est un mélange de Bob Dylan et de Marlene Dietrich, de l'énergie agacée de *(I Can't Get No) Satisfaction* des Stones et des violons romantiques de *Yesterday*, des Beatles. *« Le blues aussi, bien sûr, Billie Holiday, Bessie Smith. »* Et Edith Piaf, *« pour une certaine façon de chanter »*. La peur au ventre, dans une empoignade tragique avec les autres, tempérée par l'art du tragique joyeux que Faithfull l'Anglaise apprécie tant chez Weill, l'Allemand.

Discographie

1964-1967 : *The Very Best of*, 1 CD Barclay 8204822. Compilation. **1976** : *Dreamin'My Dream*, 1 CD WMCD5648, distribué par Media 7. **1978** : *Broken English*, 1 CD Island 8423552. **1981** : *Dangerous Acquaintances* 1 CD Island (hors catalogue). **1983** : *A Child Adventure* 1 CD Island (hors catalogue). **1987** : *Strange Weather*, 1 CD Island 8425932. **1989** : *Blazing Away*, 1 CD Island 8427942. Enregistré en direct à la cathédrale de New York. **1994** : *Faithfull*, 1 CD Island 5240042. Compilation agrémentée de deux nouveaux titres. **1995** : *A Secret Life*, 1 CD Island, sortie le 21 mars.

Les plans cinématographiques de l'album « A Secret Life »

POUR RÉALISER *A Secret Life*, peut-être son album le plus abouti depuis *Broken English*, Marianne Faithfull a choisi de travailler avec Angelo Badalamenti, *« un compositeur classique qui a étudié à l'Académie Juliard, auteur de la merveilleuse, et si étrange, bande sonore de* Blue Velvet, *le film de David Lynch, et de celle de la série* Twin Peaks ». Elle avait d'abord songé à Jack Nitzsche, en partie responsable de la bande originale de *L'Exorciste*, *« qui a surtout été un des artisans de l'univers sonore de Phil Spector à la fin des années 60. J'ai essayé de coincer Jack à Los Angeles. Impossible, je suis rentrée désespérée chez moi. Un ami m'a suggéré le nom d'Angelo Badalamenti. J'y avais pensé, mais je n'y croyais pas, en premier lieu pour des questions d'argent : à l'heure actuelle, il est infiniment plus rentable de composer des musiques de film que d'écrire des albums, qui font la joie des maisons de disques, pas celle des artistes. C'est si dur, ça prend tant de temps, pour si peu »*.

Angelo Badalamenti a fini par accepter. *« Je craignais que cela n'arrive pas à son terme : je travaille dans une relation très étroite, intense, et Angelo était occupé à mille tâches, il est extrêmement connu... J'avais écrit* Flamming September. *Je suis allée à New York, il a écrit la musique, et c'était très bien. Ensuite, l'histoire de* A Secret Life *a été une succession d'arrêts et de recommencements. Pendant ce temps, j'ai écrit cette foutue biographie avec un autre homme, David Dalton. C'est étrange : le disque contient tout ce que je ne savais pas dire dans le livre. Et puisque ce disque a un début, une fin, qu'il est une idée, un climat, Angelo et moi avons communiqué par des termes de cinéma. Les chansons ont des personnages, ce sont des histoires, ce sont des petits films, où tout arrive, mais en une minute ou deux. »*

UN LOT D'ÉTRANGETÉS

A Secret life est un album magnifiquement orchestré par un spécialiste des ambiances troubles – violons, synthétiseurs, percussions, guitares –, et des atmosphères vivaces, sauvages, perçantes ou cruelles, tapies sous des airs romantiques. *A Secret Life* comporte son lot d'étrangetés. Ainsi, *She*, un nouveau titre paru à l'automne 1994 dans la compilation *Faithfull : A Collection of Her Best Recording*, met en scène la grande solitude d'une femme, son attente, avec des accents empruntés à la chanson américaine des années 60, mandolines vénitiennes, voix tendre, amère, façon Peggy Lee. *You're not in London Anymore* – une femme attend que son amoureux revienne à la maison mais elle sait qu'il est avec quelqu'un d'autre. *« C'est un jardin où il y a un rosier, l'arbre, superbe, de la jalousie. J'ai écrit cette chanson en 1979. Elle s'appelait* Jealousy Rose, *et elle était beaucoup plus noire. C'était un de ces textes extrêmement compliqués dont j'ai le secret. Angelo l'a restructurée, il a pris les morceaux qu'il aimait et les a gardés. Je ne pouvais rien contrôler, c'était le contrat. »*

Des vers de Dante, d'autres de Shakespeare, sur fond planant, quelques mots de français dans *Bored by Dream* : *« Toujours dire la vérité quand je suis lasse dans les rêves »*, un texte douloureux d'apparence joyeuse. Il y a aussi *Losing*, sa chanson favorite : voix entrecroisées par synthétiseurs, clochettes, mambo aérien, fuite du temps. Ou encore, *The Wedding*, terrible et banale histoire de famille conçue en boucle, qui a été écrite avec le dramaturge irlandais Frank McGuiness. *« C'est la chanson la plus compliquée que j'aie écrite dans ma vie. Ce sont des plans successifs, vus du côté des enfants, de la mère, du père. Montés comme* Short Cuts, *le film de Robert Altman. Je lui envoyais mes idées par fax, puis il laissait des messages sur mon répondeur. Le résultat est d'une incroyable simplicité, mais très précis. C'est une sorte de jeu de construction extrêmement sophistiqué. »*

V. Mo.

Cesaria Evora chante à guichets fermés au Bataclan

Trois ans après ses débuts en France, l'artiste cap-verdienne collectionne succès et disques d'or

La cinquantaine passée, Cesaria Evora a conquis en France un nouveau type de « fan »: plutôt auditeur de France-Inter ou de FIP, d'âge variable, amateur de belles histoires et de morale politique, mais plus encore romantique et fleur-bleue. La première artiste africaine titulaire d'un double disque d'or en France fait salle comble à Paris, dans un Bataclan, transformé pour l'occasion en cabaret.

CESARIA EVORA.
BATACLAN, 50, bd Voltaire, les 16, 17, 18, 22 mars et 4 avril, à 20 heures. Complet. Tél. : 47-00-55-22. Le 21 mars au Théâtre de la Ville à Rouen, le 25 au Transbordeur à Lyon, puis tournée française jusqu'à la fin avril.

Des concerts à guichets fermés, des ventes de disques qui partent en flèche, et un sourire refait pour Cesaria Evora : deux ans après la sortie de *Sodade*, la chanteuse cap-verdienne n'a rien perdu de son regard de guinguois et de ses airs désabusés. Elle traîne toujours les pieds quand ça lui prend, s'assied entre deux chansons pour allumer une cigarette. Mais elle a appris à croire en elle. Ce qui était timidité est devenu jeu. C'est le métier qui rentre, et la *« diva aux pieds nus »* qui, pour gagner sa vie dans les concerts qu'elle donnait dans les clubs cap-verdiens, en Hollande, en France, aux Etats-Unis, faisait passer sa chaussure dans l'assistance, a su reprendre à zéro une histoire commencée il y a cinquante-trois ans à Mindelo, capitale de Sao Vicente, une des îles les plus arides de l'archipel du Cap-Vert.

Dans cette reconquête d'elle-même et de sa fierté, le public français, puis portugais, brésilien, canadien, belge... l'a beaucoup aidée, lui témoignant une tendresse à laquelle cette Africaine à la vie dure n'avait guère été habituée. La vie, pour Cesaria, fut une vallée de pierres, sans larmes. Dans son pays on ne s'apitoye guère sur son propre sort. Tout au plus, l'alchimie de l'âme voyageuse transforme-t-elle le manque en rire, en chant, en poésies et en chavirements voluptueux.

En concert à Paris, dans un Bataclan archicomble et rendu à sa vocation de cabaret (petites tables, lumières tamisées), Cesaria Evora n'a pas renoncé à ses habitudes : déchaussée et vêtue d'un tailleur à paillettes, elle est simplement elle-même, se balance d'un pied sur l'autre, s'éponge le front, part dans un fou rire de jeune fille, échange quelques mots en créole du Cap-Vert, et chante, avec cette voix à fendre l'âme, des *mornas* dignes des meilleurs fados et des *coladeiras* où l'Afrique a gagné sur le Portugal. En 1992, sa chanson *Sodade* racontait la triste déportation des travailleurs cap-verdiens vers les champs de cacao de l'île de Sao-Tomé-et-Principe, ordonnée dans les années 50 par le colonisateur portugais. Trois ans plus tard, *Petit Pays*, (avec quelques mots en français) affirme l'attachement du peuple sahélien pour *« cette terre pauvre remplie d'amour »*, sa lutte pour l'indépendance et la survie.

Des mélodies boudées par les radios musicales

Cesaria a beau gagner en notoriété, les réseaux musicaux commerciaux ne l'ont jamais favorisée, les radios jeunes – NRJ, Fun Radio, Skyrock – non plus. *« C'est une musique trop ethnique, trop spécialisée »*, explique Christophe Sabot, directeur de la programmation de Chérie FM. A Europe 2, qui a aimé *Sodade*, il y a deux ans, on reconnaît qu'on *« ne la joue aujourd'hui que ponctuellement, le soir »*, car Cesaria ne *« teste pas bien dans les panels »*, comme on dit dans le jargon des programmateurs de FM. Elle ne rentre pas non plus dans les quotas francophones imposés par la loi pour contrecarrer les productions anglo-saxonnes.

Seules quelques radios publiques, comme France-Inter, ou associatives, comme Radio-Nova ou Radio-Latina, jouent Cesaria avec facilité. *« Beaucoup de radios l'ont prise pour un phénomène de mode »*, explique Marc Garcia, un ancien d'Europe 2, aujourd'hui responsable de la programmation musicale à France-Inter.

L'histoire de Cesaria Evora est comme un conte de fée, dans un monde où la pauvreté, l'impuissance, étouffent toute velléité créatrice. Grande chanteuse de *morna* reconnue de longue date par la communauté cap-verdienne, très nombreuse à l'étranger, Cesaria Evora a longtemps subi le sort des artistes populaires au pays : invitée aux fêtes, rejetée dans la rue en fin de nuit. Pendant dix ans, parce que rien n'allait, Cesaria s'était contrainte au silence. Une délégation des femmes cap-verdiennes expédiée par le gouvernement marxiste la fait sortir de sa retraite au début des années 80, et l'expose à nouveau à la concupiscence des petits marchands. Puis, le destin, enfin, bouge : *« J'y ai toujours cru*, dit aujourd'hui Cesaria Evora. *Mais je ne savais pas quand, je pensais que peut-être il était déjà trop tard »*.

Il a fallu l'acharnement, la patience et l'amitié admirative d'un Cap-verdien né à Dakar, José da Silva, cheminot en région parisienne et accessoirement organisateur de concert, et celle d'un chargé de communication de la maison Mélodie, François Post, pour assurer l'essor de la carrière de Cesaria Evora. L'équipe de fidèles qui s'est constituée autour d'elle ne s'est jamais démobilisée : elle n'a pas transformé Cesaria en « coup de pub » ou « phénomène de société », façon *Lambada*. Puis, Mélodie a su mesurer ses limites en signant un contrat de licence avec une multinationale, BMG, afin d'élargir le cercle des connaisseurs, alors que le disque *Miss Perfumado* plafonnait, notamment dans les hypermarchés. Sorti il y a peine un mois, *Cesaria*, le nouvel album, arrive en tête des ventes chez les grands disquaires spécialisés. *Miss Perfumado*, le précédent, est deux fois disque d'or (200 000 exemplaires vendus).

A la radio, à la télévision, Cesaria *« fait l'apprentissage du métier, à cinquante ans, alors que j'aurais dû le faire à vingt ans »*. Elle fait aussi des siennes, gentiment, en riant, en soupirant. Drague Jean-Louis Foulquier en direct sur les ondes de France-Inter. Se livre à un duo infernal avec Catherine Ringer, sur France 2, dans un « Taratata » consacré aux Rita Mitsouko. Cesaria est à chaque fois saisissante de vérité et de vie. Elle touche, surprend, entière, sincère. Aujourd'hui, elle a loué une « vraie » maison à Mindelo, capitale de l'île de Sao Vicente. Elle y tient table ouverte : *« Moi, je n'avais rien. J'ai l'obligation d'accueillir ceux qui n'ont rien, et même les pique-assiette »*, dit-elle. Elle s'est acheté des bracelets d'or, des bagues et des boucles d'oreille. Elle a eu mal au foie, et ne boit plus. Encadrée d'excellents musiciens (le pianiste cabotin Paulino Viera, le violoniste Bau), elle ne rougit plus de sa fragilité, cette fragilité qui oblige l'admirateur à prier pour que tout aille bien, et que Cesaria aille son chemin sans fléchir.

V. Mo.

★ « Cesaria », 1 CD RCA/BMG 74321261562.

Patrick Dupond quittera en juin ses fonctions de directeur de la danse à l'Opéra de Paris

UN ACCORD vient d'être signé entre Hugues Gall, directeur délégué de l'Opéra de Paris, et Patrick Dupond, nommé directeur de la danse en février 1990. Le célèbre danseur, dont le contrat prendra fin en juin, a accepté de ne pas le voir renouveler. Patrick Dupond n'assurera donc plus son poste de directeur de la danse lorsque Hugues Gall prendra ses fonctions de directeur de l'Opéra national de Paris, en juillet prochain. Le nouveau contrat du danseur le maintient dans son rang d'étoile et lui accorde une plus grande autonomie pour se produire en tant qu'invité sur d'autres scènes que celle de l'Opéra de Paris. L'Opéra de Paris n'a pas souhaité voir partir un danseur si prestigieux, mais a réussi avec plus de bonheur que dans l'affaire Chung, à simplifier l'organigramme de la maison, une des réformes que Hugues Gall a mis à son programme.

LA FIN DES DOUBLES COMPÉTENCES

De fait, les doubles compétences sont supprimées. Le poste de directeur de la danse, occupé jusque-là par Patrick Dupond, doublait souvent celui de Brigitte Lefèvre, directeur adjoint de l'Opéra national de Paris. Le 5 avril 1994, l'absence du directeur de la danse avait été remarquée au même titre que celle de Myung-Whun Chung, directeur musical de l'Opéra, lors de la conférence de presse présentant la saison 1995-1996. Il apparaît aujourd'hui que les deux artistes n'avaient pas été associés étroitement à la définition des programmes.

Après la folle fin de règne d'un Rudolf Noureev trop souvent absent, mais qui sut mieux qu'un autre emporter le ballet de l'Opéra de Paris vers l'excellence, Patrick Dupond, enfant du sérail, prenait la succession du Russe le 10 février 1990. Le Ballet réagissait positivement à la nomination d'un des siens, garant de compréhension et de langage commun. Patrick Dupond, entré à l'Ecole de danse en 1970, n'a jamais quitté la maison depuis. Il n'est encore que « quadrille » qu'il est déjà distribué par les meilleurs chorégraphes et souvent appelé à danser à l'étranger. Nommé étoile en 1980, sa carrière suit l'évolution du Ballet, notamment son ouverture au répertoire contemporain.

Personnage médiatique, à l'occasion acteur de cinéma, Patrick Dupond aimait aussi beaucoup se produire, entouré de quelques danseurs de l'Opéra de Paris lors de tournées bâties sur son nom. Certains lui reprochaient ses absences répétées, incompatibles, affirmaient-ils, avec ses fonctions de directeur de la danse. Nommée administrateur général de l'Opéra de Paris-Garnier, en septembre 1992, directeur général adjoint de l'Opéra national de Paris depuis juin 1994, Brigitte Lefèvre devrait cumuler sa fonction et celle de Patrick Dupond.

Dominique Frétard

Le prêt-à-porter sous l'influence du nouveau « bon ton »

« ON VA OÙ COMME ÇA ? »... *« Jusqu'à ce qu'on voie une grosse foule... »* Troisième jour des défilés de prêt-à-porter de l'hiver 95-96 : cheveux en bataille et trench Prada, les rédactrices de mode se déplacent un peu à l'étroit dans leur nouveaux souliers pointus. C'est par les tissus que le futur se manifeste, malgré toute la nostalgie ambiante. Chez Pichat Chaléart, l'un des fabricants les plus dynamiques, à Lyon, le best-seller de la saison est un tissu épais et protecteur, lourd d'aspect et léger à porter.


COLLECTIONS

Ici et là, les formes plates et nettes inspirés de Mondrian et d'Ellsworth Kelly, les silhouettes monochromes évoquent l'énergie des avant-gardes. Une énergie sous influence... Car l'espace laissé au créateur de mode se resserre. S'il propose autre chose, on le juge vite *« hors tendance »*. S'il suit le courant, on le classe dans le *« déjà vu à Milan »*. Visiblement intimidé par le passage dans la cour des grands (le Carrousel du Louvre), Christophe Lemaire a dû se soumettre à l'exercice de style imposé de la saison, tailleurs ceinturés, vernis noir et perles des nouvelles yuppies en quête de respectabilité. Toutefois, il raconte quelque chose de plus personnel. L'histoire d'une classe d'hypokhâgneux encore habillés par leur mère, qui ferait les cent coups à Londres dans les années 70. D'où les mariages de la jupe mastic et du tee-shirt de résille, des couleurs passe-muraille réveillées de touches agressivement brillantes.

Certains font le gros dos, jouent poliment leur rôle de bon élève, comme le Belge Dries Van Noten, dont la collection est un vestiaire de bons classiques. Difficile d'échapper au nouveau bon ton. Corinne Cobson joue sans nuances la carte du sexe : gros seins, gros ceinturons, motardes recyclées en bourgeoises, et tissus à l'aspect moite pour fantasmes sur papier glacé. Chez Fred Sathal, la caravane passe, sur fond de rythmes « transe », croisant des hippies *new age* en robes de soie peinte. Originaire de Marseille, Fred Sathal vient saluer avec sa jupe tachée de peinture, et son petit pull à couture cicatrices. Elle a créé un mouvement « stellaire », qui n'est encore composé que de quatre membres. Autour d'eux, le fan-club : blondes décolorées en manteau de vinyl, familles alternatives avec bébé artiste sur les genoux. Tout le monde se disperse, alors qu'à quelques mètres un autre défilé commence. Celui de Rei Kawakubo (Comme des garçons), interdite de Carreau du Temple après « l'affaire » des pyjamas rayés. Tous les vieux chiffons, toute la maison y passe, des rideaux aux nappes, en passant par les tulles de mariée... On pousse la savate dans des robes-camisoles, les cols deviennent des volants. Une vision un peu recluse de l'existence, à l'exception de quelques robes transparentes, légères comme un air brodé de fleurs...

Laurence Benaïm

Rebecca Horn, le langage de la légèreté

Le Musée de Grenoble consacre une rétrospective à l'artiste allemande : une redoutable manipulatrice d'images, championne du détournement

RÉTROSPECTIVE REBECCA HORN.
MUSÉE DE GRENOBLE, 5, place Lavalette, 38010 Grenoble. Tél. : 76-63-44-44. Tous les jours, sauf mardi, de 11 heures à 19 heures, (22 heures le mercredi). Jusqu'au 28 mai.

Lorsque Rebecca Horn a fait son entrée sur la scène artistique, à la fin des années 60, elle avait déjà paré son œuvre des armes de la séduction. En artiste du Body Art et de la performance, elle prenait le corps humain comme base de sa sculpture, le dénudait pour le harnacher de plumes, d'éventails, de tissus, de sangles, de hampes et de gants d'araignée, en faisait une *forme d'impression* plutôt que d'expression, le vecteur de fantasmes, le lieu d'une mise en œuvre du désir et de la communication amoureuse qui englobait sa féminité comme donnée relationnelle, multipliait les jeux de cache-cache, de dissimulation, de secrets échangés et de métamorphoses animales.

De cette période, il reste deux sortes de traces : les accessoires, prothèses et outils pour le corps que l'artiste a pris soin de ranger dans des valises noires, et les films des performances dans lesquels ils ont été utilisés. Projetés non loin de la salle d'exposition, ils lèvent un peu du mystère, celui de jeux « érotiques voilés » à la façon de Man Ray, une des sources de Rebecca Horn. Pendant quelque temps, l'imagerie médicale a prédominé, relents de l'année de sanatorium que l'étudiante aux beaux-arts de Hambourg a dû faire pour avoir inhalé des vapeurs de polystyrène, ce nouveau matériau léger que les classes de sculpture venaient de découvrir.

Rebecca Horn fait alors fructifier son expérience du corps affaibli. Elle fabrique des manchons rouges qui servent de béquilles au corps prisonnier de sangles, comme momifié, des trompes en forme d'appareil génital féminin pour relier les seins à la bouche. Elle imagine une machine à faire circuler le sang : une robe de tuyaux en plastique qui fait penser au *chiton* de la statuaire grecque. On peut voir là la phase archaïque de son œuvre, avant l'élaboration de pièces assurées du désir de redéploiement, de faire peau neuve. Aux gants se terminant comme des pattes de faucheux qui servent à mimer un tâtonnement d'aveugle, succèdent les collerettes et les manteaux de plumes pour parade amoureuse, et les grands éventails de toile qui s'ajustent au corps et s'actionnent comme des ailes de papillon : un film montre bien qu'il ne s'agit pas tant d'un appareillage exprimant un désir de vaincre la pesanteur et de voler, que de donner une nouvelle envergure au corps rivé au sol. Enfin, il y a les masques, de plumes blanches ou noires, bénéfiques ou maléfiques, qui s'entrouvrent pour envelopper l'autre, lui donner le baiser de la mort.

C'est à la fin des années 70 que Rebecca Horn est sortie de cet art de la performance proche de la chorégraphie et a commencé à produire des objets, des sculptures, des environnements, en remplaçant le mouvement du corps humain par des moteurs. Ils lui ont permis d'élargir son rayon d'action sans pour autant changer fondamentalement le sens de son œuvre, les moteurs lui servant à régler toutes sortes de mouvements d'approche, de jeux d'attraction et de répulsion, de frottements, et d'énergies transformées. Mais son travail a gagné en cruauté et en humour.

LE THÈME DU DIALOGUE

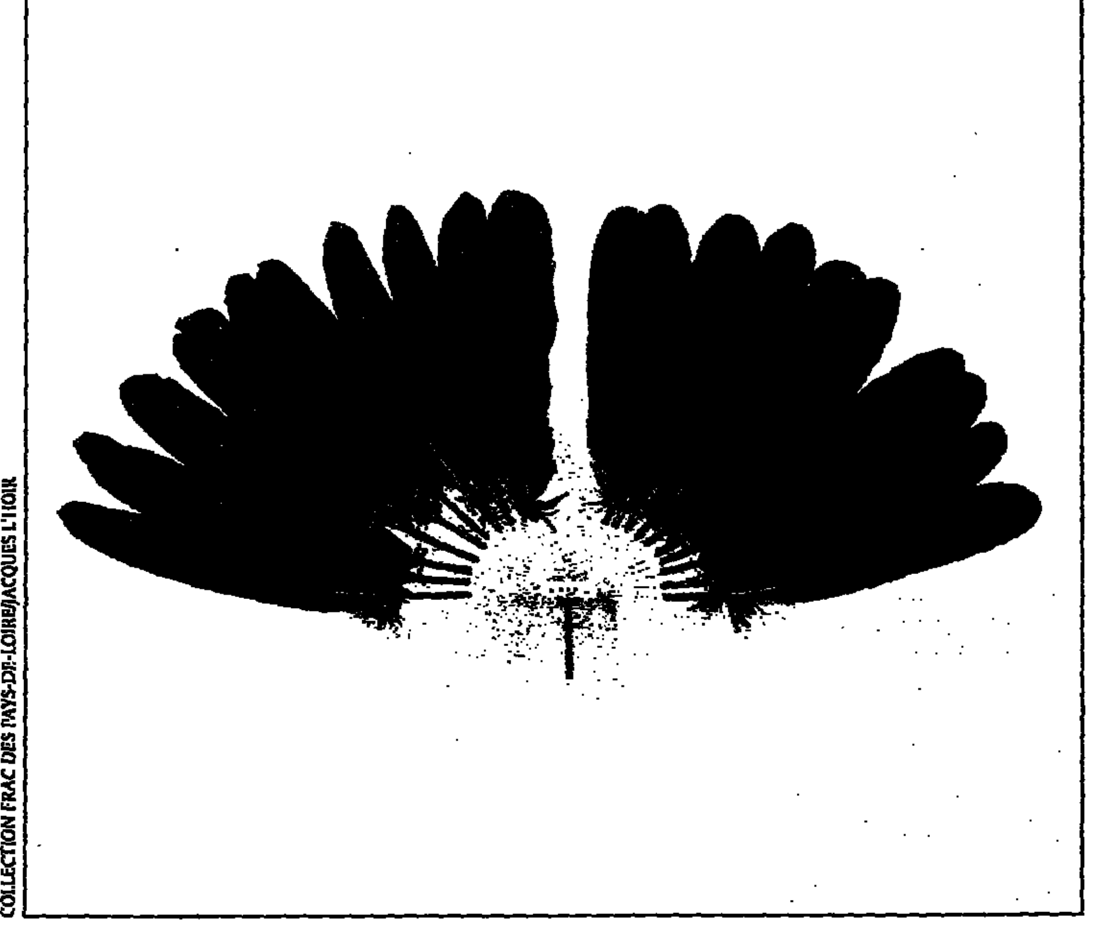
Une des premières utilisations du moteur a été pour simuler la parade du paon, d'abord avec une roue de plumes, ensuite avec des piques de métal. Puis ce fut pour commander le mouvement d'ouverture et de fermeture d'ailes de papillons bleus, avant de jouer de cette respiration avec des livres de Sacher Masoch, de Sade ou de Kafka. Et de développer son sens de la parade en épinglant au mur ses éventails de plumes, de feuilles de musique, de pinceaux ou de couteaux qui se déploient l'espace d'un instant, avant se refermer aussi sec.

Beaucoup de petites pièces ont été composées sur le thème du dialogue : deux métronomes dont les tiges commencent par battre la mesure ensemble avant de se désaccorder complètement, marteaux qui se cherchent et se trouvent, face-à-face de paires de jumelles… A ces images de frictions et de contacts qui foirent s'ajoutent celles d'une dépense d'énergie pour rien, ou peu, comme dans *Le Baiser du rhinocéros* : deux grands arcs de métal qui se referment lentement comme un bracelet, pour produire à la fermeture un modeste petit courant bleu sans commune mesure avec l'effort dépensé. Les pièces gâte-sauce sont drôles, elles aussi, machines qui rappellent, bien évidemment, Tinguely, mais où les giclées de peinture arrosent des talons aiguilles ou des cadres de tableaux qui tournent comme des broches.

Si nombre de pièces peuvent vivre leur vie séparément, l'artiste aime bien les rapprocher pour former de nouvelles figures, et les intégrer à l'occasion dans de grandes installations, renouvelées selon l'espace dont elle dispose. Ainsi de *La Rivière de la lune*, une formidable coulée de tuyaux de plomb emmêlés, qui traverse tout le musée, murs compris, alimente des cuves de mercure disposées le long d'un trajet qui s'effectue entre deux stations de pompage : un goutte-à-goutte en forme de mamelles au-dessus du bassin du musée, et une machinerie à la Frankenstein. Pour coiffer ce grand rêve d'échanges, Rebecca Horn a choisi ses machines à écrire pendues comme le piano, qui ne produisent rien qu'un infatigable clapotis.

Voilà une redoutable manipulatrice d'images, une championne du détournement, qui use du suspens du mouvement et du réglage précis de petits événements pour produire du sens. C'est une de ces « rêveuses pratiques » qu'aimait Man Ray, qui navigue volontiers en territoire surréaliste pour parler de la vie et de la création avec l'apparence de la légèreté, beaucoup de force et un soupçon de mélancolie.

Geneviève Breerette


COLLECTION FRAC DES PAYS-DE-LOIRE/JACQUES L'HOIR

« La Petite Veuve » (1988). Plumes de corbeau, laiton, moteur

Alberola, la peinture et sa mort

EXPOSITION JEAN-MICHEL ALBEROLA. « L'effondrement des enseignes lumineuses ».
FONDATION CARTIER, 261, bd Raspail, 75014 Paris. Tous les jours, sauf lundi, de 12 heures à 20 heures (22 heures le jeudi) ; jusqu'au 16 avril.

Les espaces de la Fondation Cartier ne se prêtent pas aux expositions de peinture. Où accrocher des toiles ou des dessins quand le verre tient lieu de mur ? Comment les éclairer, quand les poutres métalliques jettent leurs ombres droites en travers des tableaux ? L'architecte, sans doute, n'y a pas pensé. Jean-Michel Alberola a pris ce constat désabusé pour point de départ. Convaincu, par une longue expérience, que la peinture n'a plus guère de place dans l'art contemporain, qui lui préfère les installations et les bricolages de toutes sortes, il a conçu son exposition à la manière d'un hommage au tableau disparu.

Au centre de la salle, il a posé l'œuvre, une huile sur toile intitulée *Celui qui fait le Gilles*, allusion à Watteau, allusion à la stupeur muette de Gilles qui se tient droit, ébahi, au centre du rectangle. Il est, par excellence, l'intrus et celui dont on ne sait que faire, l'égaré, le revenant inutile.

Il en va de même du peintre, Gilles d'une société qui ne sait plus que faire de cet individu qui s'obstine à agir et penser seul. Il en va de même évidemment de la peinture. Au-dessus d'elle rougeoient des tubes de néon façon gare de RER ou aéroport. Dehors, une enseigne annonce allégoriquement *L'Effondrement des enseignes lumineuses* – c'est le titre ironique de l'exposition. A l'intérieur, encastrée dans un mur de parpaings édifié pour l'occasion, une grosse télévision diffuse en alternance les premiers films des frères Lumière et des images de vidéo-surveillance – histoire du cinéma en raccourci. Dans une boîte, à côté de l'écran, Alberola a placé un clou en or et cet ex-voto s'appelle par dérision *Héroïque*. Une bande-son diffuse des bruits de rue si confus qu'aucune parole ne se distingue du brouhaha. Voilà pour le cadre, voilà pour le monde actuel : bruits de fond, écrans de contrôle, lumière artificielle, vestiges énigmatiques. Au centre de cette immense et allégorique salle des pas perdus demeure le tableau, qui ne peut plus se faire voir – trop de clarté, trop de transparence –, ni se faire entendre – trop de confusion, trop de vacarme. Sur le sol, la toile a projeté son ombre en noir et blanc, son double tracé à la craie sur le ciment, fantôme qu'il sera si facile d'effacer.

Tout cela n'est pas réjouissant. Si réussie soit la peinture, si intelligente, si subtilement composée et exécutée se révèle-t-elle à celui qui prend le temps de la regarder, elle n'apparaît plus que comme une relique, juchée sur un chevalet laqué et surchargé d'inscriptions qui sonnent comme des parodies de slogans. Au dos du mur, Alberola a fixé une enseigne en néon rouge. Il a écrit les quatre lettres du mot « Rien » de telle manière qu'elles dessinent la calotte et les orbites d'un crâne humain. Cela s'appelle une vanité.

L'exposition tout entière est une vanité, mais d'un genre contemporain. Jadis, le peintre disposait sur sa toile les symboles du temps et du néant, crâne, bougie éteinte, fruit pourri, livre rongé, mais il mettait tant d'art à les figurer et les assembler que la leçon de morale s'inversait. La peinture annonçait le triomphe de la mort, mais en vérité triomphait de la mort par la beauté. Plus rien de tel désormais : c'est la peinture qui disparaît. Au peintre, il ne reste plus qu'à en prendre son parti – à partir en beauté, autrement dit.

Philippe Dagen

■ **DANSE : le remue-ménage continue au Ballet du Bolchoï.** Après la démission de Youri Grigorovich, directeur artistique du ballet moscovite depuis 1964, et la grève de solidarité déclenchée au lever de rideau de *Roméo et Juliette*, avec en tête du soulèvement Natalia Bessmertnova, ballerine soliste, mais aussi épouse de Grigorovich, le ballet constate qu'il est au bord de la faillite financière et artistique. C'est la nomination d'un ancien musicien de l'Opéra, Vladimir Kokonin, au poste de directeur général du théâtre, qui a provoqué la démission de celui qui régnait en maître sur la compagnie. Natalia Bessmertnova a été suspendue ainsi que Youri Vetrov, le chef d'orchestre du Bolchoï.

■ **FRANCOPHONIE : le Mans Cité-Chansons consacre deux jours de concerts et de débats à la francophonie, les 17 et 18 mars.** MC Solaar, Albert Memmi, Jean-Claude Petit, Manu Dibango et des écrivains africains devraient y participer à des débats intitulés *Francophonie : une si belle utopie, une si étrange réalité* (le 17 mars à 17 heures, Espace Fnac-Les Jacobins) et *La Francophonie à monde ouvert* (le 18 mars, à 15 heures, au Palais des congrès). L'an dernier, la ville du Mans s'était penchée sur l'état de la chanson française, en organisant des états généraux, quelques semaines après le vote par le Parlement de la loi sur les quotas radiophoniques. Parallèlement à ces débats, quelques concerts seront donnés au Palais des congrès : Olivier Mondolfo, Manu Dibango (le 17, à 21 heures), MC Solaar (le 18, à 21 heures). Tél. : (16) 43-47-46-87.

■ **LITTÉRATURE : le Jury du Femina a retenu trois ouvrages pour son prix de premier roman :** *Le Fil*, de Christophe Bourdin (La Différence), *L'Enfant nocturne*, de Chantal Delsol (Mercure de France) et *Le Caméléon*, de Claude Arnaud (Grasset). Trois livres ont également été sélectionnés pour le prix Femina-Vacaresco : *Hannah Arendt*, de Sylvie Courtine Denamy (Belfond), *Les Mots des femmes*, de Mona Ozouf (Fayard) et *L'Écriture ou la vie*, de Jorge Semprun (Gallimard).

■ **CINÉMA : les statistiques sur les entrées en France pour 1994 sont moins mauvaises que prévu :** on tablait sur 123 millions de spectateurs, mais le total s'établit à 126,3 (grâce notamment à un excellent mois de décembre, dynamisé par les scores du *Roi lion* et d'*Un indien dans la ville*). Si ce total accuse un recul sur l'année 1993 (132,7 millions, grâce au triomphe des *Visiteurs*), la mise en perspective de ces résultats sur les cinq dernières années montre une tendance à la stabilisation, voire à une légère remontée depuis le début des années 90. Ces résultats confirment la baisse continue de la part de marché du cinéma français qui, avec 27,8 % des spectateurs, atteint le plus mauvais score jamais enregistré. Les productions des Etats-Unis tiennent 60 % du marché.

■ **Le cinéaste Bertrand Tavernier** fait appel, dans une « lettre ouverte », à *« 2 000 Lyonnais qui aiment le cinéma »*, pour leur demander de participer à la production du film *Les patrons sont des sorciers*, consacré aux frères Lumière, et notamment au premier film de l'histoire du cinéma, *La Sortie des usines Lumière*, tourné le 19 mars 1895. Produit par la Compagnie lyonnaise de cinéma et réalisé par Jean-Pierre Améris (*Le Bateau de mariage*), ce film d'environ une heure sera terminé fin mai. Bertrand Tavernier, qui est également président de l'Institut Lumière, explique aux Lyonnais que, pour 250 francs, ils auront *« l'occasion de sauver et de faire vivre ce qui est peut-être le plus beau morceau de* [leur] *patrimoine »*.

■ **MUSIQUE : le 19e Printemps de Bourges se tiendra du 26 avril au 1er mai.** Fidèle à la tradition, le Printemps proposera des jeunes talents (le groupe écossais Gun en première partie des Simple Minds, le 29 avril ; Yassine Dahbi en lever de rideau de Thiéfaine le même jour), ou des mariages insolites (P.J. Harvey et Frank Black, le 27 avril). Parmi les têtes d'affiche, on retiendra, côté français, Paul Personne (le 26 avril), Francis Cabrel (le 27), Alain Souchon (le 28), Jacques Higelin (le 29), MC Solaar (le 30, avec Youssou N'Dour), les Négresses vertes (le 1er mai), et, côté artistes internationaux: Thérapy ? (le 28 avril), Joe Cocker, John Mayall (le 1er mai). A noter la tenue du premier Rendez-vous international des professionnels de la musique, les 26 et 27 avril, avec deux cent cinquante exposants venus de vingt-cinq pays.

هكذا من الأصل

Jeffrey Tate dirige Beethoven

Le chef britannique s'essaie aux tempos beethovéniens avec l'Orchestre national



SI L'ORCHESTRE DE PARIS a choisi de programmer son intégrale des symphonies de Beethoven sur plusieurs années, l'Orchestre national a préféré toutes les interpréter cette saison, partageant son cycle entre Charles Dutoit et Jeffrey Tate qui dirige les *Sixième* et *Huitième* le 16 mars. Grand chef de théâtre, aussi peu conventionnel que peut l'être un Britannique, Tate s'est décidé à essayer les tempos beethovéniens dont on a beaucoup trop affirmé qu'ils étaient impraticables à cause de leur rapidité. Si l'homogénéité n'est pas le point fort des orchestres français en général, de ceux basés à Paris en particulier, leur virtuosité et leur souplesse d'adaptation est légendaire… quand ils sont dans de bonnes dispositions. Les musiciens du National aiment beaucoup Jeffrey Tate avec qui ils font équipe depuis de nombreuses années.

*** Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8e (Mº Alma-Marceau). 20 heures, le 16 mars. De 50 F à 220 F.**

UNE SOIRÉE A PARIS

Welcome to Julian
L'anglophilie extrême de ce groupe de Besançon se reflète dans ses disques. Le bon niveau d'ensemble de leur dernier album, *Surfin' on T. Bone*, sa capacité à mêler élégamment puissance et mélodies, ne peut empêcher de regretter l'abus du mimétisme.
Arapaho, 30, avenue d'Italie (centre Italie-II), Paris 13e (Mº Place-d'Italie). 20 heures, le 16 mars. Tél.: 53-79-00-11. Location Fnac. De 80 F à 100 F.

Derrière le rideau
Comment travaillent les décorateurs et les costumiers de la Comédie-Française ? La Fnac organise une rencontre avec l'équipe qui a travaillé à *Intrigue et Amour*, la pièce de Schiller mise en scène par Marcel Bluwal : Christian Damman, directeur général de la scène, Renato Bianchi, responsable des services de l'habillement, Jean-Jacques Jousse, chef du service décoration, Catherine Bluwal, costumière de *Intrigue et Amour*.
Forum Fnac-Etoile, 26-30, avenue des Ternes, 17e (Mº Ternes). 17 h 30, le 16 mars. Tél. : 44-09-18-00. Entrée libre.

Salsa féminine
Les femmes aussi jouent et chantent la salsa, le mambo, le son et le chacha. Les concerts de musique latino et cubaine affichent de plus en plus complet, et leur qualité s'améliore. Elvita Delgado règne sur sept musiciens, Alam Rosa fait feu de tout bois, Adriana Pegueroles s'amuse énormément. Influences croisées de la Colombie, de Cuba et de New York.
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 17e (Mº Porte-de-Pantin). De 20 h 30 à 5 heures, le 17 mars. Tél. :42-00-14-14. 110 F.

Pierre-Laurent Aimard
Pianiste à l'Ensemble InterContemporain, Pierre-Laurent Aimard voit sa carrière de soliste se développer. Pour France-Musique, il donne un cycle consacré aux chefs-d'œuvre pianistiques du XXe siècle. Pierre-Laurent Aimard joue et analyse en public Ravel, Albeniz et Messiaen.
Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16e (Mº Passy). 19 heures, le 16 mars. Tél.: 42-30-15-16. 90 F.

ART

Une sélection des vernissages et des expositions à Paris et en Ile-de-France

VERNISSAGES

Jean Cassou (1897-1986)
Bibliothèque nationale, galeries Mansart, 58, rue de Richelieu, Paris-2e. Mº Bourse, 4-Septembre, Palais-Royal. Tél. : 47-03-81-10. De 10 heures à 20 heures. Du 17 mars au 18 juin. 22 F.

Riera I Arago
Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger, Paris-1er. Mº Tuileries. Tél. : 42-96-37-96. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30; samedi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Fermé le dimanche. Du 21 mars au 20 mai.

Hippolyte Romain : prêt-à-porter
Galerie Berthet-Aittouarès, 29, rue de Seine, Paris-6e. Mº Odéon. Tél. : 43-26-53-09. De 11 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 15 avril.

SAGA 1995
Parc des expositions de Paris, hall 1, porte de Versailles, Paris-15e. Mº Porte-de-Versailles, bus 39, 49, 80. Tél. : 49-53-27-00. De 10 heures à 19 heures; nocturne mardi jusqu'à 22 heures. Du 17 mars au 22 mars. 30 F (comprenant le Salon du livre).

Tibet, la roue du temps
Parc de La Villette, pavillon Tusquets, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris-19e. Mº Porte-de-Pantin, Porte-de-la-Villette. Tél. : 40-03-75-03. De 14 heures à 20 heures. Fermé lundi. Du 18 mars au 30 avril. 30 F.

PARIS

Accrochage des collections photographiques de Brassaï
Centre Georges-Pompidou, 4e étage, place Georges-Pompidou, Paris-4e. Mº Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 24 avril.

Jean-Michel Alberola, Matthew Barney, Marc Newson
Fondation Cartier, 261, boulevard Raspail, Paris-14e. Mº Raspail. Tél. : 42-18-56-50. De 12 heures à 20 heures; jeudi jusqu'à 22 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 16 avril. 30 F.

Aperçu après impression
Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Tournon, Paris-6e. Mº Mabillon. Tél. : 46-33-90-36. De 12 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 3 juin.

Arte povera 1965-1972
Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris-11e. Mº Bastille. Tél. : 48-06-92-23. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 13 mai.

Louise Bourgeois
Centre Georges-Pompidou, cabinet d'art graphique, 4e étage, place Georges-Pompidou, Paris-4e. Mº Rambuteau. Tél.: 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 10 avril.
Bibliothèque nationale, passage Colbert, 6, rue des Petits-Champs et 2, rue Vivienne, Paris-2e. Mº Palais-Royal et Bourse. Bus 20, 29, 39, 48, 65. Tél.: 47-03-81-12. De 12 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 1er avril. 22 F.
Galerie Karsten Grève, 5, rue Debelleyme, Paris-3e. Mº Saint-Sébastien-Froissart. Tél. : 42-77-19-37. Jusqu'au 3 avril.

Carthage, l'histoire, sa trace et son écho
Musée du Petit-Palais, avenue Winston-Churchill, Paris-8e. Mº Champs-Elysées-Clemenceau. Tél. : 42-65-12-73. De 10 heures à 17 h 40. Fermé lundi. Jusqu'au 2 juillet. 40 F.

C'est à vous Monsieur Gasiorowski !
Centre Georges-Pompidou, galerie sud, place Georges-Pompidou, Paris-4e. Mº Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 mai.

Philippe Cognée
Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple, Paris-4e. Mº Hôtel-de-Ville. Tél. : 42-78-11-71. De 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 15 avril.

La Collection africaine d'Alberto Magnelli
Centre Georges-Pompidou, galerie du musée, 4e étage, place Georges-Pompidou, Paris-4e. Mº Rambuteau. Tél.: 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 10 avril.

Leonardo Cremonini
Musée-galerie de la Seita, 12, rue Surcouf, Paris-7e. Mº Invalides. Tél. : 45-56-60-17. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 27 mai.

De Delacroix à Matisse
Galerie Schmit, 396, rue Saint-Honoré, Paris-1er. Mº Concorde. Tél. : 42-60-36-36. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Fermé samedi et dimanche. Jusqu'au 13 avril.

André Derain
Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris-16e. Mº Alma-Marceau, Iéna. Tél. : 40-70-11-10. De 10 heures à 17 h 30; samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 19 mars. 40 F.

Dogon
Musée Dapper, 50, avenue Victor-Hugo, Paris-16e. Mº Victor-Hugo. Tél. : 45-00-01-50. De 11 heures à 19 heures; samedi, dimanche de 10 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 25 avril. 20 F, gratuit le mercredi.

Double mixte
Galerie nationale du Jeu-de-paume, place de la Concorde, Paris-1er. Mº Concorde. Tél.: 42-60-69-69. De 12 heures à 19 heures; samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures; mardi jusqu'à 21 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 17 avril. 35 F.

Les Effets du soleil – almanachs sous le règne de Louis XIV
Musée du Louvre, aile Sully, 1er étage – entrée par la Pyramide –, Paris-1er. Mº Palais-Royal. Tél. : 40-20-51-51. De 9 heures à 17 h 15; nocturne mercredi jusqu'à 21 h 15. Fermé mardi. Jusqu'au 17 avril. 40 F de 9 heures à 15 heures.

Femme du temps jamais, par 33 artistes dont Niki de Saint-Phalle
Fondation COPRIM, 112, avenue Kleber, Paris-16e. Mº Trocadéro. Tél. : 47-55-61-64. De 10 h 30 à 18 h 30. Fermé samedi et dimanche. Jusqu'au 31 mars.

Gaumont, cent ans de cinéma
Cinémathèque française, palais de Chaillot, 7, avenue Albert-de-Mun, Paris-16e. Mº Trocadéro, Iéna. Bus 22, 30, 32, 63, 72, 82. Tél. : 45-53-21-86. De 10 heures à 18 heures. Visites guidées à 10 heures et 11 heures; jeudi, vendredi de 14 heures à 17 heures; du mercredi au dimanche toutes les demi-heures. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 14 mai. 25 F.

Yvette Guilbert
Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 2, rue Vivienne et 6, rue des Petits-Champs, Paris-2e. Mº Bourse, Palais-Royal, 4-Septembre, bus 39, 48, 67, 74, 85. Tél. : 47-03-81-10. De 12 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 1er avril. 22 F, 35 F, billet jumelé avec l'exposition Louise Bourgeois, estampes.

Japon, saveurs et sérénité
Musée Cernuschi, 7, avenue Velasquez, Paris-8e. Mº Monceau, Villiers, bus 30, 94. Tél. : 45-63-50-75. De 10 heures à 17 h 40. Fermé lundi. Jusqu'au 15 mai. 27 F.

Jeux de nappes
Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau, Paris-1er. Mº Châtelet-les-Halles. Tél. : 42-33-82-50. De 11 h 30 à 18 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 30 avril. 30 F.

Joël Kermarrec
Galerie Claude Lemand, 16, rue Littré, Paris-6e. Mº Montparnasse-Bienvenüe. Tél. : 45-49-26-95. De 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 15 avril.

Patrick Lanneau
Galerie Area, 10, rue de Picardie, Paris-3e. Mº Filles-du-Calvaire. Tél. : 42-72-68-66. De 14 heures à 19 heures; jeudi jusqu'à 21 heures; dimanche de 15 heures à 19 heures. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 12 avril.

Catherine Lee
Galerie Karsten Grève, 5, rue Debelleyme, Paris-3e. Mº Saint-Sébastien-Froissart. Tél. : 42-77-19-37. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures; samedi de 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 22 avril.
Galerie J. et J. Donguy, 57, rue de la Roquette, Paris-11e. Mº Bastille. Tél. : 47-00-10-94. De 13 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 25 mars.

Luigi Mainolfi
Galerie Di Meo, 9, rue des Beaux-Arts, Paris-6e. Mº Saint-Germain-des-Prés. Tél. : 43-54-10-98. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 29 avril.
Institut culturel italien à Paris, hôtel de Galliffet, 50, rue de Varenne, Paris-7e. Mº Varenne. Tél. : 44-39-49-39. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 18 heures. Fermé samedi et dimanche. Jusqu'au 15 avril.

Didier Mencoboni
Galerie Stadler, 51, rue de Seine, Paris-6e. Mº Odéon. Tél. : 43-26-91-10. De 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 8 avril.

Micromégas
American Center, 51, rue de Bercy, Paris-12e. Mº Bercy, bus: 24, 62, 87. Tél. : 44-73-77-77. De 12 heures à 20 heures; dimanche de 12 heures à 18 heures. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 4 juin.

Alphonse Mucha (1860-1939)
Fondation Mona-Bismarck, 34, avenue de New-York, Paris-16e. Mº Trocadéro, Alma-Marceau, Iéna. Tél. : 47-23-38-88. De 10 h 30 à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 25 mars.

Par exemple
Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Tournon, Paris-6e. Mº Mabillon. Tél. : 46-33-90-36. De 12 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 3 juin.

Paris grand écran, splendeurs des salles obscures, 1895-1945
Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, Paris-3e. Mº Saint-Paul. Tél. : 42-72-21-13. De 10 heures à 17 h 40; dimanche jusqu'à 19 heures. Fermé lundi et fêtes. Jusqu'au 30 avril. 35 F (comprenant l'accès au musée).

Peintures italiennes du Musée des Beaux-Arts de Nantes
Musée du Luxembourg, 19, rue de Vaugirard, Paris-6e. Mº Luxembourg. Tél. : 42-34-25-95. De 11 heures à 18 heures; jeudi jusqu'à 21 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 17 avril. 31 F, mardi: 21 F.

Robert Rauschenberg
Galerie Daniel Templon, 30, rue Beaubourg, Paris-3e. Mº Rambuteau. Tél. : 42-72-14-10. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 22 mars.

Rêves d'alcôves ou la Chambre au cours des siècles
Musée des Arts décoratifs, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris-1er. Mº Tuileries ou Palais-Royal. Tél. : 44-55-57-50. De 12 h 30 à 18 heures; samedi et dimanche de 10 heures à 18 heures. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 30 avril. 30 F.

Rodin, Whistler et la muse
Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne, Paris-7e. Mº Varenne, RER Invalides, bus 28, 49, 69, 82, 92. Tél. : 44-18-61-10. De 9 h 30 à 16 h 45. A partir du 1er avril jusqu'à 17 h 45. Fermé lundi. Jusqu'au 30 avril. 27 F (billet jumelé avec la visite du musée).

Julian Schnabel
Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris-3e. Mº Hôtel-de-Ville ou Rambuteau. Tél. : 42-71-09-33. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 28 mars.

Whistler (1834-1903)
Musée d'Orsay, place Henry-de-Montherlant, quai Anatole-France, Paris-7e. Mº Solferino. Tél. : 40-49-48-14. De 10 heures à 18 heures; jeudi nocturne jusqu'à 21 h 45; dimanche à partir de 9 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 30 avril. 36 F, dimanche: 24 F. Billet jumelé avec visite du musée: 55 F.

Robert Wlérick
Musée Bourdelle, 18, rue Antoine-Bourdelle, Paris-15e. Mº Montparnasse-Bienvenüe, Falguière. Tél.: 45-48-67-27. De 10 heures à 17 h 45. Fermé lundi. Jusqu'au 14 mai. 27 F.

CINÉMA

Tous les nouveaux films de la semaine, une sélection des exclusivités et des reprises

NOUVEAUX FILMS

ANNA
Film franco-russe de Nikita Mikhalkov, avec Anna Mikhalkov (1 h 40).
VO : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75 ; réservation : 40-30-20-10).

BISHOP'S STORY
Film irlandais-britannique-français de Bob Quinn, avec Donald Mac Cann (1 h 22).
VO : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

CASA DE LAVA
Film portugais-français de Pedro Costa, avec Inès Medeiros, Isaach de Bankolé, Edith Scob, Pedro Hestnes, Sandra Do Canto Brandao, Cristiano Andrade Alves (1 h 50).
VO : Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5e (43-54-15-04).

EMMÈNE-MOI
Film français de Michel Spinosa, avec Karin Viard, Antoine Basler, Inès de Medeiros, Eric Savin, Bruno Putzulu, Didier Bénureau (1 h 26).
Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

EN MAI FAIS CE QU'IL TE PLAÎT
Film français de Pierre Grange, avec Eric Challier, Valérie Gabriel, Jean-Claude Dreyfus, Renaud Le Bas, Nathalie Ortega, Fred Saurel (1 h 22).
Interdit – 12 ans.
14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00 ; 36-68-59-02) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (36-68-75-13 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24).

HIGH BOOT BENNY
Film irlandais de Joe Comerford, avec Marc O'Shea, Frances Tomelty (1 h 18).
VO : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

JUSTE CAUSE
Film américain d'Arne Glimcher, avec Sean Connery, Laurence Fishburne, Kate Capshaw, Blair Underwood, Ruby Dee, Ed Harris (1 h 45).
Interdit-12 ans.
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Odéon, dolby, 6e (36-68-37-62) ; Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; George-V, dolby, 8e (36-68-43-47) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Bienvenüe Montparnasse, dolby, 15e (36-65-70-38 ; réservation : 40-30-20-10).
VF : Rex, dolby, 2e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Mistral, dolby, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

PRINCIPIO Y FIN
Film mexicain d'Arturo Ripstein, avec Ernesto Laguardia, Julietta Egurrola, Bruno Bichir, Lucia Munoz, Alberto Estrella, Blanca Guerra (2 h 44).
Interdit-12 ans.
VO : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25) ; Elysées Lincoln, dolby, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (43-20-32-20).

RADIO REBELS
Film américain de Michael Lehmann, avec Steve Buscemi, Adam Sandler, Chris Farley (1 h 34).
VO : Forum Orient Express, 1er (36-65-70-67) ; Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Saint-Lambert, dolby, 15e (45-32-91-68).
VF : Rex, dolby, 2e (36-68-70-23) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).

UNE FEMME FRANÇAISE
Film français de Régis Wargnier, avec Emmanuelle Béart, Daniel Auteuil, Gabriel Barylli, Jean-Claude Brialy, Geneviève Casile, Michel Etcheverry (1 h 40).
Gaumont les Halles, dolby, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Rex (le Grand Rex), dolby, 2e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, dolby, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; UGC Danton, 6e (36-68-34-21) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; UGC Normandie, dolby, 8e (36-68-49-56) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, dolby, 13e (36-68-22-27) ; Mistral, dolby, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; Miramar, dolby, 14e (36-65-70-39 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 15e (43-06-50-50 ; 36-68-75-15 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Convention, dolby, 15e (36-68-29-31) ; Majestic Passy, dolby, 16e (36-68-48-56) ; UGC Maillot, dolby, 17e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, THX, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

SÉLECTION

L'APPÂT
de Bertrand Tavernier,
avec Marie Gillain, Olivier Sitruk, Bruno Putzulu, Richard Berry, Philippe Duclos, Marie Ravel.
Français (1 h 55).
Interdit – 12 ans.
Rex, dolby, 2e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43) ; UGC Montparnasse, dolby, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Biarritz-Majestic, dolby, 8e (36-68-48-56) ; Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; UGC Opéra, dolby, 9e (36-68-21-24) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Mistral, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; UGC Convention, dolby, 15e (36-68-29-31) ; Majestic Passy, dolby, 16e (36-68-48-56) ; UGC Maillot, dolby, 17e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

AU TRAVERS DES OLIVIERS
d'Abbas Kiarostami,
avec Hossein Rezai, Mohamad Ali Keshavarz, Farhad Kheradmand, Zarifeh Shiva, Tahereh Ladania, Mahbanou Darabin.
Iranien (1 h 43).
VO : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

L'ÉMIGRÉ
de Youssef Chahine,
avec Yousra, Michel Piccoli, Mahmoud hémida, Khaled el-Nabaoui, Safia el-Emary.
Egyptien (2 h 08).
VO : Gaumont les Halles, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Publicis Saint-Germain, 6e (36-68-75-55) ; La Pagode, 7e (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10).

JLG, JLG
de Jean-Luc Godard,
avec Geneviève Pasquier, Denis Jadot, Brigitte Bastien, Elisabeth Kaza, André Labarthe, Louis Séguin.
Français (1 h 20).
La Pagode, 7e (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10).

LOIN DE LA MAISON
de Phillip Borsos,
avec Jesse Bradford, Dakotah le chien labrador, Bruce Davison, Mimi Rogers, Tom Bower, Joel Palmer.
Américain (1 h 20).
VF : Saint-Lambert, dolby, 15e (45-32-91-68).

LUDWIG VAN B.
de Bernard Rose,
avec Gary Oldman, Jeroen Krabbe, Johanna Ter Steege, Valeria Golino, Isabella Rossellini, Marco Hofschneider.
Américain (2 h 01).
VO : Forum Orient Express, dolby, 1er (36-65-70-67) ; UGC Danton, dolby, 6e (36-68-34-21) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Publicis Champs-Elysées, dolby, 8e (47-20-76-23 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; UGC Maillot, 17e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).
VF : UGC Opéra, dolby, 9e (36-68-21-24) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10).

NELL
de Michael Apted,
avec Jodie Foster, Liam Neeson, Natasha Richardson, Richard Libertini, Nick Searcy, Robin Mullins.
Américain (1 h 55).
VO : 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (36-68-69-23) ; UGC Rotonde, 6e (36-65-70-73 ; 36-68-70-14) ; UGC Odéon, 6e (36-68-37-62) ; UGC Champs-Elysées, dolby, 8e (36-68-66-54) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).
VF : Rex, 2e (36-68-70-23) ; Bretagne, dolby, 6e (36-65-70-37 ; réservation : 40-30-20-10) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Convention, 15e (36-68-29-31) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

PHANTASM 3
de Don Coscarelli,
avec Angus Scrimm, A. Michael Baldwin, Reggie Bannister.
Américain (1 h 38).
Interdit-16 ans.
VO : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85 ; réservation : 40-30-20-10).

PRÊT-À-PORTER
de Robert Altman,
avec Marcello Mastroianni, Sophia Loren, Jean-Pierre Cassel, Kim Basinger, Chiara Mastroianni, Stephen Rea.
Américain (2 h 12).
VO : Gaumont les Halles, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Odéon, dolby, 6e (36-68-37-62) ; UGC Rotonde, dolby, 6e (36-65-70-73 ; 36-68-70-14) ; Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; George-V, THX, dolby, 8e (36-68-43-47) ; Max Linder Panorama, THX, dolby, 9e (48-24-88-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (36-68-75-13 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Majestic Passy, dolby, 16e (36-68-48-56).
VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Miramar, dolby, 14e (36-65-70-39 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).

QUIZ SHOW
de Robert Redford,
avec John Turturro, Rob Morrow, Ralph Fiennes, David Paymer, Paul Scofield.
Américain (2 h 10).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Gaumont Champs-Elysées, dolby, 8e (43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8e (36-68-49-56) ; La Bastille, dolby, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24).
VF : Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10).

RICHARD AU PAYS DES LIVRES MAGIQUES
de Joe Johnston,
Maurice Hunt,
dessin animé Américain (1 h 15).
VO : George-V, 8e (36-68-43-47). VF : Forum Orient Express, 1er (36-65-70-67) ; Rex, dolby, 2e (36-68-70-23) ; George-V, 8e (36-68-43-47) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85 ; réservation : 40-30-20-10) ; Saint-Lambert, dolby, 15e (45-32-91-68).

REPRISES

AU HASARD, BALTHAZAR
de Robert Bresson,
avec Anne Wiazemsky, François Lafarge, Walter Green, Philippe Asselin, Nathalie Joyaut.
Français, 1966, noir et blanc, copie neuve (1 h 36).
Accatone, 5e (46-33-86-86) ; Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49).

MOUCHETTE
de Robert Bresson,
avec Nadine Nortier, Jean-Claude Guilbert, Jean Vimenet, Marie Suzini, Marie Cardinal.
Français, 1967, noir et blanc (1 h 22).
Accatone, 5e (46-33-86-86).

LE PORT DE L'ANGOISSE
de Howard Hawks,
avec Humphrey Bogart, Lauren Bacall, Walter Brennan, Marcel Dalio, Hoagy Carmichael, Dolores Moran.
Américain, 1945, noir et blanc (1 h 40).
VO : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07 ; 36-65-70-64).

(*) Films interdits aux moins de 12 ans.
(**) Films interdits aux moins de 16 ans.

La violence est trop souvent présente sur les petits écrans américains

LES PROGRAMMES de télévision des Etats-Unis exposent les enfants à plus de violence que ceux de n'importe quel autre pays, selon des spécialistes réunis à Melbourne pour le Sommet mondial sur la télévision et les enfants. Une étude allemande a révélé que les programmes américains étaient quatre fois plus violents que ceux des Allemands, a annoncé le professeur hollandais Jo Groebel lors d'une communication. *« Lorsqu'on parle de la violence à la télévision, c'est dans une certaine mesure du processus d'identification créé par la télévision que l'on parle, et ici la violence américaine joue un rôle prépondérant »*, a déclaré Jo Groebel, chef du département psychologie et communication de masse à l'université d'Utrecht. L'étude a prouvé qu'un enfant européen voyait en moyenne cinq actes de violence par heure, pour dix actes de violence par heure pour les enfants américains, a souligné Jo Groebel. Il ne croit pas que la limitation de la violence par un organisme indépendant serait efficace, et il préférerait voir les chaînes de télévision se limiter elles-mêmes.

■ **RADIO : France-Musique sera cette année à nouveau au rendez-vous du Salon international de la musique classique.** Musicora, qui a lieu à Paris du 17 au 22 mars. Pendant cette période, la chaîne musicale de Radio-France diffusera en direct du Parc des expositions la totalité de ses émissions de 11 h 30 à 19 heures. France-Musique, en plus de ses rendez-vous réguliers, organisera et retransmettra trois concerts quotidiens publics, à 14 heures, 15 h 30 et 17 heures. Des émissions publiques seront réalisées en direct du Salon, comme « En blanc et en noir » à l'heure du déjeuner en semaine, et « Les imaginaires » sur le thème de quarante ans de francophonie.

■ **RETOUR : *Hervé Claude, ancien présentateur du journal de 20 heures sur France 2,*** *va collaborer à partir du jeudi 16 mars à Arte, a annoncé la direction de la chaîne culturelle. Hervé Claude animera les soirées thématiques « Thema » à caractère géopolitique, a-t-on précisé de même source.*

■ **PROGRAMMES : *diffusé le samedi soir, depuis le 7 janvier, « Velvet Jungle »,*** *le magazine musical hebdomadaire d'Arte, va subir quelques aménagements et accorder une part plus large aux artistes et aux sujets français. Responsable du magazine, Patrice Blanc-Francard a annoncé la création d'une nouvelle rubrique, « Close up », entretien avec un artiste qui offre au téléspectateur des documents personnels, souvent inédits. Etienne Daho et Annie Lennox seront les premiers invités de cette rubrique d'une vingtaine de minutes. Autre innovation, la séquence « One + One », portrait d'un artiste français par un cinéaste de la « nouvelle Nouvelle Vague », avec, parmi les premiers sujets, Charlélie Couture et au nombre des réalisateurs pressentis, Mathieu Kassovitz et Claire Denis.*

Ouagadougou célèbre le septième art

Le magazine « Faut pas rêver » consacre une émission au cinéma. On y découvre la passion des cinéphiles du Burkina Faso pour le western et le karaté

OUAGADOUGOU
de notre envoyée spéciale

Un projectionniste charge une bobine. Une fois le film lancé, on passe côté salle. Sur l'écran, Clint Eastwood s'avance d'un pas assuré. Poncho sur les épaules, mince cigare aux lèvres, barbe de huit jours et chapeau aux bords relevés, il est l'homme sans nom de *Pour une poignée de dollars*. Dans la salle, Blanchard Tapsoba, le même chapeau vissé sur la tête, vibre au moindre geste de son idole.

Nous sommes à Ouagadougou, au Burkina Faso, dans la salle en plein air du secteur 23, l'un des quartiers périphériques de la ville. Comme de nombreux jeunes du voisinage, Blanchard, dit Ben Wyatt, surnom emprunté à une série B, est un habitué. Ce qu'il aime, c'est le western. Dès qu'il y en a un au programme, il met son chapeau, s'affuble d'un colt et prend la démarche savamment balancée des acteurs de films spaghettis pour traverser les rues qui conduisent au cinéma.

« J'aurais voulu être comme Clint Eastwood, dit-il : *aller au saloon, parler mal aux gens. »* Quand il rencontre d'autres passionnés de son acabit, de ceux qui se font appeller John Wayne, Gary Cooper, Trinita ou Zapata, Ben Blanchard les salue d'un claquement de doigts. Comme il l'a vu faire dans l'un de ses films préférés, ceux où les personnages n'ont pas froid aux yeux et ne s'encombrent pas de scrupules pour régler leur compte aux truands.

D'autres jeunes du secteur 23 préfèrent les films qui vantent les exploits de karatékas. Leurs surnoms : Wang ou Bruce Lee. Ils s'entraînent chaque jour et s'identifient à leurs héros au point de se prendre eux aussi pour des justiciers. Quand il y a une bagarre dans un maquis, ils séparent les querelleurs et se chargent de rétablir l'ordre.

Titinga, lui, se « costume » le samedi pour aller au Ciné-Oubri, l'un des cinémas du centre-ville, à cinq kilomètres du secteur 23. Au début, il s'y rendait à pied, maintenant, il a un vélomoteur. Titinga a sa place réservée à l'*Oubri*, au troisième rang. Il a commencé à y venir à l'âge de seize ans et, depuis, il n'a pas raté un film. Car beaucoup de cinéphiles ouagalais vont au cinéma tous les soirs. Certains assistent à deux, quelquefois trois séances.

Pour répondre à une telle demande, la Société nationale du cinéma burkinabé (Sonacib) est obligée de fournir aux quinze salles de la capitale – mais c'est la même chose dans les régions – des films en très grand nombre. Elle se procure aux Etats-Unis ou à Hongkong des copies en provenance de tous les coins du monde. Le plus souvent des séries B, et même des séries Z, des films qu'on ne montre pas dans leur pays d'origine tellement ils sont médiocres, car il faut obligatoirement acheter à très bon marché, le prix moyen de l'entrée étant de 200 francs CFA (2 francs français). Ainsi se forme le goût du public !

Pourtant, même si le document réalisé par Régis Michel et Yvon Bodin pour « Faut pas rêver » – « *Les Cinéphiles de Ouagadougou* » – ne le montre pas, le public burkinabé aime aussi passionnément son cinéma. *On l'a vérifié une fois encore*, il y a deux semaines, au Fespaco (le Festival panafricain du cinéma de Ouagadougou), où la population a plébiscité les films africains, malheureusement toujours trop peu nombreux pour alimenter régulièrement les salles.

C'est un film africain « Wend Kuuni » qui détient le record des entrées avec 125 000 spectateurs. Dès qu'apparaissent Rosine et Serge, les deux jeunes acteurs, la salle récite leur dialogue

C'est *Wend Kuuni*, un film de Gaston Kaboré, qui détient le record absolu d'entrées au Burkina avec le chiffre de 125 000 spectateurs. Il y a des amateurs qui l'ont vu huit ou dix fois et qui le connaissent par cœur. Dès qu'apparaissent Rosine et Serge, les deux jeunes acteurs, la salle récite l'intégralité de leurs dialogues. Dans *Zan Boko*, Gaston Kaboré avait donné un rôle à Hyppolyte Ouangrana, un comédien très populaire, un pilier de l'ATB, l'atelier-théâtre burkinabé. On le voit ici dans son quartier, le secteur 23 justement, où tout le monde l'appelle « M. le commissaire » depuis qu'il a interprété un responsable de la police dans *Wendemi*, de Pierre Yameogo. Idrissa Ouedraogo l'avait également employé dans *Samba Traoré*.

Au Fespaco, on a découvert deux nouveaux personnages joués par Abdoulaye Kombougri, un autre acteur qui, grâce à son personnage de « l'homme du peuple » dans *Laafi* (le précédent film de Pierre Yaméogo), est devenu lui aussi un héros local. Dans *Haramuya*, de Drissa Touré, c'est un petit amaqueur qui devient indicateur. Dans *Keita*, de Dani Kouyate, il joue l'instituteur. Pour le rôle principal, ce même film a fait appel à Sotigui Kouyate, griot et comédien de théâtre connu du public français (il travaille régulièrement avec Peter Brook). Les réalisateurs burkinabés s'efforcent de fidéliser leur public en jouant la carte des comédiens vedettes.

Thérèse-Marie Deffontaines

★ **France 3 : « Faut pas rêver », vendredi 17 mars à 21 h 50.**

JEUDI 16 MARS

TF 1

13.40 Feuilleton : Les Feux de l'amour.
14.30 Feuilleton : Les oiseaux se cachent pour mourir.
16.15 Jeu : Une famille en or.
16.45 Club Dorothée.
17.30 Série : Les Garçons de la plage.
18.00 Série : Premiers baisers.
18.30 Série : Le Miracle de l'amour.
19.00 Magazine : Coucou ! (et 0.20).
19.50 Le Bébête Show (et 1.10).
20.00 Journal.
20.15 Face à la Une. Invité : Lionel Jospin.
20.50 Météo.

20.55 Sport : Football. En direct du stade Abbé-Deschamps. Coupe d'Europe des Vainqueurs de Coupe, quart de finale retour : Auxerre-Arsenal. 21.45, Mi-temps, Tiercé et la Minute hippique ; 22.05, 2e période.
22.55 Magazine : Sans aucun doute. Le Métier de mannequin : miroir aux alouettes ? ; Est-on totalement protégé contre les pirates des cartes bancaires ? ; Les Retrouvailles des gagnants du Loto.
1.15 Journal et Météo.
1.25 Programmes de nuit. Rendez-vous à Budapest ; 3.00, Histoires naturelles (et 3.45, 5.10) ; 3.25, Passions ; 4.40, Musique.

FRANCE 2

13.50 Série : Inspecteur Derrick.
14.55 Série : Dans la chaleur de la nuit.
15.45 Tiercé à Evry.
16.00 Variétés : La Chance aux chansons (et 5.00).
16.45 Des chiffres et des lettres.
17.15 Série : Seconde B.
17.45 Série : Code Lisa.
18.15 Série : La Fête à la maison.
18.45 Jeu : Que le meilleur gagne (et 4.05).
19.10 Flash d'informations.
19.15 Studio Gabriel (et 2.25).
19.59 Journal.
20.20 Carnet de campagne. Invité : Robert Hue.
20.55 Météo et Point route.

21.05 ▶ Magazine : Envoyé spécial. Droit de réponse ; La Bête ; Les Hommes-taupes.
22.55 Cinéma : Sexe, mensonges et vidéo. ■■ *Film américain de Steven Soderbergh (1989).*
0.40 Journal, Météo, Journal des courses.
1.05 Le Cercle de minuit. Hommage à Serge Daney.
2.55 Programmes de nuit. *Bas les masques (rediff.) ; 4.35, 24 heures d'info ; 5.40, Dessin animé.*

FRANCE 3

13.35 Magazine : Vincent à l'heure. Invités : Pierral, Catherine Allegret, Micha Mercier.
14.45 Série : La croisière s'amuse.
15.35 Série : Magnum.
16.30 Les Minikeums.
17.40 Magazine : Une pêche d'enfer.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. *La Femme sans tombe*, de Jocelyne François.
18.55 Le 19-20 de l'information. A 19.09, Journal de la région.
20.10 Jeu : Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.45 Keno.

20.55 Cinéma : Le Cardinal. ■■ Film américain d'Otto Preminger (1963).
23.50 Météo et Journal.
0.25 Magazine : L'Heure du golf. La compétition : Open du Maroc.
0.55 Documentaire : Mémoires du XXe siècle. David Rousset (2/2). La société concentrationnaire, de Dominique Rabourdin. *A sa sortie de Buchenwald, David Rousset publie des témoignages essentiels sur les camps nazis. Intellectuel engagé pour la décolonisation et contre tous les totalitarismes, il dénonce l'existence de camps en URSS. Violemment attaqué par la presse communiste, il gagne un procès contre Les Lettres françaises.*
1.50 Musique Graffiti (15 min).

M 6

13.25 Série : L'Homme de fer.
14.20 Série : Jim Bergerac.
17.00 Variétés : Hit Machine.
17.30 Série : Guillaume Tell.
18.00 Série : Equalizer.
18.54 Six minutes première édition.
19.00 Série : Loïs et Clark, les nouvelles aventures de Superman.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Magazine : Mode 6 (et 0.35). Collections de prêt-à-porter automne-hiver 1995-1996 de Comme des garçons et Dries Van Noten.
20.05 Série : Madame et sa fille.
20.35 Magazine : Passé simple. Présenté par Marielle Fournier. 1973, Chili : Le putsch du général Pinochet.

20.50 Cinéma : Coup de foudre. ■■ Film français de Diane Kurys (1982).
22.55 Téléfilm : Les Démons du passé. *De Tom McLoughlin, avec Tim Matheson. Un professeur revient dans sa ville natale qu'il a quittée, 27 ans plus tôt, après la mort de son frère. Il est bientôt confronté à trois élèves qui ressemblent trait pour trait aux meurtriers.*
0.40 Magazine : Culture rock (et 3.20).
2.00 Rediffusions. Rock express ; 2.25, Le Monde des hélicoptères (1) ; 4.15, Nature et civilisation (1) ; 5.10, Culture pub ; 5.35, E = M 6.

CANAL +

13.35 Cinéma : Jeanne la Pucelle, les batailles. ■■ Film français de Jacques Rivette (1993).
16.25 Cinéma : Quand j'avais cinq ans, je m'ai tué. ■ Film français de Jean-Claude Sussfeld (1993).
18.00 Canaille peluche. Crocs malins.

EN CLAIR JUSQU'À 20.30

18.30 Jeu : Pizzarollo.
18.40 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Jérôme Bonaldi puis, à 19.10, par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.
19.20 Magazine : Zérorama.
19.55 Les Guignols.
20.30 Le journal du cinéma.

20.35 Cinéma : Innocent Blood. ■ Film américain de John Landis (1992).
22.30 Flash d'informations.
22.35 Série : Babylon 5. (2/22) Le Chasseur d'âmes.
23.20 Cinéma : Boxing Helena. □ Film américain de Jennifer Chambers Lynch (1992).
1.00 Le Journal du hard.
1.05 Cinéma : Holly, la scandaleuse d'Hollywood. *Film américain, classé X, de John T. Bone (1993).*
2.30 Surprises (30 min).

LA CINQUIÈME

13.30 Magazine : Défi. Changement de personnalité (3). Renaissance.
14.00 Magazine : L'Esprit du sport. Invité : Yves Bergé.
15.45 Les Ecrans du savoir. Au fil des jours (rediff.) ; Inventer demain ; Allô la Terre (rediff.) ; Ma souris bien-aimée (rediff.) ; L'Œuf de Colomb (rediff.) ; Cinq sur cinq (rediff.) ; Langues : espagnol et anglais.
17.30 Les Enfants de John.
18.00 Les Grands Châteaux d'Europe. Warwick.
18.30 ▶ Le Monde des animaux. Des animaux dans la ville : Hongkong sauvage.

ARTE

19.00 Magazine : Confetti. Festival des cerf-volants de Dieppe.
19.30 ▶ Magazine : Premières Vues. Proposé par Catherine Arnaud, Mosco et Claire Doutriaux. Filmer la réussite.
20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Soirée thématique : Les Héritiers de Khomeini. Soirée proposée par Bruno Funk.
20.41 Documentaire : Procès Bakhtiar. D'Hélène Risacher et Eric Pierrot.
20.50 Documentaire : En exil. D'Hélène Risacher et Eric Pierrot. *Les longues années d'exil pèsent lourdement sur la vie des démocrates iraniens.*
21.30 Interview du shah Reza Pahlavi. D'Hélène Risacher et Eric Pierrot.
21.40 Le Pouvoir des ayatollahs. De Bruno Funk. *A la fois rétrospective et analyse, ce documentaire rappelle les bases idéologiques de la révolution de Khomeini en 1979 et la façon dont s'édifia la République islamique.*
21.50 Documentaire : Une foi à déplacer les montagnes. De Siba Schakib. *Entretiens avec des Iraniens de toutes opinions, y compris les signataires d'une lettre ouverte adressée au gouvernement pour réclamer la liberté d'expression.*
22.55 Cinéma : Bashu, le petit étranger. ■■ Film iranien de Bahram Beyzai (1986, v.o.), avec Susan Taslami, Parviz Pourhosseini, Adnan Afravian.
1.00 Cinéma : Le Sud ■■ Film argentin de Fernando Solanas (1988, v.o., rediff.). (115 mn.).

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris Lumières. 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 *La moutarde me monte au nez.* ■ *Film français de Claude Zidi (1974).* 21.45 Trombone en coulisse. A l'occasion du centenaire du cinéma. 21.55 Météo internationale. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Géopolis. Rediff. de France 2 du 26 février. Algérie : la guerre intérieure. 0.15 Tell Quel. 0.45 Journal de France 3. Edition Soir 3 (30 min).

PLANÈTE 20.05 BD : La Case et le Temps. De Christophe Heili. 20.35 Force brute. De Robert Kirk (27/52). Top gun : les as. 21.25 Louis Sclaviscomme clarinette. D'Yves de Peretti et Philippe Gumplowicz. 22.15 Lumière, le cinéma à vapeur. D'André S. Labarthe. 23.10 Le Devoir d'enfermer. De Patrick Remacle et Marco Zerla. 0.00 *Animaux de toutes les Russies. De Gérald Calderon et Jean-Claude Cuttoli (3/4). Sur les rives de la mer Caspienne.* 0.50 L'Ouest, le vrai. De Donna E. Lusitana (57/65). Diligence et Pony Express (50 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos. 19.15 Paris modes. Les meilleurs moments des défilés automne-hiver 1995/96. 19.45 Archives. 20.00 Ecran total (et 23.25). Cent ans du cinéma, à l'Institut Louis-Lumière à Lyon. Invité : Claude Lelouch. 20.30 Paris modes. En direct. Le défilé Thierry Mugler automne-hiver 1995/96 (et 0.40). 22.00 *L'Ultime Razzia.* ■■ *Film américain de Stanley Kubrick (1956, N., v.o.).* 23.55 Concert. Enregistré à Bad Kissingen, par l'Orchestre symphonique de Bamberg, dir. Yoichiro Omachi (45 min).

CANAL J 17.35 Les Triplés. 17.40 Bof. 17.55 Soirée Domino. C'est comme moi ; 18.00, Les P'tits Lardons ; 18.20, Tip top clip ; 18.25, Sébastien parmi les hommes ; 18.55, Jeux vidéo ; 19.00, Montre-moi ta ville ; 19.15, Jeux vidéo ; 19.20, Rébus. 19.30 Série : Zorro (30 min).

CANAL JIMMY 20.00 Terrain vague. □ Film français de Marcel Carné (1960, N.). 21.45 Road Test. 22.05 Chronique du front. 22.10 Susie et les Baker Boys. ■ Film américain de Steve Kloves (1989, v.o.). 0.00 Souvenir : Tilt. Variétés. Présenté par Michel Drucker. Diffusé pour la première fois, le 24 mai 1967 (65 min).

SÉRIE CLUB 20.00 Série : L'Odyssée imaginaire. 20.25 Série : Les deux font la loi. 20.50 Série : Salut champion (et 0.10). 21.40 Série : Mission impossible. 22.30 Série : Code Quantum. Quand Harry rencontre Maggie. 23.20 Série : Equalizer. 0.05 Le Club. 1.00 Série : Le Chevalierde Pardaillan (50 min).

MCM 19.30 Blah-Blah Groove (et 0.00). 20.10 MCM Mag (et 23.30). 20.40 MCM découvertes. 21.00 Autour du Groove. Le Groovy Bus : Varsovie. 21.30 MCM Rock Legends. 23.00 Radio Mag. 0.30 Blah-Blah Métal (30 min).

MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-Head. 23.00 The Report. 23.15 CineMatic. 23.30 News at Night. 23.45 3 From 1. 0.00 The End ? (120 min).

EUROSPORT 19.30 Eurosportnews. 20.00 Arts martiaux. 21.00 Catch. 22.00 Football. Résumés. Coupe de l'UEFA, Coupe des Coupes, Ligue des champions. 1.00 Eurosportnews (30 min).

CINÉ CINÉFIL 18.50 Pigskin Parade. ■ *Film américain de David Butler (1936, N., v.o.).* 20.30 Le Dortoir des grandes. ■ Film français d'Henri Decoin (1953, N.). 22.10 Tarzan et les Amazones. ■ Film américain de Kurt Neumann (1945, N., v.o.). 23.25 Femmes, femmes. ■ Film français de Paul Vecchiali (1974, N., 120 min).

CINÉ CINÉMAS 18.55 Orca. □ Film américain de Michael Anderson (1976). 20.30 L'Homme de la rivière d'argent. ■■ Film australien de George Miller (1982). 22.00 Aloïse. ■■ Film français de Liliane de Kermadec (1974). 23.55 Un week-end sur deux. ■ Film français de Nicole Garcia (1989, 100 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Pierre Bergounioux (Miette, et Points cardinaux). 19.30 Perspectives scientifiques. Les animaux qui vivent sous terre (4). 20.00 Le Rythme et la Raison. Préfacer la musique. 4. *Les préfaces à l'essai sur le doigté du violoncelle et la conduite de l'archet (1813), de Jean-Louis Duport et à la méthode de violon, (1803), de Pierre Baillot.* 20.30 Fiction. Tout ce qui vole, de Marc Jaffeux. 21.32 Profils perdus. Hassan Fathy, architecte et humaniste. 22.40 Les Nuits magnétiques. La traversée de la main. 3. Les mains dans la tête. 0.05 Du jour au lendemain. Jean-Pierre Faye (Le Piège, et Didjla, le tigre). 0.50 Coda. Simplicités (4).

FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé. 20.00 Concert. En direct du Théâtre des Champs-Elysées, par l'Orchestre national de France, dir. Jeffrey Tate : Symphonie nº 8, La Consécration de la maison, ouverture op. 124, Symphonie nº 6, de Beethoven. 22.00 Soliste. Margaret Price, soprano dans des œuvres de Schubert : An die untergehende Sonne D 457 ; Der Gondelfahrer D 808 ; Winterabend D 938 ; Der Wanderer an den Mond D 870 ; Die junge Nonne D 828. Graham Johnson, piano. 22.30 Musique pluriel. Perpetuum mobile, de Pärt, par l'Orchestre symphonique de Bamberg, dir. Neeme Järvi ; An den Wassen zu Babel sassen wir und weinten, de Pärt, par l'Ensemble Hilliard ; De profundis, de Pärt, par l'Ensemble Hilliard ; Variationen zur gesundung von Arinuschka, de Pärt ; Silouans song, de Pärt, par l'Orchestre de chambre de Tallinn, dir. Tonu Kaljuste. 23.07 Ainsi la nuit. 0.00 Tapage nocturne.

Les interventions à la radio

RTL, 7 h 50 (et à 8 h 20) : « Spécial Présidentielle » avec Robert Hue.

RTL, 18 heures : Jean-Pierre Raffarin.

LE MONDE / VENDREDI 17 MARS 1995 / 31

Gros temps sur les îles bretonnes

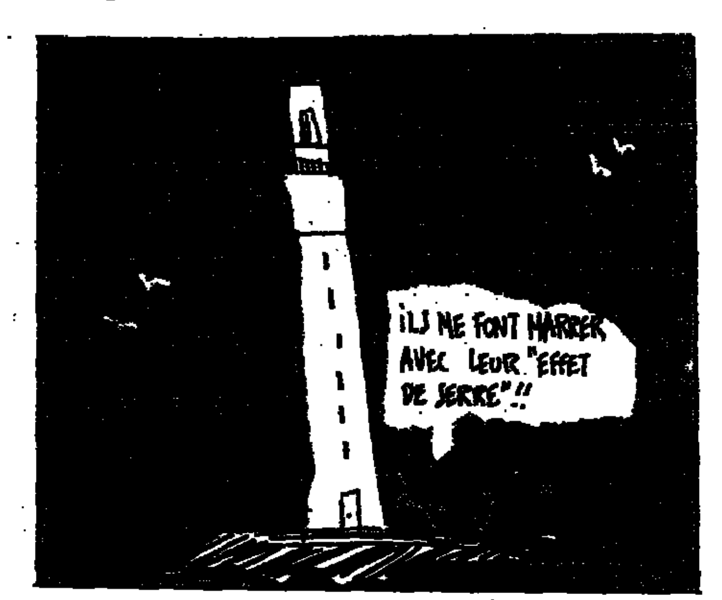
Le magazine « Thalassa » offre, avec le documentaire « Maudite tempête », des images saisissantes sur les durs métiers de la mer

POUR UN BOL D'AIR, c'en est un ! Que de vent, que d'Himalaya de mer en furie, que d'écume, que de lames ! Mais aussi que de beauté à l'état pur !

Les images que nous offrent Bernard Rubistein, Dominique Pipat et Robert Pauly dans le reportage *Maudite tempête* sont tout simplement superbes. On ne les regarde pas, elle vous saisissent. Si les images sont poignantes, les propos des hommes particulièrement bien choisis sont authentiques, et le Finistère, avec ses constellations d'îles (au point qu'on ne sait s'il est la fin de la terre ou le début de la mer), plus séduisant que jamais.

Quand le courrier – ce bateau blanc à l'allure un peu vieillotte – qui fait la navette entre Brest, Audierne et les îles ne parvient pas à assurer le service public pour cause de météo, alors Molène, Ouessant ou Sein sont comme orphelines du continent. Pas de lettres, pas de journaux, pas d'expédition du poisson, pas de rendez-vous honorés. Il faut attendre l'accalmie, aussi hypothétique que brève, comme d'autres ailleurs dans les villages de la terre ferme attendent l'ouverture des bureaux de l'administration pour faire leurs démarches.

Le goémonier qui fait descendre sur la grève sa charrette brinquebalante, tirée par un cheval aux sabots larges comme une assiette, vit de la tempête puisque les algues rejetées au rivage seront d'autant plus abondantes que la mer se sera déchaînée. Le pêcheur n'a pas le droit d'avoir peur lorsque le vent monte à des forces qui atteignent 8 ou 9 sur l'échelle de Beaufort, car pour ramener autant de poisson aujourd'hui qu'hier, il lui faut prendre deux fois plus de risques.



Les gardiens de phare de la Vieille, en face de la pointe du Raz, ou de Kereon, dans le redoutable passage du Fromveur à quelques encablures d'Ouessant, savent qu'il leur arrivera plusieurs fois dans leur carrière de rester coincés cinq ou six jours de plus en haut de leur vigie de pierre éclaboussée par les vagues. Les enfants des îliens ne connaissent pas ce qu'est l'embrasement des grandes forêts de hêtres et de chênes à l'automne, car ici le vent ne laisse chance qu'aux arbustes qui accepteront toute leur vie de rester rabougris.

Les tempêtes sont des contraintes et des drames, mais donnent aussi des honneurs à ceux qui les bravent. Voilà le patron du canot de sauvetage de Molène qui mène son embarcation dans un océan bouillonnant avec pourtant autant de souplesse que s'il accomplissait un concours de patinage artistique. Voilà l'*Abeille-Flandres*, un remorqueur de haute mer plus puissant que mille centaures, tantôt sous-marin, tantôt radeau, qui fonce vers le rail d'Ouessant à la rescousse d'un caboteur en mauvaise posture, et qui se gausse comme d'une guigne des creux de 12 mètres qui s'affalent sur l'étrave.

Voilà deux chalutiers aux couleurs vives, tanguant et roulant, en route pour la mer d'Irlande à la quête d'une maigre pitance. Voilà la mer pulvérisée qui recouvre les quais du Conquet d'un tapis d'écume boursouflée comme des œufs à la neige. Voilà le gardien de phare qui glisse le long d'un câble jusqu'au bateau des ponts et chaussées maritimes que le ressac empêche d'accoster à l'embarcadère de fortune aménagé à même les rochers.

Monsieur le recteur n'a pas tort de rappeler qu'à Sein, lorsque deux habitants se disent au revoir en se quittant après la messe, ils se lancent, en breton bien sûr : *« Joie à nos défunts. »* Les morts en effet reviennent un jour ou l'autre, tout le monde le sait bien en Bretagne, sur les bords d'une grève du côté de Plogoff. Et les tempêtes, qui elles aussi reviennent tous les hivers, même si elles sont maudites, sont bien nécessaires à cette région pour qu'elle ne perde pas son âme. D'ailleurs, le mot *« maudit »*, accolé à un nom ou à un prénom, veut dire dans le langage familier des gens de l'Armor *« brave, courageux, voire têtu »*.

François Grosrichard

★ France 3 : « Thalassa », vendredi 17 mars à 20 h 50.

Le tango des vérités

par Agathe Logeart

ON LE VOYAIT PASSER, avec son sourire de Joconde. A chaque nouvelle convocation du juge d'instruction, il traversait, pressé, le grand hall du palais de justice d'Evry. Les photographes photographiaient, les caméras filmaient. Il se frayait un chemin, toujours accompagné de son agaçant sourire. Pierre Suard, le petit homme puissant à l'air de Petit Chose, ne parlait pas, il souriait. Et ce sourire était une énigme. Etait-ce un tic ? Fallait-il y voir de l'arrogance, une façon comme une autre de se donner une contenance, de dissimuler la gêne qu'il y a d'être ainsi traité comme une starlette sur la Croisette ou harcelé comme un vulgaire déliquant ? A chaque nouvelle avanie, il souriait et souriait encore.

Comme autant d'insultes à sa respectabilité, les mises en examen dégringolaient sur sa discrète personne. La première fois, il s'était autorisé un commentaire légèrement suffisant : *« Banal, au rique de vous décevoir, c'est un non-évènement. »* Après, il s'était tu. On ne voyait pas grand-chose de lui. Les images nous montraient toujours les mêmes façades d'immeuble protégées par des caméras, les mêmes entrées de bureaux, des plans d'usine, le profil d'un TGV, des téléphones en pagaille. On nous noyait sous les chiffres des turpitudes supposées du groupe Alcatel et de son PDG. Ils donnaient le tournis. Pas à pas, et même s'il nous arrivait parfois de rater une marche dans cet enchevêtrement de procédures et de marchés surfacturés, de commissions occultes et de caisses noires découvertes, notre conviction prenait chaque jour un peu plus de fermeté. Si cet homme souriait ainsi, c'est qu'il n'avait rien d'autre à nous dire. Il n'essayait pas de nous convaincre. Il préférait la bravade, le défi de la mimique. Et ce sourire muet valait reconnaissance de culpabilité.

Il ne souriait plus, au « 20 heures » de France 2 où on l'interrogea longuement. Plus du tout. Sa voix, même, tutoyait par instants le tremblement. Il impressionnait ses interlocuteurs, et, admettons-le, nous aussi. Plus par sa maladresse, presque touchante d'ailleurs, que par la clarté de justifications partielles, incomplètes, insuffisantes sans aucun doute. On sait bien qu'une fois acculés, quand la presse a dévoilé les trois quarts des dossiers d'instruction qui les dérangent, ils plaident tous non coupables, ces grands prédateurs de la finance et de la politique. On est rarement convaincu par ces protestations d'innocence qui sentent la combine. Et, pourtant, là, l'âme de tricoteuse qui sommeille en chaque téléspectateur copieusement abreuvé de scandales en tout genre s'est légèrement troublée. Il avait l'air sincèrement abasourdi, révolté. Et nous, nous étions ballottés : allions-nous marcher dans ce qui pouvait n'être qu'un habile numéro ? D'ordinaire un peu cyniques, un peu narquois, si sûrs qu'il faut punir les pécheurs, surtout s'ils sont puissants, nous étions pris d'un doute. Nous nous étions mis à danser l'inconfortable tango des vérités successives.

VENDREDI 17 MARS 1995

TF 1

13.40 Feuilleton : Les Feux de l'amour.
14.30 Feuilleton : Les oiseaux se cachent pour mourir.
16.15 Jeu : Une famille en or.
16.45 Club Dorothée.
17.30 Série : Les Garçons de la plage.
18.00 Série : Premiers baisers.
18.30 Série : Le Miracle de l'amour.
19.00 Magazine : Coucou ! (et 0.25). Invitée : Michèle Laroque.
19.50 Le Bébête Show (et 0.55).
20.00 Journal, La Minute hippique, Météo.

20.45 Téléfilm : Le juge est une femme. Le Secret de Marion. *Marion, sportive de haut niveau, porte plainte pour viol contre deux champions de décathlon. Sa déclaration paraît suspecte...*
22.35 Sport : Football. En différé de Strasbourg. Quarts de finale de la Coupe de France : FC Strasbourg-Girondins de Bordeaux en différé de Strasbourg ; 23.20, mi-temps et météo ; 23.35, 2e mi-temps.
1.15 Journal et Météo.
1.30 Programmes de nuit. Millionnaire ; 1.55, Histoires naturelles (et 3.30, 5.05) ; 2.30, Le Vignoble des maudits (1) ; 4.25, Côté cœur ; 4.50, Musique.

FRANCE 2

13.50 Série : Inspecteur Derrick.
14.55 Série : Dans la chaleur de la nuit.
15.45 Variétés : La Chance aux chansons (et 5.00).
16.40 Des chiffres et des lettres.
17.15 Série : Seconde B.
17.45 Série : Code Lisa.
18.15 Série : La Fête à la maison.
18.45 Jeu : Que le meilleur gagne (et 3.40).
19.10 Flash d'informations.
19.15 Studio Gabriel (et 1.30). Invités : Michel Boujenah, Alexandra Martinez, Claude Lelouch.
19.59 Journal, Météo, Point route.

20.50 Série : Maigret. Maigret et la vieille dame, de David Delrieux, d'après Georges Simenon, avec Bruno Cremer, Odette Laure. *Valentine, convaincue que sa bonne est morte à sa place, demande à Maigret d'enquêter.*
22.50 Magazine : Bouillon de culture. Spécial Jean de La Fontaine. Invités : Patrick Dandrey (*La Fontaine ou les métamorphoses d'Orphée*) ; Roger Duchêne (*Jean de La Fontaine*) ; Philippe Lejour, Fabrice Luchini, comédiens ; les Fabuleux.
23.55 Variétés : Taratata. Présenté par Nagui. Invité : Barry White.
1.00 Journal, Météo, Journal des courses.
2.00 Programmes de nuit. Envoyé spécial (rediff.) ; 4.05, 24 heures d'info ; 5.50, Dessin animé.

FRANCE 3

13.35 Magazine : Vincent à l'heure.
14.45 Série : La croisière s'amuse.
15.35 Série : Magnum.
16.30 Les Minikeums.
17.40 Magazine : Une pêche d'enfer.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. *Une enfance lyonnaise au temps du maréchal*, de Jean-Jacques Brochier.
18.55 Le 19-20 de l'information. A 19.09, Journal de la région.
20.10 Jeu : Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.45 INC.

20.50 Magazine : Thalassa. Maudite tempête, de Bernard Rubistein, Dominique Pipat et Robert Pauly. *Chaque hiver, sur la côte bretonne ou ses îles avancées, les tempêtes rythment la vie des habitants.*
21.50 Magazine : Faut pas rêver. Japon : Cinecittà à Kyoto ; Burkina Faso : les cinéphiles de Ouagadougou ; Allemagne : Babelsberg, Hollywood de l'Est.
22.50 Météo et Journal.
23.20 Magazine : Pégase. Pilote de l'or ; Le Bras de la navette ; Ariane, la cinquième.
0.15 Court métrage : Libre court. Thibault, de Christophe de Prédignac.
0.40 Musique Graffiti (15 min).

M 6

13.25 Série : L'Homme de fer.
14.20 Série : Jim Bergerac.
17.00 Variétés : Hit Machine.
17.30 Série : Guillaume Tell.
18.00 Série : Equalizer.
18.54 Six minutes première édition.
19.00 Série : Lois et Clark, les nouvelles aventures de Superman.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Magazine : Mode 6 (et 1.30). Collections de prêt-à-porter automne-hiver 1995-1996 de Thierry Mugler et Christian Lacroix.
20.05 Série : Madame et sa fille.
20.35 Magazine : Capital.

20.45 Téléfilm : Enquêtes à Palm Springs. De Peter Hunt, avec Connie Selleca, Greg Evignan. *Une call-girl et un inspecteur dont les têtes sont mises à prix par la Mafia se retrouvent détectives à Palm Springs sous de nouvelles identités.*
22.45 Série : Aux frontières du réel.
23.40 Série : Les Contes de la crypte.
0.05 Magazine : Secrets de femmes.
0.35 Série : Chapeau melon et bottes de cuir. Le Legs.
3.00 Rediffusions. Culture rock (La Saga de Stevie Wonder) ; 3.55, Arles, le secret des pierres ; 4.20, Portrait des passions françaises (L'amour) ; 4.45, E=M 6 ; 5.10, Culture pub.

CANAL +

13.35 Cinéma : Forever Young. ■ Film américain de Steve Miner (1992).
15.15 Documentaire : National Geographic. Le Naufrage du « Lusitania », de Peter Schnall.
16.15 Cinéma : Les Petits Champions. ■ Film américain de Stephen Herek (1992).
17.55 Sport : Football. En direct du Stade Vélodrome de Marseille. Match des quarts de finale de la Coupe de France, Marseille-Châteauroux ; à 18.00, coup d'envoi.
20.00 Mike Tyson, matricule 922 335. Redifusion de l'interview accordée par l'ancien boxeur à Charles Bietry.
20.30 Le Journal du cinéma.

20.35 Téléfilm : Une lumière dans la jungle. De Gray Hofmeyr, avec Malcolm McDowell, Susan Strasberg.
22.05 Documentaire : Diamants ! Diamants !
22.55 Flash d'informations.
23.05 Cinéma : Made in America. ■ Film américain de Richard Benjamin (1992).
0.55 Cinéma : Quatre New-Yorkaises. ■ Film américain de Beeban Kidron (1992, v.o.).
2.45 Cinéma : Nous ne vieillirons pas ensemble. ■ ■ Film français de Maurice Pialat (1972).
4.30 Cinéma : Les Week-ends de Néron. ■ Film franco-italien de Steno (1956).
6.00 Documentaire : Chiens et chats, princes domestiques.
6.50 Surprises (10 min).

LA CINQUIÈME

13.30 Magazine : Défi. Changement de personnalité. (4). Transexualité.
14.00 Documentaire : Découvertes. Les Trois Mondes de Bali, de Ira R. Abrams (rediff.).
15.45 Les Ecrans du savoir. Au fil des jours ; Inventer demain ; Allô la Terre ; Les Grandes Inventions ; Question de temps ; Langues : espagnol et anglais (rediff.).
17.30 Les Enfants de John.
18.00 Le Corps humain. Le cœur.
18.30 ▶ Le Monde des animaux. Des animaux dans la ville : les squatters.

ARTE

19.00 Magazine : Confetti. Présenté par Alex Taylor et Annette Gerlach. La Dombes ou toute une région française à la poursuite des cartes...
19.30 Documentaire : Paysages. 2. Carchuna, de Jean-Loïc Portron. *Il y a 25 ans, Carchuna en Andalousie (Espagne) était un désert. Aujourd'hui, des légumes poussent sous des serres, qui sont vendus dans l'Europe entière. Un dispositif austère, ingénieux, pour découvrir l'histoire des paysages fabriqués par l'homme.*
20.00 Documentaire : Comment nous fabriquons le sel. De Kumain Nunguya. *Lorsque le sel est l'unique monnaie d'échange...*
20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Téléfilm : Le Secret d'Elissa Rhaïs. De Jacques Otmezguine, avec Anne Canovas. *Coqueluche de la vie parisienne de l'entre-deux-guerres, Elissa Rhaïs reste un des plus beaux exemples de supercherie littéraire. Cette femme illettrée, à la beauté envoûtante, mystifia le tout-Paris littéraire en utilisant son neveu comme « nègre ».*
22.20 ▶ Documentaire : Six normaliens en quête d'école. De Pierre Aubry et Jean-Noël Jeanneney.
23.20 Cinéma : Le Comédien. ■ ■ Film français de Sacha Guitry (1947, N.).
0.55 Magazine : Velvet Jungle. Présenté par Valli. Red, Hot and Cool : Stolen Moments ; Top Live : Freak Power (rediff.).
2.10 Série : Johnny Staccato. 10. Tentation, avec John Cassavetes, Elizabeth Montgomery (v.o., rediff., 26 min).

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris Lumières. 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Passe-moi les jumelles. 21.00 Faits divers. Rediff. de la RTBF du 23 novembre 1994. 21.55 Météo internationale. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.45 Taratata. Rediff. de France 2 du 10 février. Invité : Michel Fugain. 0.00 Intérieur nuit. 0.45 Journal de France 3. Edition Soir 3 (30 min).

PLANÈTE 20.30 Les Derniers cow-boys. De Claude Fléouter. 21.15 Les Iles aux trésors. De David Cohen (13/13). Les Chasseurs de trésors. 21.40 Force brute. De Robert Kirk (27/52). Top guns : les as. 22.30 Louis Sclaviscomme clarinette. D'Yves de Peretti et Philippe Gumplowicz. 23.20 Lumière, le cinéma à vapeur. D'André S. Labarthe. 0.15 Le Devoir d'enfermer. De Patrick Remacle et Marco Zerla (50 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos. 19.15 Paris modes (et 20.30, 0.45). 19.45 Archives. 20.00 Musiques en scènes (et 22.00). 21.00 Embouteillage. 22.30 La Bayadère. Ballet enregistré au Royal Opera House de Covent Garden, par l'Orchestre et les chœurs du Royal Opera House, dir. John Lanchberry (135 min).

CANAL J 17.35 Les Triplés. 17.40 *Bof*. 17.55 Soirée Domino. C'est comme moi ; 18.00, Les P'tits Lardons ; 18.20, Futé-rusé ; 18.25, Sébastien parmi les hommes ; 18.55, Tip top clip ; 19.00, Bêtes pas bêtes ; 19.15, Tip top clip ; 19.20, Bébus. 19.30 Série : Zorro (30 min).

CANAL JIMMY 20.00 The Muppet Show. Invité : James Coburn. 20.30 Série : Les Envahisseurs. 21.25 Série : Au nom de la loi. 21.50 Le Meilleur du pire. 22.20 Chronique moscovite. 22.25 Série : Dream On. 22.55 Série : Seinfeld. 23.20 Top bab. 0.00 La Semaine sur Jimmy. 0.10 Documentaire : Aston Marin DB en course. 1.00 Série : Les Chevaliersdu ciel (30 min).

SÉRIE CLUB 20.00 Série : L'Odyssée imaginaire. 20.25 Série : Les deux font la loi. 20.50 Série : Julien Fontanes,magistrat (et. 0.10). 22.30 Série : Code Quantum. La Belle et l'Equipée sauvage. 23.20 Série : Nick Mancuso,les dossiers secrets du FBI (50 min).

MCM 19.30 Blah-Blah Groove. 20.10 MCM Mag. 20.40 MCM découvertes. 21.00 L'invité de marque. Invités : L'Affaire Louis Trio. 21.30 Autour du Groove. Le Groovy Bus : Varsovie. 22.00 MCM Dance club. 0.30 Rave On (90 min).

MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-Head. 23.00 The Report. 23.15 CineMatic. 23.30 News at Night. 23.45 3 From 1. 0.00 Party Zone (120 min).

EUROSPORT 19.30 Patinage de vitesse. En direct. Championnats du monde de short track à Hamar (Norvège) : épreuves dames. 21.00 Eurosportnews. 21.30 Boxe. Poids welters : Bolillo Gonzalez (Mex.)-Wiber Kiggundu (E.-U.). 23.00 International Motorsport. 0.00 Motocyclisme. 1.00 Eurosportnews (30 min).

CINÉ CINÉFIL 18.30 Femmes, femmes. ■ Film français de Paul Vecchiali (1974, N.). 20.30 Maxime. ■ ■ Film français d'Henri Verneuil (1958, N.). 22.30 Coups de feu au matin. ■ Film britannique de Robert Parrish (1953, N., v.o.). 23.55 Le Vengeur. ■ Film américain de Richard L Bare (1957, N., v.o. ,90 min).

CINÉ CINÉMAS 18.00 Dans les coulisses de... Le tournage de Harcèlement et de Star Trek Generation. 18.50 Téléfilm : Dans l'enfer de l'alcool. De Daniel Petrie. 20.30 Hollywood 26. 21.00 Le Prince des marées. ■ Film américain de Barbara Streisand (1991). 23.05 Stormy Monday (Un lundi trouble). ■ ■ Film britannique de Mike Figgis (1988, v.o.). 0.40 Zardoz. ■ Film britannique de John Boorman (1973, 105 min). (Lire notre article p. 15).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Claude Markovits (Histoire de l'Inde moderne). 19.30 Perspectives scientifiques. Nouvelle appréhension de la douleur. Avec le docteur Jean Bruxelle. 20.00 Le Rythme et la Raison. Préfacer la musique. 5. Les préfaces d'Alceste, (1769), et de Paris et Hélène, (1770) ; Note sur Capriccio, Vienne, 7 avril 1942. 20.30 Radio archives. L'Œuvre d'art est un crime parfait. 21.32 Musique : Black and Blue. Six jeunes tambours. Avec Georges Paczynski. 22.40 Les Nuits magnétiques. La traversée de la main. 4. Signer, bénir, frapper. 0.05 Du jour au lendemain. Jean-Jacques Pauvert, éditeur. 0.50 Coda. Simplicités (5).

FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé. Gérard Courchelle, journaliste. 20.00 Concert Franco-Allemand (Transmis simultanément sur Mitteldeutscher Rundfunk). En direct du Funkhaus Halberg de Sarrebruck, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Sarrebruck, dir. Marcello Viotti : Pavane pour une infante défunte, de Ravel ; Concerto pour clarinette et orchestre, de Françaix ; Aria pour clarinette et orchestre, de Roussel, Eduard Brunner, clarinette ; Sinfonietta, de Poulenc. 22.30 Musique pluriel. Messe de Berlin, de Pärt, par le Chœur philharmonique de chambre d'Estonie et l'Orchestre de chambre de Tallinn, dir. Tonu Kaljuste. 23.07 Ainsi la nuit. 0.00 Jazz club. Le quartette du saxophoniste Von Freeman.

Les interventions à la radio

Europe 1, 8 h 35 : Cyril Viguier, directeur adjoint des programmes de La Cinquième, et pour son émission « L'esprit du sport » (« Mon Œil »).

France-Inter, 19 h 20 : Gros plan sur le « Triomphant », en direct de Cherbourg (« Spécial Téléphone sonne »).

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■ ■ Ne pas manquer ; ■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

Le Monde
VENDREDI 17 MARS 1995

La turbo-rumeur

par Pierre Georges

ELLE A FAIT le tour de France à une vitesse prodigieuse. De foyer en foyer, d'atelier en atelier, de bureau en bureau, les photocopieuses fonctionnent à plein régime. Le bouche à oreille aussi. C'est la turbo-rumeur.

« *Vous ne savez pas ?* » On ne savait pas, confiné dans l'ignorance des choses essentielles de la vie et de la campagne. « *Et cela, alors ?* » « Cela » est une simple feuille d'une trentaine de lignes, un texte pirate comme il peut s'en commettre à partir de n'importe quel micro-ordinateur. Un gros titre, en majuscules tremblées : « *Automobilistes utilisateurs de véhicules Diesel, ceci vous concerne.* » Et le texte suit, un charabia administrativo-consommateur pour annoncer l'apocalypse fiscale.

« Ils » vont taxer le diesel. C'est décidé, comme si c'était fait. Ils vont même le taxer rudement : « *500 F par cheval fiscal* ». « *Sous la forme d'une vignette* ». « Ils » nous le cachent. Mais le projet est dans les tuyaux, le dispositif administratif est prêt. Diésélistes, pauvres poires, vous allez devoir « *payer les pots cassés des déficits publics* ».

Et, summum du cynisme gouvernemental, « *cette mesure plus qu'injuste devrait entrer en application au courant de l'été 1995 (pendant les vacances) et donc, bien sûr, APRES les élections présidentielles* ».

Donc il faut agir. « *Agir sans attendre.* » Là, un couplet, qui est comme une pédale d'accélérateur pour rumeur motorisée : « *Si vous êtes d'accord avec cette mesure, jetez séance tenante ce tract. Sinon nous vous invitons à le diffuser LE PLUS LARGEMENT POSSIBLE autour de vous, afin que personne ne soit dans l'ignorance.* » Suit un formulaire de pétition et l'adresse du ministère de l'équipement, des transports et du tourisme.

Afin que nul ne soit dans l'ignorance ! Nul ne l'est plus. La chose a fait, si l'on peut dire, tâche d'huile. La vignette diesel a beau être un immense bobard, les démentis se succéder, rien n'y peut. Elle vole, elle vole la rumeur, à cent, à mille à l'heure.

C'est que le terreau est favorable. L'automobiliste-électeur se sachant d'expérience cheval de trait fiscal, il redoute toujours le pire. Il est la vigie de ses propres fantasmes, le molosse en garde de ses quatre-roues : touche pas à mon carosse. Il est la cible absolue, rêvée, crédule et fier de l'être.

Reste la question, et elle est sans réponse. A qui profite la rumeur, cette formidable rumeur du temps présent, entre moteur à explosion et photocopies en chaîne ? Qui a lancé ce modèle 1995 ? Un apprenti facétieux ? Une officine chargée d'alimenter en fausses colères l'immense parti des mécontents ? Un espion ayant échappé à la sagacité de nos services pour mieux saboter l'effort de nos firmes nationales, reines du micro-diesel ? Va savoir Charles !

Mme Voynet se présente en candidate de la transformation sociale

La porte-parole des Verts propose la semaine de 35 heures

APRÈS LE RETRAIT attendu de Brice Lalonde, officialisé mercredi 15 mars, la candidate des Verts, Dominique Voynet, devait présenter, jeudi 16 mars, sa plate-forme présidentielle. Cette dernière se présente sous la forme d'un document de trente pages intitulé « Pour l'écologie d'aujourd'hui, pour transformer notre société ! ». Soutenue, entre autres, par René Dumont, le premier candidat écologiste à une élection présidentielle, en 1974, Mme Voynet n'omet pas de rappeler que, depuis cette date, « *ce sont les mêmes mécanismes qui épuisent l'environnement, déchirent la société et atteignent l'être humain lui-même, dans sa dignité* ».

Le catalogue de ses propositions déborde de beaucoup le strict terrain de l'environnement pour mordre sur les thèmes de la transformation sociale portés par la gauche. Son programme aborde ainsi pêle-mêle la lutte pour l'emploi, le saccage du littoral, le « tout-nucléaire » et l'Europe de Maastricht. Filiation oblige, il consacre un premier chapitre au « *développement soutenable* », avant d'analyser longuement des thèmes plus neufs – du moins sous cette forme – pour les écologistes : l'exclusion, les droits de la jeunesse et la parité femmes-hommes.

● **Energie.** Dominique Voynet propose « *une sortie progressive du nucléaire* », en favorisant les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables.

● **Transports.** Elle propose d'« *investir massivement* » dans les transports collectifs et le « *ferroutage* » (transport combiné rail-route pour les marchandises), en précisant que ces investissements seraient financés, pour partie, « *par le transfert d'une partie des bénéfices des sociétés d'autoroutes* ».

● **Emploi.** Les Verts sont favorables à « *une réduction massive, rapide et générale du temps de travail, sans réduction du niveau de vie des travailleurs, par application d'une loi-cadre sur les 35 heures tout de suite et 30 heures à terme rapproché* ».

● **Logement.** L'objectif avancé est d'« *au moins 350 000 logements sociaux par an* ».

● **Education.** « *Un nouveau tronc commun national de formation initiale* » devrait s'étaler, de l'école primaire au baccalauréat, « *sur cinq demi-journées par semaine au maximum pour laisser du temps à des enseignements optionnels* ». Pour l'université, la plateforme de Mme Voynet propose l'institution d'un « *revenu minimum étudiant* », tandis que les jeunes non scolarisés bénéficieraient du RMI à partir de dix-huit ans.

● **Femmes.** Parmi les nombreuses mesures visant à l'égalité entre les femmes et les hommes, Mme Voynet propose « *la mise en place de commissions femmes dans chaque branche professionnelle pour parvenir à l'égalité des salaires* ».

● **Institutions.** La candidate écologiste se prononce pour la représentation proportionnelle, la réduction des pouvoirs du président de la République et l'institution d'un « *référendum d'initiative citoyenne* » à tous les niveaux de la vie publique. Elle propose non seulement la publication du patrimoine des candidats, mais encore la gestion de celui des principaux élus par un établissement public autonome.

● **Europe.** Hostile à l'actuelle construction de l'Europe comme au repli nationaliste, Mme Voynet propose « *une nouvelle Union européenne* », sociale, écologique et démocratique, dans laquelle l'exécutif serait élu par le Parlement européen et responsable devant lui.

● **Tiers-monde.** Au chapitre de la solidarité mondiale, Mme Voynet propose d'annuler la dette des pays du sud « *chaque fois que cela ne favorisera pas des régimes dictatoriaux* », et recommande de remplacer le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce par des organismes soumis aux directives politiques de l'assemblée générale des Nations unies, au sein de laquelle les sièges permanents du Conseil de sécurité seraient répartis entre les Etats les plus peuplés et les grands ensembles régionaux.

Jean-Louis Saux

DANS LA PRESSE

Le « trou » du Crédit lyonnais

LIBÉRATION

A vrai dire, l'affaire du Lyonnais tombe à pic pour nourrir les slogans électoraux anti-élite de la dernière mouture en date du chiraquisme. Tous les symboles du gratin de l'argent et du pouvoir s'y trouvent réunis autour de la preuve patente de leurs méfaits : un trou financier gigantesque. Presque un cas d'école taillé sur mesure pour les besoins de la démonstration chiraquienne. (...) La politique est forcément injuste, puisque le hasard y tient un rôle non négligeable. Toute carrière politique est affaire de talent et de chance, « *virtus et fortuna* ». Les infortunes du Crédit lyonnais risquent fort d'ajouter à celles du premier ministre.

Gérard Dupuy

LA TRIBUNE-DESFOSSÉS

Est-ce l'affaire Nick Leeson qui a inspiré le gouvernement ? (...) Pour le trou du Crédit lyonnais – 100 milliards pour les pessimistes, 50 pour le ministre de l'économie –, comme il serait commode de trouver quelques responsables ! Évidemment, il se trouvera toujours des grincheux pour prétendre que la dérive du Lyonnais n'a rien à voir avec la grosse bêtise de Nicholas Leeson. Il faut certainement beaucoup de responsables directs et indirects pour creuser un trou de 100 – pardon, 50 – milliards de francs. Des connivences, des hauts fonctionnaires, des banquiers, des politiques... des arrangements, des peurs, des envies d'étouffer. Pensez ! Même la commission d'enquête parlementaire de juin dernier ne s'y est pas retrouvée.

Didier Pourquery

RTL

En France, la grande majorité des grands patrons et des hauts fonctionnaires des finances, les uns et les autres appartenant au même sérail, et interchangeables, sont, par une sorte de grâce gagnée à la sortie de l'École nationale d'administration, irresponsables. Une faute, une négligence, une malversation, un délit, ne sont pas sanctionnés, et M. Haberer a crié à l'injustice et au martyr lorsque l'État lui a retiré toute espèce de responsabilité politique.

Philippe Alexandre

FRANCE-INTER

Certains savaient et n'ont rien dit. Les experts se sont fait flouer. Une commission d'enquête parlementaire présidée par Philippe Séguin n'a donc rien trouvé. La vérité, c'est qu'une fois de plus la collusion entre la haute administration et la classe politique dans ce pays a fonctionné pour essayer d'amortir, sinon d'étouffer un dossier.

Jean-Marc Sylvestre

L'épiscopat inquiet des « provocations » de Mgr Gaillot

Mgr GAILLOT sera-t-il seulement reçu par Jean Paul II ? Cette interrogation vient de surgir, au Conseil permanent de l'épiscopat, qui s'est tenu du 13 au 15 mars, exceptionnellement élargi aux présidents de commission et de région. L'inquiétude a en effet été exprimée que ne soit compromise la rencontre annoncée entre le pape et Mgr Gaillot. L'intention prêtée à Jean Paul II était de faire un « *geste fraternel* » envers l'évêque exclu. Mais l'interprétation qu'en donnent Mgr Gaillot et ses proches (« *La rumeur d'un peuple a été entendue à Rome* (...). *Je ne vais pas à Rome pour me justifier* », déclare-t-il à l'hebdomadaire *La Vie*), ainsi que le projet de groupes contestataires de l'accompagner en cars au Vatican, provoquent des irritations dans l'épiscopat, qui entend rappeler que le pape n'agit jamais « *sous la pression* ».

UN DÉBAT « SANS COMPLAISANCE »

Favoriser la reprise du dialogue entre Rome et Mgr Gaillot, isoler du même coup les courants contestataires : la stratégie mise au point par la présidence de la conférence épiscopale française se heurte de plus en plus à l'attitude, jugée imprévisible et provocatrice, de l'ancien évêque d'Evreux. Le sentiment d'une dégradation des rapports entre l'évêque transféré et la conférence épiscopale est accru par l'échec provisoire de la mission, confiée à Mgr Picandet, évêque d'Orléans, et à Mgr Poulain, évêque de Périgueux, de trouver à Mgr Gaillot une place correspondant à ses charismes, notamment auprès des exclus. La majorité des évêques ne cachent plus leur crainte qu'il ne fasse définitivement cavalier seul et reste indifférent à leurs sollicitations.

Pour le reste, la réunion exceptionnelle du Conseil permanent de l'épiscopat a donné lieu à un débat « *sans complaisance* ». Le Père Jean-Michel Di Falco, porte-parole de la conférence épiscopale, a pu parler d'un « *climat plus apaisé, plus consensuel* ». Plusieurs évêques ont même regretté leurs premières déclarations critiques à l'égard de Rome après la suspension de Mgr Gaillot.

Le « procès » intenté contre l'Eglise a sans doute resserré les rangs. La conférence épiscopale va s'employer à faire réévaluer par l'opinion l'effort de solidarité de l'Eglise catholique en faveur des pauvres et des exclus, dont elle rappelle que Mgr Gaillot n'a pas le monopole. Enfin, le malaise révélé par cette affaire dans les instances des différents diocèses (diaconat, laïcs animateurs, mouvements, services d'Eglise) n'est pas nié. Mais, dans un document qu'il signera collectivement et publiera à la Pentecôte, l'épiscopat français rappellera la « *nature spécifique* » de l'Eglise (qui n'est pas « *un club* », ni une « *association* ») et la place privilégiée qu'y tient le « *ministère hiérarchique* ».

Henri Tincq

SOMMAIRE

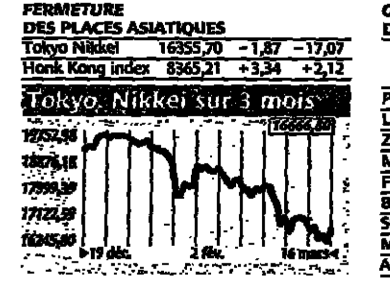
SERVICES

BOURSE

Cours relevés le jeudi 16 mars, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE
DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	16355,70	-1,87	-17,07
Honk Kong index	8365,21	+3,34	+2,12



OUVERTURE
DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 15/03	Var. en % 14/03	Var. en % fin 94
Paris CAC 40	1738,60	-1,72	-7,58
Londres FT 100	3047	-0,12	-0,60
Zurich	1186,37	+0,43	-4,34
Milan MIB 30	943	-0,63	-8
Francfort Dax 30	2010,14	+0,48	-4,57
Bruxelles	1302,64	-0,03	-6,26
Suisse SBS	961,58	-0,18	-7,37
Madrid Ibex 35	270,87	-89,87	-4,96
Amsterdam CBS	267,80	-0,30	-3,66

DEMAIN dans « Le Monde »

LES PARRAINS DU CARNAVAL : à Rio, la fête est pervertie par les organisateurs de loteries clandestines, convertis au trafic de drogue et au marché des armes. Les patrons du jeu ont mis la main sur les écoles de samba dans les années 70.

Tirage du *Monde* du jeudi 16 mars : 487 722 exemplaires

■ **ALGERIE : l'Armée islamique du salut (AIS) aurait pris la direction de l'ex-Front islamique du salut (FIS)**, en nommant, à la tête de ce dernier, un « *émir national intérimaire* », Madani Merzak. Cette décision, qui revient à substituer les dirigeants « *politiques* » du mouvement, actuellement en prison, par des chefs de maquis, a été annoncée dans un communiqué, attribué à l'AIS et cité, mercredi 15 mars, par le quotidien arabe *Al Hayat*. Selon le journal, « *tous les courants* » de l'ex-FIS, soucieux d'« *éviter au pays un bain de sang* », seraient « *favorables à une solution négociée (...)même s'il faut faire des concessions* ». – *(AFP.)*

■ **JAPON : Le surgénérateur expérimental Monju, a été arrêté** afin que des modifications puissent y être réalisées, a annoncé son exploitant, la société Power Reactor and Nuclear Fuel Development Corp. (PNC). Une cuve et une cinquantaine de mètres de tubulure doivent être remplacés sur le circuit de vapeur. Cet arrêt, intervenu mercredi 15 mars, repoussera de trois mois environ le début de la production commerciale qui devait avoir lieu à la fin de l'année. Le Monju, d'une puissance de 280 mégawatts, est le second surgénérateur japonais, avec le petit surgénérateur expérimental Joyo (100 mégawatts) exploité depuis 1977. – *(Reuter.)*

■ **ÉLECTIONS : le décret portant sur la convocation des électeurs pour élire le prochain président de la République, les 23 avril et éventuellement le 7 mai, est paru au *Journal officiel* du 16 mars.** Le scrutin sera ouvert à 8 heures et clos à 18 heures, sauf dans les grandes villes où les bureaux de vote pourront être ouverts jusqu'à 20 heures. La publication de ce décret ouvre le délai (jusqu'au 4 avril à minuit) pour l'envoi des présentations de candidats au Conseil Constitutionnel.

■ **IMPÔTS : Edouard Balladur a réitéré, jeudi 16 mars, sa promesse de ne pas augmenter les impôts et la CSG** (contribution sociale généralisée) s'il est élu président de la République.

Le Monde DES LIVRES
VENDREDI 17 MARS 1995

Philosophie de La Fontaine

Le Salon du livre célèbre cette année le tricentenaire de la mort du fabuliste. Le poète s'avance masqué. Derrière le conteur animalier, derrière la légèreté, il y a un penseur. Puissant



« Hommage à Jean de La Fontaine » par Nicolas Guilbert

Paul Valéry, sans aller beaucoup plus loin que le plaidoyer formel et académique, l'a quand même noté : *« Il court sur La Fontaine une rumeur de paresse et de rêverie, un murmure ordinaire d'absence et de distraction perpétuelle. »* Oui, c'est ça. On croit à une facilité naturelle de l'auteur des *Fables* et des *Contes* ; à une aisance enjouée qui nous permet de prendre, par rapport à lui, un ton condescendant ou paternaliste. Au fond, il aurait mis en vers un certain nombre de lieux communs : on a souvent besoin d'un plus petit que soi ; la raison du plus fort est toujours la meilleure ; petit poisson deviendra grand pourvu que Dieu lui prête vie ; rien ne sert de courir, il faut partir à point ; patience et longueur de temps font plus que force ni que rage ; la discorde a toujours habité l'univers, notre monde en fournit mille exemples divers ; tout flatteur vit aux dépens de celui qui l'écoute. La musique de La Fontaine enveloppe et dissimule sa pensée, qui a l'air simple, enfantine, évidente, alors qu'elle est probablement une des plus étranges et des plus libres de tous les temps. Si je dis, par exemple, qu'il y a plus de rapports entre La Fontaine et Rimbaud, Mallarmé ou Apollinaire qu'entre La Fontaine et Valéry, je peux donner l'impression d'énoncer un paradoxe.

Et pourtant, c'est ainsi : rien de moins néoclassique qu'un classique ; rien de plus classique qu'un moderne non moderniste. Donner à une langue, en son temps, sa base et sa dimension de proverbe est une des choses les plus difficiles qui soient.

Rimbaud ? *« Oisive jeunesse à tout asservie ; par délicatesse, j'ai perdu ma vie. »* Mallarmé ? *« Tel qu'en lui-même enfin l'éternité le change. »* Apollinaire ; *« Incertitude, ô mes délices ; vous et moi nous nous en allons ; comme s'en vont les écrevisses ; à reculons, à reculons. »* La Fontaine ? *« Les Sages quelquefois, ainsi que l'Ecrevisse, marchant à reculons, tournent le dos au port. C'est l'art des matelots. C'est aussi l'artifice de ceux qui, pour couvrir quelque puissant effort, envisagent un point directement contraire, et font vers ce lieu-là courir leur adversaire. »*

L'art des matelots : bien dit.

La *pensée* de La Fontaine, donc, philosophique et politique, voilà ce qui devrait nous retenir : *« Les fables ne sont pas ce qu'elles semblent être. »* Quelle ruse de se déguiser en auteur licencieux, léger, animalier ; quelle stratégie maritime cachant un *« puissant effort »*. Or, pour deviner cette pensée, il faudrait arrêter de commémorer un La Fontaine restreint, accepter de savoir qu'il est un auteur d'une *quantité* prodigieuse. Qui lit encore *Adonis, Le Poème du quinquina, Le Songe de Vaux, Les Amours de Psyché et de Cupidon ?* Où vais-je trouver ces chefs-d'œuvre sinon dans le deuxième tome non disponible de la « Pléiade » (édition de 1958) ? Y aurait-il, ici ou là, une volonté de ne plus rien connaître de la grande affaire de pouvoir du XVII[e] siècle, l'affrontement Louis XIV-Fouquet ? Comment apprécier (rien de plus actuel) la guerre sourde, implacable, qui se mène alors entre individus affranchis et collectivistes d'Etat, entre épicurisme et christianisme dévot, entre perception ouverte et obsession morale, entre refoulement et invention des corps, entre centralisme manipulateur des consciences et liberté esthétique annonçant les Lumières ?

Eternel débat que la misère contemporaine nous fait oublier, mais que la langue porte, ramène, approfondit, protège pour qui veut l'entendre. Pour cela, il suffit d'écouter, de lire entre les lignes, de desserrer la mâchoire romantique et nihiliste qui est devenue notre loi. Laissons donc aller le concert permanent des sens, vue, toucher, oreille, parfums, goût, divination dans les fibres. Cela ne fait pas l'affaire de tout le monde ? Bien sûr. Furetière, déjà, sur La Fontaine : *« La force de son génie ne s'étend que sur les saletés et les ordures sur lesquelles il a médité toute sa vie... Toute sa littérature consiste en la lecture de Rabelais, de Pétrone, de l'Arioste, de Boccace et de quelques auteurs semblables. »*

« Les fables ne sont pas ce qu'elles semblent être. »

Voilà un jugement lucide. La Fontaine, c'est vrai, s'intéresse d'abord au fonctionnement, à la circulation des substances, à la fièvre, au sang, aux coulisses de la sensation. Il défend un atomisme résolu, enchanté, fluide ; et voilà comment l'esprit vient aux filles ; et voilà pourquoi les femmes ne sont pas en bons termes, en général, avec le secret ; et voilà comment la vanité et l'hypocrisie mènent le monde ainsi que l'esprit de contradiction. La nature est plus fine que l'homme : ce dernier s'en aperçoit rarement. Même le savant, rentré chez lui, n'est pas à l'abri de la grossièreté qui le guette.

La nature ? Ecoutez ce que La Fontaine dit de l'eau dans *Le Songe de Vaux* : *« L'eau se croise, se joint, s'écarte, se rencontre ; se rompt, se précipite au travers des rochers. »* S'agit-il d'évoquer le temps du bonheur ? Ceci : *« Jours devenus moments, moments filés de soie. »* Il nous parle à mi-voix, il sinue, il insinue, il suggère, il insiste ; pas de déclamation, pas de déclaration : autant dire qu'il ne ment pas. D'ailleurs, c'est clair : il *« hait les pensers du vulgaire »*.

La voix du peuple serait la voix de Dieu ? Allons donc : *« Le peuple est juge récusable »*, et la preuve en est que ses compatriotes tenaient Démocrite pour fou. *« Son pays le crut fou : petits esprits ! Mais quoi ? Aucun n'est prophète chez soi. »* Démocrite (ou Epicure) s'occupe des *« labyrinthes du cerveau »* au même titre que du mouvement des astres. En réalité, c'est la poésie, plus que la science, qui *pénètre* la nature : expérience oubliée. Du même geste, les charlatans sont condamnés et la joie de la connaissance prouvée. *« Pour nous, fils du savoir, ou, pour en parler mieux ; esclaves de ce don que nous ont fait les dieux ; nous nous sommes prescrit une étude infinie. »* Ou encore : *« Si j'excellais dans l'art où je m'applique, et que l'on pût tout réduire à nos sons ; j'expliquerais par raison mécanique ; le mouvement convulsif des frissons. »* Quoi ? Qu'avez-vous dit ? Il s'agit d'un *don* ? Eh oui. *« Peu de gens que le Ciel chérit et gratifie ont le don d'agréer infus avec la vie. »* Il s'ensuit, logiquement, une apologie constante de l'amour : amants, heureux amants, et le reste. *« Soyez amant, vous serez inventif. »* Chut, pas trop fort, en douce, prudence, vigilance, cadence.

Les plus beaux vers et la plus profonde pensée de La Fontaine ? Je crois qu'on les trouve à la fin des *Amours de Psyché*, quand l'auteur invite la Volupté à venir habiter chez lui pour au moins un siècle :

J'aime le jeu, l'amour, les livres, la musique,
La ville et la campagne, enfin tout ; il n'est rien
Qui ne me soit souverain bien,
Jusqu'au sombre plaisir d'un cœur mélancolique.

Lisez bien : le jeu et la musique, l'amour et les livres. La musique à la campagne et les livres à la ville, ou le contraire. Pas d'amour sans jeu, et ainsi de suite. Mais la proposition la plus fabuleuse est là : tout tourne à mon avantage, je vis, quoi qu'il arrive, dans le souverain bien. Même la maladie des siècles, la Mélancolie, peut devenir alors un plaisir ? Sombre ? Mais oui, c'est sa couleur.

Philippe Sollers

A demain, Zapata

A l'heure du multimédia, le sous-commandant Marcos, chef des insurgés du Chiapas joue la mémoire et l'imprimé. Un anachronisme révolutionnaire

Oyez, messires, l'étrange nouvelle. Oui, vous, à New York, Londres ou Paris, cyberpunks transnationaux, arpenteurs d'infoducs, traders du village global, pionniers du virtuel, qui pianotez vos chiffres sur les nuages, hors espace et hors temps. Saisissez-vous de ce petit pavé à l'ancienne, folklo et rétro, *Ya Basta !* – *« les insurgés zapatistes racontent » (1)*. Il vous concerne au premier chef, vous y lirez notre avenir commun : le tête-à-queue déflagrant de l'indigène et d'Internet. Demain, de Gaulle. Demain, Zapata. Après-demain, Atatürk. Et Marx. Demain, ici et là, partout, le maya électronique. La post-modernité sera archaïque ou ne sera pas.

Ne vous énervez pas. De quoi s'agit-il ? Au départ, de simples communiqués de guerre, effeuillés depuis ce fameux 1[er] janvier 1994, lorsque quelques centaines de rebelles tzeltals et tzotzils occupèrent quatre villes du Chiapas. Tout au sud d'un Mexique de yuppies et de gratte-ciel qui, la veille encore, s'endormait à Manhattan, au pied de la World Bank, et se réveillait soudain à San Cristobal, au pied d'un clocher baroque. Nu comme un roi nu. Auteur de l'ouvrage : le sous-commandant Marcos. Sujet : une année de révoltes, de confrontations et d'espérances. Morale : dans la soi-disant civilisation de l'image, on peut encore faire des choses avec des mots.

Littérature, direz-vous, et de la pire espèce, politique. Sur le premier point, personne ne vous donnera tort. C'est un secret de Polichinelle que le meilleur écrivain latino-américain d'aujourd'hui, le plus moderniste, le plus libre, le plus percutant, court la jungle, le visage sous un passe-montagne (il fait froid là-haut), un mandat d'arrêt aux fesses. Chez les professionnels du cru, on est beau joueur et, de Garcia Marquez à Octavio Paz, amis et adversaires s'accordent à saluer l'artiste, leur égal. Julio Cortazar est ici omniprésent, qui déjà mélangeait le jazz au tango.

Le meilleur écrivain latino-américain d'aujourd'hui

Etranger à ces connivences, le lecteur français retrouvera dans ces textes courts, excellemment traduits, avec leurs post-scriptum cocasses ou incisifs, cryptiques ou oniriques, quelque chose qui tient de Queneau, pour le savant, de Prévert, pour la drôlerie, et de Boris Vian, pour la tendresse. Notre langue de bois vernaculaire en prendra un coup de vieux. Devant ces mots graves et frais qui disent au jour le jour la vie, la mort, la musique, la nuit, le chaos dans la poitrine *« lorsque plusieurs sentiments pectoraux se rencontrent »*, les homélies bien balancées de nos candidats rejoignent soudain le Musée Grévin du discours politique.

Dans le monde incivique des experts et des élites qui de Rome à Davos et de club en commission parlent sérieusement, n'est-ce pas, de choses sérieuses, il n'était pas dit que le CAC 40, Wall Street et la Banque de France puissent être un jour suspendus, en dernière instance, à des histoires de biche amoureuse avec un œillet rouge dans la bouche, ou de vice-rois en chocolat au nez de cacahuète. Non que l'insurrection autochtone, militaro-littéraire, ait provoqué mécaniquement la crise du peso mexicain, avec ses enchaînements planétaires – les causalités médiologiques sont infiniment plus subtiles que les coups de baguette magique. Ils ont simplement contribué à une nouvelle mentalité collective.

En se tournant vers le passé, anachronisme avant-coureur, une poignée de jeunes gens bien doués se sont contentés de faire revenir sur terre une classe dirigeante tout entière aliénée dans un futurisme de pacotille. Avec fort peu de coups de feu, mais des rafales de phrases inattendues, en traînées de poudre du sud au nord d'un continent. Effet catalyse de ces poèmes performatifs. Ils ont révélé à eux-mêmes les faux semblants et les simplismes des modernisateurs venus de Harvard, du MIT et de Polytechnique, qui, autour d'un président néolibéral, bénéficiant d'une excellente « image internationale », misaient sur le tout-marché et le tout-télé. Pour faire comme tout le monde. Les Fondations Saint-Simon de cette « économie émergente » tenaient le poète et l'Indien pour quantités négligeables, stigmates honteux ou attractions touristiques, genre *charros* à grand chapeau et crânes en sucre. Les banquiers idéologues avaient refoulé le paysan et le verbe, qui leur ont sauté un beau matin à la figure par le truchement d'une figure improbable et de plus en plus nécessaire : le patriote multilingue, l'enraciné universaliste. Marcos est un ultra-mexicain, habité par les fantômes de sa nation, par ses comptines et ses légendes, mais en même temps branché sur San Diego, Berkeley et Paris, et toutes les formes neuves de la culture mondiale. Réveillant des mythes enfouis, cette prose modeste allait redessiner l'avenir d'un demi-continent, rien qu'en renouant les fils d'une histoire oubliée.

Les zapatistes ne répondent pas à l'image par l'image, au cliché par le cliché.

Régis Debray

Lire la suite page XI

(1) *Ya Basta ! Un an de révolte au Chiapas : les fils de Zapata racontent*, communiqués de l'Armée zapatiste de libération nationale, édition établie par Maurice Lemoine, éd. Dagorno, 350 p., 98 F.

Une « librairie » de 22 000 mètres carrés

L'Espagne et La Fontaine à l'honneur pour le 15e Salon du livre ouvert à Paris jusqu'au 22 mars

Sous la grande nef de la porte de Versailles, la plus vaste et la plus éphémère des librairies francophones, le 15e Salon du livre de Paris, ouvre ses portes au public jusqu'au 22 mars, après une soirée d'inauguration, jeudi 16 mars, qui devrait notamment recevoir la visite du premier ministre, Edouard Balladur. Sur une surface accrue (22 000 mètres carrés, contre 18 000 l'an dernier), les organisateurs – la société Organisation Idées Promotion, sous l'égide du Syndicat national de l'édition – ont regroupé, cette année, 1 000 éditeurs venus de douze pays, 800 auteurs et 5 000 professionnels du livre, le hall 1 accueillant aussi un Salon des métiers du livre, où des imprimeurs, des photograveurs, des relieurs parleront de leur art, à côté des spécialistes de banques de données ou de mise en réseaux.

Symbole de la percée de l'édition électronique, l'« espace multimédia » passe de 50 à plus de 1 500 mètres carrés, une salle de démonstration permettant aux exposants (une cinquantaine au total) de vanter les charmes de leur CD-I ou de leur CD-ROM. Quant aux fidèles du papier, s'ils ne sont pas rassasiés par les 350 000 titres qui peuplent cette immense librairie, ils pourront aussi fouiner, dans ces « laboratoires d'idées » que constituent les revues. Plus de 500 d'entre elles, françaises et étrangères, et de toutes disciplines, s'exposent en effet sur 90 stands, le Ve Salon de la revue – qui, le plus souvent, avait lieu jusqu'alors à l'école des Beaux Arts – se tenant pour la première fois à la porte de Versailles.

Après l'Italie et Voltaire en 1994, l'Espagne et La Fontaine sont, cette année, à l'honneur. Une quarantaine d'auteurs et une centaine d'éditeurs espagnols – de Madrid et de Barcelone, mais aussi de Vigo ou de Bilbao – sont venus faire mieux connaître une littérature qui, par sa diversité – elle n'est pas seulement castillane, mais catalane, basque, galicienne... –, est sans doute, depuis la mort de Franco, il y a vingt ans, l'une des plus vivantes et des plus riches d'Europe.

Quant à l'illustre fabuliste, dont 1995 marque le tricentenaire de la mort, hommage lui est rendu sur le stand de la librairie-musée que présente la ville de Château-Thierry. On y découvrira la quantité et la qualité des éditions parues depuis plus de trois cents ans et qui se comptent, dit-on, par milliers : éditions de luxe, éditions destinées aux enfants et aux jeunes, aux bibliophiles, éditions en langues étrangères... Sans compter une sélection iconographique du fonds du Musée Jean-de-La-Fontaine de Château-Thierry, qui comprend notamment une série de gravures d'Oudry, et des illustrations des *Fables* et des *Contes* provenant d'ouvrages des XVIIIe et XIXe siècles. Enfin, en guise de clin d'œil au bestiaire de La Fontaine, les éditeurs de livres pratiques et le Muséum d'histoire naturelle présenteront plus de trois cents ouvrages et de nombreuses animations sur la faune et la flore. Quelques ours, renards ou cigognes naturalisés, transportés pour la circonstance du Muséum, en seront les témoins privilégiés.

Tous ces efforts parviendront-ils à séduire un public français qui ne serait, selon les enquêtes, qu'à demi attaché à l'écrit ? Un sondage, réalisé par la Sofres, pour le compte du magazine professionnel *Livres Hebdo* (1), montre, en effet, que, pour 50 % des personnes interrogées – en majorité des hommes (56 %), employés (59 %) et ouvriers (55 %) –, rien ne s'oppose à ce que le livre soit à l'avenir, « *en partie ou complètement* », remplacé par des produits tels que le CD-ROM, la vidéocassette ou le micro-ordinateur. Pour les 50 % restants, le livre, pour des raisons affectives et pratiques, demeure « *irremplaçable* ». Ces inconditionnels sont en majorité des femmes (56 %), des cadres ou des membres de professions libérales (60 %), des retraités (58 %) ou des plus de 50 ans (57 %), disposant d'un revenu mensuel de plus de 20 000 francs (67 %) et « *consommant* », quoi qu'il arrive, plus de dix livres par an (57 %).

Pour ne pas prêcher seulement un public de convertis, et tenter d'intéresser des clientèles nouvelles – celle des jeunes notamment –, les organisateurs du Salon ont fait le pari de rapprocher le livre de la musique et des arts plastiques. Pour la deuxième année consécutive, le Salon du livre s'associe donc à Musicora, le Salon international de la musique classique, et à Saga, le Salon des arts graphiques actuels (Découvertes, le 4e Salon, qui se voulait, l'an dernier, le « *témoin de la création contemporaine* » en accueillant des artistes encore mal connus du grand public, n'est plus cette année de la partie). Ainsi pourra-t-on, pour un prix d'entrée unique de 30 francs, passer d'une manifestation à une autre, ce qui devrait bénéficier à chacune. Et les organisateurs ne cachent pas leurs ambitions d'attirer, en 1995, porte de Versailles, quelque 230 000 visiteurs (contre 192 000 l'année dernière) pour ce qu'ils continuent d'appeler – trop pompeusement ? – « *un grand événement culturel* ».

Florence Noiville

(1) « Pourquoi achète-t-on des livres ? », sondage réalisé du 20 janvier au 7 février, auprès d'un échantillon de 610 personnes, de quinze ans et plus, à la sortie de différents points de vente de livres. Les résultats complets sont publiés dans le numéro du 10 mars de *Livres Hebdo*.

★ **15e Salon du livre, Parc des Expositions de Paris, porte de Versailles, Hall 1. Ouverture au public : tous les jours de 10 heures à 19 heures. Nocturne : mardi 21 mars jusqu'à 22 heures. Matinée réservée aux libraires : lundi 20 mars, de 9 h 30 à 12 h 30. Prix d'entrée : 30 F. Entrée gratuite pour les enfants de moins de dix ans, pour les groupes scolaires accompagnés, pour les lycéens et les apprentis de la région Ile-de-France et pour les professionnels : libraires, bibliothécaires, traducteurs...**

Un Espagnol à Paris

Au Salon du livre, l'Espagne a rendez-vous avec les lecteurs français. Felix de Azua est l'un des auteurs qui participeront aux rencontres prévues à cette occasion. Avec l'avantage d'un regard transpyrénéen : cet amoureux de la France, écrivain (voir le feuilleton de Pierre Lepape, page VII), poète, philosophe et enseignant, est, en effet, depuis dix-huit mois, le directeur de l'Institut Cervantes à Paris.

« Vous êtes en transit ?

– Je suis arrivé en octobre 1993 et je repartirai en octobre 1995, cela fera donc deux ans. Quand on m'a proposé de venir à Paris, j'en ai été très heureux, je n'y avais pas vécu depuis longtemps, depuis les années 70. Bien sûr, j'étais venu en touriste, mais je voulais voir ce qui s'y passait. Surtout, j'avais besoin de prendre mes distances avec l'Espagne. Il m'est difficile d'y séjourner longtemps, mais maintenant je ressens le besoin d'y revenir. Il faut varier les résidences. L'idéal, de façon quasi médicale, ce serait de passer dix ans en Espagne, puis deux ans ailleurs. Je me sens comme Thomas Bernhard : quand je suis en ville, j'ai envie d'être dans ma maison de campagne et quand j'arrive dans ma maison de campagne, j'ai le regret de la ville.

– Ce passage à Paris a été profitable ?

– Tous les procédés de désintoxication sont importants. Je me suis désintoxiqué de l'Espagne : quand on reste trop longtemps sur place, on finit par voir les géants comme des nains et les nains comme des géants. Et je me suis désintoxiqué de la télé. Les Français ont des postes de télévision bizarres qui ne peuvent servir nulle part ailleurs, du coup, je n'en ai pas acheté. J'ai beaucoup d'obligations sociales en raison de mon travail ici, et constate que, sans télé, je suis en dehors de 80 % des conversations parce que tout le monde ne parle que de ça. Et cela me permet de me rendre compte de tout ce que l'on peut apprendre alors, par la radio, par la presse, mais aussi par les gens, les conversations dans le métro. Quand on arrête de fumer, on se rend compte que les gens qui fument dégagent une odeur pestilentielle – et que c'est cela le pire, ce n'est pas la santé –, mais ils ne le savent pas. On peut, de la même façon, sentir le cerveau des gens qui regardent la télé, une odeur qui tient du fromage, du cadavre, avec une goutte de ce parfum dont Carole Bouquet fait la publicité et que j'ai vue au cinéma : « *Dis-le que tu me détestes.* » En outre, j'ai eu beaucoup de contact avec la culture latine à Paris, qui est très vivace, très dynamique et qui profite de l'appui de la Maison d'Amérique latine. Je suis beaucoup allé au théâtre, et apprécié par exemple, la Compagnie Influence et Jean-Luc Paillès qui font des choses vraiment fascinantes avec des acteurs bilingues.

– Il semble que la langue espagnole prenne de plus en plus de place dans le monde ?

– C'est vrai. Et je trouve dommage que le français, lui, perde du terrain – enfin, on parle toujours français en Catalogne... Le développement de l'espagnol est un phénomène international : quand on va aux Etats-Unis, on s'aperçoit qu'il faut parler espagnol ; cela a produit un effet énorme dans l'esprit des gens, en particulier ici, en France, où l'espagnol était lié à l'immigration. On oublie que quand on arrive à un certain nombre d'immigrants la culture du futur sera le fait de ces minorités. La musique américaine a été créée par des gens qui venaient d'Allemagne et d'Europe centrale, aujourd'hui presque tous les films d'Hollywood sont réalisés par des Italiens. A Paris, j'ai été frappé par la force et l'intensité de la culture « beur ».

– Vous avez eu le temps d'écrire ?

– Je viens de terminer un livre, un essai théorique sur la situation des arts. C'est mon vrai métier, puisque j'ai une chaire de philosophie à l'Ecole d'architecture de Barcelone. Il y a beaucoup de théoriciens des beaux-arts en France, mais cela commence à peine en Espagne. Nous étions six quand j'ai passé l'examen pour cette chaire d'esthétique, nous sommes vingt à présent, mais il y a des centaines de gens à Paris.

– Est-ce qu'un écrivain espagnol doit toujours se référer au franquisme ?

– La France et l'Espagne ont réagi différemment au même problème. La France a été fasciste et les Français ont vécu trente ans sur un mensonge ; nous, nous devrions éviter cela : l'Espagne est toujours franquiste, il n'y a pas eu de nettoyage, les socialistes ont hérité des moyens, de l'argent, des fonds secrets pour financer le terrorisme d'Etat. Mais les réactions me semblent plus courageuses en Espagne face à ce type de problème qu'en France, par exemple au moment de l'affaire Greenpeace. J'insiste : la France est mon pays d'adoption et j'adore y vivre – mais c'est un pays hyper-réactionnaire, sans doute le plus conservateur d'Europe avec l'Angleterre. »

Propos recueillis par Martine Silber

Les rencontres et débats du Salon

Comme chaque année, de nombreuses rencontres et débats sont organisés jusqu'au 22 mars.

● Les rencontres du forum des auteurs : « École et société », avec Claire et Marc Héber-Suffrin, animée par Antoine de Gaudemar, de *Libération* (vendredi 17 mars, à 11 h 30) ; « Profession écrivain : s'improvise-t-on écrivain ? », avec François Bon, Henri Raczimov, Hubert Nyssen et Geneviève Brisac, animée par Josyane Savigneau, du *Monde* (samedi 18 mars, 11 h 30) ; « Qui sont les héritiers de La Fontaine ? », avec Patrick Dandrey, Gudule et Jacques Seebacher, animé par Pierre Lepape, du *Monde* (samedi 18 mars, 15 h 30). Par ailleurs, le même jour et le dimanche 19 mars, salle Goya, de 17 h 30 à 19 heures, sera donné un *Spectacle La Fontaine* (*J'aime le jeu, l'amour, les livres...*, pièce écrite et mise en scène par James Thor) ; la journée de dimanche, animée par *Le Figaro*, aura pour thèmes « Le plaisir et l'interdit » (11 h 30) et « Littérature et politique » (15 h 30) ; lundi 20 mars, *L'Humanité* présentera deux débats, sur « La liberté d'écrire » (15 heures) et « Le droit de lire » (17 heures) ; mardi, ce sont des journalistes de *La Croix* qui animeront trois débats sur la politique (14, 16 et 18 heures) ; mercredi 22 mars enfin, la morale sera au centre de deux débats organisés par *Le Magazine littéraire* (10 h 30 et 15 heures).

● Dans le cadre de l'année espagnole, plusieurs débats auront lieu, auxquels participeront les écrivains ibériques invités. Parmi ces rencontres, signalons : salle Juan-Benet, « Échanges des dramaturgies espagnoles et françaises » – vendredi 17 mars 10 h 30 ; le même jour, à 15 h 30, « L'esprit de Barcelone », et à 17 h 30, « Dix ans d'écriture en Espagne » ; samedi 18, tandis qu'un hommage sera rendu à *Juan Benet* (13 h 30), seront présentés, à 11 h 30, les écrivains de la nouvelle génération et, à 15 h 30, une table ronde sur « Littérature et politque » ; dimanche 19 mars, à 10 h 30, « Les nouvelles sensibilités poétiques », à 15 h 30, « Conteurs d'histoire » (animé par Ramon Chao), et, à 17 h 30, « La littérature théâtrale » ; salle La Fontaine, vendredi 17 mars, à 15 h 30 et 17 h 30, se tiendront deux débats, le premier sur les relations éditoriales entre la France et l'Espagne, le second sur le marché espagnol de l'édition ; salle Goya, le 18 mars à 10 heures, auteurs et traducteurs échangeront leur expérience.

● Une Journée de l'exportation et de l'international aura lieu mardi 21 mars. Plusieurs débats, salle Cervantes, à partir de 10 heures. A 16 h 45, Florence Noiville, du *Monde*, animera une rencontre sur le livre de jeunesse. Le 19 mars à 15 heures, dans le même lieu, se tiendra une table ronde sur les écrivains en difficulté, à l'occasion des six ans de la fatwa frappant Salman Rushdie.

● *La Société des gens de lettres* organise, de son côté, dans le cadre du Forum des auteurs, des débats sur les thèmes suivants : « La biographie à la française », vendredi 17 mars à 17 h 30 (avec Pierre Assouline, François Caradec, Yves Courrière, David Bellos et Gérard Meudal, modérateur) ; « Ecriture, édition, traduction et subventions », samedi 18 mars à 17 h 30 (avec Bernard Noël, Henri Deluy, Jacques Séréna, Claude Cherki, Gérard Bobiller, Michel Marian, Gil Jouannard et Paul Fournel, médiateur) ; « L'école de Brive », dimanche 19 mars à 17 h 30 (avec Jacques Peuchmaurd, Christian Signol, Denis Tillinac, Michel Peyramaure) ; « *L'Oulipo lit Perec et l'Oulipo* », samedi 18 mars à 15 heures dans la salle Goya (avec Jacques Roubaud, Jacques Jouet, Hervé Le Tellier, Paul Braffort, François Caradec, Marcel Benabou, Harry Mathews).

● Au Café littéraire, le cinquantenaire de la mort de Robert Desnos sera célébré par un hommage musical, dimanche 19 mars à 16 h 30 et mardi 21 mars à 19 heures.

● Plusieurs autres rencontres auront lieu dans le cadre du Salon, notamment : salle Juan-Benet, « Est-ce qu'imaginer s'apprend ? » (lundi 20 mars, 15 h 30) ; « Pasteur et l'invention du monde moderne » (même jour, à 19 h 30) ; salle Goya, « La Bible n'est-elle qu'une fable ? » (vendredi 17 mars, à 17 h 30) ; salle Cervantès, « Le parcours du premier roman » (samedi 18 mars, à 17 h 30) ; « Ecrivains en difficulté » (dimanche 19 mars à 15 heures) ; « Les revues et la laïcité » (même jour à 17 heures) ; salle La Fontaine, « mise en lecture », par Alain Gunther, de *Ma Mère*, de Georges Bataille (samedi 18 mars, à 15 heures) ; « La littérature contemporaine turque » (dimanche 19 mars, à 17 heures).

Séance de signatures

15 h 02. – L'écrivain s'assied devant sa pile de livres.
15 h 06. – L'attachée de presse : « *Vous n'avez rien à boire ?* »
15 h 09. – Arrivée d'un ministre, pour l'occurrence écrivain.
15 h 12. – Un critique passe. « *Ton livre ? Je l'ai pas reçu.* »
15 h 13. – Le ministre signe, heureux d'être écrivain.
15 h 15. – Un vieillard : « *Où trouver l'œuvre de Walther von Wartburg ? Vous connaissez bien sûr.* »
15 h 16. – Le vieillard dévisage un écrivain inculte.
15 h 20. – Une gamine : « *C'est pour un jeu, m'sieur. Qui qu'a écrit Lrougélnoir ?* » L'écrivain : « *Von Wartburg.* »
15 h 22. – Un confrère : « *Les critiques, tous pourris.* » L'écrivain opine.
15 h 24. – L'écrivain aperçoit un critique. Il lui sourit.
15 h 25. – Une mignonne : « *Il signe où, Patrick Bruel ?* »
15 h 27. – Une consœur : « *Si tu passes pas à la télé, mon vieux, ça sert à rien d'écrire !* »
15 h 30. – L'écrivain aperçoit une cousine.
15 h 33. – Un confrère : « *T'as vu à qui ils l'ont donné le prix ? C'est à pleurer, non ?* »
15 h 36. – L'attachée de presse apporte 3 cl de whisky.
15 h 39. – Un écrivain s'assied près de l'écrivain.
15 h 40. – L'écrivain assis près de l'écrivain signe.
15 h 44. – L'écrivain joue avec son stylo.
15 h 45. – Un confrère et une consœur passent. On parle de la pluie, du beau temps, de la critique et de la crise.
15 h 47. – Une famille s'arrête devant l'écrivain. Il se souvient d'une promenade au zoo.
15 h 49. – L'écrivain assis près de l'écrivain signe.
15 h 50. – L'écrivain se demande si l'écrivain assis près de lui est un vrai écrivain.
15 h 53. – Le ministre s'en va. Une comédienne arrive.
15 h 54. – La cousine a enfin trouvé l'écrivain.
15 h 55. – Une dame dit à l'écrivain qu'elle l'a vu à la télévision. Il préfère le mensonge à la contradiction.
15 h 56. – La cousine murmure : « *L'oncle Edmond a un cancer.* »
15 h 58. – Un jeune homme prend, ouvre, ferme, pose le livre de l'écrivain.
15 h 59. – Une adolescente lui propose un manuscrit, *J'étais vierge à quinze ans.*
16 h 02. – L'oncle Edmond va de plus en plus mal.
16 h 04. – L'attachée de presse : « *Le suivant attend.* »
16 h 05. – L'écrivain assis près de l'écrivain signe.
16 h 06. – L'oncle Edmond entre en agonie.
16 h 07. – La cousine : « *C'est combien ton livre ?... Ah, c'est cher, les livres. Je te le prends, pour l'oncle.* »
16 h 08. – A l'adresse de l'oncle Edmond, l'écrivain signe une dédicace où est le mot Espoir.
17 h 02. – L'écrivain est las d'aller d'un stand à l'autre, de confrères en consœurs, qui jouent avec leur stylo et lui parlent de la pluie, du beau temps, de la critique, de la crise.

Pierre-Robert Leclercq



هكذا من الاصل

L'Espagne en marche de Pérez Galdós

Il eut pour maître Balzac, peupla, comme lui, son œuvre géante de milliers de personnages et rêva, au tournant du siècle, de faire accéder son pays à la modernité du reste de l'Europe

LA PASSION TORQUEMADA
de Benito Pérez Galdós.
Traduit de l'espagnol
par Caroline Pascal,
Ed. Desjonquères, 280 p., 130 F.

MISERICORDIA
de Benito Pérez Galdós.
Traduit de l'espagnol
par Emma H. Clouard,
Ed. Joëlle Losfeld, 272 p., 145 F.

Jean Cassou, en 1960, l'affirmait : *« Grâce à lui, le XIXe siècle espagnol n'est pas vide. »* Dix ans plus tard, le même regrettait que Benito Pérez Galdós (1843-1920) ne soit pas considéré à l'égal des Balzac, Flaubert, Zola, Dickens, Tolstoï ou Dostoïevski : *« Ce créateur, le plus puissant, avec Cervantes, de toute la littérature espagnole, a pourtant fait en Espagne, avec l'Espagne, ce que ceux-là (...) ont fait avec la réalité dans laquelle ils vivaient (1). »*

Né à Las Palmas, Benito Pérez Galdós se rend à Madrid en 1862 pour y faire des études de droit. Il retourne l'été suivant aux Canaries passer ses vacances en famille. Il ne reverra plus jamais les paysages de son enfance. A Madrid, il vit dans des pensions de famille sordides et accueillantes, assiste aux réunions de l'Ateneo – les fameuses *tertulias*, son « berceau d'écrivain » – et déambule à travers les rues, qu'il décrira avec une minutie et une chaleur humaine dignes des écrivains du Siècle d'or.

En mai 1867, l'un de ses oncles l'invite à visiter l'Exposition universelle de Paris. Se promenant chez les bouquinistes, il achète *Eugénie Grandet* et reconnaît immédiatement Balzac comme son maître.

« Grâce à lui, le XIXe siècle espagnol n'est pas vide »
Jean Cassou

Lorsque la révolution de 1868 chasse la reine Isabelle du trône espagnol, il est en train d'effectuer un circuit touristique à travers la France. C'est peu dire qu'il a été absent des événements : il a même évité d'être mêlé aux préparatifs. Pourtant, son premier roman, *La Fontaine d'or*, où perce un romantisme attardé, décrit les réunions des clubs républicains dans lesquels germaient les idées progressistes.

Comme Balzac, Galdós ouvre donc sa vaste production par un roman historique. Son talent s'impose d'emblée, ce qui lui permet d'abandonner ses collaborations dans la presse, de se retirer de la vie mondaine. Il a trente ans et il lui reste un demi-siècle à vivre. Jusqu'à sa mort, en 1920, les tomes de l'œuvre géante s'échelonnent et même se chevauchent : soixante-dix romans, dont certains (*Fortunata et Jacinta, Doña Perfecta, Misericordia...*) sont de véritables chefs-d'œuvre, vingt-quatre pièces de théâtre, sans compter d'innombrables articles, essais, notes de voyages... Un univers de plusieurs milliers de personnages qui alimentera l'imagination de toute l'Espagne.

Alors que la littérature espagnole en était encore au roman régional postromantique, Galdós s'ouvre à la nation. Il est déjà célèbre lorsqu'il se lance dans cette entreprise monumentale que sont les *Episodes nationaux*. Il y consigne les faits mémorables de l'Espagne, depuis la bataille de Trafalgar (1805) jusqu'à Cánovas (1880). Il s'agit pour lui d'intégrer l'Espagne, encore ancrée dans le passé, au modernisme du reste de l'Europe. Aux personnages et faits historiques, Galdós mêle des personnages fictifs qui fondent leurs histoires dans l'Histoire. Il s'attache à tracer minutieusement leurs portraits. On a l'impression qu'il se meut dans son texte, qu'il y vit et y respire, conversant avec le menu peuple dans son langage particulier. Les « petits » y trouvent même l'occasion d'une escalade sociale dont Gabriel Araceli – le narrateur des *Episodios* – est l'exemple le plus significatif. Ce petit vaurien, dont l'itinéraire n'est pas sans rappeler celui des héros des romans picaresques, accédera à la fin de sa vie à cette classe moyenne qui représente, pour Galdós, *« le grand modèle, la source inépuisable, la base de l'ordre social »*.

Tout en poursuivant sa réflexion sur l'Espagne, Galdós commence, en 1876, sa première *« nouvelle manière, comme les peintres »*, dit-il, avec *Doña Perfecta*, puissant tableau de mœurs de la vie madrilène. Le peuple espagnol y apparaît divisé en fractions antagonistes, en idéologies irréconciliables. Le progrès, la science, la raison incarnent la vérité contre l'intolérance, la tradition et les préjugés raciaux. Galdós voit dans le cléricalisme une force qui lie l'Espagne à son passé le plus abject. Suivent, jusqu'en 1880, avec une régularité métronomique, des romans – *Gloria, Marianella...* – que l'on qualifie de naturalistes. Lui préférait les appeler *« romans espagnols contemporains »*, considérant que le naturalisme était un courant né avec le picaresque, récupéré par les Français pour revenir ensuite à l'Espagne radicalement défiguré : *« Ce qu'il a perdu en enjouement, il l'a gagné en force analytique »*, juge-t-il.


D.R.
Benito Pérez Galdós : progrès, science et raison

Si ses nouvelles positions lui ferment les portes de l'Académie, celles qu'il avait exprimées dans les *Episodes* lui valent en revanche un mandat parlementaire. Il sera le représentant d'une contrée de Puerto Rico où il ne mettra jamais les pieds – député *in partibus americandiorum*, en quelque sorte. Au faîte de la gloire, riche, honoré, il devient le symbole de l'union et de la tolérance. Toute l'Espagne – les intellectuels, les militaires, la finance – assiste au banquet qui lui est offert pour compenser son échec à l'Académie. Comme Zola et les naturalistes en général, Galdós rêvait d'accéder à cette institution qui anoblirait la fonction d'écrivain, ternie par les extravagances des romantiques...

1881 voit l'aube d'une nouvelle série de romans, fortement influencés par le naturalisme. Elle s'ouvre avec *La Desheredada*, son premier chef-d'œuvre incontestable, et culmine avec *Fortunata et Jacinta*, monument de la littérature universelle : Fortunata, fille d'extraction modeste, expire après avoir confié l'enfant qu'elle a eu de son amant à la femme de celui-ci, Jacinta, incarnation de la bourgeoisie, épouse très légitime, mais stérile... Galdós s'identifie avec l'Espagne et son peuple, *« une carrière qui porte en bloc toutes les grandes vérités »*.

Les portes de l'Académie s'ouvrent finalement à lui en 1889. Le critique virulent du traditionalisme sera reçu par Menéndez Pelayo, pourfendeur des hétérodoxes. Après ce sacre suprême, il observe un silence inhabituel de douze mois. Temps de recueillement pour une conversion qui trouvera son accomplissement dans son roman *Misericordia* : une foi nouvelle, qui semble émerger du « fond social », doit remplacer la bourgeoisie, *« farouchement attachée à l'ordre et à la stabilité »*. Déjà, dans *Angel Guerra*, il se tournait vers le « quart état », celui des travailleurs (2). Il se rapproche des socialistes et sera élu député, cette fois-ci à Madrid et au suffrage universel. Mais curieusement, au fur et à mesure qu'il se radicalise en politique, ses romans sont davantage imprégnés d'esprit chrétien, de mysticisme, propres à doter la nouvelle société matérialiste d'une foi supérieure. C'est *Nazarín*, l'histoire d'un prêtre exemplaire par son dévouement et son zèle apostolique, mais répréhensible par son indiscipline et son attachement à ses valeurs personnelles. C'est la tétralogie *Torquemada*, où s'affrontent les deux mondes contradictoires de la société espagnole, celui des plébéiens enrichis et celui d'une aristocratie dégradée par la poussée de la classe moyenne.

Sa pièce « Electra » fit tomber le gouvernement conservateur

Torquemada, nom symbolique – pour Galdós, l'argent est devenu l'Inquisition moderne –, est un usurier qui s'immisce dans les hautes sphères de la société par le biais d'un mariage d'intérêt. Il n'y a pratiquement pas d'action ; tout est centré sur la psychologie des personnages. Galdós passe sans transition du tragique au comique ; le misérable usurier connaît en quelques lignes des états d'âme radicalement opposés, et Galdós porte sur lui un regard ironique, non exempt de compassion, à la manière de Lazarillo ou Cervantes.

Plus il vieillit, plus l'écrivain cultive l'art de l'ambiguïté, de l'ambivalence et même du fantastique. Et c'est dans *Misericordia* – document effrayant sur la vie dans la capitale espagnole à la fin du siècle dernier – que ces trois éléments convergent : pour nourrir doña Paca et ses enfants, réduits à la misère par de mauvais coups du sort, Benigna – un cœur simple – s'adonne à la mendicité, tout en faisant croire qu'elle est bonne à tout faire chez un prêtre ; humiliée, mais pas congédiée par sa patronne, elle persévère dans son sacrifice ; riche à nouveau à la suite d'un héritage, la dame chasse sa protectrice. Dans ce roman, saisi d'une pitié et d'une tendresse profondes pour son peuple, Galdós paraît comme hanté par l'univers qui l'entoure et laisse ses personnages inventer à sa place. Ainsi, à l'instar de Brausen dans *La Vie brève*, d'Onetti, l'industrieuse Benigna crée de toutes pièces don Romualdo, qui devient un homme en chair et en os et joue un rôle important dans l'histoire. Un autre personnage, Almudena, relève-t-il de la vérité ou de la fiction ? Ils sont, sinon réels, malheureux comme tous les autres, vivent une existence sans joie, et seule la charité humble et diligente de Benigna, aux allures de sainteté, peut les rédimer.

Misericordia sera le dernier grand roman de Galdós. Ses prises de position républicaines et le triomphe de sa pièce *Electra*, qui fait tomber le gouvernement conservateur (et sera représentée cent quatre-vingts fois à Paris), le désignent, aux yeux de la réaction, comme le croisé de l'anticléricalisme. Déçu par la Première République et par le socialisme, Galdós n'appartient plus à aucun camp, de sorte que l'Académie suédoise cède facilement aux pressions pour que son nom soit retiré de la liste des candidats au prix Nobel en 1912. Les quatre pièces de théâtre qu'il écrit pour payer ses dettes lui font connaître, pour la première fois, l'échec. Il perd graduellement la vue et meurt à Madrid le 4 janvier 1920, laissant la plus riche vision littéraire d'une époque.

Ramón Chao

(1) *Le Monde* 11 juillet 1970.
(2) Les Editions hispaniques publient une remarquable thèse du professeur Sadi Ladkdari sur ce roman-clé de Galdós. 556 p., 320 F.

Récit d'un temps perdu

BRUNA
de Sonia García Soubriet.
Traduit de l'espagnol
par Bernadette Paringaux,
Verdier, coll. « Otra memoria »,
122 p., 85 F.

Quels souvenirs obsédants, quelle part enfouie de son existence Sonia García Soubriet tente-t-elle inlassablement de mettre au jour ? Quel malentendu avec elle-même s'acharne-t-elle à vouloir lever ? Dans *Bruna*, comme dans *L'Autre Sonia*, son premier récit (1), cette jeune femme originaire de la Mancha explore les territoires oubliés de l'enfance, consignant l'une après l'autre les plus infimes réminiscences, traquant les plus volatiles des sensations. Ses pages sont pleines de bruits, d'odeurs, de couleurs : cliquetis nocturne et rassurant de la machine à écrire paternelle, draps *« collants et froids »*, ciels *« mous et humides »* des étés espagnols, air *« poisseux »* où voltigent les moustiques, *« craquements secs »* provoqués par les *« courses rapides des rats sautant de palmier en palmier »*... Chaque image en appelle une autre, insolite parfois. Comme celle des rats, justement : *« Nous les attendions toutes les nuits, trop fatigués pour les attraper et vérifier s'il était vrai que, lorsqu'on leur coupe la queue, elle continue à vivre en sautant convulsivement, et qu'une autre, beaucoup plus longue, leur pousse aussitôt après. »*

Mais ce récit d'un temps perdu ne coïncide avec aucun souvenir heureux. Sans doute parce que la narratrice ne s'aime guère. Sans indulgence, elle décrit son *« sourire faux de petite fille gentille »*, son *« sentiment d'être infiniment vulgaire et insignifiante »*, *« coupable de se laisser porter par la vie »*. Promenant son dégoût d'elle-même à travers les rues de Madrid, la narratrice de Sonia García Soubriet traverse clandestinement la ville, chaque jour, pour rejoindre Bruna, une adolescente qui est un peu son âme damnée. Imprévisible et délurée, cette créature charmeuse l'initiera, entre deux lectures de *Frankenstein*, au vagabondage et à la désinvolture, à l'amour, à l'audace, aux provocations, aux coquetteries, aux après-midi d'errance entre un cinéma et un terrain vague. Un programme qui dessine un art de grandir lié, comme il se doit, aux interdits, aux silences et à la transgression.

D'une écriture élégante et subtile, Sonia García Soubriet compose ainsi le bref récit d'un bouleversement ordinaire : le passage de l'enfance à l'âge adulte. La qualité des notations, l'art d'effleurer sans peser, font le charme discret de cette description. Mais l'auteur ne risque-t-elle pas de s'essouffler si elle choisit de poursuivre, de livre en livre, et sur ce même mode impressionniste, les images, fragiles et insaisissables, de sa propre enfance ?

Florence Noiville

(1) Verdier, 1991.

Dernières livraisons

POÉSIE ESPAGNOLE (1945-1990)
Anthologie préparée et traduite par Claude Freyssinet
On regrette que cette anthologie ne soit pas bilingue. Par bonheur, la traduction respecte le sens et le rythme des poèmes originaux. La sélection de trente-quatre auteurs offre un large panorama de la création poétique espagnole de ce dernier demi-siècle. Elle a le mérite également de ne pas présenter les écrivains par générations ou chapelles, et de rendre justice à des poètes *« non engagés »*, comme José Hierro (Actes Sud /Editions Unesco, 460 p., 198 F).

L'ÉCHELLE DES CARTES, de Belén Gopegui
Sergio Prim, géographe indécis et complexé, aime Bruyère, qui s'éprend de lui et voudrait lui faire partager son existence. Alors, par peur de la vie, il va s'obstiner à décourager cet amour. Le premier roman de Belén Gopegui est une révélation, par son écriture dense et limpide, par la finesse d'analyse des sentiments. C'est l'exploration des interstices existant entre deux êtres, un jeu de sensualité et de mise à distance (traduit de l'espagnol par Claude Bleton, Actes Sud, 222 p., 108 F).

ABEL SANCHEZ, de Miguel de Unamuno
Professeur, philosophe et surtout poète, Miguel de Unamuno (1864-1936) était également romancier. Ses personnages sont « en âme et en os », comme le voulait cet être déchiré et contradictoire, le premier qui ait eu « mal à l'Espagne ». Ce roman est une paraphrase de la légende biblique de Caïn et Abel. Joaquin Monegro et Abel Sanchez sont des frères. Le deuxième, brillant et superficiel, écrase le premier, laborieux, sensible et lucide. Comme dans la Genèse, il y aura une fin tragique et la condamnation du coupable. Mais, tout au long du récit, Unamuno aura plaidé en sourdine pour « son Joaquin », le criminel (traduit de l'espagnol par Maurice Gabail, L'Age d'homme, 154 p., 100 F). De Unamuno, le même éditeur publie également *Trois nouvelles exemplaires* et un prologue (traduit de l'espagnol par Dominique Hausser, 121 p., 100 F).

L'AIMANT, de Ramon J. Sender
Le grand romancier aragonais poursuit la réflexion sur *l'homo hispanicus*, amorcée par Unamuno et la génération de 1898. Il raconte la guerre du Rif et le désastre d'Anoual (plus de douze mille soldats espagnols massacrés en quelques jours de juillet 1921 par les rebelles marocains). Pour lui, au-dessus des intérêts de classe, il y a ceux de l'espèce ; le conflit entre l'Espagne et le Maroc ne serait que l'aspect caïnesque d'une histoire entre deux ennemis héréditaires qui se fécondent mutuellement (traduit de l'espagnol par Jean-Pierre Ressot, éditions de l'Imprimerie nationale, 366 p., 160 F).

LES MYSTÈRES DES NUITS ET DES JOURS
de Juan Eduardo Zuñiga
Exigeant et discret, Juan E. Zuñiga (Madrid, 1929) offre une quarantaine de récits courts, sous le signe de l'amour et de la mort, dont quelques-uns sont à la limite de l'apologue. Afin *« d'atteindre l'indicible, de démasquer le secret de la vie »*, Zuñiga scrute les voix de l'au-delà, les sortilèges gitans, les apparitions de spectres, les retours au passé, pour arriver à la naissance du genre gothique du XIXe siècle (traduit de l'espagnol par Alain Petre, Complexe, 192 p., 110 F).

LA VIEILLE SIRÈNE, de José Luis Sampedro
Ce n'était pas une de ces rousses vues d'un mauvais œil par la superstition égyptienne ; Irénia avait une longue chevelure et un tendre pubis or vénitien, ventre plat, hanches pleines de statue sans défaut. Après un naufrage qui la rend amnésique, elle est vendue comme esclave. Mais recouvrant sa forme antérieure de sirène, elle devient Glauka et amoureuse de Kriton le Philosophe. José Luis Sampedro situe l'action de ce roman dans la Méditerranée orientale, entre 257 et 274 de l'ère chrétienne. Comme dans *Le Sourire étrusque*, il mêle connaissance érudite de l'Antiquité et candeur (traduit de l'espagnol par Marianne Millon, José Corti, 510 p., 170 F).

SABOTAGE OLYMPIQUE, de Manuel Vasquez Montalban
Pepe Carvalho, le détective fétiche du Catalan, n'est ici qu'un prétexte. La littérature policière a définitivement laissé place au conte voltairien. Satire mordante de l'establishment olympico-politique, fantaisie débridée, ces chroniques parues en feuilleton dans un quotidien espagnol et ici rassemblées ridiculisent avec gourmandise la fièvre qui saisit Barcelone à l'occasion des Jeux de 1992 (traduit de l'espagnol par Claude Bleton, Christian Bourgois, 166 p., 90 F).

DOUX OBJET D'AMOUR, de Raul Guerra Garrido
Homme riche et raffiné, Felix, la quarantaine, tombe sous le charme de Veronica, une jeune femme entrevue fortuitement et dont l'image l'obsède. En proie à un désir de possession absolu, il décide de l'aborder au bar du Palace Hôtel de Madrid. Un roman d'amour entre policier et érotisme (traduit de l'espagnol par Dominique Lepreux, éditions Liana Levi, 160 p., 89 F).

BASSE SAISON, de Maria Mercé Roca
Le journal d'un homme de quarante ans, jaloux d'une épouse qu'il demeure impuissant à aimer vraiment, rongé par ses démons intérieurs, ses désirs et ses fantasmes. Souvent un peu convenu, avec des pages cependant fortes, ce récit est le premier livre traduit d'une femme écrivain, née en 1958 et auteur de quatre romans (traduit du catalan par Monserrat Prudon-Moral, éditions Métailié, 150 p., 99 F).

LE PIGEON BOITEUX, de Eduardo Mendicutti
En convalescence forcée chez ses grands-parents, un jeune garçon découvre sa différence, le goût de la vie et celui du désir (traduit de l'espagnol par Denise Laroutis, Christian Bourgois, 272 p., 150 F).

PROBLÈMES OCULAIRES, de Javier Tomeo
Ces petites histoires mettant en scène des myopes, borgnes et bigleux de toutes sortes sont, évidemment, destinées à faire la lumière sur la nature humaine (traduit de l'espagnol par Denise Laroutis, Christian Bourgois, 114 p., 90 F).

L'HOMME SEUL, de Bernardo Atxaga
En 1982, dans les environs de Barcelone, un ancien militant de la lutte armée au Pays basque protège un couple de terroristes recherchés par la police espagnole (traduit de l'espagnol par André Gabastou, Christian Bourgois, 382 p., 160 F). Du même auteur, paraît également *Un cheveu sur la langue*, un recueil regroupant des nouvelles brèves – encore inédites en Espagne – et un récit, l'ensemble mêlant des textes graves à d'autres, brillants, flirtant avec l'absurde (traduit de l'espagnol par André Gabastou, Le Serpent à plumes, 200 p., 85 F).

La normalisation du catalan

Avant de se revendiquer comme auteur de langue catalane, Sergi Pàmies s'affirme comme écrivain

Si Sergi Pàmies écrit en catalan, ce n'est pas pour revendiquer une identité qui, depuis la fin du franquisme, n'est plus déniée. Pas davantage que d'autres écrivains catalans de sa génération – Quim Monzo ou Ferran Torrente par exemple, également traduits en français chez Jacqueline Chambon –, Pàmies n'affirme son appartenance à quelque particularisme régional. Vivant à Barcelone, il habite naturellement la langue qu'on y parle, pense et écrit avec elle. Ce choix d'une langue malgré tout minoritaire dessine-t-il une géographie littéraire autonome au sein du grand ensemble espagnol, dont la langue commune est le castillan ? Nous avons demandé à Sergi Pàmies de réfléchir sur son « option » catalane.


RAFAEL VARGAS
« La matière première de mon réalisme est en catalan »

« Par rapport à son homologue espagnole en langue castillane, la littérature catalane est-elle une littérature régionale ou une littérature étrangère ?

– La Catalogne est une région, dans le sens politique du mot, mais avec une histoire de nation. C'est un mélange étrange. En tout cas, le catalan a un statut de langue nationale. C'est une vraie langue, une langue vivante, avec des journaux, une télévision, des radios, une littérature ; dans les écoles on apprend le catalan. Ce n'est pas une langue que trois cinglés vont chercher pour la récupérer. On écrit en catalan ou en castillan, comme en français ou en anglais. Je dirais que la culture et la langue sont deux choses différentes. La culture catalane se fait aussi en espagnol. Montalban, Mendoza ou Marsé, par exemple, sont de grands auteurs catalans qui écrivent en castillan. Les écrivains catalans n'ont pas de spécificité en tant que Catalans ; ils en ont une en tant qu'écrivains.

– Ce n'est donc pas une revendication d'identité qui cherche à s'exprimer ?

– Tant que la langue catalane était interdite, l'écrire c'était lutter pour l'identité. Aujourd'hui, les choses sont redevenues normales. Il y a beaucoup d'auteurs qui écrivent en catalan et qui ont chaque fois un public plus large. Vasquez Montalban écrit ses livres en castillan et donne un article chaque semaine dans un journal catalan. Moi, c'est le contraire : j'écris mes livres en catalan et dans les journaux en castillan. Quand on voit cela du dehors, ça semble étrange, alors que pour nous c'est totalement naturel.

– Si vous deviez écrire vos livres en castillan, écririez-vous la même chose ?

– J'ai choisi le catalan parce que le monde où je vis, où j'ai mes amis, mes relations sentimentales, tout le paysage autour de moi parle catalan. Pour moi, l'étrange, ce serait d'employer l'espagnol pour décrire des situations qui ont lieu dans une autre langue. La matière première de mon réalisme est en catalan. Et en plus, subjectivement cette fois, je pense que la langue de Barcelone, celle qui ressemble le plus à Barcelone, c'est le catalan. Je dois croire à ce que j'écris, me reconnaître dans ce que j'écris. Si j'écris en castillan, j'ai l'impression d'une imposture ; je me sens dans un rôle d'écrivain, et je ne me reconnais plus.

– Traduisez-vous vos livres en espagnol ?

– Non. Le livre paraît d'abord en catalan, chez mon éditeur, Quaderns Crema. Il a une vie autonome et, s'il intéresse un éditeur espagnol – dans mon cas, c'est Anagrama, qui est aussi installé à Barcelone –, celui-ci le fait traduire et le publie, en général un an après sa parution catalane ; je pourrais le faire moi-même, mais ça m'ennuierait beaucoup d'écrire deux fois le même livre.

– La littérature en langue catalane passe-t-elle aisément la frontière espagnole ?

– Pour que les autres pays connaissent la littérature catalane, il est nécessaire de passer par l'espagnol, simplement parce qu'il n'y a pas de lecteurs de catalan en dehors de la Catalogne. Cela étant dit, beaucoup de livres ne sont pas traduits en castillan et s'adressent donc exclusivement aux lecteurs catalans. Mais il y a un vrai public, beaucoup de lecteurs jeunes, qui ont fait toute leur scolarité en catalan. Ils sont habitués à lire en catalan. C'est très important de comprendre que c'est une situation normale. C'est une richesse d'avoir deux langues dans le même pays. Cela n'empêche pas qu'on me demande encore souvent pourquoi je n'écris pas *directement* en espagnol ! »

Propos recueillis par Patrick Kéchichian

★ Des difficultés de divers ordres, politique notamment, étaient apparues lors de l'établissement de la liste des écrivains invités au Salon du livre ; la presse ibérique s'en était faite l'écho. Pour ce qui concerne la littérature catalane, c'est la région Languedoc-Roussillon qui a choisi d'inviter les écrivains Quim Monzo et Sergi Pàmies, ainsi que plusieurs éditeurs de Barcelone.

La comédie du sérieux

LA PREMIÈRE PIERRE
(La Prima Pedra)
de Sergi Pàmies
traduit du catalan
par Edmond Raillard
Ed. Jacqueline Chambon
186 p., 98 F.

Les histoires de Pàmies, dans ses romans comme dans ses nouvelles (1), baignent toujours dans un étrange climat. Le réalisme apparent, le prosaïsme des situations frôlent constamment l'inquiétude née du peu de réalité effective de ces mêmes situations. Un semblable rapport s'établit entre la tristesse ou l'angoisse et l'humour souvent irrésistible qui tempère, modifie, déplace ces sentiments vers un espace de sensibilité qui ne leur est pas naturel. L'humour, chez l'écrivain catalan, n'est pas une épice destinée à rehausser la fade banalité du réel. Il appartient de plein droit à cette banalité, il en est la marque même. Il suffit d'ailleurs de porter, sur l'ordinaire des choses et des jours, un regard un peu libre et printanier pour faire naître ce rire, à la fois léger – sans cruauté aucune – et ravageur : c'est comme si, une fois ce regard porté et l'œuvre de l'humour accomplie, le futile se chargeait de gravité et que le sérieux se dilatait, devenait une comédie.

De l'histoire, somme toute assez mince, de *La Première Pierre* – un homme entre sa sœur, son frère et sa maîtresse, plombier de son état et faible de caractère, se regarde vivre comme on fixe avec attention un point quelconque dans l'air environnant... – il est difficile d'extraire une citation qui donnerait une idée suffisante du déplacement dont nous parlions. La phrase de Pàmies joue sur des différences et des ruptures de rythme ; des développements anodins préparent de brusques tournants, des conclusions surprenantes, ou en décalage. Essayons ce début du chapitre quinze, en oubliant, ou en relativisant, comme un élément presque secondaire, la satire sociale : *« Je sais que les vacances sont terminées mais j'aimerais recommencer. En marchant vers mon travail, je me demande quelle bonne plaisanterie a pu préparer le chef. C'est une tradition. Le premier jour de travail, une bonne surprise, sans droit à la réplique : en fait, un tour de fumier. »*

Né en France en 1960, Sergi Pàmies ne connaît Emmanuel Bove, auquel bien des traits le rattachent, que depuis peu de temps. Il a beaucoup lu les écrivains français actuels, Jean Echenoz, Philippe Djian, Jean-Philippe Toussaint... Il a traduit ce dernier en catalan (et non Djian, comme on se plaît à le répéter et comme il est encore écrit dans la « quatrième » de couverture de *La Première Pierre*). Comme Pàmies le reconnaît lui-même, sa manière doit autant, sinon plus, au cinéma et à l'observation de la vie quotidienne, qu'à la littérature. Son regard n'est pas voilé par les vapeurs de la révolte. Aucune pensée préconçue du monde n'arrête ce regard. Cela donne à son écriture, très travaillée, économe, calculant ses effets, une efficacité incontestable.

P. K.

(1) Chez Jacqueline Chambon ont déjà paru deux recueils de nouvelles : *Aux confins du fricandeau* (1988) et *Infection* (1989), et un roman, *L'Instinct* (1993).

Moi, l'antihéros

Antonio Munoz Molina a prêté au personnage médiocre du « Sceau du secret » quelques traits de sa biographie. Pour rire...

LE SCEAU DU SECRET
(El Dueño del Secreto)
d'Antonio Munoz Molina.
Traduit de l'espagnol
par Claude Bleton,
Le Seuil, 157 p., 85 F.

L'entreprise littéraire qui consiste à projeter des éléments de sa propre biographie sur un héros peu reluisant est un acte de bravoure qui oscille entre la modestie et l'extrême orgueil. Plus courante est la tentation de camper un personnage brillant, dépressif mais doué, roublard mais courageux, en un mot flatteur. Antonio Munoz Molina, lui, a jeté son dévolu sur un héros piteux, un garçon dont le moins qu'on puisse dire est qu'il n'a rien pour plaire. Or cet individu, que le romancier ne nomme pas, produit un curriculum vitae dont certains fragments recoupent tout à fait celui de l'auteur. Une façon troublante et fort drôle, pour l'un des jeunes écrivains les plus admirés d'Espagne, d'illustrer la sinistre grisaille du franquisme – et peut-être aussi d'esquisser les dérives auxquelles son talent l'a soustrait.

Comme lui, ce personnage sans nom ni prénom quitte sa province pour aller étudier le journalisme à Madrid. Nous sommes en 1974, aux heures grises de la dictature, et notre antihéros a le même âge que l'auteur en ce temps-là. Comme lui, encore, il tire le diable par la queue, vit des colis providentiels de sa maman et se flatte de sympathies pour le Parti communiste espagnol. *« A l'époque,* indique Antonio Munoz Molina, *j'étais moi-même une sorte de compagnon de route totalement imaginaire, dans la mesure où je ne militais pas. J'habitais une pension tout à fait semblable à celle dans laquelle atterrit le personnage et les deux autres figures principales du roman sont des hommes réels, que j'ai connus alors. »*

TEXTE POLITIQUE

Les similitudes avouées s'arrêtent là. Viennent ensuite la lâcheté du héros, sa participation fantomatique à un complot manqué contre le régime franquiste, la stupide incontinence verbale – assortie d'une autre, très physique, celle-là – qui le conduit à trahir ses comparses. Ereinté par la critique lors de sa parution en Espagne, *Le Sceau du secret* n'est pas une œuvre majeure. C'est un petit roman écrit en deux mois, qui comporte quelques incohérences. Mais sa drôlerie, l'élégance de sa facture et la force avec la quelle il rend, parfois, l'atmosphère désespérante du Madrid de ces années-là en font une œuvre digne d'intérêt. En jouant avec légèreté des sensations physiques engendrées par la peur, en faisant succéder le noir de la répression brutale au gris de la répression larvée, Munoz Molina donne un texte politique, comme il l'a souvent fait précédemment.

« En Espagne, dit-il, *des gens ont pensé que je me moquais des luttes de la gauche. C'est faux, mais je me souviens du mélange de naïveté et de générosité que comportaient ces luttes. La plupart des illusions que nous entretenions alors étaient fausses. »* Aujourd'hui sans autre illusion que celle de la liberté, cet écrivain de trente-neuf ans, qui tient une chronique hebdomadaire dans le journal *El Pais*, a toujours aimé mêler des histoires singulières à l'histoire de l'Espagne. *« L'histoire donne une dimension plus vaste, une force plus grande, aux aventures individuelles »*, explique-t-il, citant en exemple *La Chartreuse de Parme* ou *L'Education sentimentale*.

Déjà, dans *Beatus Ille*, son premier roman, la petite histoire courait après la grande. Paru en 1986, ce récit faisait sortir de l'ombre un écrivain dont plusieurs œuvres ont été, depuis, couronnées par des prix littéraires. Issu d'une famille rurale de la province de Jaen, au milieu des champs d'oliviers, il se souvient d'avoir *« toujours écrit »*, au grand étonnement de sa famille pour qui cette activité avait quelque chose d'*« étrange »*. A quinze ans, son père lui offrit une machine à écrire – une Tippa Adler, la même exactement que celle dont use le héros du *Sceau du secret* –, et, à vingt-six ans, il se lança dans le journalisme pour le compte d'un petit journal de Grenade fondé par quelques amis. Seuls ses premiers succès littéraires lui permirent de quitter le poste d'employé de mairie qu'il occupa jusqu'à la parution d'*Un hiver à Lisbonne*, son deuxième roman. Ils lui auront épargné le futur de son personnage, englué dans une vie médiocre, *« une vie possible,* admet-il, *j'aurais pu être comme celà »*. L'humour et le talent en plus.

R. R.

هكذا من الأصل

Les sarcasmes de Guelbenzu

« Rivière de lune » offrait une vision mordante de l'Espagne des années 60
Vingt ans après, avec « La Terre promise », c'est toujours la dérision qui domine

LA TERRE PROMISE
(La tierra prometida)
de José Maria Guelbenzu.
Traduit de l'espagnol
par Jean-Marie Saint-Lu,
Seuil, 266 p., 130 F.

Dans *Rivière de lune,* José Maria Guelbenzu nous offrait une vision mordante de la société espagnole des années 60 (1). Les « enfants de la guerre » ne parvenaient pas à soulever la chape de médiocrité et d'intolérance qui les opprimait, et l'amour et le sexe – souvent noyés d'alcool – constituaient les deux pôles entre lesquels ils oscillaient. Cette manière de vivre, maladive, mesquine et sale, imposée par le national-catholicisme, risquait de les marquer pour toujours.

Voici, vingt ans plus tard, ce qu'ils sont devenus : Andrés Palacio et Lopez Mansur, deux anciens condisciples de la faculté de droit, se rencontrent par hasard à l'aéroport de Munich. Le premier, marié, deux enfants et cadre dans une entreprise, incarne une certaine réussite sociale, celle du yuppie des années 80. Le second, poète et professeur, est le type même du raté qui se débat entre l'impuissance d'écrire et l'amertume des échecs successifs. Il essaie, à quarante ans passés, d'obtenir un poste de lecteur dans une université allemande. Malgré ces divergences, tous les deux partagent la même aboulie, les mêmes frustrations, comme ils avaient partagé autrefois le même amour : Amanda la Rouge, fantôme et fantasme érotico-politique qui rôde sur tout le roman sans jamais se montrer.

Le caractère autobiographique de l'oeuvre et sa quasi-contemporanéité par rapport aux événements qu'elle évoque étant indéniables, on peut interpréter ce texte comme l'expression directe d'un vécu relevant à la fois de la sociologie et de l'histoire immédiate. Mais Guelbenzu n'est pas un auteur à sacrifier l'esthétique, fût-ce au nom de ses névroses. Il fait partie d'une minorité d'écrivains espagnols qui cultivent un individualisme vigilant et cherchent les moyens de rompre avec les formes traditionnelles en empruntant, souvent, des schémas proches des compositions musicales.

DÉSIR DE DÉRÈGLEMENT

La Terre promise, dont le titre résume et épuise toute l'ironie du livre, illustre, dans une solide cohérence avec les œuvres antérieures de Guelbenzu, ce désir de dérèglement par l'absence d'intrigue et par la structure particulière du récit. De fait, il s'agit d'un roman à l'organisation complexe, dont la technique narrative prétend ne représenter la réalité qu'à travers la subjectivité des personnages. Le parti pris de subjectivation du réel est, en outre, renforcé par un procédé qui consiste à faire s'emboîter les voix d'une façon suffisamment trouble pour dérouter le lecteur.

Dans la première partie, Guelbenzu emploie la troisième personne, pour laisser ensuite s'épancher ses héros dans deux soliloques qui modulent la même partition : *« Il en était arrivé à la conclusion que la vie devenait de plus en plus menaçante depuis qu'il avait atteint ses quarante ans. Il les avait atteints et avait de nouveau regardé en arrière, mais cette fois, au lieu de l'habituel paysage de chemins croisés qu'il avait toujours eu devant les yeux, il découvrit ses deux filles qui l'attendaient à la maison... »* Fuite du temps, échec du couple et de la vie ; seule différence notable, le taux d'alcoolémie est nettement supérieur chez Lopez Mansur : *« Un an auparavant, les médecins l'avaient averti que s'il continuait à fumer et à boire à ce rythme, et à ne pas faire attention à ce qu'il mangeait, « bref, s'il ne changeait pas », les parois striées de son duodénum se transformeraient en ulcère. »*

Les fils romanesques ne tiennent qu'à des vies, à des discours monocordes, principalement ceux des deux héros. Pour ce qui est du temps du récit, Guelbenzu observe scrupuleusement la règle classique de l'unité théâtrale : à partir du déclic de la rencontre, tout se déroule en vingt-quatre heures ; la mémoire se met en branle et fonctionne par spasmes pendant toute la nuit madrilène qui a, une fois pour toutes, rangé aux oubliettes – si tant est qu'elle ait véritablement existé – cette invention insolite d'un maire philosophe : la *movida* de Tierno Galvan.

Sur la fin viennent s'incruster, d'une manière bancale, deux autres monologues, celui d'Isa, la femme de Palacios, et de Rio, un autre personnage secondaire.

Ce qui restitue l'harmonie de l'ensemble, ce sont les sarcasmes de Guelbenzu, qui révèlent une trempe politique antérieure à la déviation romanesque et seraient la conséquence de l'état de la société. Son déballage impudique prend sa source dans le scepticisme. *« Fourberie du style, fille naturelle de la fourberie générale »,* disaient les classiques du roman picaresque. Guelbenzu se sent incapable de combler les failles qu'il décèle dans la société où il vit. Il tourne en dérision ce qui lui fait mal pour rendre aigre-doux ce qui est amer. Cette franchise, cette insolence, sont peut-être l'unique moyen de faire entrer, par la seule lucarne entrebâillée, quelques lueurs de conscience nationale.

R. Ch.

(1) « Le Monde des livres » du 1er janvier 1993.

Le chant de tous les exils

Etienne Roda-Gil est français. Pour autant, il ne cessera jamais d'être aussi catalan, fils d'un pays rêvé

IBERTAO
d'Etienne Roda-Gil.
Stock, 142 p., 110 F.

Il est né en France. Il y vit. Il écrit en français. Il est même, depuis plus de vingt ans, un grand auteur de chansons françaises. Cessera-t-il pour autant d'être catalan, fils de républicains réfugiés dans des camps français, né d'une histoire qu'il faut sans cesse se réapproprier faute de l'avoir vécue ? Jamais, bien sûr. Sa parole, à chaque instant, dans les chansons comme dans les livres ou la conversation, dit un étrange exil. Non pas celui des gens qui ont dû quitter leur pays et le promènent « à la semelle de leurs souliers », mais un autre, plus diffus et plus violent à la fois, celui des hommes qui appartiennent, totalement, à un pays qu'ils n'ont pas eu. Les héros d'*Ibertao* – le troisième roman d'Etienne Roda-Gil (1); visiblement autobiographique –, cinq jeunes gens qui vivent à Londres au début des années 60, sont de ces exilés-là.


IRMELI JUNG

Etienne Roda-Gil, le plaisir des mots

Ils ont vingt ans, ils sont pauvres, un peu paumés, en « mal de cause », très cultivés. Ils ont du panache, des désirs, de la grandeur, des emballements rimbaldiens. Leur intelligence les préserve de tout. Leur tragédie ne dégénère jamais en drame médiocre. Ils sont beaux et émouvants, parce qu'Etienne Roda-Gil les aime, dans le souvenir qu'il a gardé d'eux – de lui-même –, sans attendrissement, sans apitoiement, sans nostalgie.

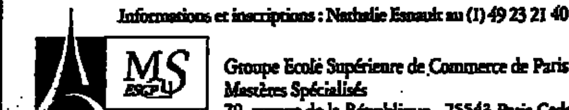
« EXCÈS »

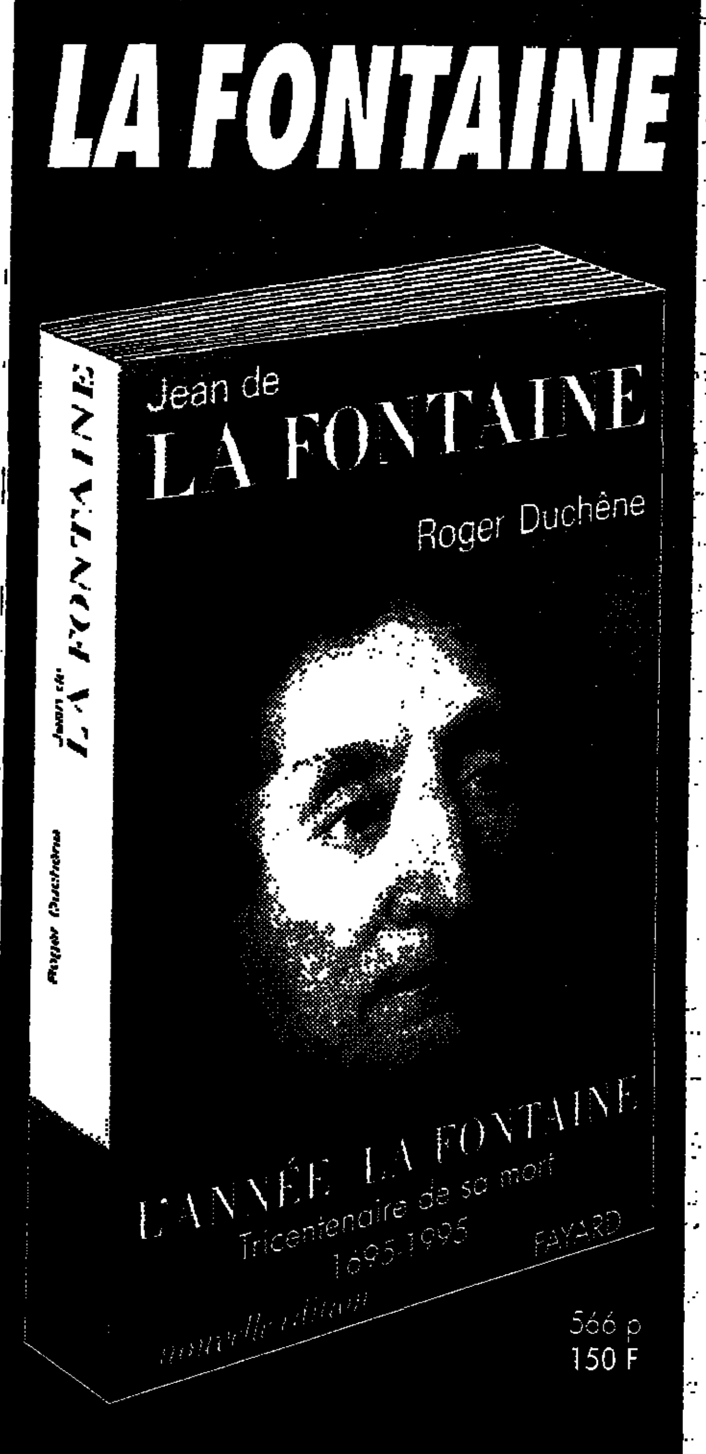
Alors les amateurs de sentimentalisme petit-bourgeois sont priés de passer au large de ce livre de « mémoire vive ». Roda-Gil ne sera jamais de leur famille. C'est sans doute ce qui a valu à son roman d'être boudé par le lecteur conventionnel et pressé d'une grande maison d'édition – sur accusation d'*« excès de lyrisme ».* « Lyrisme »... on ne pouvait pas faire à Etienne Roda-Gil plus beau compliment. « Excès »... c'est sans doute le mot qui le désigne au plus juste. Qu'il écrive ou qu'il parle, qu'il se promène dans une rue ou entre dans un bar, qu'il rie ou qu'il soit triste, Roda-Gil est la figure magnifique de l'excès. Avec lui, on oublie cette fin de siècle en demi-teintes, les sentiments économes, les combats remplacés par les calculs et les causes par les plans de carrière. Il écrit pour ce qui reste en nous de folie et de rêve, de générosité, de plaisir des mots. Les jeunes gens d'*Ibertao,* dont Roda-Gil était, parlent haut et fort, pour mieux préserver leur pudeur et leur délicatesse de sentiments. Ils appartiennent à une organisation clandestine, protégée par une *« structure en "étoiles", cette faculté d'organiser une chaîne qu'aucune curiosité ne pouvait briser. Biologie sociale qui pouvait expliquer la transmutation de 5+5 en 5x5, à l'infini ».* Ils ne vivent pas dans un Londres britannique, mais à la marge, dans une « ville libre », non conformiste et cosmopolite.

Leurs amours sont souvent provisoires – le narrateur, pourtant, aime déjà Nadine, pour toute la vie –, mais leurs femmes sont splendides, surtout Judith, emblème de la beauté des causes perdues – « "Votre cause, madame, on meurt pour ", *avait dit Verlaine à Louise Michel. Nous avons essayé.* » Ils cherchent tout ce qui est « à la frontière », neuf ou mystérieux : occultisme, nouvelles musiques... Ces Espagnols s'emparent même du tao – d'où le titre, *Ibertao* – ce qui vaut au lecteur de très curieux aphorismes, formes que Roda-Gil manie avec une jubilation ironique. On en retiendra ici un, que l'actualité électorale invite à méditer : *« Laissé le pouvoir à ceux qui craignent en assurant. »* Le groupe s'est disloqué. Il était trop tard pour l'Histoire. Judith en est morte, les autres ont résolu de vivre. *« L'exil définitif avait commencé. Valmy, c'était en France, et l'Ebre continuerait vers son delta sans nous. Deux fois trop tard, petits soldats de la République. Trois fois, si on compte la Commune de Paris, notre patrie acquise et maintenue. »* C'est cet exil qui nous a valu un Roda-Gil parlant français, faisant chanter cette langue, entrechoquant ses mots et cultivant ses ellipses. Faut-il risquer le mauvais goût, et l'« incident » avec lui en prétendant remercier l'exil pour ce cadeau ? Sans doute. Et laisser la conclusion à une chanson – *Les femmes sont belles* –, écrite pour Juliette Gréco, à laquelle ce roman est dédié : *« C'est dit, n'en parlons plus. »*

Josyane Savigneau

(1) Après *La Porte marine* (Seuil, 1981) et *Mala Pata* (Seuil, 1992).





Histoires littéraires
PAR FRANÇOIS BOTT


B. CLEEVE

LES CINQ TENTATIONS DE LA FONTAINE
de Jean Giraudoux.
Le Livre de poche,
coll. « Biblio/romans », 160 p., 30 F.
En librairie à partir du 22 mars.

Le rendez-vous de La Fontaine

La Fontaine inspectait les « eaux et forêts », Mérimée les monuments historiques, et Jean Giraudoux les postes diplomatiques et consulaires. Comme si c'était une manie française de vouloir toujours « inspecter » quelque chose... Pendant l'hiver 1936, entre deux tournées dans les Républiques baltes et dans les Amériques, l'auteur de *Juliette au pays des hommes* donna cinq conférences sur le fabuliste national, pour respirer l'air de la Champagne et de la Picardie. Jean Giraudoux repartit faire ses valises après avoir évoqué les *« cinq tentations »* de La Fontaine : la vie provinciale et bourgeoise, les femmes, le monde (c'est-à-dire Paris), les vanités littéraires et la religion (du moins cette façon d'« essayer » le jansénisme, le protestantisme ou le scepticisme comme on essaye des vêtements)... Dans une époque incertaine, qui avait déjà, sans le savoir, la figure anxieuse de toutes les avant-guerres, Giraudoux recommandait aux Français de revenir à La Fontaine, pour *« conjurer* [leur] *crise intérieure »*. Ils devaient relire (paradoxalement) leur écrivain le moins *« sociable »* pour réapprendre à se connaître. Car, même s'il était une sorte de vieil oncle original, comme on en trouve dans toutes les familles, La Fontaine résumait (selon Giraudoux) le meilleur du *« caractère français »*.

Les deux Jean se ressemblaient étrangement. Ils avaient le même genre d'insouciance et de fantaisie. Cela leur était venu de quel ciel ? Il courait sur La Fontaine *« une rumeur de paresse et de rêverie »*, comme le notait Paul Valéry. Je ne sais si Giraudoux s'était fait une réputation comparable, mais il n'y avait pas plus de décalage horaire entre la France (giralducienne) de 1936 et la France (rêveuse) de 1660 qu'entre Bellac et Château-Thierry – les villes natales des deux écrivains. Le Centre pactisait avec le Nord-Est, et le Limousin découvrait mystérieusement son reflet dans les rivières de Champagne et de Picardie...

Jean Giraudoux raconte que M. Bornecque, professeur de quatrième au lycée de Châteauroux dans les années 1890, faisait tout écrire en vers à ses élèves : *« Si bien que (...) l'idée vint à certains d'entre nous qu'ils descendaient de poètes connus. Cela n'allait pas sans difficultés, car la généalogie des familles, en province, est sévèrement surveillée. (...) Cet instinct de la vraisemblance qui est la conscience des enfants menteurs nous poussait à introduire des justifications dans nos choix. Celui qui choisissait Lamartine avait eu des parents à Dijon ; celui qui choisissait Ronsard était originaire du Vendômois. »* Hélas ! Bellac ne comptait aucune célébrité littéraire, et l'élève Giraudoux se désolait, quand il apprit que La Fontaine et Fénelon avaient *« séjourné »* dans sa ville natale : *« Le salut était là. Il suffisait que ces écrivains eussent connu mes arrière-grands-mères, les eussent aimées, eussent été aimées d'elles, et j'étais sauvé. »* Naturellement, Fénelon se trouva tout de suite éliminé de la compétition. Comment imaginer une aventure galante de l'archevêque de Cambrai dans une province lointaine ? Ce quiétiste n'aurait pas voulu troubler son âme ni son repos. Restait La Fontaine. Au cours de l'été 1663, celui-ci s'était éloigné de Paris, après la disgrâce et l'arrestation de Foucquet, son protecteur. Il dormit à Bellac, en septembre, après avoir lutiné la demoiselle de l'auberge. Avertie de cet épisode, la quatrième du lycée de Châteauroux admit sans difficulté que Giraudoux était l'héritier de La Fontaine.

« L'existence humaine, dit Jean Giraudoux, *n'est guère autre chose qu'une fatigue (...). Nous sommes souvent fatigués, le soir, de n'avoir pas eu, du réveil au coucher, cette unité de cœur, de mœurs, de métier ou de joies qui est le privilège des créatures non humaines. »* La paresse et l'insouciance de La Fontaine le sauvèrent de cette dispersion. Il parvint à se détacher – à « se distraire » – de tout ce qui le sollicitait pour l'empêcher d'être lui-même et le détourner de son principal rendez-vous. Giraudoux évoque la carrière du fabuliste comme *« une épopée de la simplicité et de la distraction »*. La *« forme civile »* de la sainteté... Car, victime d'une sorte de *« complot »* qui visait à l'éloigner de son génie véritable, La Fontaine résista aux diverses *« tentations »* que vous savez – la moindre n'étant pas la tentation de la mode littéraire, c'est-à-dire l'envie de se distinguer dans les *« grands genres »*, comme Corneille, Racine et Molière.

Parmi *« tous les rendez-vous qui se donnent entre les êtres, les plantes, les lumières »*, l'un des plus émouvants, selon Jean Giraudoux, est celui que les écrivains prennent avec leur chef-d'œuvre, attirés par *« une ombre »* dont ils ne connaissent pas *« le visage »*. Descartes avait rendez-vous avec son cogito, La Rochefoucauld avec son amour-propre, Mme de Sévigné avec sa fille, Bossuet avec Madame, Racine avec Phèdre, Fontenelle avec les marquises et les étoiles, Voltaire avec la vieillesse, Mme du Deffand avec l'insomnie, Constant avec Adolphe, Chateaubriand avec la mélancolie, Stendhal avec l'Italie, Michelet avec la France, Flaubert avec Mme Bovary, Tolstoï avec Anna Karénine, Tchekhov avec trois sœurs de province, Marcel Proust avec Albertine, Paul Valéry avec M. Teste, Léon-Paul Fargue avec Paris, Jean Giraudoux avec Suzanne, Juliette et Bella, Francis Scott Fitzgerald avec le Ritz, Raymond Radiguet avec Marthe, Henri Calet avec le XIVe arrondissement, Roger Vailland avec le cardinal de Bernis, Antoine Blondin avec M. Jadis et Roger Nimier avec les enfants tristes de la IVe République. De son côté, La Fontaine avait rendez-vous avec une cigale et une fourmi...

Pour Giraudoux, les *Fables* sont nos contes des *Mille et une Nuits*. Cependant, La Fontaine ne dépeignait pas nécessairement les hommes sous le masque des bêtes. Il faisait entrevoir, au contraire, l'animalité sous l'apparence des sentiments humains. Il légitimait, à sa manière, la définition de la métaphore par Jean Giraudoux : *« Cette métempsychose des pensées profondes ou banales. »*

D'autres mondes
PAR NICOLE ZAND

DISCOURS SUR LA SUJÉTION DE L'IRLANDE AUX LOIS DU PARLEMENT D'ANGLETERRE
de William Molyneux.
Traduit sous la direction
de Jacqueline Genet
et Elisabeth Hellegouarc'h,
Presses universitaires de Caen,
154 p., 80 F.

LES IRLANDAIS
de Sean O'Faolain.
Traduction et introduction
d'Erick Falc'her-Poyroux,
Coop Breizh, 188 p., 110 F.

Pour la Saint-Patrick

L'affirmation de l'esprit irlandais pourrait remplir des bibliothèques. Poètes, philosophes et autres penseurs témoignent au cours des siècles, comme le soulignait l'ouvrage de Richard Kearney (1), de la volonté de prouver l'importance d'une histoire culturelle irlandaise, même si le cliché d'une île à l'âme celtique habitée par d'incorrigibles rêveurs est tenace. Et qu'il n'a pas, pendant longtemps, tellement déplu à ces Irlandais incompréhensibles aux Anglais qui, dans des portraits colonialistes, les dépeignaient comme de stupides sauvages ! Ainsi n'ont-ils pas oublié que Disraeli, en 1836, les décrivait ainsi : *« Les Irlandais haïssent notre ordre, notre civilisation, notre esprit d'entreprise, notre religion. Cette race sauvage, insouciante et superstitieuse, n'a pas de sympathie pour le caractère anglais. Leur idéal de félicité humaine est un mélange d'esprit de clan et d'idolâtrie grossière. Leur histoire n'est qu'une succession de bigoterie et de sang. »*

A l'occasion de la Saint-Patrick, il est curieux de se plonger dans la traduction récente d'un pamphlet historique anticolonialiste paru en 1698, considéré comme la première revendication de l'indépendance irlandaise, le *Discours sur la sujétion de l'Irlande aux lois du Parlement d'Angleterre* du physicien et philosophe William Molyneux (1656-1698), un ami de John Locke et de Benjamin Franklin. Molyneux, que Swift appelle *« un Anglais né en Irlande »*, même si sa famille était alors établie à Dublin depuis plus d'un siècle. Dans ce texte, qui fit sensation, l'auteur rappelle que l'Irlande est un royaume séparé, sujet du roi d'Angleterre, non du Parlement, et a la présomption de refuser les prétentions du Parlement anglais à légiférer sur l'Irlande et celles de la Chambre des lords anglais à être la Cour d'appel suprême des procès irlandais. *« Je ne suis pas concerné par la laine ou le commerce de la laine,* prévient-il dans sa « Préface au lecteur ». *Je ne suis pas du tout soucieux de savoir si l'Evêque, ou la Société de Derry, retrouvera la terre revendiquée. De sorte que je crois être aussi libre de tout préjugé personnel dans cette cause qu'on peut l'espérer de tout homme qui possède des biens immeubles et fonciers en ce royaume, et qui est membre du Parlement. »*

Terre, religion, nationalité, notes dominantes de la conscience irlandaise

On avait, en effet assisté, à la fin du XVIIe siècle, avec la fin des guerres orangistes, à un renouveau économique marqué par l'essor de la draperie irlandaise qui inquiéta bientôt les industriels anglais : ils firent interdire l'exportation des produits lainiers irlandais ailleurs qu'en Angleterre. Le livre de Molyneux, fondateur de la Dublin Philosophical Society (1683), fut mal reçu dans une Angleterre aveugle. Est-ce à dessein qu'il posa une question qui allait, dit-on, fasciner les philosophes du XVIIIe siècle : *« Quelle connaissance du monde visuel peut avoir un aveugle ? »*... Question qu'on pourrait relier, arbitrairement, poétiquement, à celle que ne purent s'empêcher de poser avec ironie certains commentateurs lors de la seconde guerre mondiale – *« Contre qui sommes-nous neutres ? »* –, soulignant ainsi la contradiction d'un Etat irlandais toujours enclin, malgré la déclaration de neutralité du président de la République Eamon De Valera, à se distinguer de la Grande-Bretagne.

C'est cette interrogation sur l'identité irlandaise qui incita l'écrivain Sean O'Faolain (1900-1990) à créer, en octobre 1940, une revue littéraire, *The Bell*, puis à composer un essai historique, à la fois exercice d'introspection et histoire du développement d'un esprit ethnique, *Les Irlandais* (paru en 1947, revu en 1980), que publie une maison d'édition bretonne, Coop Breizh (2). Né John Whelan, rebaptisé Sean O'Faolain – prononcez Chone O'Fweloïne –, nom gaélique signifiant Jean la Mouette, cet admirateur de Tchekhov, membre de l'Armée républicaine irlandaise à vingt ans, évoquait dans *Passions entravées*, un recueil de nouvelles parues chez Gallimard en 1991, juste après sa mort, l'Irlande du début du siècle : les pères partis pour l'Amérique où ils ne font pas forcément fortune, les paysans qui subsistent misérablement sur des lopins de terre minuscules, le pays qui se dépeuple. C'est cette démarche d'un homme de lettres qu'on retrouve dans *Les Irlandais*, avec l'évocation des héros des grands récits de la littérature celtique, Deirdre et Conchubar, Cuchullain et Emer, Diarmuid et Grainne, qui allaient inspirer les poètes et dramaturges modernes et que célébraient des bardes gaéliques anonymes, certains chrétiens, la plupart païens. Derrière ces récits romanesques se dissimule le style de vie pastoral et guerrier d'un peuple qui ne voulut ou ne sut développer aucun sens du commerce, aucune économie élaborée, aucune vie urbaine : *« Aucune ville, donc, contrairement au modèle britannique romain ; aucune route ; de simples sentiers battus, boueux ou caillouteux ; des camps protégés par des remparts de terres concentriques, parfois même recouverts, des huttes d'argile et de branches tressées ; des forêts quasiment infranchissables... Pendant des siècles, la constante de la société gaélique avait été les mugissements et bêlements des troupeaux. »* On pense aux dernières images du beau film *The Field*.

Terre, religion, nationalité, vont être les notes dominantes de la conscience irlandaise, même après la disparition de l'ancien ordre gaélique, tandis que le XVIIIe siècle va voir l'émergence de la culture anglo-irlandaise imposant pratiquement l'utilisation de la langue anglaise pour affirmer l'identité irlandaise. *« Sans les Quatre Grands* [Yeats, Joyce, O'Casey, Synge], *la littérature irlandaise serait aujourd'hui considérée de par le monde comme une littérature régionale intéressante, ni plus ni moins »*, note l'auteur, qui termine, comme à regret, avec un chapitre sur la classe politique pour se féliciter de la retraite, en 1959, du président De Valera avec qui il ne cache pas son désaccord : *« Tous les idéalistes sont autoritaires,* écrit-il. *Tout politicien a des tendances sentimentalistes. Même Staline avait une fille ; Hitler adorait son chien ; Napoléon sanglotait en lisant les poèmes d'Ossian »*...

Après ces *Irlandais*, où Histoire et littérature se mêlent dans un mémento plutôt destiné à un usage interne, on aimerait lire l'autobiographie que Sean O'Casey a intitulée *Vive moi !* Mais le mois de mars va être l'occasion de multiples publications littéraires irlandaises : avec Flann O'Brien, Edna O'Brien. Et aussi avec des inconnus comme Hubert Butler ou avec *Gens sans terre*, un roman, de 1980, de Julia O'Faolain, la fille de Sean O'Faolain.

(1) *The Irish Mind. Exploring Intellectual Traditions* (Richard Kearney, Dublin, 1985).

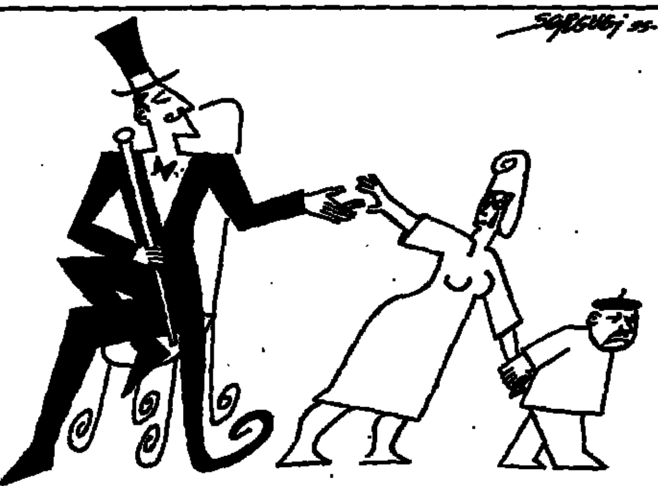
(2) Coop Breizh, diffusion Breizh, Kerangwenn, 29540 Spezed. Tél. : 98-93-83-14 ; fax : 98-93-87-97. Avec un important catalogue de livres, disques et vidéos bretons, cette petite maison diffuse aussi la revue *Etudes irlandaises* que publient les Presses universitaires de Rennes.

Histoire
PAR JEAN-PIERRE RIOUX

L'ESPOIR BRISÉ LE DUC D'ORLÉANS (1810-1842)
de Joëlle Hureau.
Perrin, 394 p., 148 F.

LE XIXe SIÈCLE. L'ÉCLAT ET LE DÉCLIN DE LA FRANCE
de Gabriel de Broglie.
Perrin, 338 p., 139 F.

Notre vrai Grand Siècle



SERGUEI

C'est notre XXe siècle qui nous hante, avec son cortège de convulsions et de malheurs inédits. Il a pris congé en 1989 et 1990 dans ce qu'on s'acharnait à nommer « l'Est », entre la porte de Brandebourg de sinistre mémoire et ce Kremlin défait qui ne valait pas mieux. Et, depuis, il nous assaille et nous bouche l'horizon, sans qu'on sache s'il courra sur son erre jusqu'à 2001. Ce choc et ce contre-choc si contemporains ont inévitablement rapetissé et historicisé le siècle d'avant, ce XIXe matriciel et pourtant si étrange, si replié sur lui-même qu'il nous intrigue sans parvenir encore à nous toucher tout à fait. Nous sommes à son égard, note justement Gabriel de Broglie, *« à la croisée du souvenir, du savoir et de l'émerveillement »*. On pourrait ajouter : au bord de la nostalgie envieuse. L'aisance et même l'opulence, la jouissance et la gloire à la française n'étaient pas alors de vains mots, que diable ! Et songez à l'allure qu'avait alors le débat public, à Hugo commentant notre campagne présidentielle ou à Bloy dressant le bilan du mitterrandisme !

Un bon petit voyage en XIXe ne serait donc pas malvenu par les temps qui courent, à titre de consolation ou de purgatif. Et comment mieux l'inaugurer qu'avec une solide et plaisante biographie qui mette en jambes ? En voici une sur ce duc d'Orléans victime d'un accident de voiture en 1842 sur le pavé de la barrière Maillot à Paris (sa chapelle commémorative, déplacée pour cause de périphérique, est encore blottie porte des Ternes) et dont le destin fatal, si abondamment pleuré sur le coup, n'avait tenté aucun biographe. Joëlle Hureau a eu la curiosité et le courage d'aller y voir de près, en puisant dans la masse des souvenirs d'époque et en ouvrant les cartons bien pleins des Archives nationales. C'est une très bonne idée, poursuivie avec modestie et finesse. Car non seulement elle réhabilite ce fils aîné de la maison d'Orléans, héritier en puissance du trône tricolore de la monarchie de Juillet et qu'on avait dit assez benêt, mais elle croque au passage avec bonheur une France qui vibre et séduit.

Ferdinand-Philippe, alias Chartres puis Orléans, est né dans les caroubiers, à Palerme, où sa famille avait fui l'Ogre de Corse. Elevé à la rude et en trois langues, pendant que son père Louis-Philippe tour à tour défend les Bourbons d'Espagne, cultive l'anglophilie, ranime le Palais-Royal, puis se retrouve, en 1830, « roi des Français », il a fait souffrir ses précepteurs et ravi ses condisciples du lycée Henri-IV, s'est offert une crise d'adolescence caricaturale, avec crasse, jurons et larmes. Le voilà bientôt ingrat et *fashionable*, aristocrate mêlé de bourgeois voltairien, prince charmant moderne dont le port romantique séduit les bécassines titrées de l'Europe entière mais irrite M. de Metternich et nos ultras fidèles à la branche aînée. Hélène de Mecklembourg, qui n'avait rien d'une bécasse, lui apportera une belle paix du coeur. De surcroît, il s'est autoproclamé libéral, souffrant avec le peuple, mais pas au point de se rebeller quand il fallut massacrer les canuts de Lyon révoltés en 1831. Il a rêvé d'une *« plus grande France »* amarrée à cette Algérie où il a participé à la prise de Constantine et applaudi les coursiers arabes. Avec cela, il n'a pas toujours été aveugle ou sot, ayant précocement senti qu'entre une impossible Restauration et une République sanglante, les Orléans avaient d'abord pour devoir de *« s'enfoncer la couronne jusqu'aux oreilles »*, quitte à jeter du lest ensuite. Ferdinand-Philippe fut donc attachant, partie prenante et spectateur non engagé dans la tentative politique de Juillet, amoureux fidèle de la France. Eût-il pu, sous son nom devenu populaire, empêcher la débâcle des Orléans en 1848 ? C'est bien peu probable, mais il lui reste d'avoir compris et montré qu'il vivait *« dans un siècle où il n'y a d'autre hiérarchie possible que celle de l'intelligence et de l'énergie »*.

Cette formule doit ravir Gabriel de Broglie, qui nous conte son XIXe avec visiblement beaucoup de plaisir, pour toutes les raisons qu'on a dites au début. Sur le ton et dans le style mâtinés de Taine et de Thibaudet, qui suffisaient jadis à vous donner l'oreille de l'Académie française, il refuse la couleur, récite sobrement et démontre mieux encore : son livre est plus qu'un manuel élégant ou qu'une dissertation habile, il tient le pari de la synthèse. Sa description du « terrain », ou du terreau, aurait mérité d'être un peu plus fouillée, mais il y fait bien sentir la feuillaison romantique, le quant-à-soi bourgeois mimé par les classes moyennes, l'âpreté de la protestation paysanne et le désespoir de la contestation ouvrière, tout en soulignant la force que constitua la stabilité des élites, passées depuis Napoléon à la moulinette étatique : ainsi le XIXe siècle eut, tout au long, une ossature, du muscle neuf et du sang chaud qui firent vivre intensément le social.

Mieux, et dès lors le livre s'emballe et convainc à tous coups : il a su imposer et gagner quatre paris lancés depuis 1789, ceux de l'éducation pour tous, de la science au service du bien collectif, de l'esprit d'entreprise, qui exalte et contrôle à la fois l'individualisme-roi, du suffrage universel enfin, qui, sous la forme républicaine de son exercice, unique en Europe, a réglé au moins mal la question de la souveraineté et contenu l'irruption fin de siècle des masses enfiévrées dans le débat civique. Les fruits de ces conquêtes ? Ils nous ont été ravis, mais nous les avons aussi dilapidés ou méconnus depuis 1914. Ce furent un franc germinal inébranlable, un exceptionnel rayonnement culturel, une expansion mondiale sans précédent, une autosatisfaction à peine tempérée par la hantise de la décadence vers 1890. Et surtout, peut-être, malgré la lutte des classes, la surdité patronale et l'égoïsme bourgeois, un sens pratique et empirique de la communauté, un « solidarisme » républicain, disait Léon Bourgeois, qui fit de ce pays révolutionnaire et râleur un havre de réformes et de législation sociale : ce point saillant du siècle, méconnu aujourd'hui, mais que les historiens redécouvrent (1), Gabriel de Broglie a su en restituer toute la grandeur. Au point de fixer sur celle-ci une bonne part de la nostalgie qui peut saisir à la lecture de cette évocation très probante de notre vrai Grand Siècle.

(1) Dernière redécouverte en date, la remarquable évocation par Vincent Viet des *Voltigeurs de la République. L'Inspection du travail en France jusqu'en 1914*, CNRS Editions, 2 vol., 330 F.

هكذا من الاصل

La nostalgie de l'avenir


TUDOR BANUS

LES NUITS DE SHANGHAÏ
(El Embrujo de Shanghai)
de Juan Marsé.
Traduit de l'espagnol
par Jean-Marie Saint-Lu,
Bourgois, 266 p., 120 F.

QUELQUES QUESTIONS DE TROP
(Demasiadas preguntas)
de Félix de Azùa.
Traduit de l'espagnol
par Eric Beaumatin,
Seuil, 206 p., 99 F.

Pendant les dictatures comme pendant les guerres, la vie continue. Le soleil brille, les amours se font et se défont, des enfants naissent pour qui l'on rêve d'un bel avenir. Cette vie ordinaire, concrète et aveugle, est l'ennemie de ceux qui se battent contre la dictature. Ils voudraient qu'elle soit suspendue et que le temps soit vécu par tous comme une parenthèse qu'il s'agit au plus vite de refermer. Mais la vie réelle ignore les parenthèses et ce sont les adversaires de la dictature qui sont condamnés à vivre en dehors de la réalité, comme des personnages de fiction. Et, comme les héros de roman, ils ont un passé mais pas d'avenir.

Juan Marsé et Félix de Azùa racontent, l'un et l'autre, des histoires sur la perte de l'avenir. Le roman de Marsé s'ouvre sur une citation de Luis Garcia Montero : *« La véritable nostalgie, la plus profonde, n'a pas à voir avec le passé, mais avec le futur. Je ressens souvent la nostalgie du futur, je veux dire la nostalgie de ces jours de fête, quand tout vagabondait de l'avant, et que le futur était encore à sa place. »* Azùa lui fait écho : *« Père et fille battaient la campagne en quête d'hypnose parmi des pays et des populations complémentaires. »* Marsé est né en 1933 et Azùa onze ans – et une guerre civile – plus tard ; l'Espagne qu'ils nous décrivent n'est pas la même – Barcelone en 1947 chez Marsé, Madrid en 1980 chez Azùa, le franquisme triomphant et l'après-franquisme déliquescent –, mais l'un et l'autre écrivent le vide.

Juan Marsé explore infatigablement le monde de sa jeunesse. Le narrateur des *Nuits de Shanghaï*, Daniel, a son âge, ses origines barcelonaises et populaires. Comme le sien, son père a disparu pendant la guerre civile ; comme lui, le jeune garçon va travailler pour un tailleur de bijoux et arpente les rues de sa ville, de cette ville punie, humiliée et privée de sa langue à cause de son passé « rouge ». En attendant d'entrer en apprentissage, il partage ses journées en deux. Le matin, il accompagne un vétéran semi-clandestin de l'armée républicaine, le capitaine Blay, dans sa tournée des bars et sa dernière activité militante : une pétition contre les fumées nocives d'une usine. Un geste dérisoire, voué à l'échec dans cette cité qui oscille entre la peur et la torpeur, mais une manière encore de participer à la vie et de sauver un bout de son âme du désastre. Aussi Blay passe-t-il pour fou et se garde-t-il de détromper l'opinion. L'après-midi, Daniel rend visite à une jeune et jolie tuberculeuse, Susanna. Le père de Susanna, Kim, est l'un des chefs de la résistance à l'étranger. De temps en temps, il passe la frontière et vient poser une bombe ou attaquer une banque. Par habitude, par fidélité à ceux qui sont morts et dans l'indifférence des vivants, hormis la police.

Un jour, l'un des adjoints de Kim, Forcat, un ancien artiste, débarque chez Susanna et chez sa mère, la belle Anita. Là, dans la chaleur de serre de la galerie où repose la petite phtisique, dans les lourdes senteurs d'eucalyptus, Forcat raconte comment Kim, malgré tout le désir qu'il avait de revoir sa fille, a dû quitter Toulouse pour la Chine afin d'y poursuivre, sous d'autres formes, le combat sacré de l'antifascisme. Sur les ruines de l'histoire réelle, lamentable, sordide, désespérée, fleurit une magnifique et opulente fiction orientale, un merveilleux cache-misère. Jusqu'à ce que la vérité, minable, étroite, vienne briser la bulle de beauté et d'espérance qu'avait construit Forcat, *« sa manière désenchantée de tourner le dos aux mirages de la vie et aux croche-pieds de l'idéal »*.

Entre les folies du capitaine Blay et le roman chinois de Forcat, dans les rues d'une ville anesthésiée ou près de Susanna, désirable et vénéneuse, Daniel-Marsé rêve. Et ses rêves ne sont pas plus fantomatiques que ceux qui agitent les grandes personnes. Pas moins vrais que ceux des révolutionnaires qui font semblant de croire encore à la victoire ; pas moins fiévreux que ceux de ces fausses veuves qui attendent qu'un mari, à peine entrevu dix ans auparavant, soit autorisé à rentrer chez lui. Le grand vide des illusions perdues, de l'avenir bétonné, du fascisme quotidien, de l'histoire momifiée, ne peut être comblé que par l'imagination, les fictions, les mensonges heureux. C'est la seule alternative à l'impossible oubli ou au ressassement morbide de la défaite. Quand l'avenir vous manque dès l'enfance, il reste à vous faire du cinéma, ou de la littérature. *« Ainsi avec le temps, et presque sans que je m'en rende compte, le décor vital de mon enfance se transforma peu à peu en un paysage moral, et c'est ainsi qu'il est resté à tout jamais gravé dans ma mémoire. (...) On a beau grandir et regarder vers le futur, c'est toujours vers le passé qu'on grandit, à la recherche peut-être du premier éblouissement. »*

Du « décor vital » au « paysage moral » : la démarche esthétique de Marsé coïncide avec sa démarche éthique. Sa capacité d'évocation est si vive, la force de son imagination si grande, sa langue si expressive qu'il pourrait se contenter, pour plaire, de jouer sur les registres de la nostalgie et de la fantaisie. Mais, dans le même temps qu'il enchante, son roman démystifie, et quand l'auteur rêve sa jeunesse, c'est encore la réalité qu'il nous fait apparaître par transparence : les héros englués dans une interminable déroute, la vérité bafouée, les vies à la dérive murées dans la douleur, les enfances saccagées, les sentiments défigurés (1).

La langue de Marsé est celle du corps et des sensations, Azùa est un intellectuel, et son discours est dominé par le sarcasme, qu'atténue, parfois, la commisération. C'est une gageure que d'attacher les lecteurs à un roman dont tous les personnages sont hachés menu avant d'atterrir sous le microscope du narrateur. Ils sont tous moches ; blessés, mais salement. Dàmaso, le vieux professeur de philologie, qui n'arrive plus à oublier dans les vers latins l'amas d'échecs et d'insignifiance que fut sa vie.

Son ami Silvestre, le romancier de gare, *« chroniqueur céleste de la douleur des autres »*, ensevelissant sous des discours optimistes le mépris de soi qui le pourrit. Dalila, dite Lili, la fille de Dàmaso, enfermée dans la cage des musiques assourdissantes qui lui vrillent le cerveau et dans le refus de sa féminité. Ferrucho enfin, l'ami de Lili, *« une sauterelle carbonisée »*, squelettique, drogué, et dont le seul intérêt vital est la moto en ruine qu'il chevauche. Autour d'eux, dans cette société post-franquiste qui ânonne les alphabets confondus de la démocratie et de la modernité, un semblable désert moral et historique où l'on emploie les mots nouveaux pour dire, encore et toujours, les pensées anciennes. Franco est mort, mais le poison du fascisme, instillé pendant trente-cinq ans, continue à courir dans les veines et dans les cerveaux.

Une bavure policière, banale, habituelle, dont est victime le pauvre Ferrucho, quelques questions de trop posées dans un commissariat de police vont obliger ces fantoches à affronter leur stérilité morale, intellectuelle et sentimentale. L'Espagne de la *Movida* bouge en effet, et frénétiquement, mais autour du vide. Franquistes ou antifranquistes, confits dans leur opposition au régime ou usés par les compromis et les accommodements, les pères n'ont laissé en héritage à leurs enfants qu'un immense trompe-l'œil. Il est frappant de constater comment des écrivains aux idées et aux tempéraments aussi divers que Vazquez Montalban, Marias, Marsé, Pombo ou Azùa portent le même regard amer et inquiet sur la société de la « transition démocratique ». Ils ont choisi de jouer les trouble-fêtes, de poser ces *« quelques questions de plus »* à un pays qui avait décidé de ne pas poser de questions, sinon des simulacres.

L'amertume d'Azùa coule dans une prose de cruauté virtuose. Il écrit comme on gifle, précis, exact, trouvant immanquablement le point faible pour décocher la formule assassine. Il y a chez lui du Voltaire qui aurait été revisité par Goya : toujours à l'extrême bord de la caricature, à la limite du burlesque, mais sachant ne pas franchir la frontière afin de préserver l'humanité et l'épaisseur de ses personnages, leur indispensable réalité. Cette justesse de frappe permet aux malheureux héros de *Quelques questions de trop* d'évoluer. Le romancier ne s'en tient pas au nihilisme corrosif qui inspire les deux tiers de son livre. Parvenus au bout de la disgrâce, rayés des tablettes du bonheur, Dàmaso, Silvestre et Lili trouvent un petit rai de lumière auquel accrocher leur vie meurtrie.

Ce n'est pas, comme chez Marsé, le pouvoir de l'imagination qui permet de transformer en mythe le temps mort de la Barcelone des années 40, plutôt un violent appel lancé aux Espagnols pour qu'ils se débarrassent enfin du suaire dans lequel ils demeurent enveloppés : *« Il vit sa fille avancer vers lui et se dit qu'elle avait tout d'une veuve archaïque escortée par son écuyer, tous deux encore enveloppés dans un voile de mort. Mais il lui devina un vague air de tâche à accomplir, comme sortant de briser quelque destin et de se trahir en même temps que d'autres, mais désormais lourde de la récompense de cette damnation, lourde (elle en était absolument sûre maintenant) de quelqu'un à qui transmettre son propre héritage. »*

---

(1) *Les Nuits de Shanghaï* ont obtenu, en 1994, à Lisbonne, le prix Aristéion, décerné au meilleur roman de l'année par un jury de critiques des douze pays de la Communauté. « 10/18 » vient de rééditer *Boulevard du Guinardo*, un roman de Juan Marsé paru en 1990 chez Christian Bourgois.

Version originale

L'œuvre interrompue de John Boswell

Disparu prématurément, le jeune historien américain aborde dans son dernier ouvrage un sujet peu exploré : les unions homosexuelles dans l'Antiquité et au Moyen Age

La culture exacerbée des différences, qui enfièvre les campus américains depuis une bonne dizaine d'années, les débats soulevés, outre-Atlantique, autour du « multiculturalisme » et du statut politique des minorités ethniques, raciales, sexuelles, provoquent, aux Etats-Unis, le pire et le meilleur. Le pire : la condamnation par certaines féministes des droits de l'homme réduits au rang de simple *« droit des mâles »*. Le meilleur : une série de points de vue nouveaux sur l'histoire générale appréhendée sous l'angle des différences sexuelles. C'est à cette catégorie qu'appartient l'œuvre de l'historien du Moyen Age John Boswell.

Né en 1947 à Boston, et disparu prématurément le 24 décembre 1994, John Boswell aura été l'un des esprits les plus originaux de l'université Yale, voisine de New York, véritable foyer de l'effervescence minoritaire. L'anticonformisme de son premier livre, *Christianisme, tolérance sociale et homosexualité*, paru en 1980 aux Etats-Unis (1), est salué d'emblée par Michel Foucault. Il en va de même pour son second ouvrage : *Progéniture à l'encan : les enfants abandonnés de l'Antiquité à la Renaissance* (2). John Boswell détonne dans l'univers feutré des médiévistes. Au point que l'éditeur britannique (Harpers & Collins) semble avoir hésité à reproduire tel quel le titre américain de ce qui a été son dernier ouvrage, *Same-sex Unions in Premodern Europe* (« Unions du même sexe dans l'Europe prémoderne », Villard Books, New York, 1994), lui substituant *The Marriage of Likeness* (« Le mariage de ressemblance »), apparemment moins choquant pour les étals des libraires au Royaume-Uni (3)... La catalyse de problématiques issues du monde « gay », que John Boswell y fait subir à l'histoire médiévale est soutenue par une impeccable érudition à laquelle ses premiers ouvrages nous avaient habitués :

John Boswell connaissait plus d'une douzaine de langues et était en mesure de confronter des textes en slavon, en grec, en arabe et en syriaque avec une étonnante *maestria*... Voyant dans l'homophobie le résultat d'une crispation tardive du Moyen Age, d'un raidissement du christianisme survenu au XIVe siècle, consécutif, peut-être, aux premières vagues d'invasions mongoles puis ottomanes et à la métamorphose de l'Europe en « citadelle assiégée », John Boswell tente, dans ce dernier ouvrage, de démontrer que non seulement le christianisme avait toléré l'homosexualité institutionnalisée sous le couvert des processus d'adoption hérités du monde gréco-romain, mais qu'ont été célébrés, dans le giron de l'Eglise, de véritables mariages entre hommes – dont la liturgie est minutieusement étudiée ! Aux couples homosexuels célèbres de l'épopée antique, Nisus et Euryale, Achille et Patrocle, Il faudra désormais ajouter saint Serge et saint Bacchus, deux officiers romains, ayant vécu au tournant des IIIe et IVe siècles de notre ère, et sous l'invocation desquels ont été placées les cérémonies retrouvées par Boswell.

Mais s'agit-il de véritables mariages, ou bien de simples adoptions, voire de contrats enluminés de sentiments ? *« Etant donné que mon objectif,* répond Boswell, *consistait dans une large mesure à "déterminer" si les formes de couple du même sexe à l'ère prémoderne constituaient des "mariages", et puisqu'il n'y a pas de raison* historique *de penser que c'est impossible – bien que la répugnance individuelle ou le préjugé puisse prédisposer l'observateur à penser le contraire –, tantôt j'ai utilisé des expressions d'ordre très général (comme "union", "couple", etc.), tantôt je ne me suis pas dérobé à appliquer le mot "mariage" ou des termes qui s'y rapportent, quand il semblait que c'était la description la plus adéquate. »*

UN FAIT HISTORIQUE

Une telle canonisation de relations évidemment homosexuelles dans un univers en cours de christianisation est moins surprenante qu'il n'y paraît, s'agissant d'une époque dans laquelle le mariage terrestre fait, d'après Boswell, l'objet d'une certaine dévaluation au profit de l'union avec Dieu (ce n'est qu'en 1215 que l'union devant un prêtre deviendra obligatoire en Occident). L'union du même sexe est –, pour lui, un fait historique, et la difficulté à l'admettre, même en cette fin du XXe siècle, vient de ce que *« ceux qui estiment que les couples homosexuels devraient désormais avoir le droit de contracter mariage comme les autres sont enclins à considérer de semblables unions comme une indulgence exotique de notre temps, une expérience nouvelle dans une société libérée. »*

John Boswell est-il, jusqu'au bout, persuasif ? Malgré l'accumulation de faits, de documents et d'analyses fondées sur l'étude de plus d'une soixantaine de manuscrits, le lecteur reste souvent sur sa faim. Tout d'abord parce que le *corpus* de textes présentés est loin de s'étendre, comme annoncé, à l'ensemble de l'ère « prémoderne », concept qui souffre, par ailleurs, d'un manque criant de définition précise. L'ère des *« océans d'amour »* (*sea of love*), celle où l'on fait de la passion, notamment de la passion hétérosexuelle, le principal fondement du mariage, se limite, pour Boswell, aux deux derniers siècles, aux XIIe et XIIIe siècles, ainsi qu'à celui de l'empereur Auguste. Et pourtant, dans *Same-sex Unions...*, l'analyse ne porte *de facto* que sur la période antérieure au Xe siècle.

Pour le reste, Boswell use et abuse de l'*argumentum ex silentio*. Ainsi, que le mariage homosexuel ait été plus d'une fois proscrit aux moines et religieuses orthodoxes parce que ceux-ci étaient astreints à un plus haut degré de chasteté que celui du commun des mortels n'implique nullement que la coutume ait été admise ailleurs, comme le laisse parfois entendre l'auteur. Pas plus que ne sont probants les rares documents cités au sixième chapitre pour démontrer l'existence dans la chrétienté occidentale et dans un Moyen Age plus tardif de semblables rites ; la plupart des traces, suggère Boswell, en auraient été délibérément détruites avec le renversement de tendance du XIVe siècle. Il n'en serait pas moins très injuste de réduire l'œuvre de John Boswell à des *« inventions de traditions »* pour les besoins de la cause « gay ». Dans ses imperfections mêmes, l'une et l'autre ouvrent des directions nouvelles, qui font regretter plus encore que la vie n'ait pas accordé au brillant médiéviste de Yale la possibilité de les suivre jusqu'au bout.

Nicolas Weill

---

(1) Traduit, par Alain Tachet, dans la collection « Bibliothèque des histoires » chez Gallimard en 1985 (voir « Le Monde des livres » du 14 juin 1985).
(2) Traduit par Pierre-Emmanuel Dauzat, « Bibliothèque des histoires », Gallimard, 1993 (voir « Le Monde des livres » du 8 mars 1993).
(3) L'ouvrage est en cours de traduction chez Fayard.

Un fabuliste « vivant et actif »

Célébrée au Salon du livre, l'œuvre de La Fontaine fait l'objet de nombreuses rééditions. Pour Marc Fumaroli, maître d'œuvre de la principale d'entre elles, étudier le poète n'a rien d'un « travail d'antiquaire »

Après Voltaire en 1994, le Salon du livre, qui s'ouvre à Paris, a saisi l'occasion du tricentenaire de la mort de Jean de La Fontaine (1621-1695) pour rendre hommage au fabuliste. Au même moment, Le Livre de poche reprend – en l'enrichissant de quelque 250 illustrations de l'édition de Jean-Baptiste Oudry, datant de 1783 – l'édition intégrale des *Fables*, que Marc Fumaroli, professeur au Collège de France et spécialiste du XVIIe siècle français, avait établie, en 1986, pour l'Imprimerie nationale (1). *« Pour moi, La Fontaine est un écrivain vivant et actif »*, affirme le tout nouvel académicien dans l'entretien qu'il a accordé au « Monde des livres ».

***« Douceur, plaisir, bonheur, sont les mots qui reviennent sans cesse sous votre plume. Témoignez-vous alors des sentiments éprouvés par le lecteur ou de ceux qui guident La Fontaine lorsqu'il écrit ses* Fables ?**

– Les mots de plaisir, de volupté, d'agrément sont essentiels à la poétique de La Fontaine. Il est foncièrement platonicien. On ne peut avoir accès à la vérité que par l'intermédiaire de la beauté et du plaisir indissociable de la beauté. La Fontaine est contemporain et ami de Gassendi, le grand restaurateur de l'épicurisme, que l'on considère souvent comme une antithèse du platonisme, mais qui, en réalité, peut entrer dans une synthèse avec la pensée de Platon. Cette attitude correspond aussi au christianisme augustinien, auquel La Fontaine est très lié.

» Pour saint Augustin, la raison humaine n'est pas capable d'accéder à la vérité suprême, sinon par son appétit de bonheur. Et comme le suprême bonheur est de connaître Dieu, Dieu est un être supérieurement désirable. Dans cet horizon à la fois philosophique et théologique, on conçoit qu'ait pu se développer une poétique du plaisir. Un plaisir extrêmement raffiné, très exigeant, voisin du « goût spirituel » des mystiques.

– De tous temps, les Fables de La Fontaine ont suscité l'admiration. Quel est le secret de ce succès universel ?

– Depuis la Renaissance, très peu d'auteurs s'étaient avisés que l'on pouvait construire une œuvre à partir des fables. La Fontaine a eu le coup de génie de comprendre qu'il pouvait se servir de ce noyau vieux comme le monde pour l'envelopper dans des ornements qui fassent de chaque fable un véritable résumé de toutes les subtilités de la poésie française, telle qu'elle s'était développée au début du XVIIe siècle. La Fontaine a créé autour de l'apologue, assez sec et, jusque-là, à vocation pédagogique, le climat d'une conversation élégante, polie et séduisante. Il fait ainsi ce qu'aucun autre poète français n'avait fait avant lui, même pas Marot : il libère le mètre, invente une versification virtuose, il pare les fables d'une sorte de fluidité musicale.

» Ce qui a dû beaucoup le guider, c'est son expérience de la musique contemporaine. Il a été extrêmement amoureux de musique. Il est resté très attaché à cette musique de luth, d'instrument seul accompagné de voix, qui était à la mode entre 1640 et 1660. Une musique très intime, très intérieure, très liée à une écoute intense, dans un petit groupe amical. C'est le rythme intérieur du dialogue. Toute la littérature du XVIIe siècle est avant tout un bonheur oral. La conversation est l'assomption du social à la contemplation.

– Les* Fables *sont-elles une œuvre de subversion ?

– Les *Fables* seraient une sorte de polémique constante contre la monarchie absolue ? Je crois que l'orientation des *Fables* est surtout hostile à la monarchie administrative. D'une certaine manière, La Fontaine a hérité du programme du parti vaincu par Richelieu puis par Colbert, le parti des princes et des dévots dont l'idéal était une France, certes royale, mais où la diversité des corps, des corporations, des grandes familles, des provinces devait l'emporter sur une unité imposée. Ce parti s'est élevé contre la guerre extérieure et a souhaité une entente avec Rome. Cette vision de la France allait de pair avec une vision de l'Europe où le principe central ne serait pas un pouvoir militaire mais un pouvoir spirituel. Le thème constant des *Fables*, c'est la paix. La Fontaine est fondamentalement un doux et un pacifique.



B.NJEDIMEDIA

« Il libère le mètre, invente une versification virtuose »

» Même si les *Fables* ne sont pas une perpétuelle polémique rétrospective en faveur de Nicolas Foucquet, il n'y a pas de doute que le grand drame de La Fontaine a été la chute de son ami et protecteur. Quand le surintendant a été jugé, dans les conditions qu'on a comparées souvent à celles de l'affaire Dreyfus, on a vu à quel point il y avait dans l'opinion publique des sympathies profondes autour de l'homme, mais aussi autour de l'orientation qu'il symbolisait pour l'avenir du pays. Le succès des *Fables* en 1668 n'a pas été seulement le succès d'un chef-d'œuvre littéraire inattendu, mais la revanche douce, indirecte, poétique sur le triomphe de l'Etat militaire et bureaucratique.

– Les* Fables *ont-elles alors un véritable pouvoir ?

– Le pouvoir des *Fables*, c'est de maintenir – jusque dans la cour qui devient la pierre angulaire de la monarchie, avec tout ce que cela suppose de servilité, de franchises et de libertés perdues – une aire de charme, de réflexion, de détachement, de méditation, d'intelligence et de douceur. La Fontaine et ses amis croient en une harmonie supérieure qu'on peut faire descendre en soi-même et faire régner autour de soi. Cette harmonie n'est pas un ordre rationnel. Dans les *Fables*, il n'y a pas de morale toute faite. Le mot-clé est le *naturel*, qui doit être compris comme une conquête sur la dure nature. C'est le *moment* où, à force d'ascèse, la nature est devenue capable de percevoir le divin. Une nature capable de beauté, de bonté, d'amour. Quand la raison a touché ses limites, on trouve la fable. Et, par la fable, on atteint à la douce vérité, inaccessible à la raison.

– Qui était l'homme La Fontaine ?

– Un des meilleurs portraits de La Fontaine, c'est Mlle de Scudéry qui l'a donné dans son roman *La Clélie*, où il apparaît sous le pseudonyme d'Anacréon. Bien avant qu'il n'ait publié ses *Fables*, ce sont déjà les traits de caractère essentiels de La Fontaine *« sensible à tous les plaisirs sans exception »*. Ce qu'il privilégie déjà, ce sont les réunions intimes de *« cinq ou six amis, sans affaires, sans chagrins »*, entre lesquels *« la conversation est libre, enjouée, et même plaisante »*, et qui savent entremêler la fête *« de chansons agréables, de musique, d'un peu de promenade »*. C'est déjà tout le programme des *Amours de Psyché*. Mlle de Scudéry, qui, en son temps, était une sorte de *reporter*, à la fois Catherine Nay, Edmonde Charles-Roux et Marguerite Yourcenar (pour sa connaissance de l'Antiquité) réunies, faisait dire à son Anacréon-La Fontaine : *« Il n'y a presque point de gens qui puissent se vanter d'avoir un véritable ami. »* Il était déjà le poète lucide des *Fables* : *« La vérité a quelque chose de sévère qui ne divertit pas autant que le mensonge. »*

» Une des obsessions majeures de La Fontaine, c'est *« l'ennui »*. L'art est fait pour nous en guérir, tant soit peu. L'ennui est le sentiment de la pesanteur opaque du monde sans musique. En ce sens, La Fontaine est un poète moderne. Il préfigure la polarité baudelairienne entre le monde enchanté de la littérature et l'ennui dont elle est la conjuration.

– Votre intérêt pour La Fontaine est littéraire certes, mais n'est-il pas aussi de l'ordre de l'intime ?

– Je ne me suis jamais intéressé à la littérature du XVIIe siècle en archéologue. Ce qui m'a passionné, c'est sa présence sous-jacente dans la langue que nous parlons aujourd'hui, dans des formes qui subsistent telle cette chanson française qui est l'héritière de « l'air de cour » et du « vaudeville » du XVIIe siècle. C'est tout un ensemble d'idéaux oratoires, philosophiques, religieux qui ont travaillé cette époque et qui restent vivants dans les textes. Ce n'est pas un voyage de fuite vers un passé idéalisé, c'est une descente dans les profondeurs de la France contemporaine et une manière de réincarner dans le présent quelque chose de capital et de nécessaire qui, dans l'agitation, souvent nous échappe.

» Mon étude de La Fontaine et du XVIIe siècle n'est pas un travail d'antiquaire. Elle m'a ouvert à la lecture des auteurs du XIXe et du chef-d'œuvre d'Alexandre Dumas, la trilogie des *Trois Mousquetaires*, qui est une mer de poésie et de substance historique. Le *XVIIe siècle* est à l'arrière-plan de tous les grands romantiques. On retrouve dans la poésie de Baudelaire toutes sortes de saveurs qui font écho à la poésie baroque et, pour en arriver à Proust, il faut reconnaître que les couches les plus profondes de *La Recherche*, ce sont Mme de Sévigné, Saint-Simon, la duchesse de Guermantes..., qui est une duchesse de Longueville ranimée. En grand poète de la mémoire, Proust voit ensemble tous les étages d'une culture, et le XVIIe siècle est l'assise la plus essentielle de sa méditation.

» C'est un des drames de notre époque de devoir vivre à la surface de soi-même et à la surface d'autrui. Il faut tout faire pour que résonne la mémoire, pour que soit perceptible cette quatrième dimension qu'est le temps de la réminiscence. Pour moi, La Fontaine est un écrivain vivant et actif.

– Quelle est votre fable préférée ?

– Sans hésiter *Les Deux Pigeons*. C'est un chef-d'œuvre absolu. Un des plus beaux et des plus pudiques poèmes d'amour de la littérature française. »

Propos recueillis par Hugo Marsan

(1) La Pochothèque, 960 p., 120 F.

Noces de l'art et de la morale

On ne compte plus les illustrateurs des « Fables » et des « Contes »
Parmi eux, Fragonard se distingue aisément

Candaule, monarque imprudent, invitait en ces termes Gygès à contempler à son insu la reine dans son bain : *« Proposez-vous de voir tout ce corps si charmant / Comme un beau marbre seulement. / Je veux que vous disiez que l'art, que la pensée, / Que même le souhait ne peut aller plus loin. »* On sait ce qu'il advint, le sort du mari et celui de l'indiscret. Au premier, *« bientôt un certain breuvage / Lui fit voir le noir rivage, / Tandis qu'aux yeux de Gygès / S'étalaient de blancs objets. »*

Ils ne s'étalaient pas moins, blancs et charmants, dans les dessins que Fragonard fit d'après les *Contes* de La Fontaine. Il en fit cinquante-sept, dans les années 1770, noces de l'art et de la pensée. Ses lavis attendirent cependant vingt ans avant qu'un éditeur, Pierre Didot en personne, ne songe à les faire graver pour les publier en volume. Vingt ans, cela veut dire qu'il y pensa en 1790. La Révolution étant vertueuse, l'entreprise ne s'acheva pas. Longtemps après, quand le musée du Petit Palais put acquérir l'ensemble des dessins, une nouvelle tentative fut essayée, au moyen de fac-similés photographiques. Cette fois, la guerre y mit bon ordre.

Deux siècles après Didot, un éditeur plus heureux a réussi cette fois à mener l'affaire à son terme et obtenu un gros volume très bien fait dont les mères conseilleront la lecture à leurs filles (1). Des *Contes* eux-mêmes, il serait assez vain d'entonner l'éloge. Mais les Fragonard, qui ont été exposés il y a trois ans au Petit Palais, méritent fort l'attention. Les lieux, les intérieurs, l'architecture antique et contemporaine y tiennent une place singulièrement grande. Héroïnes et héros se poursuivent, s'enlacent et se dissimulent derrière des pilastres, des rideaux de théâtre ou des feuillages épais. Autour du lit, les draperies retombent en plis bien ordonnés – ces baldaquins sont presque ecclésiastiques tant ils ont de majesté et d'ampleur. Dans ces décors, les figures ne semblent pas toujours la part principale de l'image et cela d'autant moins que, à quelques exceptions érotiques près, Fragonard ne cherche pas à montrer ni à raconter. Cela, La Fontaine l'a fait incomparablement. Lui, trop intelligent pour illustrer littéralement, se borne à proposer quelques éléments visuels afin que le lecteur puisse rêver tout à son aise. A lui d'inventer d'après ses souvenirs. Le peintre ne se substitue pas à lui, il n'insiste pas, il ne souligne pas, il donne légèrement le branle à son imagination – rien de plus.

Tous ceux qui dessinèrent et gravèrent d'après les *Contes* n'eurent pas cet esprit. Cochin, en 1742, Eisen, en 1762, dans l'illustre édition dite « des Fermiers généraux », manièrent l'allusion avec moins de talent. Dans l'excellente étude qui ferme l'ouvrage, José-Luis de Los Llanos, situe ces dessins dans *« l'art galant du XVIIIe siècle »*. Il compare ce que chacun d'eux fit du *Remède*, de *L'Anneau d'Hans Carvel* et du *Bât*, contes parmi les plus scabreux. Il en déduit la supériorité de celui qui suggère sur celui qui détaille, de celui qui joue avec le texte sur celui qui suit pas à pas, et l'on ne saurait lui donner tort. L'affirmation vaudrait autant pour les illustrations innombrables des *Fables*. Un livre-hommage par ailleurs assez plat de ton et d'idée en a réuni cent cinquante de tous styles et toutes époques (2). Moreau le Jeune côtoie Doré, Grandville voisine avec Chauveau – le précurseur du genre. Des peintres illustres, Delacroix, Descamps, Carle Vernet et Oudry figurent dans cette anthologie. Les uns cultivent le spectaculaire, d'autres l'intimisme humoristique, d'autres encore la caricature. Doré se complaît dans la surabondance de détails ; Grandville cherche des transpositions teintées d'onirisme ; le trop négligé Pierre-Nolasque Bergeret conçoit au début du siècle dernier des images emboîtées les unes dans les autres d'une étrange complexité de lecture.

Mais les œuvres les plus étonnantes ont été exécutées entre 1837 et 1839 à Lahore par le peintre Imam Bakhsh et les miniaturistes de son atelier. La commande leur avait été passée par le chef du protocole des affaires étrangères, nommé Feuillet de Conches, et cela par l'intermédiaire du général Allard, époux de la princesse Bannou. Imam Bakhsh aurait illustré cinquante-neuf fables, toutes dans le meilleur style de la miniature animalière indienne. Ce serait assurément un livre irrésistible que celui qui les rassemblerait.

Philippe Dagen

(1) Jean de La Fontaine, *Contes et nouvelles en vers, dessins de Jean-Honoré Fragonard*, étude critique de José-Luis de Los Llanos (Diane de Selliers, 354 p., 950 F, voir « Le Monde des Livres » du 9 décembre 1994).

(2) *Au pays de La Fontaine*, textes de C. Prieur, G. Gréverand, Y.-M. Lucot et G. Compère Casterman, 176 p., 195 F).

Autres parutions

En dehors du volume de « La pochothèque » due à Marc Fumaroli *(voir l'entretien ci-dessus)*, signalons l'édition des *Fables* présentée par Alain-Marie Bassy – à qui l'on doit déjà, dans la même collection, celle des *Contes et nouvelles* – et annotée par Yves Le Pestipon (GF-Flammarion, n° 781). De son côté, La Différence réédite le volume de la collection « Orphée » préfacé par Maurice Chappaz, qui contient *Adonis*, suivi d'une brève anthologie des *Fables* et des autres poèmes ; cet ouvrage est offert pour l'achat de trois volumes de la collection. Séguier aussi propose la réédition des *Contes et nouvelles*, curieusement qualifiés d'« érotiques » (355 p., 150 F). Enfin, Le Seuil réédite le volume de La Fontaine dans la collection « L'intégrale ».

Sur La Fontaine, la biographie de Roger Duchêne, publiée en 1990, est rééditée, agrémentée d'une préface (Fayard, 560 p., 150 F). Patrick Dandrey, à qui l'on doit déjà un essai sur la poétique de La Fontaine (Klincksieck, 1991), publie un beau volume dans la collection « Découvertes » chez Gallimard (n° 240), *La Fontaine ou les métamorphoses d'Orphée*. Enfin, la revue pédagogique *L'École des lettres* (N° 7, 15 février) présente un cahier consacré à l'auteur des *Fables* (L'École des loisirs).

* **Signalons également, aux éditions ACR un *Jean de La Fontaine*, de Jean-Jacques Lévêque (Poche-couleur, 192 p., 120 F).**

La révolution contestable d'Orest Ranum

Dans les événements qui secouèrent la France autour de 1650, l'historien américain prétend discerner un véritable processus révolutionnaire. Une interprétation de la Fronde pour le moins discutable

LA FRONDE
d'Orest Ranum.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Paul Chemla.
Seuil, coll. « l'Univers historique », 438 p., 180 F.

Orest Ranum fait partie de ces historiens américains qui, depuis deux ou trois décennies, ont contribué au renouvellement de l'histoire politique de la France de l'Ancien Régime. Professeur à Johns-Hopkins, la prestigieuse université de Baltimore, il tient cette année la chaire que le Collège de France réserve désormais à un universitaire étranger. Spécialisé dans l'histoire du XVIIe siècle français, il est l'auteur de plusieurs ouvrages et d'une multitude d'articles. Ses collègues français, qui apprécient son érudition chaleureuse et hospitalière, attendent toujours impatiemment ses interventions dans les colloques dix-septiémistes qu'il fréquente volontiers. Conservateur bon teint, il désarçonne pourtant ses auditeurs par des points de vue transversaux et peu conformistes qui relancent des problématiques essoufflées ou débusquent de nouveaux sujets d'enquête. C'est dire à quel point la parution de « sa » *Fronde* était attendue.

Son interprétation de la série de désordres, de tensions, de guerres civiles qui agitèrent la France entre 1648 et 1652, solidement assise sur le récit des origines de la Fronde et de son histoire, invite au débat, appelle sciemment le désaccord, la thèse d'Orest Ranum pouvant être résumée par le titre américain de l'ouvrage, *The Fronde, a French Revolution*. Malheureusement, la discussion menace de s'enliser, avant même d'avoir commencé, dans l'inventaire d'une multitude d'erreurs, d'approximations, de confusions, de contradictions semées dans le texte français. Disons, pour le moins, que l'adaptation de ce livre américain a été hâtivement préparée. On aura du mal, en effet, à imaginer qu'Orest Ranum, naguère auteur d'un ouvrage faisant autorité sur les secrétaires d'Etat, puisse traiter ces derniers de *« conseillers de moindre importance issus de la base »*, ou qu'il mélange le chancelier et le garde des sceaux, qu'il découvre des fermiers généraux au temps de la Fronde et considère que *« les cinq grosses fermes »* étaient une circonscription fiscale du centre de la France, ou prétende encore... que les Espagnols ont fait le siège de Paris *« dans les années 1580 »*. Cette foire au pataquès commence à la première ligne de l'introduction qui fait débuter la Fronde en 1641 et bat son plein dans les deux forts chapitres consacrés aux événements bordelais de 1649-1653. Détails ? L'accumulation fait redouter malgré tout des effets dommageables sur des lecteurs peu informés, des étudiants par exemple, qui rencontreraient à travers ce livre l'histoire sociale et politique du XVIIe siècle français.

Cet agacement surmonté, c'est précisément à partir de Bordeaux que pourrait s'engager une première discussion méthodologique. Elle concernerait le rôle de l'imprimé dans l'action frondeuse. Evoquant assez longuement le mouvement radical connu sous le nom d'Ormée, Ranum accorde un grand crédit à un texte intitulé *Le Manifeste des Bourdelois*, présenté comme *« une des premières déclarations d'ordre général publiées par l'Ormée »*. Or il s'agit d'un livret imprimé, publié à Paris, loin de l'action, dont tout porte à penser qu'il diffuse dans la capitale une image parisienne de la Fronde bordelaise, fabriquée par les partisans du prince de Condé pour répondre à des enjeux parisiens. L'interprétation de cette mazarinade, un libelle au milieu de cinq mille autres, pose les redoutables questions de la persuasion, de la manipulation, dans l'espace public des villes anciennes.

Ranum défend fortement l'idée d'un rôle-clé tenu par l'opinion au long de la Fronde. Les querelles de mots – peut-on ou non parler d'opinion publique au XVIIe siècle ? – n'ont pas d'intérêt par et pour elles-mêmes. Mais un cas précis, comme celui de ce *Manifeste*, montre l'importance des médiations et des médiateurs dans la saisie ou la reconstitution du sens d'un texte. L'historien doit se garder du piège des mots, dressé par les acteurs du passé. Les chefs de faction du temps de la Fronde avaient une conception tout à fait instrumentale des écrits qu'ils faisaient publier et ne cherchaient pas à convaincre l'opinion. L'action de faire écrire était en rapport étroit avec d'autres types d'actions. Il reste que la multiplication et la contradiction des manipulations ou des provocations venaient brouiller les valeurs coutumières sur lesquelles était fondée la domination sociale et politique.

Le Parlement voulait-il détruire la monarchie ou plutôt la réformer ?

Et la révolution ? Ranum a fait le choix de donner un récit ramassé et de facture plutôt classique de la Fronde des princes pour concentrer le débat sur 1648, à ses yeux année révolutionnaire. Il l'affirme dès l'introduction : les magistrats du parlement de Paris et leurs collègues des autres cours souveraines ont pris en 1648 des décisions illégales qui sont venues encourager un vaste mouvement de refus de l'impôt et, par là, ils ont fait chanceler l'Etat menacé d'écroulement. Un processus révolutionnaire aurait bien vu le jour par la concomitance d'une grève des juges (dont la réalité reste d'ailleurs à prouver), d'un refus d'enregistrer les édits fiscaux préparés par le Conseil du roi et la décision de reprendre la discussion après un lit de justice royal qui avait pour but, précisément, de la clore. Cette thèse est hautement contestable. L'enjeu n'en est pas mince, puisque, derrière cette analyse des événements de la Fronde, c'est, au fond, la question des voies de la modernisation de l'Etat et celle de la possibilité ou non de la réforme qui se trouvent posées.

Les historiens américains évoquent volontiers la « Constitution » du royaume. Il s'agissait, en fait, d'un ensemble de lois fondamentales (écrites), de traditions et de précédents à la codification incertaine. L'entrée en guerre de la France contre l'Espagne en 1635 avait provoqué, en tout cas accéléré, la mise en place d'un régime « extraordinaire » par rapport à cette Constitution coutumière. Les magistrats des cours souveraines ont cherché en 1648 à rompre avec ces pratiques pour revenir à l'« ordinaire ». Dans leur esprit, ce retour ne remettait nullement en cause le pouvoir absolu du roi, au contraire. En février 1648, quand Mazarin demanda au Parlement de lui préciser jusqu'à quel point il estimait avoir le droit de s'opposer à des décisions gouvernementales, les magistrats s'offusquèrent et le futur grand Frondeur Broussel rétorqua qu' *« il ne fallait point agiter telles questions, dont les seules propositions ébranlent l'autorité du roi et diminuent l'obéissance des peuples »*. De même, les parlementaires ne souhaitaient pas détruire le système financier peu à peu mis en place par la monarchie (depuis le début du siècle au moins). Ils voulaient en contrecarrer les dérives les plus récentes et faire cesser un scandale : le fait que des financiers (entrepreneurs privés) avaient reçu en concession le prélèvement de l'impôt direct et qu'ils bénéficiaient pour cela du soutien des intendants et de leurs soldats, hors de tout contrôle de l'administration « ordinaire ».

Ce faisant, les magistrats parisiens ne se référaient pas à un passé mythique ou suffisamment lointain pour se prêter à toutes les postulations. Ils parlaient au nom d'un ordre dont ils se présentaient comme les garants, en face de désordres récents introduits par des ministres tout puissants. A leurs yeux, c'était une manière de défendre l'autorité royale en un temps de minorité et de régence, au nom du devoir de conseil qui faisait partie de leurs attributions. La « Constitution » du royaume, si l'on y tient, était davantage de leur côté que de celui de Mazarin. Ils ne rêvaient pas d'autonomies communales anciennes comme les ormistes à Bordeaux, d'appel aux états généraux ou de remise en selle des états provinciaux là où ceux-ci avaient laissé la place à une administration centralisée.

Comme naguère le garde des sceaux Michel de Marillac éliminé par Richelieu, ils proposaient un changement de politique dans le cadre d'un système monarchique purgé du ministériat, des abus financiers et de l'effort de guerre permanent. Pendant quelques mois de 1648 et du début de 1649, l'union relative du parlement autour de ces objectifs en fit une force avec laquelle le pouvoir devait compter et donc négocier. Mais cette union céda ensuite la place aux factions – parti des princes, parti du cardinal – à l'intérieur même des cours souveraines. Il suffisait alors, pour briser la dynamique réformatrice, de susciter la division et de l'entretenir. Travail de fin politique : Mazarin y était expert. N'oublions pas que le nouveau procureur général du parlement de Paris, en novembre 1650, s'appelait Nicolas Fouquet, futur surintendant des finances. Grand ami des financiers, créature de Mazarin, il finit lui-même par passer à la trappe du régime de l'« extraordinaire » qu'il avait contribué à sauvegarder pendant la Fronde, et il mourut en prison. La révolution n'est probablement pas là où Orest Ranum souhaiterait nous la faire découvrir. Mais, à sa place, peut-être rencontre-t-on une chance perdue de réforme pour un système bientôt livré à un autoritarisme sans rivage qui, à terme, changea la force en faiblesse mortelle.

Christian Jouhaud



BN/GIRAUDON

Duel de deux sœurs, l'une frondeuse et l'autre antifrondeuse, se terminant à l'avantage de la première. Gravure populaire datée de 1650

Romans de Fronde

LE TRAJET D'UNE RIVIÈRE
d'Anne Cuneo.
Denoël, 608 p., 139 F.

MEURTRES SOUS LA FRONDE
d'Arlette Lebigre.
Calmann-Lévy, 216 p., 92 F.

Les hasards de l'édition proposent un double rendez-vous avec le Paris agité de la minorité de Louis XIV, alors que Mazarin tente de désamorcer la Fronde, qui conteste un pouvoir monarchique jugé trop dur. Pour le roman d'Anne Cuneo, l'enjeu semble bien là. Le sous-titre est à citer : *La Vie et les Aventures parfois secrètes de Francis Tregian, gentilhomme et musicien*. Cette autobiographie imaginaire d'un seigneur élisabéthain resté fameux pour le plus extraordinaire recueil pour virginalistes jamais composé, le *Fitzwilliam Virginal Book*, est le prétexte d'une fresque colorée formidablement animée. N'ayant que peu marqué les chroniques, le musicien avait jusqu'ici échappé à l'histoire ; le voilà promu héros d'une folle traversée d'un temps de fracture et d'intolérance qui l'entraîne de Londres à Reims, dont le cœur, ligueur, bat pour les Guise, de l'opulente mais craintive Anvers de Rubens à la Rome de Palestrina, où l'ombre des jésuites obscurcit la lumière méridionale, d'Amsterdam la commerçante au bourg d'Echallens en pays de Vaud, presque en marge d'un monde en folie et à Paris.

Autant de variations sur le contexte historique, variations sur le devoir et la raison, la liberté et le libre arbitre. L'autorité tutélaire d'un Michel de Montaigne, maître humaniste dont les *Essais* circulent de main en main, convient à Tregian, homme entre deux mondes, sur la frontière qui partage le licite de l'inadmissible, isolé entre deux rives que ne dépare que le *« trajet d'une rivière »*, image empruntée au philosophe bordelais. Variations naturellement musicales qui célèbrent Monteverdi, Byrd, Morley, John Bull, Sweelinck, Farnaby, avec la générosité éclairée qu'annonçait le *virginal book*. Collectionneur inspiré, Tregian compose son recueil avec un tel discernement qu'il ne garde que la quintessence de la musique de son temps, mêlée sans clivage politique ou confessionnel, comme si cette variété disait le seul salut lucidement possible. *« L'homme qui ne porte en soi de musique est susceptible de trahison, de stratagèmes, de brigandages* (...). *Méfions-nous d'un tel homme : cherchons la musique* (1) *! »*

Rien de si philosophique dans le roman d'Arlette Lebigre, le deuxième que signe cette éminente historienne. Après le Versailles du Roi-Soleil, le Paris de la Fronde (2). Ici, le ton est au jeu. Jeu de piste, bien sûr, puisqu'il s'agit d'une intrigue policière dans le tortueux réseau des ruelles du Marais, jeu de masques dans la ville fiévreuse, frémissante de complots et de rumeurs, jeu de dames, héroïques – princesse du sang ou bourgeoise respectée – mais pareillement victimes de leur courage, jeu de timbres et de contraste aussi, entre le luth du héros Blancheroche, le clavecin d'Elise, son élève passionnément aimée, et la vielle mystérieuse qui semble annoncer les drames, jusqu'à la fausse note qui rompt l'harmonie et fait basculer du piquant de l'intrigue aux noirceurs tragiques. Jeu cruel et futile sans doute : panache des temps de disette, le brin de paille qui désigne les partisans de Condé, dans un Paris déchiré par ces frondes successives (Parlement, noblesse) qui se relaient sans se confondre, n'est qu'un fétu vite balayé, emporté dans la bourrasque de l'histoire. Les clins d'œil malicieux et légers – intimité des Brinvilliers, débuts du jeune Lulli, fraîchement immigré – sont heureux. Et touchante l'évocation du jeune Louis Couperin, qui sera bientôt en charge des orgues de Saint-Gervais et intègre naturellement le récit : n'a-t-il pas composé, pour le père du héros, un *Tombeau de M. de Blancrocher* ?

Philippe-Jean Catinchi

(1) William Shakespeare, *Le Marchand de Venise*. Grâce à Anne Cuneo, qui propose une sélection discographique très heureuse en fin de volume, ce roman s'écoute aussi avec l'oreille du mélomane.

(2) *Meurtres à la cour du Roi-Soleil*, Calmann-Lévy, 1992.

Dernières livraisons

GÉOGRAPHIE

LA GÉOGRAPHIE D'AVANT LA GÉOGRAPHIE
LE CLIMAT CHEZ ARISTOTE ET HIPPOCRATE,
de Jean-François Staszak

Aristote n'est pas géographe. Malgré les apparences de son traité des Météorologies, il ne tient pas compte des contingences de l'espace et du temps afin de *mieux parvenir, dans* un espace vertical, à des mesures et à des concepts universels. Hippocrate est géographe. Le médecin étudie l'homme dans son milieu et dans la globalité des combinaisons qui l'environnent et le conditionnent. Dans un essai ambitieux, Jean-François Staszak remonte aux sources des concepts fondateurs de la géographie, en choisissant comme entrée l'étude du climat. Un livre stimulant, et d'une belle actualité, sur la place de la géographie dans le débat scientifique (Préface de Paul Claval, L'Harmattan, 252 p., 150 F).

TOURISME ET NATURE AU XIXe siècle
LA FORÊT DE FONTAINEBLEAU, de Jean-Claude Polton

La *« nature »*, l'*« environnement »*, le *« milieu »*, l'*« espace touristique »* ne sont pas nés de rien... *L'étude* de la forêt de Fontainebleau au XIXe siècle permet de saisir le grand changement de la nature et de ses représentations, de l'ébauche du tourisme au tourisme de masse. Un travail très concret et très situé sur un grand débat, toujours actuel. Pour une *« protection de la nature »*, idéale si elle est vierge ? Ou pour l'aménagement raisonné des plaisirs et des usages d'un *« jardin humanisé »* ? Comment penser et mettre en œuvre le compromis de Fontainebleau ? (CTHS, 300 p., 280 F).

PENSER LA TERRE. STRATÈGES ET CITOYENS :
LE RÉVEIL DES GÉOGRAPHES, collectif

La géographie est un moyen d'action, affirment Yves Lacoste, Elisabeth Morlin et quelques autres... Non seulement pour faire la guerre ou pour la comprendre, mais aussi pour gagner les élections, pour mieux faire l'aménagement du territoire ou analyser la santé et la maladie par les cartes. Paul Claval conclut à son renouveau (Autrement, 246 p., 110 F).

PAYSANS DE L'INDE DU SUD. LE CHOIX ET LA CONTRAINTE
de Frédéric Landy

Maître de conférences à l'université Paris-X-Nanterre, l'auteur a étudié, dix-huit mois durant, deux zones bien contrastées du Karnatka – au centre sud de l'Inde –, l'une irriguée, l'autre en culture pluviale. En bon géographe, il brosse le tableau du milieu physique et humain, tout en s'appuyant sur l'histoire. Il n'est guère de domaines qui lui échappent : l'agriculture et les structures agraires, l'artisanat, la révolution verte, la société avec ses classes et ses castes, la famille, les mœurs..., le tout agrémenté de portraits, paysans riches et moyens, manœuvres, jusqu'au mauvais sujet, alcoolique et coureur de jupons. Frédéric Landy « sert » ainsi les multiples facettes des réalités indiennes prises sur le vif. Cette somme, dont les qualités et l'ampleur n'ont guère d'équivalent, va bien au-delà d'une étude régionale, apportant une riche contribution aux débats sur le tiers-monde (Karthala/Institut français de Pondichéry, 491 p., 180 F).

RELIGIONS

JE SUIS UN THÉOLOGIEN HEUREUX, d'Edward Schillebeeckx

Dominicain, expert à Vatican II (1962-1965), professeur à Nimègue, Edward Schillebeeckx a associé son nom à l'histoire tumultueuse de l'Eglise des Pays-Bas après le Concile. Sa participation à la rédaction d'un catéchisme hollandais sulfureux lui vaudra d'être inquiété, sans toutefois être condamné. Dans ce livre, il confie ses souvenirs et les difficultés d'une recherche théologique dans un contexte de repli (Cerf, 158 p., 98 F).

HISTOIRE DES CHRÉTIENS D'ORIENT, de Jean-Michel Billioud

Sur les minorités chrétiennes des pays arabes, leur histoire – de la mort du Christ à la guerre du Golfe –, leurs différences théologiques, liturgiques, leur attitude face à l'Occident et à l'islam, ce livre se veut un instrument pédagogique et une clé pour comprendre l'évolution politique et diplomatique du Proche-Orient (L'Harmattan, 252 p., 130 F).

JUSTICE POUR LA FOI JUIVE,
dialogue entre le grand rabbin Kaplan et Pierre Pierrard

Après la mort, le 5 décembre 1994, de l'ancien grand rabbin de France, sont réédités les entretiens qu'il eut avec le président de l'Amitié judéo-chrétienne. L'ouvrage rend compte des convictions d'un homme qui aura marqué l'*histoire du judaïsme français* pendant *cinquante ans*. Il insiste notamment sur le devoir de justice, au cœur de la vocation juive (Cerf, 310 p., 120 F).

SOCIOLOGIE

***LA SOCIOLOGIE ÉCONOMIQUE 1890-1920,* de *Jean-Jacques Gislain* et Philippe Steiner**

Pourquoi privilégier cette période de trente ans à cheval entre le *XIXe* et le XXe siècle ? Elle est certes féconde dans cette discipline naissante où brillent les noms de Durkheim, Pareto, Schumpeter, Simiand, Veblen et Max Weber. Mais il y a mieux selon nos deux chercheurs : une certaine unité apparaît entre les auteurs retenus, malgré les différences de méthodes, du fait que tous réagissent contre l'*homo œconomicus*. Au fil des pages, se déroule une démonstration très argumentée (PUF, 236 p., 188 F).

MINISTRE DE LA PAIX, de Mgr Michel Dubost

L'évêque aux armées françaises s'adresse notamment aux militaires et aux jeunes pour préciser le sens de son action : le service de la paix. Il confronte son expérience de terrain à l'enseignement de l'Eglise catholique sur la violence et la guerre et, exemples à l'appui, s'interroge : à quelles conditions un conflit armé est-il moralement légitime ? Fait-on tout ce qui est humainement possible pour éviter une intervention militaire ? Il tente aussi de répondre aux questions de plus en plus souvent posées sur le droit d'ingérence (Cerf, 140 p., 40 F).

La querelle du « public »

Une contribution majeure d'Hélène Merlin sur les disputes et débats littéraires tels qu'ils s'organisent au XVIIe siècle

PUBLIC ET LITTÉRATURE
EN FRANCE AU XVIIe SIÈCLE
d'Hélène Merlin.
Les Belles Lettres, 477 p., 260 F.

Il est du public une définition immédiate, évidente. A chaque époque, les auteurs ne cherchent-ils pas à gagner l'approbation et à satisfaire les goûts des lecteurs et des spectateurs qui achètent les livres et vont au théâtre ? Etudier le public en un temps et un lieu donnés consisterait donc à identifier sa composition, à repérer ses attentes, et à comprendre comment les œuvres les rencontrent ou les manquent.

Il est, depuis le livre classique de Jürgen Habermas, publié en 1962 et traduit en français quinze ans plus tard (1), une autre manière de considérer le public. Elle insiste sur une rupture : la constitution, au XVIIIe siècle, d'une instance de jugement fondée sur l'usage « public » de leur raison par les personnes privées. La première réalité de ce « public » nouveau serait littéraire. Appuyé sur les institutions et les sociabilités de la République des lettres (les salons, les sociétés littéraires, les journaux, les cafés), il apparaîtrait en Angleterre dès la fin du XVIIe siècle, puis en France à partir des années 1730. Dans un second temps, la *« sphère publique littéraire »*, véritable marché des jugements, fournirait la matrice de l'espace politique démocratique où aucune autorité, pas plus celle du roi que celle de la religion, n'est soustraite à l'examen libre et critique de l'*« opinion publique »*.



« Le Cid » (ici interprété par Gérard Philipe) opposa Corneille aux doctes de l'Académie

DOUBLE RENVERSEMENT

C'est en écart par rapport à ces deux acceptions du public qu'Hélène Merlin a construit son livre. Dense, savant, austère, il invite à un double renversement. Contre la vision sociologique ou *« substantialiste »*, Hélène Merlin soutient que le public, loin d'être une réalité préalable à l'œuvre, est toujours construit par les modèles d'identification que celle-ci propose. Contre la thèse qui fait de la sphère littéraire des Lumières la matrice de l'espace politique moderne, elle montre que l'ordre des engendrements est inverse. La notion de « public » que manient, au XVIIe siècle, toutes les argumentations critiques et toutes les polémiques littéraires vient, en effet, du vocabulaire théologico-politique. *Le public, c'est* d'abord la *respublica*, le corps mystique et *politique du royaume en son* indivisibilité. Lorsqu'il s'établit dans le monde des lettres, le concept maintient un lien durable avec la *« pensée ontologique du politique »* qui lui a donné sa signification première.

L'événement, pourtant, a brisé l'unité du corps politique. Au sortir des guerres de religion, sa restauration a été payée du prix d'une scission fondamentale. Au « public », identifié à l'autorité du prince absolu et à la toute-puissance de la raison d'Etat, s'oppose désormais la sphère du « particulier » gouvernée par les exigences de la conscience individuelle et les règles de l'éthique commune. Comme Reinhart Koselleck (2), Hélène Merlin voit dans cette division entre le « public » et le « particulier » la clef du destin de l'absolutisme. La relégation des valeurs éthiques dans le domaine de l'existence privée a assis la puissance de l'Etat, qui a confisqué et absorbé la *respublica*. Mais elle a aussi créé sa vulnérabilité dès lors que ces mêmes valeurs pouvaient se muer en une *« conscience de la politique »* et mesurer à l'aune de la morale les *actions du prince et les raisons* de son gouvernement.

L'idée forte du livre est de soutenir qu'au XVIIe siècle querelles et débats littéraires s'organisent à partir des définitions juridique et politique du « public », et des tensions entre celles-ci et la notion de « particulier ». Adopter un tel point de vue permet de considérer d'un œil tout à fait neuf l'histoire littéraire de l'âge classique. Soit l'exemple, superbement développé sur trois chapitres, de la querelle du *Cid*. Pour Hélène Merlin, son importance ne tient ni à ses thèmes (le plagiat, les règles, l'autorité d'Aristote, etc.), déjà discutés auparavant, ni à ce qui en est l'enjeu apparent, à savoir les beautés ou les faiblesses de la tragédie de Corneille. *L'essentiel* est ailleurs : *« C'est elle* [la querelle] *qui a sans doute non pas introduit mais imposé la notion de* public *dans le domaine de l'art poétique, ce qui n'a pas peu contribué à ouvrir un espace de discours spécifique. »*

Le point de départ de la dispute, en effet, n'est pas *le Cid*, mais un texte, *l'Excuse faite à Ariste*, où Corneille exalte lui-même son propre mérite : *« Et mes vers en tous lieux sont mes seuls partisans ; / Par leur seule beauté ma plume est estimée : / Je ne dois qu'à moi seul toute ma renommée. »* Une telle proclamation, qui brisait avec la forme traditionnelle de l'éloge, toujours faite par un pair, déchaîne l'ire de tous ceux qui voient là un arrogant accroc aux pratiques coutumières de la République des lettres. Au *nom* des doctes et des formes ordinaires du jugement littéraire, Scudéry, *dans* les *Observations sur* le Cid, avertit Corneille *qu'« il se doit contenter de l'honneur d'être citoyen d'une si belle République, sans s'imaginer qu'il peut en devenir le tyran »*.

Contre la condamnation, la riposte de Corneille allègue l'absolue souveraineté du « public ». Et contre la prétention des doctes à le censurer, il rappelle que le véritable « public », celui du théâtre, a donné un assentiment unanime et enthousiaste à la pièce. Universel puisqu'il rassemble tous les états (la cour, les honnêtes gens, le peuple), éprouvant son unité lors de la représentation, guidé dans ses appréciations par son seul plaisir, ce « public », en forme de *populus* ou de *republica* à l'*antique, oppose l'évidence de* son sentiment aux lectures de cabinet et aux examens érudits des lettrés. Ce n'est pas à eux qu'il revient de décerner ou de refuser une approbation [illegible] a reçue, [illegible] ses spectateurs.

L'intervention de l'Académie française, voulue par Richelieu en contradiction avec les statuts de la compagnie, déplace la querelle sur un autre terrain. Même si ses lettres patentes n'ont pas encore été enregistrées par le Parlement, même si les *Sentiments* qu'elle publie sur le *Cid* dissimulent soigneusement leur dimension politique, l'Académie est une institution « publique » qui tranche au nom d'un « public » identifié à l'Etat. Inscrite dans la sphère du pouvoir princier, suscitée par le politique, l'autorité du corps littéraire nouvellement établi ne peut que récuser, tout ensemble, tant *« la souveraineté directe de l'auteur sur le* public *telle qu'elle était postulée par Corneille en vertu d'une secrète communication entre les deux instances que la souveraineté des lettres sur le public telle qu'elle se voulait médiée par l'autorité collective et aristocratique des auteurs »*.

Avec la querelle du *Cid*, trois représentations de la pratique littéraire se mettent donc en place. La première est habitée par la nostalgie d'une réalité communautaire, sinon corporative, de la République des lettres. La seconde accepte la soumission à l'institution d'Etat, toute-puissante en ses censures et ses décrets. La dernière tente de construire une position d'auteur émancipée de cette double tutelle grâce à la faveur des lecteurs ou des spectateurs (et grâce, aussi, aux libéralités du mécénat). En dessinant avec grande netteté cette cartographie, l'analyse d'Hélène Merlin me paraît, en dépit ou à cause de sa réticence sociologique, une contribution majeure au débat ouvert par le livre de Pierre Bourdieu, *les Règles de l'art*, sur la genèse et les transformations du champ littéraire entre le XVIIe et le XIXe siècle.

FORMULATION ORIGINALE

« Celui-là peint les hommes comme ils devraient être, celui-ci les peint tels qu'ils sont. » De ce parallèle entre Corneille et Racine, apparemment usé jusqu'à la corde, Hélène Merlin donne une formulation originale et aiguë. Pour elle, *« Racine se conforme à « nos » mœurs, il représente les* particuliers, *tandis que Corneille proposait aux* particuliers *de se conformer à une représentation supérieure dépendant d'une idée de* public, *et de se convertir ainsi en* public ». Dans un cas, racinien, le théâtre est représentation de passions familiales, privées, secrètes, à destination d'un « public » qui se pense comme une communauté de personnes « particulières » partageant les mêmes inquiétudes et les mêmes blessures. Dans l'autre, cornélien, la constitution du « public » par l'œuvre suppose, tout à l'inverse, le sacrifice des intérêts « particuliers », et, pour chaque spectateur, le dépassement de soi.

Le parallèle peut se lire comme une trajectoire, et comme le résumé du livre. A la définition ancienne du « public », formulée dans les catégories de l'ontologie politique, succède une acception nouvelle où, à la ville comme à la scène, le « public » est une société d'individus particuliers. Définir historiquement le « public » en son sens littéraire est donc, d'abord, identifier les références ou, mieux dit, les « formes » à travers lesquelles des individus de chair et d'émotions se constituent en un « être idéel ». La leçon vaut pour le XVIIe siècle. Elle n'est pas sans pertinence pour notre présent.

Roger Chartier

(1) *L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Payot, 1978.
(2) Dans *Le Règne de la critique* (1959), Minuit, 1979.



هكذا من الأصل

هكذا من الأمل

La revanche de Frankenstein

Pour Joël de Rosnay, l'homme du troisième millénaire sera en phase avec l'« organisme » planétaire

L'HOMME SYMBIOTIQUE
de Joël de Rosnay.
Seuil, 350 p., 130 F.

Pour son dixième livre, Joël de Rosnay a résolu de faire le grand saut. Emoustillé par l'approche du troisième millénaire, il pousse le plus loin possible les hypothèses dessinées successivement par *Les Origines de la vie* (1965), *Le Macroscope* (1975), *Le Cerveau planétaire* (1985). Son *Homme symbiotique*, c'est *La Revanche de Frankenstein*, pour reprendre le titre du film de Terence Fisher. Ce n'est plus un monstre, mais au contraire une créature qui aura la possibilité d'être en phase, pour le meilleur, avec l'organisme planétaire né de la connexion des sciences physiques et humaines.

Il y a de nombreuses années, le professeur Daniélou suggérait de parler d'un *« règne machinal »*, se superposant aux règnes minéral, végétal et animal. Notre auteur invente un autre règne, celui du *« cybionte »* – nom qu'il a formé à partir de « cybernétique » et de « biologie » –, superorganisme planétaire dont le « cerveau » sera la composante des cerveaux humains, des ordinateurs et des réseaux de communication interconnectés. Métaphore, précise honnêtement Joël de Rosnay, mais qui aide à la prise de conscience du développement de l'espèce humaine en coévolution avec ses machines et ses organisations.

Le passionnant travail qui nous est proposé navigue entre la connaissance la plus pointue des technologies, qui transforme notre vision ou notre pratique du monde, et l'imagination qui n'est plus ici la « folle du logis », mais une sorte de fusée à étages, soigneusement contrôlée. Il ne s'agit pas, en effet, de prolonger les courbes ou de proposer un discours linéaire, mais d'organiser des modules d'explication à divers niveaux, emboîtés les uns dans les autres.

« NÉOBIOLOGIE »

De cette exploration naît une impressionnante vision unifiée de la nature et de la société, des molécules, des insectes, des hommes et de leurs constructions *artificielles*, fruit d'une sorte de *« néobiologie »*, avec ses fonctions d'autoconservation (grâce au métabolisme de l'énergie), d'autoreproduction (par l'industrie et l'économie), et d'autorégulation (par les ordinateurs et les réseaux). Une intelligence collective née du *« cybionte »* et de l'*« homme symbiotique »*. Encore faut-il que l'on veuille cet avenir et que l'on sache piloter l'évolution pour parvenir à cette nouvelle étape.

Joël de Rosnay se lance dans la défense et l'illustration de cette société de demain où l'efficacité des actions individuelles s'accroîtra par le fameux principe de subsidiarité (les décisions se prenant au plus bas niveau possible). Nous arriverons, dit-il, à la *« gouvernance »* où les pouvoirs se répartiront entre les gouvernements politiques des États et l'ensemble des organisations humaines coopérant à différents niveaux dans les grands secteurs de la vie publique.

L'essayiste consacre son dernier chapitre à la *« culture et* [aux] *valeurs pour un nouveau monde »*. Elles reposeront sur la solidarité, le respect de l'environnement, l'éducation, ainsi que sur l'harmonie et l'équilibre, *« valeurs plus féminines »* dont il convient de favoriser l'émergence... Mais ce ne sont pas les réseaux qui peuvent communiquer ces vertus ! Internet a la science, non la sagesse...

Pierre Drouin

A demain Zapata

Suite de la page I

Contre le sondage et la télé, ils jouent la mémoire et l'imprimé. Sans grandiloquence. Un pas de côté. Et le carton-pâte s'effondre.

Marcos et les siens nous demandent constamment de ne pas les idéaliser. Tout est affaire d'écologie culturelle, et celle du Chiapas est singulière. Les habitants de cet Etat à la fois riche et déshérité ne sont pas des Indiens en poncho voués au tissage et à la poterie, comme dans les cartes postales. Anciens journaliers du café et du pétrole, pour partie alphabétisés par l'Eglise et les sectes protestantes, ces salariés, ces migrants défrichent la montagne en pionniers, croisent les dialectes, fréquentent la ville. Faute d'électricité, les villages du haut Chiapas ignorent la télévision, mais chaque paysan déambule avec son transistor. La mémoire collective reste là-bas orale.

STAR NATIONALE DE L'ÉCRIT

Les dirigeants du Comité clandestin révolutionnaire indien (le CCRI) se sont évertués à la transcrire et à faciliter l'accès du plus grand nombre à la culture écrite. Comme dans nos bonnes vieilles « maisons du peuple », selon le pacte séculaire qui unissait le mouvement ouvrier au livre, ces héritiers de la graphosphère avaient installé dans leur base, à Aguas Calientes, une véritable bibliothèque publique (romans, poèmes, manuels scolaires). *« Une école qui s'ouvre,* disait Hugo, *c'est une prison qui se ferme. »* Accoté à cette longue mémoire des peuples torturés, avec les références visuelles d'un cinéphile et l'astuce de qui ose mêler *Moby Dick* à la dernière chanson de Chava Flores, une citation de *Macbeth* à une réplique de Cantinflas, Marcos s'est peu à peu transformé en star nationale de l'écrit, mais pour faire pièce aux stars de l'écran. *« On ne contrôle jamais l'image,* explique-t-il à Carmen Castillo et Tessa Brisac, dans une des rares interviews télévisées qu'il a données, pour Arte (1). *Mais ce qu'on écrit, on peut en répondre. »* Il a banni tout contact avec Televisa (sorte de TF1 mexicain en situation de monopole) et s'adresse exclusivement à un petit quatuor de la presse écrite, nationale et locale. Lentement, pauvrement, à son rythme, avec les moyens du bord. Ce *« transbordement laborieux de paroles »*, à dos d'homme, ces feuilles blanches aux lettres noires, portées *« des montagnes jusqu'au béton »* par des émissaires anonymes, pieds nus, le long de sentiers compliqués – c'est ce travail de fourmis héroïques qui, de place en place, a déstabilisé une vidéosphère géante.

Hantée par la vitesse, l'image et les « marchés », celle-ci s'était vidée de toute imagination, à son propre insu. Une leçon de choses en somme, pour illustrer *La Puissance de la parole* d'Edgar Poe : *« Tout mouvement imprimé à l'air, toute vibration dans l'atmosphère ambiante agit sur chaque être individuel de l'univers. »* De tout temps, l'efficacité symbolique (objet de la médiologie) a pratiqué ces transversales facétieuses. A suivre aujourd'hui celle-ci, elle nous ferait remonter du monde de l'économie au monde des livres, jusqu'au point zéro de la secousse : la forêt de Lacandona et les *Cronopios* de Cortazar, dont il est à craindre que Larry King à Atlanta et la direction du Trésor à Bercy n'aient jamais entendu parler, bien qu'ils soient, en un sens, à l'origine de leurs présents malheurs.



RAPHO

« Cette guérilla n'exprime pas une idée, elle exprime un monde »

Moine-soldat ou clerc d'école, le militant révolutionnaire se distinguait jusqu'à hier du commun des mortels par une effrayante assurance sur l'avenir, *« la certitude d'avoir raison, la netteté avec laquelle il se représente les résultats de son action »*. J'ai la vérité, suivez-moi, le salut sera au bout du calvaire. Marcos et les siens, grands laïcs devant l'Eternel, c'est la théologie de l'avant-garde sans dessus dessous. Semblable à un Michel-Ange qui fait descendre la divine Idea dans la glaise, les surhommes en surplomb de jadis faisaient descendre un *isme* salvateur parmi les misérables. Ici, l'insurrection vient d'en bas. *« Cette guérilla n'exprime pas une idée,* disait Marcos sur Arte, *elle exprime un monde. »*

Dans les textes qu'il signe, notre anti-Rambo, caudillo malgré lui (*« on avait choisi le passe-montagne pour éviter le caudillisme, et voilà qu'on se retrouve avec un caudillo en passe-montagne »*), affiche ses doutes, avoue que les zapatistes ne savent pas grand-chose, que leur mouvement est banal et bordélique et qu'ils ne cessent d'improviser. Avec un programme sans *isme* et pas très compliqué : dialogue, assemblée constituante, terre et liberté. Que chacun fasse ce qu'il peut, là où il est, pour la démocratie. Ils ne veulent pas de la guerre civile, encore moins du pouvoir d'Etat, n'appellent personne à prendre les armes, ne voient rien de salvateur dans la souffrance. Ils s'adressent à des individus, tel syndicaliste, tel journaliste, telle maîtresse d'école, en ignorant les sommités en place. Pas de moralisme ni de chantage à l'expiation. Pas d'injures au-dehors, ni, au-dedans, d'excommunication des renégats et défroqués. On rompt ses voeux quand on veut, on rempile quand on peut.

L'intrusion de l'humour dans l'engagement et de la parodie dans la mystique, renverse, à gauche, une donne séculaire. La voilà donc, trente ans après l'ouvrage du même nom et quand la mode en est passée, la Révolution dans la Révolution – au dire même de Marcos. Un certain sourire. Pas le rire populacier et cruel du Père Duchesne ; ni celui, boulevardier et grinçant, de Coluche. Ce sourire, c'est l'humanisation de la tragédie par le clin d'oeil.

Littérature « politique » ? Oui, à condition de changer le sens de ce mot. Un intellectuel qui rentrait en Révolution, ces cinquante dernières années, devait déposer son intelligence à la porte, souvent, et toujours sacrifier son « moi » sur l'autel de la cause du peuple. Au contraire du chef bureaucratique, Marcos dit *« je »*, sans pudeur. Il fait la guerre en publiant par bribes son journal intime, et rédige son journal intime avec les dits et gestes de ses copains et copines. Au contraire du chef charismatique, il ne prétend pas incarner le groupe (il place et signe ses post-scriptum personnels, *après* le communiqué collectivement approuvé). Il ne parle pas à leur place, il transforme ses compagnons en personnages de conte ou de nouvelle. Avec cette subjectivité affichée mais collective, il invente une nouvelle façon de dire *je* qui résonne avec le *nous* sans s'y substituer, un *je* ouvert et mutant que chacun peut reprendre à son compte et prolonger à sa façon.

Cabotinage, vedettariat, exhibitionnisme ? Il s'en explique ici franchement. *Pas de contre-violence symbolique possible sans participation au grand jeu médiatique.* Comment, dès lors, se servir des médias sans devenir leur otage ? En jouer, sans se laisser coopter ? Comment renverser leur puissance tout en l'utilisant ? *Par une rigoureuse sélection des supports, le refus d'obéir à la mise en pli général, l'imposition d'un agenda propre.*

La vedette, ici, fait du judo. Elle ne cesse de déjouer l'indentification héroïque en se désidentifiant elle-même, en changeant de biographie, en décrochant de son propre personnage par l'ironie et l'autodérision. Zapata revu par Brecht. Si narcissisme il y a, il est inversé, de manière à secouer notre passivité. Peut-être a-t-il compris que, aujourd'hui, le virtuel l'emporte toujours sur le réel, l'opposant sur le gouvernant et le personnage sur l'individu. Aussi transforme-t-il son masque en miroir à facettes, où chacun peut à loisir se réfléchir.

Ce réaliste – le contraire du rêveur et de l'utopiste – a poussé le principe de réalité politique jusqu'à penser et faire penser par le biais de la fiction. Il remplace le vrai par l'authentique, la thèse correcte par la narration incorrecte. En somme, il a changé la politique de son pays en lui racontant des histoires naïves et sophistiquées, quotidiennes et saugrenues, dont personne ne peut dire si elles sont tout à fait vraies ni tout à fait fausses, mais qui parlent au quidam et en relancent des milliers d'autres.

LES PORTES DU RÉEL

Et si c'était cela, aujourd'hui, l'esprit de sérieux ? La meilleure forme de résistance au présent ? Quand le réel devient image, quand le mensonge dégouline des écrans, n'est-ce pas l'imagination écrite qui rouvre les portes du réel immédiat ?

Dernier post-scriptum. 20 février 1995. Après l'offensive militaire générale exigée par Washington. Coincé avec deux copains à dix mètres de trente soldats, les hélicos au-dessus de la tête, le Sub, qui n'en mène pas large, calcule les probabilités de survie avec force additions et soustractions. Cheville, nez, dos, son corps s'en va par petits bouts. Finalement, note-t-il, mieux vaut un pruneau dans le ventre que de se faire engueuler par Eva, parce qu'il n'a pas eu le temps d'évacuer du campement trois vidéocassettes capitales, *Bambi, Le Livre de la jungle* et *Escuela de vagabundos* avec Pedro Infante lui-même. Au fait, Bambi était-il mâle ou femelle ? Plutôt mourir de suite. *« L'humour, dit Chris Marker, est la politesse du désespoir »*. Les sages et les méchants assurent que les zapatistes ne feront pas de vieux os. Mais à cette aune-là, avouez-le, messeigneurs, l'homme révolté a encore de beaux jours devant lui.

Régis Debray

(1) « Le Monde Radio-Télévision » du 5 et 6 mars.

Carmen Martín Gaite les mots de l'absence


ANA TORRALVA

A Madrid on la reconnaît dans la rue. Ses livres touchent un vaste public. Si elle écrit, c'est pour donner une cohérence au monde afin de retrouver une présence

D'un balcon suspendu au-dessus de Madrid, une femme observe le fracas de la ville. Tout en bas, des pigeons chaussés de rouge explorent avec application les crevasses des trottoirs. Très loin, derrière la jungle squelettique des antennes de télévision, la colline du Cerro de Los Angeles étale ses arrondis vert et ocre, à demi brûlés par des siècles de soleil. Le visage impérieux et précis de cette femme, ses traits encadrés d'épais cheveux blancs, beaucoup de Madrilènes les reconnaissent dans la rue, arrêtant la dame pour lui demander un autographe. Autant dire que Carmen Martín Gaite a acquis, en Espagne, une de ces renommées qui débordent largement le périmètre des cercles d'initiés, alors même qu'elle est avare d'apparitions publiques.

Vendus à des dizaines de milliers d'exemplaires, ses derniers romans n'ont pourtant rien d'une littérature facile. Les livres de cet auteur de soixante-neuf ans, couverte des distinctions littéraires les plus prestigieuses, sont même ceux d'une intellectuelle pétrie de culture classique, philosophe de formation. Des ouvrages riches en références littéraires, en analyses sociologiques, en finesses psychologiques. Mais leur texture a la force et l'élasticité de la vie, elle porte la marque d'un esprit acharné à capter la complexité de l'existence sans rien perdre de son épaisseur quotidienne, de ses aspérités, de ses craquelures tristes ou cocasses.

D'un élan qui semble vouloir embrasser la diversité des possibles, Carmen Martín Gaite ne s'est d'ailleurs pas limitée à la forme romanesque. Elle a aussi lancé sa ligne dans les eaux moins fréquentées du conte pour enfants ou de la poésie, dans celles, plus froides, des publications universitaires et dans le courant variable d'une forme d'essai où l'esprit se joue des frontières entre raisonnement et fiction (1). Ses livres, elle les a tous écrits dans cet appartement de Madrid dont la vaste terrasse accueille ses méditations. Depuis le premier, *El Balneario*, paru en 1955 (2), tous ont été conçus dans ce lieu dont les murs pourraient en dire long sur les luttes des opposants au franquisme. A l'époque d'avant la démocratie, ils venaient là penser un avenir moins gris, pendant que leur hôtesse *« servait le café en les écoutant pérorer »*.

Aucun mépris derrière ce souvenir formulé dans un sourire : Semprun et d'autres sont restés de grands amis. Simplement, Carmen Martín Gaite a toujours préféré l'écriture à l'engagement politique, même si la liberté lui tient à cœur et si son cœur, lui, continue de battre à gauche. La littérature, ce *« vice »*, a pris le pas sur d'autres vocations potentielles, comme le chant, les collages, auxquels elle se livre parfois, et la comédie, vieux rêve qu'elle se félicite de n'avoir pas mis en pratique. *« A mon âge*, observe-t-elle ironiquement, *la plupart des actrices sont déjà à la retraite. Pas moi. »* Non seulement la retraite ne la guette pas, mais le mot sonne comme une absurdité face à celle que sa secrétaire qualifie d'*« infatigable »*. Naviguant d'une pièce à l'autre – l'une pour écrire le jour, l'autre la nuit –, en longeant un couloir carrelé de noir et blanc, Carmen Martín Gaite passe le plus clair de son temps à manipuler des mots.

Si grande est sa gourmandise qu'il peut s'agir de lettres, de simples notes ou bien de traductions, lorsque l'*« inspiration »* fait défaut. Car la rude obstination, le travail indispensable ne lui sont d'aucune utilité pour écrire un livre si les muses font du mauvais esprit. L'écriture, pour Carmen Martín Gaite, s'apparente à *« une épiphanie dont l'apparition ne se contrôle pas »*. Mots désuets, mots surnaturels, mais ne tient-elle pas à *« garder les yeux ouverts sur les prodiges »*, faute de se sentir religieuse au sens ordinaire du terme ? Rester en éveil, estimer que le domaine du connu ne recouvre pas forcément celui du possible, tout cela ne bannit pas la raison, loin de là. L'une des obsessions de l'écrivain consiste à rendre au monde une *« cohérence »* par l'écriture, sans pour autant gommer les incohérences dont ce monde est fait.

La petite fille qui commença d'écrire à l'âge de huit ans pensait déjà qu'il n'existe guère d'autre moyen de *« suivre son discours intérieur sans être interrompu par les autres, se retrouver seule ne serait-ce que deux heures, tenir les rênes »*. Aujourd'hui encore, l'écriture lui sert à *« créer des zones d'ordre dans ce qui est confus »*, à élever de minces remparts contre l'incertitude. L'angoisse lui est un ennemi familier, surtout celle qui vient avec la nuit, traînant derrière elle tant d'idées chagrines, de *« culs-de-sac dans lesquels il faut pourtant rentrer, car là se trouvent des vérités que le soleil affadit »*. Soudain, de cette femme lumineuse surgissent des pans d'ombre, les fantômes de ses morts, celui d'une fille unique très aimée. *« J'ai pleuré tout ce que je pouvais pleurer »*, dit-elle en ajoutant qu'elle comprend *« les gens tristes »*.

Sa façon à elle de survivre sans glisser dans le désespoir, c'est d'*« écrire pour récupérer le temps en le convertissant en autre chose, en lumière »*. Un bon roman, observe-t-elle, rend toujours compte d'une transformation due au passage du temps. Et les minutes qui passent dans la vie réelle modifient, à leur tour, le temps de l'écriture. Parlant de *La Reina de las nieves*, son dernier roman paru en Espagne (3) – dont le titre fait référence à un conte d'Andersen –, elle explique que l'ouvrage a été interrompu plusieurs années de suite. *« Lorsque je l'ai repris, j'étais autre. Les années écoulées l'ont bonifié, les changements qui s'étaient imprimés en moi se sont répercutés sur les personnages. »* Rien de tout cela n'entraîne la romancière dans les pièges de l'autobiographie romancée, puisque tout est passé au moulin de l'imagination. Mais une fois de plus, la littérature est un outil kaléidoscopique : *« Elle aide à mieux comprendre une situation affective disparue, à retrouver une présence, des émotions, à travers des personnages inventés. »*

« Pour l'âme qu'elle m'a laissée et qui monte la garde en permanence, telle une petite lampe allumée, dans ma maison, dans mon corps et dans le nom qu'elle me donnait »

L'absence est l'un des points d'ancrage de sa recherche littéraire. Celle qui augmente le désir, celle qui nourrit les poèmes d'amour, celle qui exclut les adieux définitifs. Celle qui bannit le manque, du moins partiellement, puisque *« le seul fait d'avoir eu les choses ou les gens rend sûr de les posséder pour toujours, plus sûrement parfois que s'ils étaient là »*. L'absence trône donc au centre de *Passages nuageux*, le deuxième de ses romans à être traduit en France, monument demeuré plusieurs semaines en tête des meilleures ventes lors de sa parution outre-Pyrénées. Deux anciennes amies qui ne se sont plus vues depuis très longtemps y renouent une relation épistolaire que traversent un passé enfui, des amours perdues. Ce livre qui lui valut *« plus de courrier que jamais auparavant »*, Carmen Martín Gaite l'a ouvert par une dédicace anonyme, placée en page de garde : *« Pour l'âme qu'elle m'a laissée et qui monte la garde en permanence, telle une petite lampe allumée, dans ma maison, dans mon corps et dans le nom qu'elle me donnait. »*

Le *« nom qu'elle me donnait »* fait écho au pouvoir de la parole tel que l'évoquent l'auteur et ses personnages. Tout comme Sofia et Mariana se plaisent à évoquer les surnoms prêtés à l'autre, les mots qu'elles échangeaient, Carmen Martín Gaite remarque, l'air pensif : *« Lorsqu'un être cher disparaît, c'est plus de ses mots que l'on se souvient, de la façon dont il les disait que de la couleur de ses yeux. C'est cela, le vrai trésor. »* Les deux héroïnes de son roman ressuscitent leur histoire commune en la mêlant aux mouvements ondoyants de leurs trajectoires ultérieures : un mari transparent, des enfants qui s'en vont, un amant pervers, une amie alcoolique, une femme de ménage pleine d'humour. *« Il est difficile de s'arracher à la tumeur du passé*, songe l'une d'entre elles, *sans toucher au tissu du présent, aussi délicat et fragile qu'un pétale. »* Le temps, toujours lui, mine les rêves et désagrège l'univers. A tel point que Sofia, la bohème, aspire à entrer dans *« son enceinte sacrée, au lieu de le harceler de l'extérieur et de* [se] *défendre de lui en le jaugeant de loin »*.

Une aspiration à l'éternité que vient contredire l'incoercible fragmentation de la vie. Pour donner la mesure de cette irritante et merveilleuse discontinuité, la romancière parsème son récit d'images suggestives. Il est question de puzzles, de collages, de miroirs brisés, d'éclats de toutes sortes. *« Ma ligne de conduite que j'avais si laborieusement élaborée se brisait en plusieurs endroits, et les perles du collier tombaient par terre, rebondissant comme des larmes inutiles »*, constate Mariana, la psychanalyste. Alors, nouant le fil de sa propre philosophie, l'auteur impose l'écriture comme tentative de résoudre cet *« imbroglio »*. De Mariana, qui rédige un essai sur l'érotisme à son amant écrivain, de Sofia, qui sait raconter les histoires à la vieille servante bien placée pour écrire un roman sur la famille, les personnages ont affaire à ce *« vice »*. *Passages nuageux* est une réflexion sur l'écriture et la création littéraire, à la fois labyrinthe et refuge, perte et rédemption.

Une réflexion qui n'assène pas de théories, qui ne perd pas le chemin du roman, qui inclut la vie dans ses plus infimes détails. A sa manière pleine d'humour et d'intelligence, Carmen Martín Gaite semble composer un hommage à la fiction, au détriment d'autres modes d'écriture. Car, si elle peut donner l'illusion de résumer le monde dans des groupes de mots, la forme épistolaire dont usent les personnages n'est pas toute-puissante pour colmater les brèches, les douleurs, les *« surprises »* infligées par le hasard. Les précisions topographiques fournies par les deux femmes, les *« règles »* épistolaires que Mariana s'acharne à observer, le désir compulsif qu'elle éprouve de dater n'empêchent pas de subir les caprices du temps.

Mariana, surtout, celle qui serre au plus près l'exercice épistolaire classique, souffre d'être toujours renvoyée à l'impossibilité de saisir les événements de manière exhaustive. Mettant à mal l'illusion d'une communication directe, cette écriture descriptive lui permet surtout d'explorer sa propre solitude. Celle de la romancière, en revanche – et, par moments, celle de la fantaisiste Sofia, écrivain manqué –, lui donne le pouvoir ultime et réel d'inventer, de tenir en silence *« les rênes »* d'un monde qui lui appartient. De régner en souriante souveraine, omniprésente et cachée, bénie des muses.

Raphaëlle Rérolle

(1) Livre de contes, de méditation, d'aphorismes, *El Cuento de nunca acabar* a paru aux éditions Anagrama, en 1983.

(2) Réédité par Destino, en 1977.

(3) Anagrama, 1994.

PASSAGES NUAGEUX
(Nubosidad variable)
Traduit de l'espagnol
par Claude Bleton,
Flammarion, 344 p., 150 F.
Le premier roman
de Carmen Martín Gaite,
La Chambre du fond,
a été publié chez le même éditeur
en 1993, quinze ans
après sa publication en Espagne.

SOMMAIRE

Le Monde POCHE

A nos lecteurs

« Le Monde des livres », souhaitant consacrer plus d'espace aux livres publiés en édition de poche, a décidé de créer un mensuel entièrement consacré au traitement de ces livres. Le premier numéro du « Monde poche » – seize pages au demi-format du quotidien – paraîtra dans *Le Monde* daté samedi 18 mars (il sera ensuite publié chaque milieu de mois, toujours dans le numéro daté du samedi).

« Le Monde poche », émanation du « Monde des livres », est dirigé par Martine Silber. Il se propose d'offrir aux lecteurs le même traitement de l'information et le même service que ceux qu'ils trouvent dans « Le Monde des livres » pour les nouveautés en édition courante : critiques littéraires, portraits, enquêtes. Dans chaque numéro, pour donner une information aussi exhaustive que possible, et pour servir de guide, « Le Monde poche » fournira aussi une très large sélection des parutions du mois, au format de poche, dans tous les domaines, soit 300 à 400 titres.